
LE COLONEL DURAND

PREMIÈRE PARTIE

I

C'ÉTAIT en mai de cette année-là. Mon régiment était au repos à Nancy et j'étais venu à Paris dans l'intention d'y passer une quinzaine de jours, pour m'y divertir un peu et oublier les fatigues du métier. J'avais pris un logement rue de la Planche et c'est mon ordonnance, Raffart, que j'avais amené avec moi, qui faisait mon ménage et, à l'occasion, ma cuisine, quand je ne prenais pas mes repas dehors. Le 3^e hussards, qui était caserné rue de Babylone, était commandé par un de mes amis, Pelletier, et quand j'avais besoin de chevaux, je n'avais qu'à aller lui en demander. Il y en avait trois qui m'étaient pour ainsi dire réservés, dont une jument, *Giroflée*, une des meilleures bêtes que j'aie jamais montées.

Un jour, j'avais été invité chez une femme tout à fait charmante, qui est morte aujourd'hui, qui se nommait Mme Rivière et qui donnait un bal en l'honneur des vingt ans de sa nièce, M^{lle} Fiévet. Soirée comme toutes les autres soirées de cette heureuse époque, bal comme tous les autres. Beaucoup d'uniformes et un assez bon nombre de jolies femmes, fort coquettement vêtues. Il faisait, cette nuit-là, un temps délicieux, un clair de lune admirable. M^{me} Rivière avait son hôtel rue de Lille, un hôtel assez vaste, richement meublé et décoré,

domesticité nombreuse, livrée splendide. Le grand salon ouvrait par dix vastes fenêtres sur de beaux et grands jardins qui s'étendaient jusqu'à la rue de l'Université, avec des arbres centenaires, des bosquets, des pelouses. Entre deux danses, nous allions nous promener dans ces jardins, avec ces jeunes femmes et ce furent des heures exquises. On aimait vivre, en ce temps.

Or, ce soir-là, cette nuit-là, je bus. Il y avait, dans deux des salons, des tables, avec tout ce qu'il fallait pour boire et des valets qui s'empressaient à vous servir. Je bus beaucoup et un peu à tort et à travers, en trinquant avec l'un, avec l'autre, en racontant je ne sais quelles sottises, et, bref, quand je quittai cette maison, vers trois ou quatre heures du matin, je me tenais encore debout, sans doute, mais il n'aurait pas fallu que le vent soufflât trop fort.

Et je m'aperçus qu'en m'éloignant de l'hôtel de Mme Rivière, par cette rue de Lille, je donnais le bras à un homme, correctement vêtu, avec même une certaine recherche, qui pouvait avoir trente-cinq ans et que j'appelais Arthur. Pourquoi l'appelais-je Arthur? Je ne l'ai jamais su... Il avait dû boire beaucoup moins que moi, il était un peu moins ivre. Il écoutait avec un sourire les folies que je racontais en faisant de grands gestes du bras gauche, et, de temps en temps, il essayait de placer un « dites-moi, mon cher colonel... », que je coupais net d'un revers de main. Il se tenait droit, marchait d'un pas un peu raide peut-être mais décent, et, par moments, quand je m'affalais par trop sur lui, il me repoussait doucement, avec, cependant, une certaine force. Et j'ignore absolument pourquoi je m'étais pris pour cet Arthur d'une sympathie, d'une affection immenses.

Ce que je lui dis, pendant les deux ou trois cents premiers pas que nous fîmes, ce que je dus lui dire de coq-à-l'âne, de choses saugrenues, je ne cherche même point à m'en souvenir. Je suis à peu près sûr que, pour chaque phrase, j'avais oublié, en disant la fin, de quoi était fait le commencement. Mais tout à coup je me revois, au coin d'une de ces rues qui coupent la rue de Lille, la rue de Poitiers, je crois, — je rentrais chez moi, rue de la Planche, — je me revois m'arrêtant, me retournant vers mon compagnon pour lui dire encore, sans doute, quelque bourde, et, à la lueur d'une lanterne, m'apercevant,

avec une sorte de stupeur, qu'il avait, cet homme, un visage à la fois très beau, d'une beauté de statue antique, et tragique, malgré son sourire. Un visage si beau et si tragique que d'un coup cela me dégrisa :

— Qu'avez-vous ? lui dis-je.

Son sourire s'accrut encore, puis disparut brusquement.

— Rien, fit-il. Je n'ai rien... Pourquoi cette question ?

Je baissai la tête à demi, comme pour le regarder mieux, par-dessous les sourcils, et, — je lui avais lâché le bras, je me tenais debout, sans aide, maintenant : dans toute ivresse il y a toujours quelque chose d'un peu voulu et quand on ne veut plus être ivre, on ne l'est plus, — je posai la main sur son épaule :

— Qu'avez-vous ? répétais-je.

Il me regarda quelques secondes, dut voir que j'avais recouvré partiellement ma raison :

— J'ai, répondit-il, que je ne suis pas très, très heureux.

Et il passa sa main sur son front, releva ses cheveux d'un noir bleu. Je le répète : il était très beau, et, à ce moment, malgré cette souffrance qui paraissait l'accabler, je ne pus m'empêcher de l'envier, de comparer à ce fin, majestueux et douloureux visage, mes traits durs et rudes de paysan. Car j'ai des défauts, mais je me connais.

— D'abord, qui êtes-vous ? lui demandai-je. Il est bien entendu que vous vous nommez Arthur ?

— Arthur ! Quelle idée ! fit-il, avec un petit rire, qui s'éteignit aussitôt. Pourquoi Arthur ?

— J'avais cru comprendre...

— Vous ne savez même pas mon nom ? Pourquoi donc m'avez-vous pris le bras ?

Je haussai les épaules :

— Peut-être pour me tenir debout, répondis-je.

— Ah ! bien ! dit-il.

Et il fit mine de se remettre en chemin. Je le retins :

— Vous êtes parent de M^{me} Rivière ? lui demandai-je.

— Non point, fit-il. Ami, simplement.

— Et vous savez qui je suis, moi ?

— Oui, fit-il. Colonel Durand, commandant le 34^e de ligne.

Je sais même votre âge. Vingt-sept ans.

Il me regardait avec une expression à la fois triste et tendre :

— Ce qui est une chose étrange, fit-il. Vingt-sept ans... Et ce qui est beau, très beau...

— Il ne faut pas être trop vieux pour faire ce métier-là, lui dis-je. La guerre est un jeu et qui de temps en temps demande pas mal d'entrain.

— Mais vous buvez peut-être un peu trop, entre deux campagnes, acheva-t-il.

Je n'aime pas beaucoup les conseils :

— Ne vous occupez pas de cela, dis-je, un peu brutalement. Je sais revenir à moi.

Il eut un nouveau sourire :

— C'est vrai. On dirait que votre ivresse de tout à l'heure s'en est allée.

— Qui vous a donné ces renseignements sur moi, sur mon âge? lui demandai-je.

— Mais vous. Voilà plus de deux heures que vous me racontez cela, tout ce qu'on peut dire et même le reste, à l'occasion.

J'eus un geste de colère :

— Ah! c'est cela qui est ennuyeux! fis-je. Je boirai moins!

— Vous ne vous rappelez pas m'avoir dit tout cela?

— Non, ma foi!

— Et m'avoir raconté votre arrivée au régiment, à Reims, en 94? Neuf ans de cela...

— Oui... Je venais de la charrue. J'avais encore de la paille après mes habits.

— Vous me l'avez dit.

— Je ne me souviens pas. Je boirai moins.

Et lui prenant le bras :

— Venez, lui dis-je. Cette nuit s'achève. Je ne voudrais pas vous quitter sans que vous m'ayez conté votre histoire et les raisons de votre chagrin.

Il fit un geste vague :

— Bah! A quoi bon!

— Si, si! dis-je. Allons boire!

Ces mots suivaient de si près la résolution que j'avais prise de boire moins qu'ils nous firent rire tous deux.

— Eh bien! soit, fit-il. Au reste, vous avez l'air plein d'une telle joie de vivre qu'il y a peut-être intérêt pour moi à me

confesser un peu à vous. Vous pouvez m'apprendre bien des choses.

— A cette heure, lui dis-je, il est peu probable qu'il y ait des cabarets ouverts, par ici. Nous les ferons ouvrir.

Et je l'entraînai.

Il y avait à ce moment un petit débit de boissons qui était situé rue de Lille, passé la rue de Beaune. Il était fermé, comme de juste. Je tapai au volet. Une fenêtre s'ouvrit au premier étage et une tête d'homme apparut. Je lui criai :

— Ouvrez-nous ! Nous avons soif !

— Mais, fit le malheureux, il n'est pas encore quatre heures !

— Ouvrez-nous, te dis-je ! Ou je fais sauter la porte !

L'homme grogna quelque chose, retira sa tête. Je me retournai vers mon compagnon :

— Histoire de femme ? lui demandai-je.

— Histoire de femme, oui, répondit-il.

— Vous êtes fou ! lui dis-je, en lui donnant une tape sur l'épaule. Fou à lier ! Il y a donc des femmes qui valent qu'on se torture ainsi ?

Il me saisit le poignet :

— Ne dites pas cela ! fit-il, d'une voix ardente et tremblante. Si vous la connaissiez !

Trois minutes après, nous étions assis à une petite table, dans ce petit estaminet, à la lueur de quinquets que l'aube, d'instant en instant, allait faire pâlir. Devant nous, une bouteille d'un vin blanc d'Anjou qui n'était pas mauvais, autant que je m'en souviens. J'avais rempli les deux verres. Mon compagnon prit le sien, le regarda un instant, et timidement y trempa ses lèvres. Moi, je vidai le mien d'un trait, le remplis de nouveau. J'avais une soif du diable.

Et je me rappelle tout cela : ce gros homme mal éveillé qui allait et venait en traînant ses savates, en promenant son balai sous les tables, ce bruit de roues de voitures, au loin, et, là, en face de moi, cet homme très beau, très pâle, qui avait pris la petite table ronde à deux mains et, penché vers moi, semblait vouloir se vider de toutes ses pensées et de toutes ses peines :

— Je m'appelle Bertrand de Lormoy, oui... Bertrand de Lormoy... avait-il dit pour commencer, sans que je lui eusse

rien demandé pour amorcer le propos. J'ai trente-sept ans. Mes parents sont morts. Je suis seul au monde. J'avais un frère, plus jeune que moi de trois ou quatre ans, qui a fait des sottises et dont je préfère ne pas parler. De vagues cousins, dans le Poitou, que j'ai peut-être vus une fois ou deux, qui ne m'aiment pas et dont je me moque. Situation honorable, — je suis conseiller d'État, — de l'avenir, de la fortune, la protection et l'amitié de plusieurs grands personnages que je vous demande la permission de ne pas nommer, n'aimant point me vanter d'une chose que je dois peut-être beaucoup plus à la chance qu'à mon mérite.

— Et pas marié? lui demandai-je.

— Non, dit-il, pas marié... pas marié...

Il avait cette manie de répéter les mots, assez souvent.

— Il ne me reste plus qu'à vous peindre mon caractère, fit-il. Je ne crois pas être parmi les plus mauvais. J'aime les belles choses, les bonnes actions. Incapable, je crois bien, de commettre une malhonnêteté, une incorrection : sincèrement, j'en tomberais malade.

— Voyez-vous, lui dis-je, en l'interrompant et en posant ma main brûlante sur sa main glacée, voyez-vous, je savais déjà tout cela. Vous êtes, je l'avais deviné, d'une race d'hommes assez rare, surtout en ce temps où il a fallu mettre les bouchées doubles et le plus souvent ne pas s'embarrasser des moyens. Moi qui vous parle...

Il m'interrompit à son tour :

— Vous... Vous, non, fit-il. Ne parlons pas de vous.

Et de nouveau ce charmant sourire. Il avait des yeux sombres, profonds comme un lac.

— Vous, reprit-il, vous êtes soldat et le maniement de l'épée vous amène assez souvent, doit vous amener assez souvent, j'imagine, à tenir pour bien peu de chose la vie et la mort de vos semblables. Moi... moi...

Et il posa sa main fermée sur son cœur :

— Moi, fit-il, j'ai pour la vie et la mort de mes semblables, pour leurs pensées, pour leurs rêves, pour leurs joies et leurs douleurs, j'ai... comment vous dire cela?... un respect qui va jusqu'à l'amour et jusqu'à la crainte.

Je le regardais avec étonnement :

— Les hommes ne sont que les hommes! lui dis-je.

— C'est évident. Mais que voulez-vous? c'est ainsi... jusqu'à l'amour et jusqu'à la crainte... Songer que je pourrais, d'un coup d'ongle, fêler le cristal d'une âme, blesser, meurtrir une âme, eh bien ! non, qu'on me coupe la main, plutôt, — je ne peux pas... Peut-être est-ce pour cette raison que je ne me suis jamais marié... Une jeune fille, pensez ! J'ai eu des maîtresses. Mais c'étaient des filles. Une jeune fille, non... je n'ai jamais osé... M'en prendre à l'âme d'une jeune fille, à l'âme exquise, fragile d'une jeune fille, lui infliger le contact de ma brutalité d'homme, de ma stupidité d'homme... car que sommes-nous, colonel ? que sommes-nous, nous, hommes, gros lourdauds d'hommes, à côté de la femme?... cela, je ne l'ai jamais osé, et, mieux, je ne l'ai jamais voulu ! J'ai eu ce qu'on est convenu d'appeler des « occasions », des jeunes filles qui n'étaient point sottes, qui étaient bonnes, sensibles et dont quelques-unes étaient belles, très belles... Et j'en ai aimé...

Il se renversa en arrière :

— Ah ! fit-il, j'en ai aimé une, je me souviens... qu'elle était jolie ! quelle chose extraordinaire que ce visage qui changeait d'instant en instant, comme ces ciels de printemps où des nuages passent et repassent sans cesse devant le soleil, ombre, lumière, ombre, lumière, toujours ainsi... qu'elle était jolie !... et avec une âme qu'on sentait pleine de tendres et douces choses... Je n'ai pas voulu... Pas moi !... je n'ai pas voulu être celui qui flétrirait, qui dégraderait tout cela... et elle est devenue je ne sais qui, la femme de quelque imbécile, de quelque butor... peu importe ! ce n'a pas été moi...

Il baissa la tête :

— Voilà, fit-il. Vous voyez l'homme que je suis.

Il avait pris son verre, le porta à ses lèvres. L'odeur de ce vin dut l'écoeurer, il reposa le verre sur la table, et, brusquement, relevant la tête :

— Colonel ! me dit-il d'une voix qui s'était mise à trembler soudain, colonel, mes scrupules et mes hésitations d'hier seront sans doute ceux de toute ma vie, j'aime une femme et je ne crois pas qu'on puisse aimer avec plus de tendresse, plus de vénération...

— Peste ! m'écriai-je. De vénération !

— Ah ! ne riez pas ! s'écria-t-il, en levant la main. Je vous en

supplie, ne riez pas ! Vous me plaindrez plutôt quand je vous aurai dit que pendant ces onze mois qui viennent de s'écouler, assez souvent, le soir, en rentrant chez moi, j'aurai regardé mes pistolets !

— Pour la tuer ? fis-je, stupéfait.

— Pour me tuer, moi ! Car je l'aime, je l'aime...

— Eh bien ! est-ce une raison pour se faire sauter la cervelle ?

— Oui ! Car je ne puis le lui dire !

Redoublement de ma stupeur :

— Pourquoi ? Elle est sourde ?

— Non. Je ne puis. Voilà tout. Je l'aime trop. Les mots s'arrêtent là.

Il me montra sa gorge.

— Les mots... dit-il, je veux dire les mots essentiels, les mots qui auraient pour objet d'avouer, de peindre ma passion. Pour le reste, je puis encore m'exprimer et suis aussi bavard qu'un autre.

— Mais pour dire à cette femme que vous l'aimez et que vous seriez heureux qu'elle vous appartint...

— Oui, colonel. Impossible.

De nouveau me montrant sa gorge :

— Une barre, là, fit-il.

— Singulier phénomène ! m'écriai-je. Vous n'avez cependant point l'air d'un dément et vous raisonnez avec assez de justesse... la santé me paraît bonne... Vous voyez cette femme souvent ?

— A peu près tous les jours.

Quelques secondes s'écoulèrent.

— Eh bien ! lui demandai-je tout à coup, voulez-vous que ces mots, ces mots essentiels que vous ne pouvez faire sortir de vous, je me charge, moi, de les lui dire ?

J'avais prononcé la phrase, ma foi, sans du tout y réfléchir et pour dire quelque chose, simplement, à moins que ce ne fût aussi parce que j'étais un peu ivre. Mais lui, il accueillit cela avec une sorte d'effarement, de bouleversement. Il pâlit, se souleva à demi sur sa chaise :

— Comment cela ? fit-il. Que vous vous chargiez de...

— Oui, dis-je. Je me propose pour être votre truchement auprès de cette femme et pour aller lui faire l'aveu que

cette sottile timidité vous renfoncé chaque fois dans la gorge.

Il se rassit, agita ses mains :

— Mais non ! Mais pas du tout ! fit-il. En voilà une idée ! Vous êtes fou !

Puis sentant peut-être que le mot était un peu brutal :

— Fou... je veux dire que cela est insensé et que si fraternelle, si généreuse que soit cette proposition, je ne puis l'accepter... Vous, lui parler ? Mais de quoi aurais-je l'air ?

Et réfléchissant :

— Et lui dire quoi ? Que je l'aime ? Y songez-vous ?

Il sourit, *me* regarda avec affection :

— Je ne vous ai point du tout raconté cela pour cela...

— Alors pour quoi ?

— Oui, pour quoi ? fit-il.

— Que puis-je faire pour vous ? lui demandai-je.

Le patron avait enlevé ses volets, éteint ses quinquets.

— Ce que vous pouvez faire pour moi ? répéta Bertrand de Lormoy. Mais rien... Je ne vois pas...

Soudain, d'un brusque mouvement du corps, il se pencha vers moi, et, me saisissant le poignet :

— Vous iriez, colonel, jusqu'à vous faire présenter à cette femme et lui dire que mon martyre a assez duré, que je l'aime?...

Je me récriai en riant :

— Eh ! monsieur, sans me vanter, je crois que j'ai fait plus fort et livré de plus rudes combats !

— Évidemment, évidemment... fit-il. — Puis après deux, trois secondes de réflexion : — Mais non ! — Il répéta : — De quoi aurais-je l'air ? Comment ! Je n'oserais pas faire à cette femme l'aveu de mon amour et je vous ferais, vous, le confidant de ma passion, je vous chargerais, vous, de... Allons ! Allons ! — Il secoua la tête. — Ce serait odieux... Voyez-vous, je crois que je suis tout de même un peu ivre, très ivre peut-être... — Il prit son verre, le vida d'un trait. — A jeun, je n'aurais jamais dit tout cela... — Il sembla se secouer... — Nous allons partir... Voulez-vous ?

— Comment s'appelle-t-elle ? lui demandai-je.

Il avait l'air de se débattre entre mille sentiments contraires. Jamais je n'avais vu homme plus agité. Il roulait ses épaules sous l'habit, passait sa main sur son visage.

— Écoutez ! fit-il tout à coup. Écoutez, vous êtes homme d'honneur et... oui... — Il regarda tout autour de lui, avec une sorte d'effroi. — Je vais vous confier le plus cher, le plus sacré de mes secrets... Pourquoi ? Je ne sais... Qui êtes-vous ? je l'ignore... Mais j'ai besoin d'un ami, besoin de votre main... Que Dieu vous bénisse ! Il me semble qu'une voix de là-haut me dit que je dois agir ainsi, que c'est bien... — Je le regardai. Il avait les yeux pleins d'une eau qui me parut bien être, en effet, celle de l'ivresse... — Onze mois, vous comprenez... C'est trop ! Que de larmes j'aurai versées pendant ces onze mois !

Je répétais :

— Comment s'appelle-t-elle ?

— Elle s'appelle... — Il eut l'air d'hésiter encore un moment, il avala sa salive. — Elle s'appelle M^{me} de Ponthierx.

— Mariée ?

— Oui... Mariée... — Et avec un regard quasi égaré : — Elle est mariée...

— Que fait le mari ?

— Il occupe un assez haut poste au ministère des Relations extérieures. C'est un homme, — il parut chercher un instant ses mots, — un homme bien, d'ailleurs, très bien, parfaitement honorable, qui ne s'est élevé que par ses mérites, un homme instruit, éloquent... Il est assez souvent chargé de missions délicates à l'étranger...

— Vieux ?

— Assez âgé... plus âgé qu'elle, beaucoup plus âgé qu'elle... Quarante-sept, quarante-huit ans...

— Et elle ?

— Vingt-cinq...

— Oh ! le vieux gredin ! m'écriai-je. Mais qu'il y ait des coquins de cette sorte et qu'ils ne soient pas tous abominablement trompés, bafoués par leur femme...

— Colonel ! Colonel !

Il avait mis une de ses mains sur sa bouche, comme pour arrêter un cri d'effroi, et, de l'autre, m'avait saisi le poignet.

— Voilà, terminai-je, qui prouve bien qu'il n'y a pas de Bon Dieu, ou, s'il y en a un, qu'il se moque des affaires de ce monde ! Où habite-t-elle ?

Il secoua la tête, fit : « ah ! » d'un air de dire : « Je n'en puis plus ! Quel diable d'homme ! »

— Rue Neuve-de-Luxembourg, répondit-il enfin. Presque au coin de la rue Saint-Honoré. C'est ce petit hôtel qui date du siècle dernier et dont le perron est flanqué de ces deux espèces de lions en bronze...

— Vous avez eu peur de ces deux lions !

— Oh ! pas des lions, colonel ! Pas du mari non plus, certes ! J'ai prouvé en diverses circonstances que je n'avais point trop peur et que je savais à l'occasion faire face au danger... Mais d'elle ! Peur d'elle !

Je me levai. Il se leva aussi, surpris :

— Vous partez ? me demanda-t-il.

— Oui, monsieur, répondis-je. A moins qu'il ne vous plaise de boire encore une bouteille...

— Non, colonel. Merci.

Et me regardant avec cet air d'égarement qu'il avait souvent :

— Mais vous n'allez point de ce pas, j'espère, vous n'allez point chez madame...

— A cette heure-ci ? Non, monsieur... Rassurez-vous. Je vais dormir. Non point, croyez-le bien, qu'il s'agisse pour moi, en cette affaire, d'attendre l'heure de M^{me} de Ponthierx. Mais j'entends choisir la mienne.

Et je lui tendis la main. Il me la prit.

— Où vous retrouverai-je ? lui demandai-je.

— J'habite, monsieur, répondit-il, l'hôtel où habitait ma mère quand elle est morte, quai de Béthune. Je n'ai point voulu quitter les lieux où j'ai peut-être goûté les seules joies que la vie pouvait me donner, celles de l'amour filial...

Je le regardai :

— Bizarre ! fis-je. Tout cela bien bizarre, monsieur ! Bien loin de moi !

Il posa sa main à plat sur ma poitrine et d'une voix pleine d'un affectueux reproche :

— Il m'est impossible de croire, colonel, me dit-il, que vous soyez absolument étranger à tout cela et que, vous, vous ne goûtiez que des joies crues, brutales, et, pardonnez-moi, animales...

Je lui rabattis la main, assez durement, ma foi, et, le regardant bien dans les yeux :

— Moi, monsieur, lui dis-je, — et je répétais : moi, mon-

sieur, — mon cas est assez différent du vôtre. J'ai vingt-sept ans et à trente ans je serai mort.

Il eut une sorte de petite crispation du visage :

— Vous pensez, fit-il, qu'à trente ans...

— Je ne le pense pas. J'en suis sûr.

Il attendit une seconde, me regardant. Il devait croire que j'allais ajouter quelque chose. Je n'ajoutai rien. Alors il me demanda dans un grondement fraternel :

— Allons ! Allons ! Pourquoi dire cela ?

— Parce que, répondis je, — et en vérité qu'est-ce qui me dictait ces paroles ? l'ivresse ? ce matin de printemps un peu glacé ? Je n'avais jamais réfléchi à tout cela et cela sortait de moi comme si depuis longtemps ces choses se fussent trouvées arrêtées, — parce qu'il m'apparaît que trente bonnes années, cela suffit. C'est une vie.

Il était tard. Cette discussion durait depuis assez longtemps. Il n'insista pas. Il me demanda seulement où il pourrait me joindre en cas de besoin. Je lui donnai mon adresse rue de la Planche, je jetai quelques pièces d'argent sur la table, et saluant, je m'en fus.

C'était une heure charmante et je me portais bien. Je me rappelle qu'en m'en allant, je répétais tout haut :

— Trente ans ! Trente ans ! Pas un jour de plus !

Je rentrai chez moi, me couchai, m'endormis d'un sommeil de plomb. Vers neuf heures Raffart me réveilla. Un homme était là, voulait me parler.

— Quel homme ? hurlai-je, furieux.

— Un homme assez bien mis, qui a de bonnes manières, bredouilla le pauvre diable.

Je passai ma robe de chambre, allai recevoir l'homme. C'était Bertrand de Lormoy. J'avoue que je fus bien près de l'envoyer promener.

— Mais vous ne dormez donc point ? lui dis-je.

— Non, répondit-il d'un air de chien battu. Je ne pouvais pas. Écoutez...

Je lui montrai un siège.

— Que se passe-t-il ? lui demandai-je. Je ne pensais pas qu'en vous donnant mon adresse...

— J'aurais à m'en servir si tôt ? fit-il. Écoutez-moi... — Et me

regardant jusqu'au fond de l'âme : — Oubliez tout ce que je vous ai dit cette nuit. Je vous en supplie. Vous ne l'avez peut-être pas remarqué, j'étais ivre.

— Mais que m'avez-vous donc dit ?

— Ah ! s'écria-t-il. Des choses folles ! Des absurdités ! Vous êtes un homme d'honneur, je le sais... j'en ai la certitude absolue... Mais supposez...

— Oui, monsieur... Que je sois un fripon ?

— Non ! Pas du tout ! Comme vous prenez mal ce qu'on vous dit ! Mais supposez que vous n'ayez pas saisi la gravité de l'étrange récit que je vous ai fait et que vous alliez dans un moment d'oubli, d'inattention...

— J'aille crier sur les toits le secret que vous m'avez confié ? Eh ! monsieur ! Je ne suis point un gamin !

Il me prit la main :

— Ah ! colonel ! Si j'étais depuis longtemps de vos amis et si je pouvais vous dire les choses comme je les pense, je vous dirais que si... que vous êtes un enfant, un charmant enfant... un enfant chargé de gloire et qui a peut-être vécu en dix ans la vie de dix hommes... Ce temps est ainsi fait, et, comme vous le disiez vous-même : on met les bouchées doubles... Mais un enfant et dont tout le bon et tout le mauvais tiennent en ceci qu'il est un enfant...

Je me levai, il se leva. Je lui mis la main sur l'épaule :

— Allez vous coucher, lui dis-je. Allez vous coucher sans crainte ni regret. J'ai tout oublié.

— Tout ? Je ne vous parle pas seulement de cette mission dont je vous avais presque incité à vous charger.. Jusqu'au nom de celle que...

— Oui, monsieur, dis-je, en l'interrompant. Mais vous me feriez presque croire que la divulgation de tels secrets serait de nature à compromettre le salut de la République

— Ah ! colonel ! fit-il gentiment. Vous ne croyez à rien !

Là-dessus je le poussai vers la porte. J'avais une envie de dormir à crever. Dans l'antichambre il m'assura encore qu'il m'aimait, qu'il était ravi de n'avoir pas commis ce qu'il appelait « cette inconcevable légèreté » avec un autre que moi-même, qu'il me reverrait avec plaisir. Je lui répondis que je n'étais pas moins ravi que lui, mais que je le priais de regagner son lit au plus tôt, sinon que j'allais tomber là. La porte se

referma sur lui et je me replongeai dans les bras de Morphée.

Je dormis toute la matinée, tout l'après-dîner ; je ne me réveillai que pour aller souper. Parole d'honneur, je ne mentais point tout à fait en disant à Bertrand de Lormoy que j'avais tout oublié de cette histoire saugrenue. Elle était pour le moins reléguée au dernier rang de mes préoccupations. Je soupai avec un de mes anciens camarades d'Italie, qui se nommait Lemerlet, qui avait perdu un bras à Mondovi et qui, ne pouvant plus maintenant manier l'épée, se consolait comme il pouvait en maniant le compas et le tire-ligne. Il était au ministère de la Guerre et dessinait des cartes. Nous soupâmes chez Meschin, au *Cog d'Or*.

Les deux ou trois journées qui suivirent furent assez vides et je ne me rappelle pas trop ce que je fis.

Le troisième ou quatrième jour, je sortis l'après-midi et j'allai au Palais-Royal, où je jouai. Je perdais cinq cent cinquante francs, qu'empocha un homme que j'avais déjà rencontré deux ou trois fois chez Duroc et qui était un assez brave homme, nommé Fontanel. Ce Fontanel était riche : l'eau va toujours à la rivière. Il était marchand de grains et de fourrage et il avait fait, s'il m'en souvient, une fortune énorme en revendant très cher à l'Intendance, sous le nom prestigieux de blé de Hongrie, le blé avarié que la même Intendance, la semaine précédente, avait soldé à vil prix. Il commença par me dire, voyant que je ne prenais pas trop bien la disparition de mes jaunets, que si ces cinq cent cinquante francs véritablement me faisaient défaut, il serait trop content de me les rendre et de pouvoir dire que nous n'avions joué que pour l'honneur. A quoi, bien entendu, je répliquai que l'honneur était un mot dont il valait mieux ne pas abuser et une chose qui n'avait pas sa place n'importe où. Car cette proposition de me rendre mon argent m'avait piqué et d'autant plus, je le crains, qu'elle m'avait en même temps assez séduit. Ma réponse passa sans qu'il la relevât. Il n'avait pas compris ou pas voulu comprendre. Il me demanda ensuite si je voulais jouer ces cinq cent cinquante francs à quitte ou double. Peut-être espérait-il que le sort me serait enfin favorable et qu'il pourrait se retirer de la partie avec la satisfaction d'avoir rempli d'aise un brave militaire. Peut-être se disait-il

aussi qu'à défaut de cette satisfaction, il aurait au moins celle de quitter le jeu avec onze cents francs. Ce qui tout justement advint. Je me trouvai vidé de mon argent comme un lapin de ses entrailles. Cette fois, le sieur Fontanel ne me proposa pas de me rendre ce que j'avais perdu. On est un peu moins généreux avec onze cents francs qu'avec cinq cent cinquante. Mais pour se faire pardonner il me demanda si je voulais souper avec lui, disant qu'il soupait, lui, chez sa cousine, M^{me} Hélie, qui tenait table ouverte. Je rencontrerais chez elle des gens qui ne me déplairaient peut-être pas trop. M^{me} Hélie, qui a été la maîtresse de Joseph Bonaparte, avait la réputation d'une femme assez ennuyeuse, un peu bas bleu. Mais je ne savais que faire, où aller. Je digérais très mal la perte de ces onze cents francs. J'acceptai.

M^{me} Hélie, qui habitait le rez-de-chaussée d'un assez grand hôtel, rue du faubourg Saint-Honoré, m'accueillit fort aimablement. Elle me dit qu'elle avait beaucoup admiré la façon dont j'avais sauvé je ne sais plus qui, à Hohenlinden. Je lui répondis que si je devais me souvenir, moi, de toutes les fois qu'on m'avait sauvé et du nom de tous ceux qui avaient fait le sauvetage, je ne me tirerais point de ce casse-tête. Alors elle rit, — elle avait de très jolies dents, une jolie gorge de tourterelle qui roucoule, — elle posa sa main sur mon bras, me dit que j'étais charmant, et nous devinmes très bons amis.

Il y avait seize convives, et, parmi ces seize convives, une grande jeune femme blonde, très belle, un corps, un port de déesse, des yeux un peu battus, les plus charmants et les plus touchants du monde. Je demandai à M^{me} Hélie qui elle était. Elle me répondit que c'était une de ses amies, « une grande sotte ». Puis j'entendis cette jeune femme nommée par un de ses voisins de table : M^{me} de Ponthièrx. D'abord, ce nom ne me dit rien et ce n'est peut-être que deux ou trois minutes après, que, soudain, je me rappelai que c'était le nom de cette femme pour qui Bertrand de Lormoy brûlait d'un si stupide et si timide amour. Je m'étonnais que le hasard eût si bien fait les choses et que Paris fût une si petite ville, quand M^{me} Hélie ajouta :

— Je dis que c'est une grande sotte, parce qu'elle aime un homme depuis je ne sais plus combien de mois ou peut-être d'années et qu'elle n'a point encore osé le lui avouer.

Alors, je songeai que vraiment cela passait tout et que la situation était encore plus folle que je n'eusse cru.

— Pourquoi n'ose-t-elle pas? demandai-je à M^{me} Hélié. Que craint-elle?

— Eh! je ne sais! fit-elle. Peut-être de le perdre!

Je regardai M^{me} de Ponthierx.

— Il faudrait qu'il fût fou, dis-je à ma voisine. Car elle est charmante et on ne pourrait être que transporté de bonheur en entendant un pareil aveu sortir d'une pareille bouche.

— Je crois bien qu'il est fou, répondit-elle. Un homme doué de quelque raison eût compris depuis longtemps de quoi il retournait. Toujours est-il que ma pauvre amie en est encore à se déclarer et que ce n'est certes pas faute d'en avoir eu l'occasion. Ils se voient chaque jour. Une heure, deux heures qui se perdent en vains propos sur mille choses, la musique, la philosophie... Il n'y a que ce dont elle a le cœur plein qui lui demeure sujet interdit...

Je lui demandai si M^{me} de Ponthierx aimait beaucoup cet homme, si elle l'aimait passionnément.

— Eh! colonell fit-elle surprise. Je pense que oui... qu'elle l'aime passionnément... Ou alors, qu'est-ce que la passion?

Elle détourna les yeux, et, regardant son verre, que le valet emplissait :

— Mais pourquoi cette question?

— Parce que, parce que je voudrais faire, madame, quelque chose pour cette jeune femme et pour cet imbécile et que je suis peut-être assez bien placé pour le faire.

Elle secoua la tête :

— Je dois vous dire, fit-elle, que j'étais peut-être assez bien placée moi-même pour amener l'un à l'autre ces deux malheureux, étant amie de l'un et de l'autre. M^{me} de Ponthierx m'a fait comprendre qu'elle se sentirait gravement offensée de toute ingérence de ma part en ce domaine, m'a-t-elle dit, « réservé ». Elle souffre et mourra de sa souffrance plutôt que d'en parler ou de permettre que l'on en parle.

— Est-ce que M. de Ponthierx, demandai-je, n'est pas appelé, en raison de ses fonctions, à s'absenter assez souvent?

— Si fait. Il se rend assez fréquemment à l'étranger, chez nos ambassadeurs. Il est en ce moment à Madrid.

Je vous aurais bien donné le nom de cet homme dont ma pauvre amie a la cervelle tournée. Mais...

— Mais c'est inutile, dis-je. Je le connais. Il s'agit de Bertrand de Lormoy.

— Oh! par ma foi! fit-elle, abasourdie. Colonel, vous êtes le diable! Mais... mais vous n'allez rien faire qui soit de nature à...

— Eh! madame! Je sais ce qu'est vivre!

Je ris et redemandai à boire au valet.

Le souper se poursuivit, gaiement. On me demanda de raconter, pour la centième fois au moins depuis trois ans, comment, à Biberach, j'avais pris dans la bataille un drapeau et, me dégageant de la mêlée, regardant ce drapeau, je m'étais aperçu que c'était un drapeau français, celui du 7^e léger. Preuve qu'il n'était peut-être pas très sûr que j'eusse tapé sur des ennemis. Toute la table s'esclaffa. Parmi les convives il y avait un charmant vieillard qui avait été à Rosbach. Il nous dit que, ce jour-là, étant cornette et chargeant, il avait pris, lui aussi, un drapeau. Mais c'était un drapeau prussien et on rit moins.

Et c'est à ce moment que je me tournai vers Mme de Ponthiex brusquement et que je la regardai. Jusqu'alors, je le jure, mes intentions envers elle et envers Bertrand de Lormoy avaient été d'une pureté parfaite. Je n'avais en vue que de réunir ces deux pauvres fous. Mais la regardant, je m'aperçus qu'elle aussi, elle me regardait, que ses yeux étaient fixés sur moi avec une sorte de stupeur, d'égarément, et, instantanément, ma résolution se trouva arrêtée; on m'aurait haché plutôt que de m'en faire changer.

Le souper prit fin. Nous passâmes dans le salon et, pendant que deux ou trois dames se réunissaient dans un coin pour chanter et jouer de la harpe, nous nous mîmes, nous, les hommes, et quelques autres dames aussi, à jouer. A la table où j'étais, j'avais pour partenaire une vieille femme un peu sourde et vêtue de vert, comme un perroquet, avec une plume qui lui retombait sur le nez, et, pour adversaires, un capitaine du 3^e hussards, nommé Jourdain, et ce Fontanel, qui m'avait soulagé de onze cents francs. Devant moi, derrière, par conséquent, cette vieille femme de vert vêtue, il y avait une grande glace, et, durant un temps assez long, je ne songeai

point à regarder ce qu'on voyait dans cette glace. Puis j'y jetai un coup d'œil et je vis qu'on y apercevait M^{me} de Ponthierx mais, si je puis dire, en seconde épreuve : avant de se refléter dans cette glace elle se reflétait déjà dans une autre. De sorte que tout en la voyant de la tête aux pieds et pouvant observer ses moindres gestes, ses moindres sourires, je ne pouvais du tout savoir où elle était ni à qui s'adressaient ces sourires et ces gestes. Elle était entourée de quelques jeunes femmes, qui formaient avec elle un charmant tableau, de grâce, de jeunesse, d'espièglerie. L'une de ces jeunes femmes s'était assise par terre, sur le tapis, aux pieds de M^{me} de Ponthierx, et, son bras droit replié sur la cuisse gauche de celle-ci, elle avait posé sa tête sur ce bras, paraissait sommeiller à demi ou rêver. M^{me} de Ponthierx parlait. Je n'entendais pas ses paroles, mais, à certains gestes qui les accompagnaient, j'en devinais à peu près le sens. Il devait être question de chiffons, de coiffures. Toutes ces jeunes femmes qui l'entouraient et qui semblaient la considérer un peu comme leur sœur aînée, ou plutôt comme leur petite reine, avaient le même air de gaieté, d'insouciance joyeuse. Elle, elle semblait plus grave, avec une nuance de mélancolie, et, eût-on dit, l'esprit occupé ailleurs.

Et je l'observais, donc, abattant mes cartes sans trop savoir ce que je faisais, — et gagnant, gagnant insolemment comme chaque fois qu'on se désintéresse d'une partie et qu'on laisse les dieux jouer pour vous, — quand tout à coup je vis qu'elle s'était comme figée, comme pétrifiée. Elle venait sans doute d'apercevoir quelqu'un que ses yeux n'avaient pas encore rencontré depuis qu'elle était assise à cette place, et, je le répète, je ne pouvais deviner si celui qu'elle venait d'apercevoir, c'était moi-même. Mais je le pensai. Je le pensai avec une force, une certitude absolues. Je voudrais essayer de dire comment je jugeai ce regard de M^{me} de Ponthierx. Il différait assez sensiblement de celui qu'elle m'avait adressé pendant le souper. La stupeur quasi effrayée que j'y avais lue tout à l'heure s'était changée en une sorte de curiosité frémissante. Je crus y reconnaître cette expression qu'ont certaines gens quand ils se penchent sur les jeux et sur les folies de la jeunesse. Il va sans dire que je ne pensai pas une seconde que ma beauté eût frappé M^{me} de Ponthierx. Car je suis laid : je le sais et je m'en moque parfaitement. Je me demandai un moment si M^{me} Hélie

ne l'aurait pas, d'aventure, informée de notre conversation. Mais non. D'abord, ce regard ne correspondait pas à l'impression que M^{me} de Ponthierx eût éprouvée en apprenant que son secret avait été divulgué, et ensuite M^{me} Hélie n'aurait pas, sans de longues, sans de prudentes préparations, avoué qu'elle avait confié ce secret au premier venu. Cette hypothèse étant donc invraisemblable, je ne savais que penser, et d'ailleurs je dois dire que je ne pensai pas davantage et me contentai de jouir de ce regard, tout bonnement.

Je gagnai ce soir-là, ou, plutôt, nous gagnâmes, cette vieille perruche et moi, sept mille francs, que nous partageâmes. Une fortune. Je jure que pas un instant pendant toute la partie je ne prêtai la moindre attention à ce que je faisais, et si Fontanel, qui avait une tête à avoir plus d'une fois triché dans sa vie, me soupçonna d'avoir, ce soir-là, aidé la chance, il me fit en vérité bien de l'honneur : je n'avais pas plus triché que joué. Je reportai galamment tout le mérite du succès sur la perruche et j'empochai. Fontanel et le hussard n'avaient pas l'air content.

Vers onze heures, M^{me} de Ponthierx se leva, et prit congé de M^{me} Hélie et de ces jeunes femmes qui, durant la soirée, lui avaient tenu compagnie. J'étais à ce moment, je m'en souviens, près d'une des fenêtres et j'écoutais Fontanel me conter des histoires d'avoine et de fourrage. Je lui tendis brusquement la main :

— Allons, je vous souhaite une bonne nuit, lui dis-je. Le plaisir de cette conversation ne doit pas me faire perdre de vue les obligations de mon métier.

— Mais, fit-il, surpris, je croyais que vous étiez en congé et que...

— Oui, monsieur, dis-je, l'interrompant. Il n'en est pas moins vrai que je dois être à l'aube à la Barrière d'Enfer, pour le courrier d'Italie.

— Pour le courrier d'Italie ? fit-il, de plus en plus surpris. Mais est-ce qu'on craint...

Je mis un doigt sur mes lèvres :

— Chut, monsieur ! Je ne suis pas sûr que ces paroles puissent être entendues de tout le monde !

Je le quittai là-dessus, stupéfait.

M^{me} Hélie se montra non moins étonnée que j'eusse à

m'en aller de si bonne heure, et, voyant que j'avais pris en hâte, des mains d'un valet, mon manteau et mon chapeau et que mes yeux cherchaient M^{me} de Ponthierx, qui descendait les marches du perron et faisait signe à sa voiture :

— Colonel! fit-elle, effrayée. Vous n'allez pas... de grâce...

— Madame, je vous baise les mains, répondis-je. Les astres sont cette nuit d'un éclat saisissant. Je me sens devenir astronome.

Je franchis d'un saut les trois marches. La calèche de M^{me} de Ponthierx s'éloignait. J'eus un moment la tentation de grimper sur le siège d'une des voitures qui attendaient le départ de tous ces gens, et, fouette cocher! de gagner le large. Mais cela eût peut-être fait un peu trop de bruit. Je traversai la cour en deux enjambées, m'élançai dans la rue. En courant à perdre haleine, — je fis les sept ou huit cents mètres qui séparent l'hôtel de M^{me} Hélie de la rue Neuve-de-Luxembourg. Jamais je ne m'étais senti de meilleures jambes. Le malheur était ces éperons, qui, vingt fois, se prirent dans les plis de mon manteau et faillirent m'envoyer à terre. Mais enfin j'arrivai au but et sans m'être rompu les os. Il fait bon être jeune, de temps en temps.

La calèche de M^{me} de Ponthierx, qui marchait vite et que j'avais tout de même suivie de près, était encore devant la porte, le cocher parlait au portier. M^{me} de Ponthierx était descendue de voiture. J'entendis les cailloux d'une allée crier sous ses pas, une porte se refermer. Puis silence, hormis les propos qu'échangeaient ce cocher et ce portier. Deux ou trois minutes se passèrent. J'interrogeai les fenêtres de l'hôtel, par delà les arbres du jardin. Pas une lumière. Puis portier et cocher se souhaitèrent bonne nuit et la voiture se remit en marche, au pas. L'écurie devait se trouver dans une rue voisine. J'étais caché sous le porche d'une maison d'en face. Je vis le portier suivre des yeux, pendant quelques instants, cette voiture qui s'en allait, puis, baissant les yeux et apercevant sans doute, à la clarté de la lune, quelque chose qui lui-sait entre deux pavés, il se pencha pour voir ce que cela pouvait être. Ce n'était rien. Il se redressa, rentra, referma la porte derrière lui et je l'entendis marcher dans l'allée, entrer dans un petit pavillon qui devait lui servir de logis. Puis je

n'entendis plus rien, plus un bruit. La lune sur tout cela, une grosse lune ronde, dorée, qui semblait sourire.

Je regardais les fenêtres du premier étage, trois fenêtres sur la façade, avec trois petits balcons, et, sur le côté droit, deux autres, sans balcons. Le côté gauche m'était caché par des arbres et par le petit pavillon du portier.

Ce fut une des fenêtres du rez-de-chaussée, sur le côté droit, qui s'éclaira tout à coup, d'une clarté jaune, et, à cette lueur, je distinguai une terrasse qui s'avavançait sur le jardin, une terrasse assez longue et assez large, garnie d'une balustrade de pierre et de laquelle, par le milieu, un escalier de quelques marches, flanqué de deux lions de bronze, permettait de descendre au jardin. S'ouvrant sur cette terrasse, j'aperçus une haute fenêtre allumée, et, derrière cette fenêtre, de grands rideaux blancs qui pendaient, la tache sombre d'un meuble.

Il m'était arrivé plus d'une fois, au cours d'une vie déjà assez longue et assez bien remplie, d'escalader des clôtures et de risquer de m'empaler sur un fer de grille. Mais je n'avais jamais pratiqué cet exercice avec plus de rapidité, plus de souplesse et plus de bonheur. Je ne me fis pas un accroc. Une terre molle, noire et humide me reçut, parmi des arbustes. Pas un des cailloux de l'allée ne grinça sous ma botte. J'arrivai à la terrasse, au petit escalier que je gravis. J'avais la lune derrière moi et je devais faire une ombre immense. Personne ne me vit. Il y a un dieu pour les coquins. La fenêtre de Mme de Ponthierx était entr'ouverte, et, par cette entr'ouverture, j'aperçus Mme de Ponthierx, très grande, très belle, très blanche et qui, devant sa psyché, les deux mains croisées derrière la nuque, légèrement renversée en arrière, les yeux grands ouverts, de beaux yeux mi-souriants, mi-douloureux, semblait s'étirer avec une sorte de volupté inquiète.

Je poussai la fenêtre et j'entraï. Elle se retourna, m'aperçut, ouvrit la bouche comme pour crier; pas un son ne sortit de ses lèvres. Je jetai, la regardant toujours, mon manteau et mon chapeau n'importe où, par terre; j'avancai, lentement. D'abord, elle ne bougea pas. Puis ses yeux s'ouvrirent plus grands encore, elle porta sa main retournée devant sa bouche, et, avec son autre main, elle fit un geste comme pour dire : « Non; non! n'avancez pas! » Je remarquai qu'il y avait à deux pas

d'elle le cordon de la sonnette et je pensai que si elle étendait le bras pour atteindre ce cordon, il faudrait faire feu des quatre fers. Mais tout lui était sorti de la tête : elle avait oublié le cordon de la sonnette comme le reste. Je fus enfin près d'elle à la toucher. Je m'arrêtai, lui tendis à demi les bras. Elle, alors, eut une sorte de frisson, de la tête aux pieds, un frisson qui lui crispa le cou et la moitié du visage et qui, une seconde, l'enlaidit terriblement. Puis elle se tourna de côté comme pour ne plus me voir, elle ouvrit la bouche, ses lèvres, qui étaient devenues très pâles, bredouillèrent je ne sais quoi, et, enfin, elle ferma les yeux.

II

Il était un peu plus de cinq heures quand je sortis de chez M^{me} de Ponthierx et les gens devaient commencer à quitter leur lit. Je pris donc pour m'en aller le même chemin que pour venir ; je passai par la fenêtre et par la terrasse.

Mais je l'ai déjà remarqué cent fois : les précautions ne servent à rien et c'est toujours quand on se montre le plus prudent qu'il vous arrive les pires choses. Je traversais le jardin quand, tout à coup, au détour d'une allée, je me trouvai nez à nez avec le portier, qui ne me sembla point être là d'ailleurs uniquement par hasard, ni pour le seul plaisir de voir si dans la nuit les rosiers avaient fleuri. Il était trop tard pour que je l'évitasse. J'allai droit à lui et lui dis :

— Je ne sais si vous avez intérêt à parler. Vous en avez peut-être davantage à garder le silence.

Je ne lui tendis pas une poignée d'argent. J'aurais sans doute dû le faire.

Il me regarda en silence, pendant deux, trois secondes, avec une sorte de petit sourire :

— C'est selon, répondit-il enfin.

— Il n'y a point de selon qui tienne, lui dis-je. Car je n'ai point idée que parmi les choses de ce monde il y en ait beaucoup qu'on puisse mettre au-dessus de la vie.

Cette fois il ne répondit pas, ne broncha pas. Je crois que pour bien faire j'aurais dû donner à cette belle maxime une application immédiate. Le sabre me démangeait dans le fourreau. Mais comme j'avais hésité pour l'argent, j'hésitai pour le

sang. Or il est bien évident qu'en pareil cas, à défaut de l'un, il n'y a plus que la ressource de l'autre. Je me contentai de charger mon regard de toute la menace que j'y pus mettre et en trois pas je gagnai la rue. Par la porte, naturellement. Toute prudence était devenue inutile.

Je rentrai chez moi. Mon ordonnance, Raffart, me dit qu'avant que je rentrasse, avant le jour par conséquent, Bertrand de Lormoy était déjà venu deux fois, qu'il avait dit qu'il reviendrait.

— Ah ! ça ! m'écriai-je. Il a la spécialité des visites matinales, ce beau monsieur !

Je demandai à Raffart quel « air » il avait.

— Quel air ? fit le brave Raffart, qui est un paysan mal dégrossi. Un air comme tous les airs, mon colonel... Je l'ai fait entrer. Il a regardé vos pistolets sur la cheminée, il en a pris un, l'a tourné et retourné en souriant et il m'a dit que l'instrument avait dû faire d'assez bonne besogne. A quoi j'ai répondu que oui, naturellement, que j'avais vu mon colonel faire, d'une seule balle, sauter le caisson à deux Kaiserlicks, à Zurich.

Puis tout à coup :

— Mon colonel a vu qu'il avait perdu un de ses éperons ? me dit-il.

— Tu m'en donneras un autre, répondis-je. Ce matin, il est possible que je monte un peu *Giroflée*.

Il me laissa seul, et, dans un désordre assez grand, je me mis à penser à trois choses : A Bertrand de Lormoy... Qu'est-ce qu'il voulait ? Quel visage lui montrer ? Je n'éprouvais pas l'ombre d'un remords, mais il me déplaisait de jouer la comédie et de traiter amicalement ce pauvre diable... Secundo, à ce portier de M^{me} de Ponthierx et à ce mauvais regard qu'il avait eu. J'avais l'impression que ce regard me poursuivait encore, que l'homme n'avait pas bougé et que, du milieu de cette allée, entre ces deux platanes, il me regardait toujours... Troisièmement, à l'éperon que j'avais perdu. Je me rappelais parfaitement les avoir encore aux pieds tous les deux quand j'étais descendu de cette terrasse sur laquelle s'ouvrait la fenêtre de M^{me} de Ponthierx... L'avais-je perdu dans le jardin ? Le portier l'avait-il trouvé ? Ce serait trop sot, vraiment : tous les hasards seraient contre moi. Mais je savais que la vie est

comme le jeu et que quand on est dans une mauvaise série...

Je me versai deux verres de vin de Porto, et, appelant Raffart, je lui demandai s'il n'y avait rien à manger. J'avais jeté mes trois mille cinq cents francs sur la table. Raffart regardait cela avec une certaine stupeur.

— Est-ce que je ne te dois pas tes gages ? lui demandai-je.

— Oh ! si, mon colonel ! répondit-il. Trois cents francs ! Mes gages depuis huit mois !

— Eh bien, prends-en quatre cents et verse-toi un verre de vin !

Il m'obéit, ahuri.

— Trinque avec moi ! lui dis-je.

Il choqua son verre contre le mien, but une rasade, et, pendant qu'il s'essuyait les moustaches d'un revers de main :

— Raffart, lui dis-je, il y a quelque chose qui sent mauvais...

— Qui sent mauvais, mon colonel ? Ici ?

— Ici et ailleurs. J'ai fait quelque chose d'assez stupide. Les femmes sont décidément un jeu périlleux et je me demande si elles ne sont pas cause de toutes les sottises et de tous les malheurs de ce monde.

Il eut un petit rire, secoua la tête :

— Mon colonel ne se demandera pas cela longtemps, fit-il. Il ne faudra pas huit jours à mon colonel pour lui redonner le goût de ces animaux-là.

Il n'avait pas fini sa phrase qu'on tapait à la porte.

— Va, lui dis-je. Va ouvrir.

J'entendis ses gros souliers s'éloigner sur le parquet, la porte s'ouvrir, se refermer ; j'avoue que je me demandais si quelque chose comme la mort n'allait pas entrer. Vaine crainte. Bertrand de Lormoy vint à moi, la main tendue :

— Mon ami... me dit-il... Me permettez-vous d'employer ce mot ?

— Certes ! Ne suis-je pas votre ami ?

J'aurais voulu trouver des paroles plus chaudes pour lui dire que j'étais heureux de le revoir, le prier de s'asseoir. Je n'y parvins pas.

— Mon ami, reprit-il, n'allez-vous pas trouver insupportable cette manie que j'ai de venir vous surprendre de si bonne

heure et ne direz-vous pas que j'abuse bien tôt de la sympathie que vous m'avez montrée ?

J'avais bourré ma pipe. Je l'allumai.

— Allez ! Allez ! Que voulez-vous ?

Il s'approcha de moi, et, posant doucement sa main sur mon épaule, me regardant avec un charmant, un tendre sourire :

— Vous l'avez-vue ? me demanda-t-il.

Je ne pus m'empêcher de sursauter ;

— Vue ? Qui cela, vue ?

— Eh ! M^{me} de Ponthierx !

Je m'étais ressaisi. Je me mis à rire :

— Que le monde est petit ! m'écriai-je. Comment en êtes-vous informé ?

— Par cet officier du 3^e hussards, Jourdain, avec qui vous avez joué hier soir chez M^{me} Hélie et que vous avez dépouillé jusqu'à l'os, brigand !

— Bah ! fis-je. Plaie d'argent...

— Il s'est vengé une heure plus tard sur moi dans un tripot où il m'arrive d'aller tuer le temps et il m'a regagné les trois quarts de ce que vous lui aviez arraché. C'est un très vieil ami à moi. J'ai été un peu son souffre-douleur quand nous étions tout jeunes enfants et cela crée des liens, fatalement.

Il ne cessait de sourire, de son triste sourire.

— Vous l'avez vue ? reprit-il.

— Oui, répondis-je. Mais ne me demandez point si je l'ai trouvée belle, charmante. Nous étions séparés l'un de l'autre à table par je ne sais combien de chaises et de gens. Après le souper elle était dans son coin, moi dans le mien. Elle a de beaux bras, de beaux bras fermes, dodus, roses : voilà à peu près tout ce que je puis dire.

— Vous ne lui avez point parlé ?

— Eh ! non ! Votre hussard ne vous a-t-il point dit que l'occasion ne s'en était à aucun moment présentée ?

— Il m'a dit cela, oui. Mais il m'a dit aussi que vous étiez parti avec M^{me} de Ponthierx. J'en tirais cette conclusion...

— Que j'aurais attendu que nous fussions dans la rue pour engager la conversation ? Étrange conclusion, cher monsieur ! (Le mot d'*ami* ne pouvait décidément pas me sortir des lèvres !) Je ne sais comment font les hussards. Il est possible qu'ils

mènent ces choses-là ventre à terre et sans trop savoir qui tombe ni qui s'en tire. Nous, fantassins, nous choisissons l'heure, le terrain... D'ailleurs, ne m'aviez-vous pas interdit de me souvenir de cette conversation que nous avions eue une nuit, vous et moi ?

Il haussa les épaules, prit un petit air contrit :

— Excusez-moi. Effectivement, je vous avais prié d'oublier cette conversation et vous avez raison sur tous les points : je ne vois trop ce que vous auriez pu dire dehors à M^{me} de Ponthierx... Mais vous le savez : qui aime est bien près de déraisonner. J'aime... J'étais heureux, j'étais transporté de bonheur à la pensée que vous aviez pu lui parler, que vous pensiez d'elle, de son esprit, de sa grâce, quelque chose et que ce quelque chose, vous alliez m'en faire part...

— Mille regrets, cher monsieur. Mais il n'y a rien dont je puisse vous faire part. Je ne pense rien de M^{me} de Ponthierx et ne vois point quel jugement je pourrais porter sur elle.

— Savez-vous, fit-il, sans avoir l'air de remarquer le ton d'impatience avec lequel je lui avais dit tout cela, savez-vous quelle heure il pouvait être dans ce tripot quand mon hussard vint me parler de cette histoire ? Deux heures... J'ai failli venir frapper chez vous...

— Vous auriez trouvé visage de bois. A cette heure j'étais loin d'ici. Mais dites-moi...

Je cherchais les mots dans ma tête.

— Dites-moi... répétais-je.

Il me regardait en souriant, attendait.

— M^{me} de Ponthierx vit seule dans cet hôtel ? lui demandai-je.

— Seule quand M. de Ponthierx est absent... oui...

— Comme c'est le cas en ce moment, je crois ?

— Qui vous l'a dit ? fit-il, étonné.

— Mais vous... Non ? Peut-être alors M^{me} Hélie ?

— Vous connaissez intimement M^{me} Hélie ?

— Point. Je l'ai vue hier pour la première fois.

— J'étais invité à ce souper. J'ai cru devoir décliner. Voici déjà trois fois cette semaine qu'on me voit dans les mêmes lieux que M^{me} de Ponthierx. Dans ce gros village médisant qu'est Paris...

— Vous êtes un bien charmant homme d'honneur ! lui dis-je.

Car j'étais un peu stupéfait de tant de précautions et je dus prononcer ces mots d'un tel ton qu'il me demanda, surpris lui aussi :

— Pourquoi me dites-vous cela ?

— Mais parce que... parce que... — Je pris par le pied le verre où j'avais bu tout à l'heure, le fis rouler entre mes doigts. — Voyez-vous, vous avez une âme à ce point noble et délicate que ne suis pas très sûr d'être digne de vous...

— Allons ! Allons ! fit-il gaiement. Qu'est-ce que c'est que cette plaisanterie !

Et s'approchant de moi encore davantage :

— Parlons d'elle, voulez-vous ? Parlons encore d'elle !

— Soit. Je vous demandais si M^{me} de Ponthierx vivait seule... Gros train de maison ?

— Oui... Assez gros...

— Domesticité nombreuse ?

— Ce qu'il faut... C'est une des quinze ôti vingt bonnes maisons de Paris...

Je souris du mieux que je pus :

— Mais pourquoi ne vous êtes-vous pas assuré, parmi ces gens, la complicité d'un des valets ou d'une des femmes de chambre ?

— Pour ?...

— Mais pour... je ne sais... pour qu'il ne pût rien se passer dans cette maison qui pût nuire à vos projets sans que vous en fussiez aussitôt informé...

Il baissa la tête, regarda le bout de son soulier :

— Si cela était, et si je m'étais abaissé à cette sorte d'espionnage, vous me mépriseriez...

— Eh ! mon Dieu, répondez-je, en amour il n'est rien qui soit tout à fait défendu !

Il hocha la tête, sourit, et, me regardant de nouveau :

— Ne me trahirez-vous point ? fit-il.

Puis sans attendre ma réponse :

— Excusez-moi ! Quelle sotte question ! Vous, me trahir !

— Et à mi-voix : — C'est ce que j'ai fait !

— Vous avez ?...

— J'ai... oui... l'un de ces hommes... J'ai le portier...

Je dus pâlir légèrement. Il s'en aperçut, l'expression de son visage changea :

— Qu'avez-vous ? me demanda-t-il. Vous n'êtes pas souffrant ?

— Souffrant ! Vous plaisantez !

Et regardant la pendule :

— Mais me permettez-vous de me rappeler, dis-je, que, dans une demi-heure d'ici, je dois...

— Pardonnez-moi. Je vous ennuie avec toutes ces choses...

Il n'avait plus tout à fait le même ton, la même attitude que l'instant d'avant. Peut-être avait-il senti en moi quelque chose d'hostile ou tout au moins d'étrange. Il semblait s'être repris et comme un peu contracté. Néanmoins, il me tendit la main. Je la lui serrai.

— Est-il toujours convenu, me demanda-t-il d'une voix un peu métallique, qui tremblait légèrement, qu'à trente ans vous serez mort ?

— Plus que jamais, répondis-je, en le regardant dans les yeux.

Il haussa les épaules, un peu las, me parut-il, de cet enfantillage, et, un peu dédaigneux :

— Quelle folie !

— N'est-ce pas ? — Il dut y avoir dans mes yeux je ne sais quelle flamme, dans ma voix je ne sais quel grincement. — Mais ce qui serait tout à fait amusant...

Il attendait.

— Ce serait ?

— Ce serait que l'homme qui est là devant moi fût précisément l'instrument du destin qui coupera le fil de mes jours...

Pendant quelques secondes, il me regarda en silence, le front baissé, et enfin il me dit, d'une voix grave où la tendresse était revenue, mêlée d'une sorte d'effroi :

— Pourquoi dites-vous cela ? Qu'y a-t-il ?

— Rien, dis-je. — Et je fis semblant de rire. — J'ai toujours pris plaisir à imaginer les pires conjonctures et à regarder cela en face.

Je l'avais pris par le bras et l'emmenais doucement vers la porte. Et c'est à ce moment que dans l'entrée nous croîsâmes Raffart, qui s'apprêtait à sortir.

— Où vas-tu ? lui demandai-je.

— Chez Dommange, répondit-il. — C'était un armurier qui avait sa boutique rue de Babylone. — Je n'ai trouvé qu'un éperon pour remplacer celui que mon colonel a perdu cette

nuît et il a une des branches faussée. Dommange me redressera cela.

— Va, dis-je.

Je regardai Bertrand de Lormoy. Il était éclairé de face par le premier rayon du soleil qui passait à travers la vitre verdâtre de cette petite fenêtre. Il avait la beauté quasi divine dont le peintre Girodet a paré Endymion. Rien de plus beau, rien de plus noble. J'éprouvai une seconde la tentation de le serrer contre moi et de lui crier :

— Val Val Je suis un bien pauvre homme !

Mais cette tentation ne fit que me traverser. Je n'étais pas mûr pour de telles pensées et de tels gestes. Je lui tendis de nouveau la main, qu'il serra, avec, de nouveau, un haussement d'épaule et un sourire, d'un air de dire : « Quel fou ! Quel enfant ! » Et la porte se referma sur lui.

Je rentrai dans ma chambre. Mes pistolets étaient là, mon sabre. Je les regardai comme si toute mon âme était passée en eux. Je ne doutais point de ce qui allait arriver et j'en avais pris mon parti. J'étais prêt à tout. Je me demandais simplement qui j'allais choisir pour témoin. Je n'aurais point voulu un soldat. Avec les soldats, ces histoires-là se terminent toujours en beuveries et je n'avais pas le cœur à rire. Raffart revint. Il rapportait l'éperon redressé. Je lui dis :

— Animal, tu seras peut-être cause que demain il y aura un homme de moins !

— Parce que ? me demanda-t-il.

— Parce que c'est chez une femme que j'ai perdu mon éperon !

En quittant M^{me} de Ponthierx, le matin, je lui avais dit que je retournerais chez elle dès que je pourrais, et, ma foi, j'y étais assez décidé, quoi qu'il dût en cuire pour elle ou pour moi. Mais la rencontre que j'avais faite de ce brigand de portier m'avait fait changer d'avis. Sortant de cette maison par la fenêtre, je pouvais difficilement, dans la même matinée, y rentrer par la porte sans que tout le quartier en jasât. J'avais donc décidé, rentrant chez moi, de surseoir à cette nouvelle expédition et de ne plus revoir M^{me} de Ponthierx que je n'eusse, comme on dit d'une colonne en marche, couvert mes flancs. Je pensais, dans la journée ou le lendemain, retourner voir M^{me} Hélié et, comme elle me paraissait être une bonne

pâte de femme, de cette race de femmes, un peu molles et mûres, qui sont faites pour arranger les choses, je lui aurais demandé conseil.

Mais il y avait maintenant cette histoire de Bertrand de Lormoy et la certitude où j'étais qu'avant peu il saurait ce qui s'était passé. Pour rien au monde je n'eusse voulu qu'en m'abstenant de reparaitre chez Mme de Ponthierx, on prit cela pour de la peur ; je me précipitai au dehors, comme on se jette dans le feu.

Je n'avais pas fait cent pas dans la rue que je m'entendis appeler. C'était Lemerlet.

— Ah! Lemerlet! lui dis-je, m'arrêtant. Que veux-tu?

Il dut voir quelle mine un peu désordonnée j'avais :

— Quelle mouche t'a piqué? me demanda-t-il.

Je me mis à rire :

— C'est vrai. Je me croyais déjà sur le terrain. Lemerlet, il faut me garder ta journée. Je serais bien étonné que la nuit vint sans qu'il y eût quelques coups d'épée ou de pistolet.

— A qui en as-tu? dit-il.

— A personne. Mais il y a un pauvre diable qui croit à l'amour et aux femmes et qu'il va falloir embrocher.

— Alors, viens avec moi, me dit Lemerlet. Je ne sais si tu l'as remarqué : il n'y a rien qui donne le coup d'œil rapide et les parades foudroyantes comme de boire un peu. De mon côté, voilà deux jours que je me crève les yeux sur le relief du Jura de Souabe. — Je rappelle qu'il dessinait des cartes, au ministère. — Je ne serais pas fâché de passer à un autre exercice.

— C'est que... fis-je. Il y a une femme qui m'attend...

— Eh! diantre! répondit-il. — Il avait un rire énorme, qui emplissait toute la rue. — Tu auras toujours le temps de la voir une fois que tu auras tué ton homme! Il ne serait peut-être pas très bon que tu allasses la voir avant, nigaud! La mort pourrait bien changer de camp!

— Mais j'ai peur aussi que ce pauvre diable qui va me demander de l'embrancher ne s' imagine que je le fuis!

— Tu as peur de cela, toi! Tu as peur qu'on ne croie que tu as peur! Viens, imbécile!

Et je le suivis.

Je ne me rappelle pas très exactement ce qui, au cours de

cette journée-là, arriva et comment de cette auberge de Saint-Cloud où nous étions, tout d'abord, allés boire, je pus passer à ce tripot de la rue Monsieur-le-Prince qui s'appelait la Maison d'Argent. J'ignore parfaitement par quelle succession d'ivresses et de désivresses j'avais roulé pour en arriver à cette table, avec ces cartes dans la main. Je sais seulement qu'il était tard, peut-être deux, trois heures du matin. Je perdais. Je perdais tout ce que je voulais. Lemerlet avait disparu. En fait de têtes que je connusse, il n'y avait autour de moi que celle d'un nommé Bihourt de Méhaut, qui était marchand de biens. Pour partenaire, j'avais un commandant du 3^e Génie, en grand uniforme. Il avait passé toute la journée à se marier, et, le soir, il en avait eu assez et il avait laissé là femme, parents, invités. Un assez singulier personnage, superstitieux comme un nègre. Il gardait près de lui, sur la table, une espèce de petite bonne femme en ivoire, une sorte de petit fétiche chinois, et, toutes les deux ou trois minutes, il l'embrassait sur le nez. Pour adversaires nous avions de braves gens sans fantaisie, des marchands flamands, je crois, cossus, avec d'énormes chaînes de montre en or, des tabatières larges comme des malles. Ils jouaient sérieusement, nous tondaient avec méthode.

Je jouais, donc, depuis longtemps, depuis des heures; mes écus allaient s'envolant, sans d'ailleurs que je m'en souciasse le moins du monde, quand tout à coup je ressentis l'impression désagréable d'un regard qui pesait sur moi. Je levai les yeux et j'aperçus Bertrand de Lormoy. Il était là, planté debout derrière l'homme du 3^e Génie; son regard passait tout droit par-dessus la tête de celui-ci, semblait entrer en moi. Je posai mes cartes, attendis. Ce n'était d'ailleurs pas à moi de jouer. J'attendis pendant un temps qui me parut long, peut-être des secondes et des secondes. Bertrand de Lormoy me regardait toujours. Il était d'une pâleur extrême, plus beau que jamais.

— Comment avez-vous su que j'étais ici? lui dis-je enfin.

— Je suis allé dans tous les tripots, répondit-il.

— Vous me cherchiez?

Pour toute réponse, il jeta sur la table, devant moi, sur mes cartes, l'éperon que j'avais perdu le matin. Je me levai. L'homme du 3^e Génie se leva, lui aussi; il avait compris qu'il y avait du vilain dans l'air. Nos deux adversaires, eux, ne comprirent pas, naturellement. Ils nous regardèrent en sou-

riant et l'un d'eux me demanda, avec sa grosse voix du nord, si j'abandonnais.

La chose se trouva arrangée en moins de trois minutes. Le témoin de Bertrand de Lormoy était le général Petit, de l'état-major de Ney. Il était resté jusque-là à l'écart. Il vint à moi, se présenta. Je pris le commandant du Génie, qui avait nom Bontemps. Pendant que Bertrand de Lormoy se retirait dans un coin avec deux hommes qui me parurent être de ses amis et que, moi, j'allais me poster devant une fenêtre, regardant au dehors cette nuit où l'on ne voyait rien, Petit et Bontemps passèrent dans une petite pièce contiguë. Bontemps en ressortit presque tout de suite après pour me dire en me montrant du regard Bertrand de Lormoy, qui nous tournait le dos :

— Qu'est-ce que vous avez donc fait à cet homme-là ?

— Pourquoi ?

— Il demande le pistolet et autant de balles qu'il en faudra pour que l'un des deux soit couché par terre...

— Eh bien ! dites à son témoin ceci. C'est qu'il n'y a peut-être point trois hommes dans toute ma brigade pour tirer comme je fais et que je ne tiens tout de même pas à me rendre ridicule en ne lui logeant pas cela dans le cœur.

Il rentra, ressortit :

— Il sait que vous êtes bon tireur. Mais n'importe. Il veut le pistolet.

— Il veut donc mourir ?

— Je ne sais ce qu'il veut, fit Bontemps.

— Dites à Petit que c'est entendu. Comme ils voudront.

— Les pistolets sont en bas, dans une voiture. Petit propose le jardin de son hôtel, au Cours la Reine. Tout a été préparé comme pour une fête. Le jardin est assez grand. Il y avait un arbre qui pouvait gêner, on l'a abattu. Les valets tiendront des torches.

Je répétai :

— Comme ils voudront.

Bontemps rentra de nouveau dans cette petite pièce et quelques instants après, il reparut avec Petit. Tout était réglé. J'avoue qu'à ce moment je me sentais assez mal à l'aise. J'aurais donné gros pour être au lendemain. La pensée qu'il allait falloir viser cet homme au cœur ou à la tête pour empêcher qu'il me traitât de cette façon, cela me révoltait un peu.

Une calèche nous attendait au coin de la rue Monsieur-le-Prince et de la rue de l'Observance. Nous y montâmes tous les quatre, sans façons. Pas de chirurgien. Nous arrivâmes au Cours la Reine et à l'hôtel de Petit sans que l'un de nous eût ouvert la bouche. J'avais rarement roulé en voiture dans des conditions aussi sinistres. D'autant que Petit était monté le premier, et, comme il était le plus vieux de nous et, par rapport à Bontemps et à moi, le plus élevé en grade, il s'était assis sur la banquette du fond. J'avais laissé monter ensuite Bertrand de Lormoy. Il s'était assis en face de son témoin sur la petite banquette pliante, le dos tourné aux chevaux. Puis cela avait été mon tour. Je m'étais assis à côté de Petit. Ce qui faisait qu'en cours de route, vingt fois, mon regard avait croisé celui de l'homme dont j'avais détruit le bonheur, et que maintenant il s'agissait de tuer.

Le duel eut lieu à vingt pas, à la lueur des torches que brandissaient les valets. Je laissai Bertrand de Lormoy tirer le premier : je lui devais bien cela. Sa balle fit mieux que me siffler aux oreilles. Elle m'enleva un morceau de l'une d'elles, la droite ; je m'en trouvai encore plus laid qu'avant. Moi, ma balle lui entra dans le flanc, sous le tétou gauche, à un endroit tel, appris-je par la suite, que je me demande comment le cœur ne fut pas traversé de part en part. La blessure que Bertrand de Lormoy m'avait faite m'avait comme cinglé. Ma foi, je dois dire que j'avais visé. Je vis Bertrand de Lormoy devenir soudain d'une pâleur horrible et lâcher le pistolet, plier les genoux. Petit et Bontemps se précipitèrent. On l'étendit par terre, la tête relevée contre le tronc de cet arbre qui avait été abattu dans la journée. J'allai à lui. Je lui dis :

— Je ne pense pas que vous consentiez à me tendre la main ?

— Ah ! misérable ! fit-il dans un souffle, en laissant aller sa tête sur le côté. Comme je vous plains !

On ouvrait son habit. Sa chemise sanglante apparut.

— Rien de sacré, reprit-il, les yeux fermés. Il n'y a pour vous rien de sacré.

Il dit encore dans une sorte de frisson quelques mots que je n'entendis pas et ses lèvres ne remuèrent plus que sur du silence. Je regardai ma main : elle tenait toujours ce pistolet encore chaud. Je le posai sur le rebord d'une des fenêtres de

l'hôtel, et, au général Petit, qui paraissait aimer beaucoup Bertrand de Lormoy et qui avait les yeux pleins de larmes, je demandai :

— Que puis-je faire ?

— Rien, répondit-il sèchement. J'ai fait prévenir le chirurgien. Il sera là d'un moment à l'autre.

— Croyez-vous que ce soit mortel ?

— Je ne sais...

Puis brutalement :

— Vous êtes en permission ? me demanda-t-il.

— Oui...

— Eh bien ! vous feriez mieux de rejoindre votre régiment au plus tôt. L'air de Paris ne vous vaut rien.

Je le regardai, regardai cet homme étendu et dont les membres s'abandonnaient, comme s'ils avaient été rompus.

— Oui, dis-je. Je commence à le croire...

Je saluai Petit. Il me rendit mon salut d'un geste bref et retourna près du blessé. Bontemps s'en allait. Je le suivis. A la porte du parc, je le quittai sans songer même à le remercier. Je le vis remonter l'allée d'Antin. Moi, je me mis un moment à suivre la Seine. Puis je rentrai chez moi. Lemerlet, dégradé, m'attendait.

— Où étais-tu ? me demanda-t-il.

— A expédier cet homme. C'est fini.

— Il t'a enlevé la moitié de l'oreille !

— Possible. Moi, je lui ai logé ça là.

Je montrais ma poitrine.

— Il est mort ?

— Pas encore. Mais je ne crois pas qu'il en ait pour longtemps. — Et me jetant dans un fauteuil, lançant mon sabre sur la table : — Lemerlet, est-il vrai que je sois une sale bête ?

— Qui t'a dit cela ?

— Cet homme tout à l'heure... Moi aussi, je me dis cela...

— Bah ! Ce serait ennuyeux si la vie et toutes les choses de ce monde étaient d'un grand prix... Mais cela n'est guère qu'une farce...

Il me demanda si je ne voulais pas faire venir un chirurgien pour me panser l'oreille. J'avais le collet de mon manteau tout taché de sang. Je lui répondis non, qu'avec un peu d'alcool il n'y paraîtrait plus. Raffart était allé ouvrir tout à

l'heure à Lemerlet, et, comme il n'était guère plus de quatre heures du matin, il était allé se recoucher. C'est Lemerlet lui-même qui s'en fut chercher l'alcool dans le placard, qui me pansa; il se trouva que l'alcool susdit était de la bonne et vieille eau-de-vie, quelque chose comme de l'armagnac. Je m'en versai un plein verre.

— Es-tu content tout de même de t'en être tiré, grand fou? me dit Lemerlet.

— Ah! tu as raison! Il y a encore quelques folies que je n'ai pas faites!

Nous passâmes tout le reste de la nuit à boire, et, le lendemain matin, sans crier gare, sans dire ni bonjour ni bonsoir à personne, je quittai Paris par la poste. Lemerlet seul vint me conduire à la voiture, et, comme c'était un brave homme et de sept ans mon aîné, il avait un peu les larmes aux yeux en me disant de prendre garde et de ne pas trop faire l'enfant. A quoi je lui répondis que j'aurais au moins la satisfaction en mourant de penser que j'avais bien gâché ma vie. Ce qui nous fit rire.

J'arrivai le 22 à Nancy, où on fut tout étonné de me revoir. On ne m'attendait que pour le 10 juin. Millot, mon major, me demanda ce qui s'était passé et si cela voulait dire qu'on allait entrer en campagne. Je lui répondis que non, que j'avais seulement logé un peu de plomb dans le corps d'un pauvre diable et que cela m'avait dégoûté de Paris.

— C'est pour une femme que tu as fait ça? me demanda-t-il.

Car nous étions amis depuis de longues années et nous nous tutoyions.

— Évidemment. Pour une femme.

Parole d'honneur, il fallut que ces mots fussent dits pour que je me souvinsse de M^{me} de Ponthiery. Je pensai qu'avant de quitter Paris j'aurais peut-être pu tout de même aller lui dire un petit au revoir. Je me rappelai que je lui avais demandé comment elle se nommait de son petit nom et qu'elle ne m'avait pas tout de suite répondu, que je n'avais point songé à le lui redemander. Je ne savais même pas son nom. J'étais entré chez elle, la nuit, comme un voleur, j'avais tout brisé, tout détruit dans sa vie, à demi tué celui qui l'aimait, qu'elle aimait, et, cela fait, j'étais parti sans même lui faire savoir

que je parlais et sans avoir appris de quel nom elle se nommait. J'en avais vu de raides, en cette vie. Cela me parut plus raide que tout. Je me rappelle que cette conversation avec le bon Millot avait lieu dans la salle des rapports, le soir, une fois le couvre-feu sonné. La petite pièce n'était éclairée que par une méchante lanterne. Je revois le bon Millot. Il était beaucoup plus âgé que moi, plus âgé même que Lemerlet. Quarante ans. Un vieux de la vieille, déjà. Je revois sa grande ombre, ses larges épaules, ses grandes moustaches, ses deux grosses mains appuyées, sous la pèlerine du manteau, sur la poignée du sabre. Je revois son air à la fois bourru, triste et songeur.

Je ne sais ce qui me prit. A travers la table, je lui posai la main sur le bras :

— Millot ! lui dis-je. Je ne sais même pas son nom !

Il comprit sans plus d'explications tout ce qui s'était passé. Il avait l'air d'un rustre et il était fin comme l'ambre, devinait tout. D'autres auraient sans doute pensé qu'il s'agissait de celui avec qui je m'étais battu, que c'était lui dont j'ignorais le nom. Lui, il comprit que c'était celle pour qui nous nous étions battus.

— Ce n'est peut-être pas ton coup de pistolet qui a fait le plus de mal, dit-il. Tu devrais te méfier un peu. Il y a de fameux retours.

Il se leva pour aller à une de ces fenêtres qui donnaient sur cette nuit, sur cette cour noire, où des gens se promenaient avec des falots, et, en passant près de moi, il appuya sa main sur mon épaule, d'une pression chaude, lourde, paternelle, et, en même temps, un peu brutale. Une pression qui semblait vouloir dire : « Ah ! Durand ! Il ne faudrait pas aller trop loin ! »

Une dizaine de jours s'écoulèrent. Un dimanche matin, j'étais allé faire visite au général Dupré, qui commandait l'artillerie de la division. Il m'avait assommé pendant plus d'une heure à me parler de notre règlement de 90 et du règlement prussien, qui datait de Frédéric. Le général Dupré n'était plus très jeune et le règlement prussien lui faisait impression. Moi, je dois dire que je m'en moquais et que si le grand Frédéric lui-même avait été là pour le faire appliquer, je m'en serais moqué tout autant. J'étais ainsi et nous étions

presque tous ainsi, tous ceux qui avaient moins de trente ans. Nous nous moquions de tout, de toutes les idoles.

Je m'en revenais donc par la rue Sainte-Catherine, en flânant un peu et en lorgnant les femmes, — à Nancy, il y a d'assez jolies femmes, propres, coquettes, et qui ne demandent qu'à rire, — quand, soudain, je m'entendis appeler. C'était cet officier de hussards avec qui j'avais joué chez M^{me} Hélié et à qui, en association avec une vieille perruche, j'avais gagné sept mille francs. Il venait de rejoindre son corps. Je lui demandai en riant s'il avait digéré la perte de tout cet or.

— Oui, fit-il, en riant lui aussi. — Puis s'assombrissant : — Mais il y en a un qui a moins bien digéré son plomb.

Je ne comprenais pas. Il ajouta :

— Bertrand de Lormoy...

Je lui pris le bras :

— C'est vrai, dis-je. Excusez-moi. Je ne me rappelais pas que vous connaissiez ce malheureux et que c'est même à vous que je dois de l'avoir vu débarquer chez moi un jour, d'assez bon matin. Faisons quelques pas.

Nous fîmes quelques pas, et, comme mon compagnon semblait attendre que je l'interrogeasse, je lui dis :

— Comment va-t-il ?

— Je crois qu'il s'en tirera : on a pu retirer la balle. Mais, vrai, vous n'y allez pas de main morte et il l'a vue passer de près.

Il ajouta un moment après :

— C'est un bien brave garçon, que j'aime bien. Je vous en ai un peu voulu d'avoir fait cela.

Je lui montrai mon oreille :

— Je n'ai fait que lui rendre sa politesse ! répondis-je. Me croirez-vous si je vous dis que j'aurais bien volontiers donné six mois de ma vie pour éviter qu'on s'entretuât ?

Il me regarda de travers, sourit, un peu tristement :

— On ne vous en demandait pas tant. On ne vous demandait que d'aimer un peu moins votre plaisir.

A quoi je compris qu'il était au courant. Je le regardai, moi aussi, de côté, d'un regard assez sombre et hargneux : la phrase et le ton m'avaient déplu. Je lui lâchai le bras. Nous fîmes encore quelques pas. Je voyais qu'il avait autre chose à me dire, qu'il cherchait ses mots. J'attendais. Il me dit soudain :

— Vous savez que M^{me} de Ponthierx... — il hésita un instant, — qu'il y a eu des choses assez tristes chez M^{me} de Ponthierx, que son mari l'a chassée...

Je ne le regardai pas. Je regardais devant moi cette rue, ces gens qui allaient et venaient. J'avais ressenti comme un léger coup sur la nuque.

— Ah ? dis-je au bout de quelques secondes. Vous avez entendu dire cela ?

— Oui, par sa sœur.

Je répondis :

— J'ignorais qu'elle eût une sœur...

Puis encore quelques pas, en silence. Nous étions arrivés devant la cathédrale. Les gens sortaient de la messe. Pendant quelques minutes, nous nous trouvâmes noyés dans la foule. Nous nous en dégageâmes enfin et je demandai :

— Sait-on ce qu'elle est devenue ?

— J'ai entendu dire qu'elle était entrée chez les Carmélites. Mais je ne sais cela qu'indirectement, de quelqu'un qui tenait cela d'une autre personne. — Il me regarda, prit un air détaché. — C'est d'ailleurs fort possible... M^{me} de Ponthierx était une femme charmante, mais peut-être un peu exaltée. Elle devait assez aimer ces solutions désespérées.

Ce que nous dîmes par la suite me parut bien pâle à côté de ce que je venais d'apprendre. Mon compagnon croyait savoir qu'à la suite de cette affaire, j'avais été bien près d'être cassé, que Berthier était furieux. Je ne devais d'avoir été maintenu qu'à l'intervention du général Dubourg, aide de camp du Premier Consul.

— Vous connaissez le général Dubourg ? me demanda-t-il.

— De nom. Je ne l'ai jamais vu.

— Vous pouvez le remercier, fit-il. Il a pris votre défense de la façon la plus habile et la plus efficace. Le général Dubourg a épousé une amie de pension de ma femme. C'est M^{me} Dubourg elle-même qui m'a conté cela.

Je ne sais ce que je lui répondis. Nous étions arrivés à la porte. Nous nous serrâmes la main, je montai. La journée que je passai, ce dimanche-là, entre les quatre murs de mon logement, sans boire ni manger et sans même allumer ma pipe, fut une des plus vides, une des plus mornes que j'aie jamais vécues. Jusqu'au soir, je restai à aller et venir dans ces deux

pièces en m'arrêtant de temps en temps devant la fenêtre, pour jeter un coup d'œil au dehors. Je me rappelle qu'il faisait un soleil éclatant et que, dans la rue, des musiciens jouaient du violon et peut-être, — car je retrouve dans mon souvenir ce bruit de pas qui glissaient sur le pavé, — faisaient danser. Ce devait être une noce ou la fête d'un saint quelconque. Deux ou trois fois je me laissai tomber sur le lit, tout botté ; je restai étendu là un long moment.

Le soir vint. Puis la nuit. Je me couchai, je m'endormis, malgré ces violons qui grinçaient et qui m'apportaient, dans mon premier sommeil, des rêves bizarres.

Le lendemain, cela allait mieux. Je n'avais pas oublié ce que m'avait dit ce hussard, la veille. Mais je refoulais cela au fond de moi et tâchais de n'y penser que comme à une chose lointaine et qui ne me touchât pas directement.

Trois ou quatre jours passèrent ainsi. Je m'étais remis à sortir, à m'occuper de mes hommes. Des recrues nous étaient arrivées de Paris. On parlait de se remettre en campagne. Cela donnait au régiment un air de joyeuse animation.

Un jour, j'étais au quartier et je me promenais dans les chambres pour parler aux uns et aux autres et leur insuffler le goût d'un métier, que, pour beaucoup, ils ne connaissaient pas encore, quand je tombai sur Millot, qui surveillait la distribution des sacs de couchage et des paillasse. Je regardai la scène un instant. Tout ce que faisait Millot était bien fait et j'aurais pu me dispenser d'assister à l'opération. Quelque chose pourtant me retint, me fixa au sol. Peut-être la vue de Millot, de cette silhouette trapue, solide, honnête. Je restai quelques instants dans l'embrasure de la porte, et tout à coup, sans réfléchir, j'allai à Millot et je lui dis :

— Millot, laisse cela et viens. J'ai à te parler.

Il me regarda :

— Qu'est-ce que tu as ? Tu es malade ?

— Non, viens. Il m'arrive une satanée histoire.

Il me regarda encore, eut une sorte de petit recul de la tête, comme si ma mine et le son de ma voix l'avaient frappé. Puis il me dit :

— Attends une minute. J'ai fini.

Car pour lui rien ne passait avant le service. Il donna encore quelques ordres, fit remplir une paillasse qui lui sem-

blait mal bourrée, passa les hommes à un sergent qui se trouvait là, et, quand ce fut fait :

— Descendons, me dit-il. C'est vrai que tu n'as pas l'air dans ton assiette.

Il voulait m'emmener dans la salle des rapports.

— Non. Viens sur le glacis. J'étouffe.

Il me suivit. Nous grimpâmes sur le glacis. Des hommes étaient en train d'étendre du linge fraîchement lavé. Je leur dis de s'en aller plus loin et prenant Millot par le bras :

— Je voudrais savoir ce que je dois faire, lui dis-je. J'ai brisé la vie d'une femme, son honneur, son bonheur. Elle a été chassée de chez elle par son mari... On dit qu'elle est entrée dans un couvent...

— Alors ! fit-il. Pourquoi me dis-tu cela ?

— Donne-moi ton avis. Je crois que je devrais aller à Paris, tâcher de retrouver cette femme. Je la ferais sortir de son couvent et je l'épouserais.

— Tu as besoin de l'avis de quelqu'un pour savoir ce que tu dois faire ? me dit-il.

Il sourit sous ses grosses moustaches, haussa à demi les épaules, puis, se remettant en marche :

— Ah ! ce Durand !

— Je crois que je saurais lui faire oublier cela, repris-je. Je crois que nous pourrions être heureux.

— Oh ! toi ! dit-il, avec un nouveau haussement d'épaules. Toi, tu ne seras jamais malheureux et une journée de bataille ou une nuit de fête te feront toujours oublier toutes tes peines... Mais elle ?

— Il y a le devoir aussi ! dis-je.

— C'est vrai. Il y a le devoir... Fais donc ton devoir...

— Qui est de l'épouser, n'est-ce pas ?

— De l'épouser et de la rendre heureuse. Mais c'est une tâche ardue, mon fils. Il ne faut pas te jeter là-dedans à l'aventure, sans mesurer tes forces. Car, alors, le remède serait pire que le mal.

— Que me conseilles-tu donc ?

— D'attendre...

— D'attendre ! D'attendre quoi, Millot ?

— D'être tout à fait sûr de toi...

— Mais...

Il passa son bras autour de mes épaules :

— Mais non, dit-il. Tu n'es pas sûr de toi. Tu es sûr de toi pour trois jours. Mais il ne s'agit pas de trois jours.

— Quand est-ce donc qu'on est sûr de soi ?

— Certains tout de suite. Toi, peut-être dans six mois. Peut-être jamais.

— Si donc je venais te dire demain...

— Je te répondrais : « C'est trop tôt. » Attends encore.

— Si je venais te dire dans un mois : « J'ai réfléchi... Je vais l'épouser et tâcher de faire son bonheur... »

— Un mois dans la vie d'un fou comme toi ! Je te dirais : « Épouse ! On ne peut pas te demander de réfléchir plus longtemps ! »

Le soir même je m'en fus chez ce hussard qui m'avait dit que M^{me} de Ponthierx était entrée au couvent. Je le priai le plus gravement du monde de tâcher de savoir si elle était entrée aux Carmélites ou ailleurs. Il me dit :

— Je veux bien faire tout ce que vous voudrez. Mais vous concevez ce que cette démarche a d'un peu délicat. On me demandera sans doute qui veut être renseigné là-dessus.

— Vous répondrez que c'est moi, lui dis-je.

— On me demandera sans doute aussi pourquoi vous voulez savoir cela.

— Vous répondrez, que je veux savoir cela parce qu'il est dans mes intentions de faire sortir M^{me} de Ponthierx de ce couvent et de l'épouser, si toutefois elle ne me juge pas trop indigne d'elle.

Le hussard se leva. Il avait l'air assez ému.

— Je vois que vous êtes homme d'honneur, me dit-il.

— En doutiez-vous ? lui demandai-je, d'un petit ton sec.

— Non, certes, répondit-il.

Il eut seulement le tort d'ajouter :

— Quoique... à vrai dire...

Ce qui me fit un peu bondir. On ne m'avait encore jamais dit ni « quoique », ni « à vrai dire ». Je portai la main à mon manteau comme si j'étouffais et je dis au hussard :

— Est-ce que vous êtes fou ?

Il devint très pâle, recula d'un demi-pas :

— Pourquoi ?

— Parce que vous venez de prononcer là deux, trois petits

mots qu'il va falloir ravalier tout de suite... faute de quoi...

Les mâchoires serrées, il répéta :

— Faute de quoi ?

— Faute de quoi je vous trancherai la gorge, imbécile !

Nous nous battîmes deux heures après. J'attrapai un coup de sabre qui me fendit le front ; lui, il en attrapa un qui lui démolit à moitié l'épaule. Il resta trois semaines au lit. Moi, trois jours plus tard, j'étais sur pied, et, avec tout le sang que j'avais perdu, ma ferme résolution d'épouser s'en était allée et jusqu'au souvenir d'avoir pris un jour cette résolution. Le mois s'écoula, et, quand le trentième jour arriva, je ne dis rien à Millot. Lui, il se contenta de me donner une petite tape sur l'épaule :

— Rien de nouveau ?

— Non... Rien de nouveau...

La vie continua.

JEAN MARTET.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

L'ARMÉE DE L'AIR

ET LA DÉFENSE NATIONALE

I

AUX PREMIÈRES HEURES DE GUERRE

Dans tous les pays, l'idée est souvent émise que la guerre, s'il y en avait encore une, se ferait surtout par les airs ou que, tout au moins, dans le conflit général des armées, les forces de l'air auraient le rôle prépondérant. Ceux qui proclament et développent cette idée, parfois avec une passion d'apôtres, proposent en conséquence qu'une plus large place soit faite aux éléments aériens dans les moyens de guerre de leur pays. D'autres esprits, plus sceptiques, plus conservateurs, ou simplement plus modérés, pensent que l'aviation est surtout une arme auxiliaire des armées de terre ou de mer et que son développement n'est pas plus nécessaire que celui des autres armes. Les mêmes thèses s'opposent encore sous une forme différente dans les pays pacifiques. Les uns disent : sécurité d'abord ; s'il est vrai que d'importantes forces aériennes sont la première garantie de notre sécurité, développons largement cet élément de puissance militaire. Les autres, négligeant le surcroît de forces que l'aviation apporte aux armées de terre et de mer dans une situation défensive aussi bien qu'offensive, retenant surtout qu'elle peut être employée contre les centres habités, sont enclins à limiter son essor dans le domaine militaire.

En France, devant ces thèses opposées, l'opinion publique

est hésitante; les actes se ressentent de l'imprécision et de l'instabilité des idées.

Cependant, les aviateurs et ceux qui ont foi dans l'aviation deviennent chaque jour plus nombreux et plus fermes dans leurs convictions. A leur sens, les armées doivent faire appel à la vitesse autant qu'à la puissance des armes; elles doivent adopter largement les machines qui transforment progressivement l'outillage économique : l'automobile et l'avion. Au surplus, les forces aériennes leur paraissent constituer l'une des meilleures armes défensives aussi bien qu'offensives, l'arme la plus indispensable à un pays pacifique, mais soucieux de sa véritable sécurité. C'est ce que nous voudrions établir ici.

Nous envisagerons d'abord les premiers jours ou les premières semaines d'un conflit, alors que les armées de terre ne seraient pas encore prêtes à entrer en opérations. Nous montrerons que les armées de l'air de nos ennemis éventuels, dans le cas où ils commenceraient la guerre par surprise, seraient capables de compromettre la mise en œuvre de notre appareil de défense et de faire subir très vite, au pays comme aux armées, de graves dommages.

Dans un second article, nous considérerons le moment où les armées de terre seraient réunies et engagées dans la bataille générale; il y apparaîtra qu'on ne peut être vainqueur à terre, si l'on n'est pas le plus fort dans les airs.

Des considérations développées dans cet article et dans le suivant, nous tirerons cette conclusion qu'une armée de terre, même fortement constituée, ne suffit plus à assurer la sécurité de la France, et qu'une excellente armée de l'air permanente ainsi que le développement de tous les éléments de la puissance aérienne sont encore plus nécessaires.

L'IMMÉDIATE MENACE AÉRIENNE

Au début des hostilités, autant qu'on peut en préjuger, nos armées de terre ne se trouveraient pas entraînées tout de suite dans des opérations décisives sur nos frontières terrestres par les armées de terre de nos ennemis probables, pour la bonne raison que celles-ci ne seraient pas immédiatement prêtes pour une offensive d'ensemble. Nos propres armées ne seraient pas davantage en mesure de prononcer, dans le même

temps, une attaque générale. De leur côté, les armées de mer sont chaque jour plus impérativement orientées vers la défense des communications extérieures.

En revanche, les mêmes ennemis éventuels paraissent résolus, en cas de guerre, à engager contre nous, par surprise, de puissantes forces aériennes en vue d'obtenir sans retard des résultats capables d'avoir une influence déterminante sur la suite des événements militaires. La guerre commencerait donc par une offensive aérienne dont il importe de préciser la nature, la puissance et l'efficacité.

A cet effet, nous envisagerons d'abord les facteurs de puissance offensive de l'aviation dans un pays qui préparerait et commencerait la guerre par surprise, et nous donnerons l'ordre de grandeur des armées de l'air de deux pays voisins du nôtre.

Nous indiquerons ensuite les résultats que pourrait obtenir une offensive aérienne au début des hostilités contre les points sensibles du territoire et contre les armées de terre en voie de formation et de réunion.

Ce seront les deux parties de la présente étude.

La puissance de l'aviation va sans cesse grandissant à mesure que s'accusent les progrès des machines aériennes, de leurs armements et de tous leurs accessoires. On sait que ces progrès sont rapides et continus. L'industrie aéronautique construit dès maintenant des avions militaires qui, à une vitesse de 300 kilomètres à l'heure et sur une distance franchissable de 1500 kilomètres, emporteront 1000 kilos de bombes. Toutes les propriétés des avions se développent : vitesse horizontale, vitesse de montée, potentiel d'altitude, distance franchissable, poids utile emporté. Des possibilités nouvelles apparaissent : procédés de navigation aérienne par tous les temps et pilotage sans visibilité extérieure qui permettront aux avions de voler par tous les temps et de se cacher un certain temps dans les nuages comme les sous-marins disparaissent sous la surface de la mer ; protection des parties sensibles des avions par des blindages ; démarrage automatique des moteurs en vol grâce auquel le vol sera momentanément silencieux ; communications entre avions par téléphonie sans fil, etc. L'armement de bord et les projectiles utilisables deviennent plus puissants ; les instruments de visée plus

précis. Les effets du tir ou du bombardement aérien seraient plus importants encore contre des objectifs aériens ou terrestres, si l'on utilisait des balles, de petits obus ou de petites bombes incendiaires et des bombes à gaz.

Or les progrès de l'armement sont toujours au bénéfice de l'offensive; et ceci est particulièrement vrai dans la guerre aérienne, en raison de l'extraordinaire capacité de manœuvre de l'aviation et des effets décisifs qu'assurent la qualité supérieure des armes, ou, à armes égales, la supériorité numérique. La puissance offensive de l'aviation sera surtout considérable au début des hostilités, si l'ouverture en est inopinée et si un commandement suprême règle l'emploi des forces aériennes.

La puissance offensive de l'aviation par sa capacité de manœuvre. — La capacité de manœuvre de l'aviation est singulièrement grande; elle est incomparablement plus grande que celle des forces terrestres.

L'aviation, utilisant la troisième dimension à une hauteur allant déjà jusqu'à 7 000 et 8 000 mètres pratiquement, échapperait dans une certaine mesure aux feux précis, voire à la surveillance de la défense terrestre, lorsque sa mission ne la retiendrait pas près de terre; elle obligerait la défense aérienne à se disperser en hauteur.

Dans le sens horizontal, son rayon d'action va atteindre normalement 600 à 700 kilomètres; la défense, dans son incertitude sur le point et la portée de l'attaque, doit articuler *a priori* ses moyens, non pas seulement en largeur, mais aussi en profondeur.

Les déplacements en largeur sont très rapides; les concentrations de forces sont quasi immédiates et peuvent même être effectuées en faisant simplement converger les itinéraires aériens partant de bases situées dans des régions différentes et éloignées les unes des autres.

La vitesse réalise la soudaineté des attaques dont l'éventualité fait ainsi peser sur l'adversaire une menace de tous les instants, tandis que la parade ne saurait être toujours prête.

Si la vitesse croissante des avions facilite indiscutablement la défense aérienne contre des incursions très profondes, elle est, dans les autres cas, à l'avantage de l'offensive. Il faut du

temps, en effet, pour alerter tous les éléments de contre-attaque, pour les rassembler sur la direction suivie par l'assaillant, direction souvent mal définie. Après avoir réuni ses forces, la défense n'est pas assurée d'atteindre l'ennemi et de lui imposer le combat, si cet ennemi manœuvre pour l'éviter ; elle ne l'atteindra du moins qu'avec celles de ses machines aériennes qui seront plus rapides que celles de l'adversaire, et il y a ainsi peu de chance qu'elle réalise la supériorité numérique au moment de la rencontre ; si l'assaillant opère en masse, il battra en détail les éléments de la défense qu'il trouvera plus ou moins séparés et inférieurs en nombre.

Supposons qu'il faille un délai d'une heure à la défense, étant donné le dispositif de ses éléments, pour mettre en l'air et réunir des forces capables de s'opposer avec succès à une expédition offensive ennemie ; pendant cette heure, l'expédition parviendra d'autant plus loin, sans rencontrer de résistances capables de l'arrêter, qu'elle ira plus vite.

Il faut porter encore au bénéfice de l'offensive ce fait particulier que la défense ne peut, dans les airs, s'aider de rien. Pas de points d'appui, pas de positions de défense ni de frontières naturelles comme à terre ; les hautes chaînes de montagnes ne constituent plus un obstacle infranchissable. La nuit n'arrête pas les opérations, elle les facilite au contraire. Des circonstances atmosphériques défavorables restreignent encore l'activité aérienne ; mais certaines d'entre elles deviendraient souvent des circonstances favorables ; par exemple, un ciel aux trois quarts couvert faciliterait à de petites formations l'approche et l'attaque par surprise d'objectifs terrestres ou marins ; des avions opéreraient individuellement en zone ennemie en utilisant les nuages pour prononcer leurs attaques par surprise et échapper ensuite à la poursuite, comme les sous-marins utilisent la profondeur de la mer.

Autant est grande la capacité de manœuvre des forces aériennes dans l'offensive, autant elle est faible le plus souvent dans la défense. De nuit la défense aérienne, qui est celle des avions de chasse aidés par les projecteurs terrestres, ne peut être que locale ; elle s'étend à un espace tellement réduit que le nombre et l'étendue des points qui peuvent être défendus sont extrêmement faibles.

De jour, le système de surveillance du ciel peut être mis en défaut par les circonstances atmosphériques, par un ciel couvert par exemple, ou par des diversions de l'aviation adverse. Si l'on veut donc qu'un point déterminé soit protégé, en tout état de cause, par une défense aérienne, il faut affecter à ce point des moyens de défense propres. Ceci est admissible lorsqu'il s'agit d'un objectif important comme Paris, le plus vulnérable que l'on puisse imaginer. Mais une pareille disposition ne saurait être qu'exceptionnelle ; car l'on se trouve dans l'alternative ou bien de donner aux principaux points sensibles une défense propre et ainsi de disperser et de paralyser les forces *a priori*, ou bien de les maintenir concentrées pour une réaction appropriée et massive contre de puissantes expéditions ennemies, et dans ce dernier cas chacun des points sensibles ne sera pas directement protégé de façon certaine.

La défense bénéficierait par contre de l'appoint que constituent les armes terrestres anti-aériennes. La défense terrestre est fort gênante pour l'aviation assaillante si les moyens de défense sont nombreux : la défense anti-aérienne de Paris, très importante en 1918, a certainement diminué l'efficacité des expéditions allemandes dirigées contre la capitale ; de même, la défense de Londres. Mais il y a sur le territoire de la France au moins une trentaine de points, qu'on peut appeler des points vitaux. On ne peut attribuer *a priori* à chacun d'eux une quantité importante de moyens terrestres de défense aérienne. On ne peut pas davantage effectuer des concentrations pour parer à une attaque déterminée, car les armes terrestres sont tellement moins mobiles que les armes aériennes qu'il faut les considérer comme rivées à l'objectif protégé, dont elles constituent la défense propre.

Cette extraordinaire capacité de manœuvre de l'aviation prendrait une valeur encore plus grande dans le cas probable d'une guerre de coalition. Certaines Puissances, dont on annonce parfois la collusion, bénéficieraient de leur position centrale entre nous et nos alliés éventuels de l'est ; leurs forces aériennes auraient des facilités techniques, bien plus grandes que les nôtres, de réaliser des concentrations au profit des divers théâtres d'opérations.

La puissance offensive de l'aviation par la qualité supérieure des armes et par l'initiative de la guerre. — La supériorité de qualité est évidemment décisive dans les airs, car rien ou à peu près ne permet de s'y soustraire ou d'en atténuer les effets. Si elle existe, elle crée, plus que tout autre facteur, la puissance offensive. Elle semble assurée à celui qui prendra l'initiative de la guerre, comme nous allons le voir.

L'aviation offensive doit affronter l'aviation de chasse de la défense et en outre les moyens terrestres de défense anti-aérienne : canons et mitrailleuses contre avions, projecteurs pour éclairer les avions la nuit et les livrer ainsi aux avions de chasse et aux canons; écouteurs au son pour situer les avions la nuit et permettre de tirer sur eux sans les voir; ballons de protection d'un point sensible dont les nombreux câbles sont destinés à provoquer la chute des avions qui les heurtent.

A certains moments de la dernière guerre, la pénétration des avions offensifs, durant le jour, dans les lignes ennemies était rendue très difficile par les monoplaces de chasse de la défense, qui, aux mains de quelques aviateurs d'une habileté consommée, triomphaient de leur armement insuffisant. Au contraire, les opérations de nuit ne rencontraient pas ordinairement de difficultés sérieuses. Les moyens aériens et terrestres de défense diminuaient la valeur ou l'intensité des bombardements effectués, mais ils ne les empêchaient pas.

Demain, au début des hostilités, la situation réciproque de l'attaque et de la défense serait différente. Les aviateurs de chasse manqueraient encore d'expérience et les chasseurs de haute classe, les seuls vraiment redoutables, seraient assez rares; le personnel de la défense terrestre anti-aérienne serait peu entraîné à la mission à remplir.

Les matériels de défense aérienne et terrestre ont été perfectionnés depuis 1918 et ils le seront encore : canons, mitrailleuses, projecteurs, écouteurs, auront plus de portée et plus de précision; les ballons de protection monteront plus haut dans le ciel; les avions de chasse de la défense seront plus rapides et mieux armés. La supériorité de matériel et d'armement des avions de chasse sur le matériel et l'armement des autres avions serait encore redoutable, surtout si ces avions de chasse étaient armés de canons.

Cette supériorité subsistera vraisemblablement; elle semble cependant s'atténuer. Ce qui fait, en effet, la supériorité du monoplace de chasse sur un biplace, c'est une plus grande vitesse et une plus grande facilité de manœuvre, obtenues par la suppression de l'observateur; à mesure qu'on augmente la puissance des moteurs, cet avantage diminue.

D'autre part, les avions appelés à opérer offensivement ont été et seront perfectionnés eux aussi. De plus en plus rapides, ils seront souvent multiplaces (à trois places et au-dessus). Ceux-ci fourniront dans les directions dangereuses une densité de feux qui pourra être supérieure à celle des monoplaces par suite de l'existence sur ces avions de plusieurs postes tireurs disposant chacun d'un armement égal à celui du monoplace et pouvant faire converger leurs tirs. Le poids utile disponible des multiplaces permettra bientôt de les doter de blindages très légers mettant à l'abri des balles l'équipage et peut-être quelques parties sensibles de l'avion.

Des avions de cette espèce sont déjà réalisés à quelques exemplaires; ils seront multipliés suivant des formules progressivement améliorées. De telles machines pourront d'ailleurs être accompagnées, lorsque leurs expéditions ne seront pas trop lointaines, par des avions de chasse biplaces destinés à les protéger, et elles opéreront par petits groupes serrés dont les éléments se couvriront réciproquement par leurs feux croisés.

Au surplus, les progrès des armements aériens offensifs seront difficilement compensés par ceux des armements défensifs. Dans une matière aussi neuve, la lutte pour le progrès des engins d'attaque et des engins de défense ne se présente pas comme ailleurs; les perfectionnements à prévoir sont tellement nombreux, divers et indéfinis que, pratiquement, il est très difficile de parer à tous pour s'en défendre. Souvent, l'engin de défense correspondant à un engin d'attaque ne sera réalisé qu'après l'apparition de ce dernier. Ainsi, la chasse de nuit n'a connu un commencement d'organisation pendant la guerre que deux ans après la mise en pratique des reconnaissances et des bombardements de nuit; jusqu'à ce moment, les opérations offensives de nuit avaient bénéficié d'une liberté d'action à peu près complète.

Si demain on réussissait à rendre l'avion assez silencieux pour qu'il soit difficilement entendu, lorsqu'il est à haute altitude, par les postes d'écoute terrestres; si on parvenait à le rendre également quasi invisible des observateurs terrestres, les incursions aériennes ne pourraient être dénoncées à temps. Or, on réussira sans doute à donner à l'avion un moteur silencieux comme à l'automobile et une cellule difficilement visible à haute altitude, grâce à une coloration spéciale de son revêtement.

Une machine aérienne pourrait fort bien, par sa puissance, ses performances ou des propriétés nouvelles, produire la même surprise que fit la Bertha en 1918; elle serait reine de l'espace; ce n'est pas seulement dans une grande ville qu'elle sèmerait la panique, mais dans toute l'étendue d'un pays, et cela, aussi longtemps qu'on ne pourrait lui opposer un instrument de défense capable de la neutraliser ou de la détruire.

L'aviation se prête donc singulièrement, par l'évolution rapide du matériel, à la surprise technique. Or, il faut bien le reconnaître, c'est le pays qui préparerait clandestinement la guerre qui aurait le plus de chances de se donner le précieux avantage de la surprise technique, celle qui consiste dans la mise en service d'un matériel inattendu. Il s'efforcerait, avant de laisser paraître ses intentions agressives, d'accélérer l'amélioration de son matériel aérien, en prenant à cet égard les dispositions prévues pour le temps de guerre. Il donnerait au service de recherches et d'essais de l'État et des constructeurs, d'importants moyens de tout ordre et de larges crédits. Il les libérerait des règles de précaution qui les enserrent en temps de paix en vue de diminuer les risques d'accident ou de malfaçon, règles qui ralentissent sensiblement le progrès. Les meilleurs prototypes d'avions, d'accessoires et d'armes, étant rapidement mis au point, leur fabrication en grande série serait minutieusement préparée de sorte qu'elle puisse être effectuée dans le minimum de temps, tout en demeurant, autant que possible, cachée ou camouflée.

Et la guerre serait ainsi commencée par l'assaillant avec un important matériel nouveau qui, vraisemblablement, serait supérieur à celui d'un adversaire dont la vigilance aurait été mise en défaut, de sorte que le facteur le plus sûr de

la puissance offensive de l'aviation serait quasi assuré à celui qui prendrait l'initiative de la guerre et choisirait froidement et secrètement son heure.

La puissance offensive de l'aviation par la supériorité numérique. — La puissance offensive de l'aviation était assez limitée, à la fin de la guerre, par l'importance numérique des moyens de défense aériens et terrestres.

Au début d'une guerre, ceux-ci seraient moins nombreux qu'ils ne l'étaient en 1918, en valeur absolue, et plus encore proportionnellement à l'espace à protéger, espace qui s'augmente dans la mesure même du rayon d'action des avions. La chasse de jour, insuffisante pour satisfaire aux missions les plus urgentes qui lui seraient confiées, serait vite dépensée et à bout de souffle. Les unités de chasse de nuit sont, dans tous les pays, inexistantes ou rares. Leur nombre s'accroîtra sans doute; il demeurera très loin de celui qui serait nécessaire pour représenter un système sérieux de défense anti-aérienne.

Les moyens offensifs sont assez peu nombreux eux aussi, en temps de paix, mais ils seraient augmentés à la veille d'une guerre, surtout par le pays qui se proposerait de la provoquer après l'avoir préparée, l'aviation se prêtant remarquablement à la surprise organique, c'est-à-dire à la surprise que crée la mise en ligne inattendue de formations nouvelles.

Les forces de l'air en effet sont numériquement faibles en temps de paix, parce que leur matériel est cher, bien que celui de la marine le soit encore davantage, et surtout parce qu'il est vite périmé en raison de l'évolution rapide de l'aviation. Mais il suffit de quelques mois à l'industrie pour construire des cellules et des moteurs d'avions en grande série. Avant toute déclaration ou toute menace de guerre, il serait assez facile au pays décidé à la faire de fabriquer sans éveiller beaucoup l'attention un grand nombre de moteurs, ceux-ci pouvant paraître destinés à l'aviation civile aussi bien qu'à l'aviation de guerre. Ensuite, il suffirait de trois mois pour que l'industrie livrât les cellules d'avions qu'on lui aurait commandées.

Pour aucune arme, il n'est possible de réaliser une avance aussi marquée et aussi rapide; il suffit pour s'en convaincre

d'imaginer et de comparer le nombre de fusils, de mitrailleuses, de canons, d'une part, et le nombre d'avions d'autre part, qu'il faudrait fabriquer avant la déclaration de guerre pour doubler par exemple le nombre de ces armes en service et en réserve.

L'initiative et la préparation clandestine de la guerre assureraient donc, selon toute vraisemblance, une supériorité aérienne initiale, *à la fois, par la qualité et par le nombre.*

Cette supériorité s'accuserait encore par le résultat des premières opérations aériennes.

La puissance offensive de l'aviation la plus forte serait accrue par les résultats de la lutte initiale. — L'aviation d'un pays qui prendrait l'initiative de la guerre tenterait presque sûrement d'attaquer l'aviation adverse à l'improviste dans ses bases et elle poursuivrait ensuite sa destruction à terre et dans les airs.

Dans leurs bases, les formations sont très vulnérables sous les attaques aériennes. Mais le pays qui préparerait avec soin la guerre de l'air éloignerait des frontières ses garnisons d'aviation et les amènerait pour diminuer leur vulnérabilité. Il créerait sur les frontières de nombreuses plates-formes de départ pour mieux articuler ses unités.

Celui qui ne croira pas fortement à la puissance offensive de l'aviation reculera, au contraire, l'échéance des dépenses qu'entraîne une pareille organisation. Quant à nous, nous avons tellement sous-estimé les progrès probables de l'aviation que les deux tiers de nos forces aériennes métropolitaines ont encore leur garnison à une heure ou à moins d'une heure de vol de nos frontières; si, par extraordinaire, ces formations étaient surprises dans leurs garnisons par une attaque déclenchée de nuit à l'improviste, leur matériel serait, en partie, détruit dès le premier jour des opérations. Alertés à temps, des éléments de forces aériennes se disperseraient sur des terrains préparés. Mais on sait que, dans tous les pays, ces terrains sont encore peu nombreux. L'aviation est tout aussi vulnérable dans ses magasins où sont accumulées sous un faible espace les réserves de matériel; elle l'est également, pour la même raison, dans les usines de fabrication. Ces magasins et usines, pour la plupart, ne sont pas hors de portée de l'aviation des pays voisins.

D'autre part, le pays qui subirait les graves dommages causés par les offensives aériennes admettrait difficilement que son aviation se dérobe et refuse le combat; il l'obligerait à intervenir. Il en résulterait une lutte dans les airs, lutte inégale, si l'aviation assaillante avait un matériel de qualité supérieure et avait mis en ligne des forces plus nombreuses. Dans ce cas, elle accuserait sa supériorité matérielle et augmenterait plus encore, dans l'ordre moral, sa capacité offensive.

La puissance offensive de l'aviation développée par une organisation convenable du commandement suprême. — Un commandement suprême des forces militaires d'un pays servirait hautement au développement des éléments de la puissance aérienne dès le temps de paix et à un meilleur emploi de l'armée de l'air au début des hostilités.

Ce commandement suprême existe dans un seul pays en Europe. Ailleurs il y aurait donc des commandements en chef ou supérieurs distincts pour les armées de terre, pour les armées de mer, pour la défense aérienne du territoire et pour l'armée de l'air; chacun des trois premiers commandements disposant d'une certaine part des forces aériennes; le commandant de l'armée de l'air n'ayant à ses ordres directs que le reste. De l'autre, un commandement suprême de l'ensemble des forces militaires.

Pas de commandement suprême autre que le Gouvernement, pour déterminer la répartition convenable des forces aériennes entre les grands commandements et la faire varier suivant la situation. Chacun des commandants en chef ou supérieurs réclamerait le plus grand nombre possible d'unités aériennes, car il trouverait justement qu'il n'en aurait jamais assez et, les ayant une fois reçues à sa disposition, il demanderait plus obstinément encore à les conserver. Il n'y aurait pas un seul et même homme chargé et responsable à la fois de la défense et de l'offensive aérienne. Trois ciels distincts auraient chacun un chef responsable: le ciel ami, qui serait celui du commandant supérieur de la défense aérienne du territoire; le ciel ennemi, qui serait celui du commandant de l'armée de l'air; et le ciel sans cesse contesté du front et des côtes, qui serait celui du commandant en chef des armées de terre ou de mer. De sorte que, quand le pays serait sévèrement

molesté par les incursions aériennes, le Gouvernement chercherait en vain le chef responsable de la sécurité.

Dans un pays voisin, au contraire, le chef de l'armée de l'air aurait au-dessus de lui un chef suprême, commandant et combinant tous les moyens de guerre, assurant notamment la répartition convenable et la coordination de tous les éléments aériens, assurant au besoin leur concentration pour faire face sans délai au danger momentanément le plus menaçant ou pour remplir la mission la plus importante, réalisant en définitive le commandement unique des moyens aériens.

Au surplus, dès le temps de paix, l'existence d'un commandement suprême des forces militaires présente de grands avantages. Dégagé de tout particularisme d'arme et d'armée, tenant compte de l'évolution constante et du rendement probable des armes, considérant aussi la situation politique et géographique du pays par rapport à ses ennemis les plus probables, imposant au besoin des compressions ou des extensions de crédits budgétaires, il assure la revision des valeurs respectives des armées de terre, de mer et de l'air. Son autorité régulatrice accorde aux forces aériennes l'autonomie, libératrice des entraves et génératrice chez elles d'ardeur et de progrès, tout en leur imposant, dans la mesure où c'est parfois nécessaire, une suffisante indépendance des armées de terre et de mer. Il prévoit enfin, après des études appropriées, l'emploi combiné de toutes les forces dans les différentes situations de guerre et spécialement celui de l'aviation.

Un commandement suprême des forces militaires, dans un pays qui serait à la veille de faire la guerre, préparerait avec un soin tout spécial la puissance offensive de son aviation, et porterait au maximum son rendement au premier jour de la mobilisation.

DEUX ARMÉES DE L'AIR : ITALIE ET ALLEMAGNE

Il est bien difficile de donner un ordre de grandeur de l'armée de l'air qu'un grand pays pourrait mettre en ligne à la mobilisation. Une nation quelconque, si elle se sentait un jour sérieusement menacée, augmenterait sans doute ses armements aériens avant d'être attaquée. Et, si elle préparait la guerre à

une échéance déterminée, elle ouvrirait vraisemblablement les hostilités avec une armée de l'air nettement plus importante que celle du temps de paix.

Essayons néanmoins de préciser quelle pourrait être en 1934, au premier jour d'une mobilisation, l'aviation de bombardement de l'Italie et celle que l'Allemagne serait en état de se constituer, en admettant que ces nations n'aient pas autrement préparé la guerre de l'air qu'elles ne le font aujourd'hui.

En ce qui concerne la qualité, nous supposons que les appareils seraient les mêmes que les avions actuellement en service ou que les avions déjà réalisés, susceptibles d'être en service en 1934.

En ce qui concerne la quantité, nous retiendrons seulement le nombre des avions dont l'existence est connue, avions militaires et avions civils rapidement transformables en avions militaires. Toutefois, pour tenir compte des avions dont nous ignorerions l'existence en usine ou en stockage et de ceux qui viendraient de l'étranger, nous multiplierons le nombre des avions existant à notre connaissance par le coefficient $4/3$ pour l'Italie et $3/2$ pour l'Allemagne.

Aviation de bombardement italienne. — L'armée de l'air italienne disposerait comme avions de bombardement moyens-porteurs, du *Fiat BR 3*; comme gros-porteurs, du *Fiat 74* et du *Caprini 102*; comme hydravions gros-porteurs, du *Savoia 55* et de quelques Dornier.

Le *Fiat BR 3*, armé de deux mitrailleuses, d'une vitesse de croisière de 200 kilomètres-heure, capable d'atteindre une hauteur de 6000 mètres, emporterait 300 kilos de bombes à 500 kilomètres de la base; 600 kilos de bombes à 400 kilomètres de la base.

Le *Fiat 74*, armé de trois mitrailleuses, d'une vitesse de 170 kilomètres-heure, capable de monter à 5500 mètres, emporterait 800 kilos de bombes à 450 kilomètres de la base; 1000 kilos de bombes à 300 kilomètres de la base.

Le *Savoia 55*, armé de quatre mitrailleuses, faisant une vitesse de 170 kilomètres-heure, emporterait 1500 kilos de bombes à 450 kilomètres de la base; 900 kilos de bombes à 600 kilomètres de la base; 400 kilos de bombes à 900 kilomètres de la base.

Comme effectifs, on peut compter 150 avions moyens-porteurs, 125 avions gros-porteurs et 125 hydravions gros-porteurs, plus 400 avions de chasse monoplaces qui coopéreraient aux expéditions de bombardement.

Il faut ajouter en outre 60 à 70 avions d'assaut et environ 400 avions destinés à d'autres missions, mais qui pourraient être des bombardiers occasionnels au début des hostilités.

Le tonnage global peut être évalué à : 600 tonnes à 200 kilomètres; 400 tonnes à 450 kilomètres; 200 tonnes à 600 kilomètres; 100 tonnes à 900 kilomètres.

Aviation de bombardement allemande. — Les Allemands pourraient utiliser comme avions de bombardement moyens-porteurs :

Le *K 43*, biplace armé de cinq mitrailleuses, faisant une vitesse de croisière de 200 kilomètres à l'heure, capable de monter à 6 500 mètres et d'emporter à 500 kilomètres de la base 450 kilos de bombes de nuit, et 300 kilos de jour.

Le *Heinkel 70*, prototype récent de transport rapide, faisant une vitesse de croisière de 325 kilomètres, montant à 6 000 mètres et emportant 400 kilos de bombes à 450 kilomètres de la base.

Comme avions gros porteurs :

Le *K 45*, doté de plusieurs mitrailleuses jumelées, éventuellement d'un canon, atteignant une vitesse de croisière de 210 kilomètres-heure, et 6 500 mètres de plafond, emportant : 1 600 kilos de bombes à 500 kilomètres de la base; 1 000 kilos de bombes à 750 kilomètres de la base.

Le *G 38*, armé d'un canon et de huit mitrailleuses, faisant une vitesse de croisière de 180 kilomètres-heure, capable de monter à 6 000 mètres et d'emporter 5 000 kilos de bombes à 500 kilomètres de la base, 2 600 kilos de bombes à 900 kilomètres de la base.

Le *Ju 52 K*, armé d'un canon et de quatre mitrailleuses jumelées, emportant 1 200 kilos à 500 kilomètres de la base.

Comme effectifs, on peut compter 180 avions moyens-porteurs et 100 avions ou hydravions gros-porteurs.

Il faut ajouter encore 5 ou 600 avions divers qui pourraient être employés comme bombardiers occasionnels au début des hostilités.

Le tonnage global peut être évalué à 500 tonnes à 200 kilomètres de la base; à 250 tonnes à 450 kilomètres; à 150 tonnes à 600 kilomètres; à 100 tonnes à 900 kilomètres.

Nous avons indiqué le tonnage global pour une seule expédition. Mais les premiers jours des hostilités étant exceptionnellement favorables aux incursions aériennes, une aviation résolument offensive chercherait sans doute, en un tel moment, à porter son rendement au maximum en effectuant plusieurs expéditions.

Elle le pourrait si cette aviation s'était constituée, avec du personnel de complément, deux équipages par appareil.

Dans ces conditions, les aviations italienne et allemande réunies pourraient transporter *le premier jour* de 2 000 à 2 500 tonnes dans un rayon d'action de 250 kilomètres, c'est-à-dire, en territoire français, sur des objectifs situés à l'est de la ligne Reims, Troyes, Dijon, Lyon, Toulon; et de 1 200 à 1 500 tonnes dans un rayon d'action de 450 kilomètres, c'est-à-dire à l'est de la ligne Amiens, Paris, Clermont-Ferrand, Perpignan.

Pour fixer les idées on peut estimer, d'après des résultats d'expériences faites en temps de paix dans différents pays, qu'il faudrait, pour détruire une gare d'importance moyenne, une cinquantaine de tonnes de bombes; pour détruire une gare très importante, avec bâtiments annexes, environ 250 tonnes; et pour détruire un port militaire, avec ses différents organes et son outillage, environ 250 tonnes.

EFFICACITÉ DE L'ATTAQUE BRUSQUÉE

Des armées de l'air agissant par surprise et bénéficiant d'une supériorité rapidement affirmée seraient en mesure de faire subir de grands dommages aux armées et au pays.

Elles gêneraient la formation et la concentration des armées.

Les armées de l'air seraient prêtes à agir instantanément au moment où la guerre commencerait, tandis que les armées de terre n'existeraient pas avant que leurs éléments de toute espèce n'aient été mobilisés, transportés ensuite vers les frontières et réunis, autrement dit concentrés sur les théâtres d'opérations. Cela représente une propriété exceptionnelle, grosse de conséquences.

Mobilisation et concentration, opérations qui d'ailleurs s'enchevêtrent, sont un acte capital de la guerre, puisqu'elles donnent naissance aux armées. Celui qui les aurait menées à bonne fin le premier serait celui qui aurait l'initiative des opérations et imposerait son plan de guerre. Aussi bien, chaque pays s'efforce-t-il d'en réduire toujours davantage la durée. C'est ce que font les Allemands en organisant la mobilisation sur place des populations frontières, et des réunions fréquentes et rapides des milices, en augmentant le débit possible du système ferré de part et d'autre du Rhin, en créant un réseau d'autostrades à grand rendement entre le Rhin et les frontières françaises et belges.

Mobilisation et concentration demandent néanmoins plusieurs semaines ; elles s'effectueraient à l'abri du bouclier que constituent la frontière organisée et la couverture. Cette couverture devient déjà moins solide, malgré la fortification des frontières, à mesure que la réduction du temps de service actif diminue les effectifs instruits des armées permanentes et que la situation politique augmente l'étendue des frontières menacées. Au surplus, la couverture terrestre n'est pas un bouclier dans les airs. A défaut d'une aviation supérieure, il n'y a pas de bouclier protecteur contre une aviation ennemie. Celle-ci viendrait sur le territoire contrarier et retarder la mobilisation et la concentration ; du même coup, elle rendrait plus difficile la mission d'une couverture, qui aurait à tenir plus longtemps contre une attaque brusquée. La couverture refoulée, il faudrait reculer les zones de concentration des armées.

Or, dans notre hypothèse, l'aviation saurait atteindre efficacement les grandes unités de couverture et celles de l'intérieur en cours de mobilisation et de concentration.

Les troupes de couverture forment des garnisons souvent assez nombreuses dans des villes qui sont à très bonne portée des frontières. Des hommes par milliers, des chevaux nombreux, un matériel important y sont resserrés dans des casernes ou des quartiers. Ces villes sont nécessairement des centres de mobilisation où afflueraient sans délai de nombreux réservistes ; elles renferment donc des magasins, des parcs ou des arsenaux d'habillement, de matériel et des approvisionnements. Casernes, quartiers, magasins, parcs, arsenaux, gares, c'est-

à-dire l'ensemble de ces villes, constitueraient des objectifs extrêmement vulnérables sous les coups de l'aviation. Nous avons vu, les 3 et 4 août 1914, en observateur terrestre et aérien, la place de Toul. Toul était alors une véritable fourmilière, un objectif sur lequel un bombardement d'avions aurait obtenu des résultats multiples. Sur un objectif de même vulnérabilité, nous avons vu en 1923, dans le Rif, une simple escadrille de 12 petits avions d'observation faire 800 tués ou blessés en une minute. Peut-être les unités de couverture seraient-elles déjà déployées sur leurs positions à l'ouverture des hostilités. Dans le cas contraire, des escadres de bombardement attaquant à l'improviste, aux premières heures de la mobilisation, les garnisons principales y jetteraient certainement un grand désarroi à un moment où les unités devraient effectuer sans retard leurs opérations de mobilisation, d'embarquement ou de débarquement. Elles obtiendraient ces mêmes résultats sur les grosses garnisons de l'intérieur.

Elles contrarieraient la concentration en s'efforçant de paralyser le système des communications. Les objectifs que présentent à l'aviation les voies de communications sont permanents et souvent de grandes dimensions, notamment les gares, nœuds de communications, les gares de triage, les dépôts de matériels de chemins de fer, les magasins militaires et autres, placés en bordure ou à faible distance des voies.

Certains de ces objectifs sont très vulnérables; d'autres le sont moins, tels les ouvrages d'art; mais si leur destruction était obtenue elle aurait un résultat considérable et de longue durée.

L'action sur les communications aurait son plus grand effet utile dès la déclaration de guerre pendant un ou deux jours, alors que ces communications ne seraient pas ou seraient encore mal gardées. Son efficacité serait encore plus grande si elle était commencée avant la déclaration de guerre. On dira peut-être que le système de défense aérienne du territoire serait certainement mis en place pendant la période de tension politique. C'est possible. Il faut cependant observer qu'il sera difficile d'immobiliser les dizaines de milliers d'hommes qui seraient nécessaires pour la garde des voies de communication et des points sensibles du territoire pendant une période de

tension politique dont on ignorera la durée. Tant qu'elles seraient encore mal gardées, les communications pourraient être attaquées sur une grande partie de l'étendue du territoire en de multiples endroits. De gros avions transporteraient et déposeraient des détachements; de moyens ou de petits avions déposeraient ou lanceraient par parachutes des groupes de quelques hommes ou des isolés. Les uns ou les autres seraient chargés de faire sauter les ouvrages d'art, de provoquer les déraillements des trains aux entrées des tunnels, d'opérer toute espèce de destruction susceptible de causer un effet de quelque durée. D'autres avions, opérant tantôt par groupes importants, tantôt par petits éléments ou individuellement, bombarderaient dans le même dessein les points sensibles du système des communications ferrées et routières, ou effectueraient des attaques au canon et à la mitrailleuse contre le personnel dans les gares et contre les trains ou les convois en marche.

Si cent cinquante ou deux cents avions gros porteurs et cinq ou six cents avions moyens et petits porteurs étaient ainsi employés pendant la première journée des hostilités, le réseau serait fort endommagé pour plusieurs semaines ou même pour plusieurs mois. Dans les deux ou trois jours qui suivraient, le même but serait poursuivi dans des conditions encore assez favorables et le résultat serait confirmé et augmenté. Par la suite, si la défense terrestre et aérienne devenait sérieuse, les attaques massives et profondes se feraient plus rares, mais le harcèlement continuerait.

La mobilisation et la concentration des armées étant ainsi ralenties, une attaque brusquée aurait plus de chances de refouler la couverture. Ce ne sont pas seulement les plans de concentration, mais encore les plans de premières opérations qui risqueraient d'être bouleversés.

Les armées de l'air causeraient d'irréparables dommages en attaquant les points sensibles du territoire. — Les mêmes villes qui sont des garnisons militaires, des dépôts de matériel ou d'approvisionnements de guerre, des lieux de mobilisation, d'embarquement ou de passage ou de concentration, — ou cela tout à la fois, — sont aussi de grands centres commerciaux ou industriels ou même politiques. Si l'on imagine qu'elles soient

soudainement détruites, ou que tout travail y soit rendu impossible, des résultats multiples seraient obtenus du même coup.

Or, ces effets multiples peuvent être recherchés, grâce à la vulnérabilité des objectifs et à la facilité de leur attaque.

Gares, magasins, usines, manufactures d'armes, poudreries, arsenaux, ports, agglomérations industrielles et grandes villes ont été construits sans tenir compte du danger aérien. Tout y est accumulé, resserré, merveilleusement disposé pour favoriser les effets matériels et moraux de toute sorte, notamment la propagation rapide et irrésistible des incendies et l'accélération de la panique sous les attaques aériennes. Changer cet état de choses est une impossibilité pour longtemps; une légère atténuation est à peine concevable. On s'efforce de protéger ces objectifs ou les populations par des défenses actives et par des mesures de défense passives. Nous avons dit la précarité des défenses actives. Si l'on évaluait les dépenses à consentir pour réaliser les unes et les autres, il faudrait bien reconnaître qu'elles demeureront très incomplètes.

Cependant, comme bien des points sensibles du territoire sont assez éloignés des frontières, on pourrait penser que, dans ce cas, l'aviation ne viendrait pas à bout aisément des résistances à vaincre. Cela est vrai de jour, par beau temps: encore l'attaque serait-elle peut-être effectuée tout de même en considérant l'importance du résultat à obtenir. De nuit et par temps couvert le jour, les expéditions subiraient moins de pertes; elles seraient encore efficaces parce que les objectifs seraient de grande étendue et n'exigeraient pas un tir précis.

Les destructions rapides de certains quartiers pourraient être obtenues par l'emploi de petites bombes incendiaires jetées en grand nombre, et l'immobilisation du personnel, par le lancement de bombes toxiques.

La vulnérabilité des objectifs et la facilité de les atteindre étant ici exceptionnelles, c'est sur les points sensibles du territoire que l'aviation obtiendrait certainement le plus grand rendement. Elle produirait des dommages matériels pour longtemps irréparables, étendant en profondeur la dévastation et la ruine limitées autrefois à la région des champs

de bataille. Elle déterminerait dans la nation de grandes secousses susceptibles de provoquer ou d'accentuer des désordres intérieurs, d'affaiblir l'unité morale et la volonté de vaincre.

Aussi bien, certains esprits préconisent-ils l'emploi de la plus grande quantité d'aviation ou même de toute l'aviation contre les points sensibles du territoire au début des hostilités, voyant dans une action aérienne de ce genre le plus sûr moyen de gagner la guerre ou du moins de préparer le succès de la bataille générale prochaine. Logiquement, à part quelques unités à laisser à la disposition des corps de couverture, c'est le gros de l'aviation, quelle que soit l'espèce des avions, militaires, commerciaux ou de tourisme, qui devrait être employé à cet effet le premier jour.

En France, on se représente de telles attaques comme si elles étaient uniquement dirigées contre des populations sans défense; on les tient pour invraisemblables, tellement elles paraissent barbares; d'autre part, bien des gens chez nous veulent toujours distinguer les objectifs que constituent respectivement les armées et le territoire. Or, à ce moment de la guerre, les armées et la nation seraient sensiblement une seule et même chose; la zone des armées et la zone de l'intérieur se confondraient, puisque les armées auraient leurs éléments sur le territoire.

Cependant, un pays résolu à gagner la guerre par tous les moyens considérerait peut-être avec un esprit simplement pratique l'intérêt exceptionnel que présenterait, pour le succès, l'offensive aérienne. Il observerait qu'elle permettrait d'atteindre, moralement et matériellement, les armées et la nation à la fois, et dans des conditions exceptionnelles de vulnérabilité et de surprise.

En définitive, dans le cas où les hostilités seraient préparées et commencées par surprise, — hypothèse assurément favorable à l'assaillant mais qu'il est prudent d'envisager pour être prêt à y faire face, — une armée de l'air offensive bénéficierait d'une large liberté d'action et de circonstances favorables à divers titres dans les tout premiers jours de la guerre. Elle serait alors capable de placer les armées de terre opposées dans des conditions matériellement et moralement défavorables pour la bataille générale.

Mais, dès que la défense anti-aérienne serait en place et bien organisée, dès que des dispositions convenables auraient été prises pour diminuer la vulnérabilité des points sensibles, et en admettant que l'aviation de chasse adverse ait su manœuvrer et se disperser pour éviter d'être en grande partie détruite, les résultats des opérations aériennes indépendantes et à grande envergure deviendraient, il faut le reconnaître, rapidement moins importants. Au surplus, les moyens qui pourraient être employés à de pareilles opérations seraient désormais plus restreints.

Bientôt même, l'armée de l'air tout entière devrait s'employer en liaison plus étroite avec les armées de terre ou de mer : nous allons voir, en effet, en considérant les différents éléments du corps de bataille et la conduite des opérations par le général en chef, qu'il ne semble pas possible d'être vainqueur à terre et sur mer si l'on n'est pas le plus fort dans les airs sur le théâtre des opérations.

GÉNÉRAL ARMENGAUD.

(*A suivre.*)

NAPOLÉON III

ET SA POLITIQUE

I

LES JOURS HEUREUX

Dans la plupart des bibliothèques publiques, s'alignent, en un repos non troublé, de gros volumes grand in-octavo, de papier superbe, d'impression magnifique, à la couverture marquée aux armes impériales : aigle, couronne, manteau parsemé d'abeilles d'or. Ce sont les œuvres de Napoléon III. Si l'on en sollicite la communication, une surprise à peine déguisée accueille la demande. Si l'on insiste, le bibliothécaire s'éloigne et reste assez longtemps absent ; car la peine de la relégation, qui existe pour les hommes, existe aussi pour les livres ; et c'est dans les rayons les plus éloignés, les plus dissimulés, les plus obscurs, qu'il faut s'aventurer pour découvrir les ouvrages de celui qui, pendant dix-huit ans, a gouverné la France. Les volumes arrivent enfin, couverts d'une poussière à demi séculaire ; et leurs feuillets généralement non coupés attestent que, si on ne les lit plus aujourd'hui, on ne les lisait guère davantage, même quand la flatterie ou l'intérêt eût conseillé de ne pas paraître les ignorer.

Ce total abandon n'est point tout à fait juste. On ne peut dire de ces livres ni qu'ils sont bons, ni qu'ils sont mauvais ; mais ils sont suggestifs, en ce sens qu'on y trouve, avec leurs aspects emmêlés et presque contradictoires, toutes les idées

maitresses qui devaient inspirer le gouvernement futur. Tout ici est contraste, et à tel point que la psychologie, même la plus avertie, se sent déconcertée. Des lieux communs développés avec une solennité continue, mais sous lesquels se découvre parfois une théorie originale, à condition qu'on la cherche patiemment et longtemps; un perpétuel cliquetis d'antithèses, puis, tout à coup, une formule heureuse qui captive par son air de grandeur ou séduit par sa générosité; de la naïveté et de la rouerie; des témérités surprenantes et de cauteleuses prudences; des idées si confuses qu'on ne les distingue plus dans les profondeurs où elles semblent enfouies et qui, au moment où on désespère de les dégager, éclatent avec un son claironnant. Que si, à la manière d'une anthologie, on essaie d'extraire de ces livres les maximes qui y sont contenues, on en pourra composer deux recueils, l'un qui étonnera par sa sagesse, l'autre qui stupéfiera par ses sophismes. Mais à peine ce classement sera-t-il achevé qu'on sera tenté de le recommencer, tant il apparaîtra trompeur et sujet à retouches; car il arrive souvent que plus la pensée est chimérique, plus elle revêt les apparences de la raison la plus assurée.

Le grand malheur de cet homme fut de régner. Je me le figure dans les rangs moyens de la vie, et assez en dehors des affaires pour pouvoir rêver à l'aise et tout haut, sans péril pour la chose publique. Il ne rêve point toujours; il est à ses heures très clairvoyant, très sensé, quoique son bon sens même ne ressemble pas au bon sens des autres. De bonne heure, ce Bonaparte imaginaire écrit comme l'autre Bonaparte et, comme lui, sur toute espèce de sujets, politique, armée, condition du peuple, organisation sociale. Après 1830, il se passionne pour l'Italie, à moins qu'il ne se soit déjà passionné pour la Grèce, et paie vaillamment de sa personne, car il est courageux par nature, par fatalisme aussi. S'il n'était retenu parmi les Italiens, volontiers il s'enrôlerait dans l'équipe d'Enfantin et pontifierait à Ménilmontant. Mais, si attentif qu'on soit à ne pas perdre son temps, on ne peut être partout à la fois. Du moins, il se dédommage, — car naturellement, il est dans l'opposition, — en écrivant dans *le Bon Sens*, et plus tard dans *la Réforme*, comme l'autre Bonaparte, le vrai, dans *le Guetteur de Saint-Quentin* et *le Progrès du Pas-de-*

Calais. Il y écrit avec tant de hardiesse qu'il encourt la prison, une de ces prisons douces comme celles du bon roi Louis-Philippe, une de ces prisons où l'on entrerait sans angoisses, d'où l'on sortait sans repentir.

1818 arrive. Tout le monde déraisonne, lui, le Bonaparte, rêve, un peu moins que tout le monde, ce qui lui vaut, — car tout est relatif, — une petite réputation de sagesse. Et il lui advient ce qui advint à Hamlet qui, nous apprend Shakespeare, avait passé pour un peu fou en Danemark, mais sembla, par comparaison, fort raisonnable quand on l'eut exporté en Angleterre. A ce Bonaparte imaginaire l'entreprise du 2 décembre déplait fort, mais, comme il est de compréhension un peu lente, il délibère longtemps avec lui-même s'il doit protester ou se taire et, pendant que son indignation à retardement mijote, il apprend que le calme est rétabli. Du rang des résignés, il glisse bientôt dans le rang des satisfaits. C'est qu'il s'est laissé griser par toutes les maximes que proclame le vrai Bonaparte, celui de l'histoire. A son tour il répète, à la manière d'un écho, que la liberté politique est de médiocre prix auprès de la liberté civile, que l'hommage supérieur à la souveraineté populaire dispense de s'astreindre au misérable train du régime constitutionnel, que le vrai progrès réside non dans les paroles, mais dans l'accumulation des mesures qui assureront le bien-être des masses. Le voici qui, sans beaucoup préciser, s'enivre de tout ce langage, se forge pour l'avenir le rêve de la plus attendrissante félicité, et se pique d'être le patron de toutes les philanthropies de la terre.

Il commence à émerger, et à l'Exposition universelle de 1853, je me le représente aisément commissaire d'une section. Naturellement, il est décoré. Il a écrit des articles de revue ; maintenant, il s'essaie à des livres, et, tout féru de questions sociales, prend rang dans la cohorte de ceux qui font des *Mémoires* pour l'Académie des sciences morales. Dire qu'il est clair serait pure flatterie ; mais son obscurité affecte des formes si assurées, qu'elle en prend parfois des airs de profondeur, en sorte que ses défauts le rehaussent plus que ne feraient des qualités. Il se complait à toucher à tout, mais sans grand péril, parce que, dépourvu de tout pouvoir, il ne réussirait, — fût-il très lu, — qu'à déranger peu de chose. Il aime les nationalités bien groupées, brûle de les aider et se désole de ne pouvoir

les favoriser que par conférences ou brochures. Aucune nouveauté ne l'effraie, en sorte qu'on le rangerait volontiers parmi ces esprits libertins dont parle Bossuet. Libertin, il l'est aussi au sens de tous les temps, mais avec une inconscience si tranquille, qu'elle semble rejoindre l'innocence. Ceux qui le connaissent le mieux le disent fidèle à ses amis, reconnaissant du moindre service, large de sa bourse, secourable à toutes les infortunes.

Quand il meurt, l'affluence est grande à ses funérailles, et son éloge circule dans toutes les bouches. Le bruit se répand même d'un legs très généreux qu'il aurait fait aux œuvres de bienfaisance. La nouvelle est vraie, mais la déception suit de près l'espérance; car, quand on fait l'inventaire, on s'aperçoit que tout a été dépensé et qu'il ne reste que des dettes.

AVANT ET APRÈS LE SUCCÈS

Je m'éloigne à regret de ce Bonaparte imaginaire qui fut inoffensif et bon, pour m'attacher à l'autre Bonaparte qui, hélas! ne fut point inoffensif, mais fut bon aussi, et il faut qu'il l'ait été à un degré singulier pour qu'ayant été si funeste, il n'apparaisse point haïssable.

L'une des difficultés de le peindre est de saisir le moment où l'on peut le mieux le fixer. Il n'est guère de marchand d'eau capillaire qui n'étale à sa devanture un crâne tout dénudé et un autre tout regarni de cheveux. *Avant, après*, dit la légende explicative. De même, il y a le Bonaparte d'avant le succès, le Bonaparte d'après la réussite.

En 1818, on ne le connaît que par les échauffourées de Strasbourg et de Boulogne qui passent pour pure folie. A la nouvelle de la Révolution, il arrive de Londres, puis, sur l'injonction du gouvernement provisoire, il repart aussitôt, et avec une telle apparente indifférence, qu'on le croit négligeable. Il est élu quatre fois aux élections complémentaires du mois de juin; et quelques-uns commencent à s'étonner. « L'entraîn pour notre ancien justiciable va toujours croissant », écrit le Chancelier Pasquier qui a présidé la Cour des pairs après le complot de Boulogne. Mais, sur le seul avis que sa présence pourrait exciter des troubles, le prince donne sa démission, et cette silencieuse modestie qui est habileté

engourdit de nouveau les soupçons. En novembre 1848, M. de Saint-Priest, qui dîne avec Louis-Bonaparte chez la princesse Mathilde, le trouve emprunté et timide, vulgaire de tournure, laid de visage, d'accent suisse très prononcé; mais en même temps, il remarque, — moitié railleur, moitié inquiet, — ses prétentions princières : il passe le premier à table et proclame avec un air péremptoire que la France a besoin d'être gouvernée. « Nos amis, ajoute M. de Saint-Priest, décidément un peu soucieux, ne trouveront pas dans ce nouveau Télémaque un élève aussi docile que celui de Mentor (1). » Cependant, Louis Bonaparte, élu de nouveau, prend séance à l'Assemblée constituante, et, en le voyant, en l'entendant, on ne peut se persuader qu'il soit jamais dangereux. « Il est de taille moyenne, dit M. Thiers, jambes courtes, corps un peu long, tournure de petit Suisse, et des yeux sans expression dont on ne saurait dire la couleur (2). » Et voilà l'image peu flattée du prince avant que l'eau lustrale du suffrage universel le baptise et que le destin se prononce pour lui.

Quatre ans s'écoulaient. Louis-Napoléon s'est fait élire Président de la République. Il a maîtrisé l'Assemblée constituante. Il a gagné en vitesse et en habileté l'Assemblée législative. Il a, par le coup d'État, établi son pouvoir et, en restaurant l'Empire, a communiqué à ce pouvoir l'aspect de la perpétuité. A chaque étape de la fortune ascendante, s'est dégagée, d'abord un peu vague, puis débarrassée de ses voiles, l'autre image, celle *d'après*. Il semble, — tant sont impressionnables les appréciations des hommes, — que la personne même du prince se soit transformée. On le jugeait de petite taille : maintenant, on se contente de dire qu'il n'est pas très grand ; on raillait ses courtes jambes : maintenant on observe que, s'il est un peu lourd à pied, il a une merveilleuse tournure à cheval ; on lui trouvait les yeux ternes : maintenant on découvre qu'ils sont bleus, vraiment bleus, et révèlent tantôt l'énergie, tantôt la douceur, ou même les deux à la fois. On se moquait de son accent suisse et de ses inflexions traînantes : maintenant cette lenteur dans l'expression semble l'indice d'une pensée profonde qui aime mieux peser les mots que de les précipiter. Sur les aptitudes

(1) Lettre du 6 novembre 1848. Barante, *Souvenirs et correspondance*, tome VII, page 387.

(2) Madame Dosne, *Mémoires*, tome 1^{er}, page 244.

du prince, l'évolution n'est pas moindre. On le disait d'esprit médiocre: maintenant il serait de mauvais goût de contester ses capacités ou ses lumières; on le disait de jugement peu sûr: maintenant tout lui a tellement réussi qu'on attribue à sa seule sagesse ce qui fut dû aussi à l'aveuglement de ses adversaires et à sa propre fortune.

Au dedans, nul obstacle. Quant à l'Europe, elle ne laisse pas que de se scandaliser, tant la Restauration d'un Bonaparte est contraire aux tractations de 1815! Mais pour Napoléon, nul sujet de vraie crainte. Le seul qui se hausse jusqu'à publier son improbation est Nicolas. A Vienne, on est soucieux, mais on se tait. En Angleterre, lord Palmerston a applaudi au coup d'État, soit par médiocre regret des régimes précédents, soit qu'il ait pressenti en ennemi de la France tout ce que notre pays pourrait courir de risques avec le maître qu'il se donnait. Au moment de la proclamation de l'Empire, le chef du Foreign Office est lord Malmesbury qui est pour Napoléon III un ami. Le plus indigné est le roi de Prusse; mais il s'indigne *in petto*, en des lettres très secrètes écrites à son confident et ami, le chevalier de Bunsen. Non seulement, il s'indigne, mais surtout il s'inquiète (1). En quoi il a tort. Combien la Prusse ne se réjouirait-elle pas si elle connaissait son bonheur!

LES DEUX TRAITS QUI LE PEIGNENT

Je voudrais, sans m'astreindre à l'ordre des dates, graver les traits principaux où se reconnaît ce personnage, l'un des plus complexes qui furent jamais.

Il porte en lui deux signes: il est à la fois très secret et très obstiné.

Tout lui a appris dès son enfance à s'envelopper de mystère. Après 1815, une sorte de haute police internationale s'est étendue sur les Bonaparte: visites, excursions, voyages, tout était noté. Quiconque se sent épié s'accoutume à tout cacher. Ainsi Louis-Bonaparte prit-il de bonne heure l'habitude de cheminer par des voies souterraines, à tel point que, plus tard, il s'y enfouirait, même lorsque la dissimulation serait inutile ou dangereuse.

(1) *Aus dem Briefwechsel Friedrich-Wilhelm IV mit Bunsen*, von Léopold de Ranke, pages 295 et 299.

L'Italie était la terre classique des sociétés secrètes. Pour Louis-Napoléon, attiré d'instinct par toutes les menées clandestines, elle fut l'école d'application. Il en embrassa la cause, sinon avec beaucoup de sagesse, du moins avec beaucoup de courageuse ardeur. Il y trouva des amis très chauds, très compromettants aussi, et attentifs à l'engager dans les liens d'une solidarité qu'ils sauraient lui rappeler un jour.

Conspirer pour les autres, c'est apprendre à conspirer pour soi-même. Ainsi fit le prince, mais en novice qui s'est mal assimilé les leçons. De là, les deux échauffourées de Strasbourg et de Boulogne. L'emprisonnement de Ham suivit et ne servit qu'à aiguïser chez le captif le goût des complots; car plus les barreaux d'un cachot interceptent l'horizon, plus l'imagination s'envole en toute sorte d'aventures. Cependant, entre tous les complots, le plus urgent était de s'échapper. Louis-Napoléon s'échappa, et non sans un certain amusement du public; car tout peuple, pour peu qu'il soit frotté de romantisme, s'intéressera toujours aux récits d'évasion.

Président de la République, le prisonnier de Ham garde ses allures de conspirateur. Seulement, la conspiration est plus ample, plus savante: c'est la conspiration du pouvoir exécutif contre l'Assemblée législative.

Jamais intrigue ne fut plus soigneusement graduée. Louis Bonaparte a d'abord des ministres qui sont les mandataires des députés, plus encore que ses propres agents: Odilon Barrot, Tocqueville, Falloux. Puis il évolue, mais doucement et, dans la distribution des portefeuilles, s'applique moins à former une administration homogène qu'à juxtaposer des individus isolés que lui-même dominera et, qui attendront de lui avenir et fortune. En pratiquant une première émancipation, il se garde de briser avec les chefs parlementaires. Vis-à-vis d'eux, il est à la fois docile et fuyant, et, en commençant d'être redoutable, il conserve des airs de disciple. Le propre des vrais conspirateurs est de sortir quelquefois de l'ombre où ils travaillent pour éclater tout à coup au grand jour; et ces accès de franchise brutale, en masquant la dissimulation elle-même, achèvent d'en assurer le succès. Louis Napoléon a saisi l'opportunité. De temps en temps, en ses voyages, il s'applique à jeter quelques paroles retentissantes qui se graveront dans l'âme populaire. Un jour, à Saint-Quentin, en un accès de ferveur

démocratique, il proclame que : « ses vrais amis ne sont pas dans les palais, mais sous le chaume » (1). Un autre jour, à Lyon (2), il rend un éclatant hommage à la souveraineté nationale. Une autre fois, par exemple à Caen, il montre à demi, mais sans la dégainer tout à fait, — ce qui gâterait tout, — l'épée de Napoléon. « Si des jours orageux, dit-il, devaient reparaitre, et que le peuple voulût imposer de nouveaux devoirs au chef du gouvernement, ce chef, à son tour, serait bien coupable de désertir cette haute mission (3). » Ayant parlé de la sorte, Louis Bonaparte rentre dans le silence, laissant s'user par ses harangues l'Assemblée qui parle toujours.

Entre les deux pouvoirs, il y a des trêves, par exemple celle qui se marque par le message pacifique du 12 novembre 1850. Mais on ne se réconcilie que pour mieux se brouiller. A deux mois du message, Changarnier est destitué du commandement de l'Armée de Paris, et, du même coup, l'Assemblée est privée de son défenseur. La revision de la constitution, en permettant de proroger les pouvoirs du prince, lui épargnerait la tentation et le risque d'usurper, mais la revision est rejetée. La conspiration entre alors dans la phase aiguë, avec des ouvriers qui travaillent à fleur de terre et dont on entend les coups de pioche. L'Assemblée qui se sent menacée voudrait bien pratiquer une contre-mine, mais le moyen de conspirer utilement quand on conspire à cinq cents ! Un double souci pour Napoléon, celui d'entraîner le peuple et de rallier la bourgeoisie : on attire l'un par l'appât du suffrage universel à rétablir sans aucune condition de domicile ; on conquiert l'autre par la perspective des désordres qu'amènerait en 1852 le renouvellement simultané des pouvoirs exécutif et législatif. Sous la devanture d'un ministère inoffensif, se cache le complot.

C'est à l'arrière-plan qu'il faut chercher les acteurs véritables. Ils sont tous là : Morny, homme politique consommé et avec toutes les audaces du joueur ; Saint-Arnaud, inscrupuleux autant que vaillant, mais promis à un trépas glorieux, soldat dont Plutarque eût négligé la vie et raconté la mort ;

(1) Discours du 9 juin 1850.

(2) Discours du 15 août 1850.

(3) Discours du 4 septembre 1850.

Persigny, un ami de jeunesse fanatique en son dévouement, mais exigeant, incommode, fantasque comme l'est parfois le dévouement lui-même ; Maupas enfin, un peu inégal à une si redoutable entreprise. Ils sont tous là, mais immobiles, silencieux comme des soldats avant l'assaut. Au dernier moment, le prince hésite. Est-ce scrupule ? Certes, il aime les conspirations. Mais, avec sa nature à la fois tenace et un peu indolente, il trouve tant de plaisir à les rêver qu'il reculerait volontiers l'heure décisive. Cependant, il ne lui est plus permis de s'arrêter, et son vieux camarade Persigny le pousse rudement par les épaules, tandis que Morny, son frère, le soutient doucement par la main.

La victoire est complète : aujourd'hui la dictature, demain l'Empire. Désormais, nul besoin de cheminer par les voies souterraines. Mais le pli est si bien pris que le souverain, qui a conspiré pour abattre ses adversaires, se cache dans le succès comme il s'est caché dans la fortune incertaine. Est-ce défaut de sincérité ? C'est plutôt routine de dissimulation, complication d'un esprit trop naturellement embrouillé pour comprendre les choses simples ; c'est peut-être aussi un certain *dilettantisme*, comme si la réussite, obtenue en dehors des voies ordinaires, séduisait par un certain aspect de raffinement et de bien joué. Cette manière soupçonneuse se mêle d'ailleurs de naïveté, et le même homme, qui repoussera comme vulgaires les solutions du bon sens, se livrera à toutes les conceptions de l'empirisme ; car la méfiance a aussi ses dupes. Au faite de la puissance, le prince se cache, non seulement de sa famille, — ce qui serait assez naturel, — mais de ses amis, de ses meilleurs serviteurs ; et ses ministres, même les plus fidèles, ne sont jamais assurés, quand ils remplissent leur charge, qu'ils ne sont pas mystifiés. Peu de délibérations en commun et qui parfois ne sont que devanture, mais des conciliabules à trois ou quatre ; ou plus souvent encore, des méditations solitaires du maître qui tourne, retourne ses pensées, les croise, les entrecroise, à tel point qu'il se dédouble lui-même et qu'une portion de son esprit entre en conflit avec l'autre portion ; ce qui est encore une façon de conspirer. Et les solutions éclatent, imprévues, avec un aspect très improvisé, quoique ruminées depuis longtemps.

En trois circonstances mémorables, pour ne pas parler des

autres, se révélera cette déconcertante façon de gouverner. En 1860, le traité de commerce qui changera toutes les conditions économiques de la France sera préparé en cachette, presque à la façon d'un complot. En 1866, le traité funeste qui mettra la main de la Prusse dans la main de l'Italie sera conclu sous les auspices de l'Empereur, sans autre participation active que celle des diplomates étrangers. En juillet 1870, la demande de garantie d'où sortira infailliblement la guerre sera décidée, non en Conseil des ministres, mais en un conciliabule entre l'Empereur, l'impératrice Eugénie, M. de Gramont, et c'est ce que l'Impératrice a elle-même confessé dans les confidences de sa vieillesse.

Nul ne fut plus secret que ce prince; nul aussi ne couvra ses idées avec une plus persévérante obstination. Il n'a guère improvisé. Qu'on lise ses œuvres; on y trouvera en germe, dès ses jeunes années, toutes les pensées maîtresses qui ont conduit et dominé sa vie.

Le premier acte de son *credo* politique, c'est la souveraineté du peuple. Le peuple peut déléguer l'autorité, mais il garde un droit supérieur, celui de se ressaisir et de reprendre ce qu'il a donné. Telle est la doctrine développée dès 1832 dans les *Réveries*. Ce que Bonaparte proclame à vingt-quatre ans, il le redira en ses jours de prospérité; et cette reconnaissance du droit populaire sera comme l'hommage du souverain qui gouverne à un souverain plus auguste encore.

Souveraineté nationale et hérédité semblent s'exclure. Dans les *Réveries* (1), Louis Bonaparte se piquant de logique n'ose affirmer la doctrine de l'hérédité. A chaque changement de règne, la sanction du peuple sera demandée. S'il la refuse, un nouvel Empereur sera nommé par les Chambres. Cependant, la théorie ne tarde pas à évoluer. Tout l'effort se concentre pour revêtir d'un tel prestige la personne du souverain que le peuple, subjugué par lui, se remette volontiers en ses mains, se confie même en ses héritiers, et se contente de son droit idéal, sans aucune aspiration à changer ce qui a été une fois établi. Les *Idées napoléoniennes* (2), publiées à Londres en 1839, ne sont que le développement de ces pensées. Elles ne

(1) *Réveries* (*Œuvres de Napoléon III*, tome I, page 385).

(2) *Œuvres de Napoléon III*, tome I, page 163.

contredisent pas ouvertement les *Réveries*, mais tendent à absorber toutes choses dans l'image du grand Empereur, prodigieux surhomme et vrai demi-dieu. Avec lui, un nouvel ordre est né. Quiconque procède de lui tire de cette origine une sorte de vocation à régner. C'est le droit napoléonien substitué au droit divin, mais abrité sous la devanture du droit populaire, de plus en plus fastueusement proclamé que l'exercice en serait plus malaisé. Dès la mort du duc de Reichstadt, Louis Bonaparte s'est approprié ces vues. Il est l'héritier ; comme tel, il revendique tous les privilèges de l'héritage ; il en accepte aussi toutes les responsabilités et s'établit dans son rôle avec une telle assurance qu'il semble pénétré de son droit autant que jadis Louis XVIII du sien.

Rien n'ébranle sa foi. Peu importe qu'il soit pauvre, obscur, exilé. Ni deux complots misérablement avortés, ni l'indifférence ou la raillerie publique, ni un arrêt de détention perpétuelle ne découragent son robuste espoir. Seul à croire en lui et fermant les yeux pour se dérober aux apparences, il marche vers la grandeur avec une assurance aveugle, qui semble à la fois rêve de somnambule et mysticisme de prédestiné. Et cette infatuation prodigieuse blesse moins qu'on ne l'imaginerait, tant cet héritier des Bonaparte s'efface lui-même pour tout emprunter au rayonnement de son nom !

S'étant tiré à lui-même son horoscope, il y proportionne toutes ses conceptions. Il ne voit rien qu'en grand. Dans la configuration générale du monde, la France tient trop peu de place pour qu'il y enferme son regard. Si c'est elle qu'il compte bien gouverner, c'est l'Europe qu'il entend refondre. Ainsi pense-t-il, audacieux en idées autant que son oncle l'était en action. En Suisse, en Angleterre, dans la prison de Ham surtout, il couvre de longues pages, fatigantes par leur solennité continue, souvent inexactes, plus souvent obscures, mais où il révèle, exilé ou captif, tout ce qu'il sera plus tard comme souverain. Les enfants, quand on commence à leur enseigner la géographie, s'étonnent des limites bizarres qu'offrent les États, des pointes capricieuses par lesquelles ils s'entremêlent les uns dans les autres. Leur jeune esprit, tout fait de logique, ne se rend pas compte de tout ce que l'action du temps, les traités, le besoin d'éviter ou d'abrégier les

guerres ont amené d'inconséquences, — souvent heureuses ou nécessaires, — dans la distribution des territoires; à la fois osés et novices, ils souhaitent un monde fait à l'image de ces jeux de cubes bien réguliers dont on a amusé leurs premières années. Louis Bonaparte subit les mêmes fascinations. Lui aussi, en sa prison de Ham, — que faire d'autre en une prison? — il joue au jeu de cubes, jeu qui paraît inoffensif et qui l'est en effet tandis qu'il demeure jeu. Il affectionne les grosses masses, par exemple, la Russie et les États-Unis. Le reste, tout morcelé, lui semble à refaire et, dans le souci de tout agglomérer, fût-ce aux portes de la France, il oublie un peu la France elle-même. Napoléon I^{er} a détruit en Allemagne un grand nombre de petites principautés. Mais que ne restait-il pas à faire pour en tracer une carte bien symétrique, expurgée d'enclaves et vraiment agréable à l'œil! L'Italie, avec tous ses principicules, n'a pas un moindre besoin d'être remaniée. Un travail, non moins urgent, mais inverse, sera de dissocier les peuples si différents que l'Autriche tient sous son joug. En ruminant toutes ces idées, le prince se croit non seulement réformateur, mais apôtre, tant il s'abrite sous des formules qui lui semblent sacrées.

La souveraineté populaire, maxime fondamentale de son *credo*, consacre au profit du peuple le droit de choisir son gouvernement. Le respect des frontières naturelles, — un autre axiome, — rend légitime et presque saint tout effort pour grouper les États d'après les limites que tracent le cours des fleuves ou les démarcations des montagnes. Enfin, la théorie des nationalités, — un troisième axiome, — veut que les hommes de même origine ethnique et de même langue ne soient pas séparés. *Souveraineté du peuple, frontières naturelles, respect des nationalités*, voilà pour Louis Bonaparte, et dès sa jeunesse, la trinité de principes qui forme le fond de son éducation politique. Maintenant, il n'y a plus qu'à laisser faire le temps : les germes sont semés et les fruits mûriront.

Cet homme doux autant qu'obstiné est incapable de haines violentes, mais porte en lui, avec un flegme silencieux, des antipathies tenaces que rien ne guérira. Entre toutes ces antipathies, la plus profonde est celle qui l'éloigne de l'Autriche. Le Congrès de 1814 a proscrit sa famille : or, c'est à Vienne que s'est libellé contre lui et contre sa race l'arrêt de proscrip-

tion. Il se réclame de la Révolution, bien que d'une révolution contenue et disciplinée : or, à l'encontre de l'idée révolutionnaire, l'Autriche, plus que toutes les autres Puissances, incarne en elle la tradition monarchique. Une erreur commune à presque tous les contemporains a avivé les méfiances de Louis Bonaparte. Bien qu'il se pique d'être un novateur, l'histoire lui a été apprise suivant une routine qui a survécu aux transformations de la politique : or, suivant cet enseignement attardé, l'Autriche, aujourd'hui d'activité ralentie et attentive seulement à conserver son bien, est toujours considérée comme la Puissance menaçante, tandis que toutes sortes de coquetteries, qu'on croit sans danger, se multiplient à l'endroit de l'autre État allemand, en silencieuse gestation de grandeur. Une circonstance aiguise l'esprit d'hostilité. Entre tous les peuples, celui que Louis Bonaparte affectionne le plus est le peuple italien : or, l'Autriche est la dure sentinelle qui contient au delà des Alpes toute émancipation. Ainsi arrivera-t-il que, par une double évolution, Napoléon devenu empereur s'éloignera de l'Autriche pour mieux servir l'Italie et se rapprochera de l'Italie pour mieux desservir l'Autriche. A Vienne, on a pressenti tout cela, mais sans le pénétrer tout à fait. Au lendemain du coup d'État, M. de Hubner, ambassadeur d'Autriche en France, écrit : « Voilà Louis Napoléon à peu près arrivé avec son sac de voyage, plein de projets élaborés pendant de longues années de prison et d'exil. » Et il se demande avec une nuance inquiète ce qui sortira, — sagesse ou folie, — de ce sac mystérieux. Pendant six mois, il observe, anxieux, indécis ; enfin, sur le nouveau maître, il trace ce bref pronostic : « Jamais nous ne pourrons compter sur lui. »

UN POLITIQUE IDÉALISTE

Quand, par habileté, violence et fortune, Napoléon III eut conquis le rang suprême, le pouvoir ne lui apparut ni comme source de vulgaires jouissances, ni comme couronnement d'une ambition égoïste, ni comme occasion d'avantages exclusifs pour son peuple. Chez lui, rien de cette étroitesse de vues qui se concentre au dedans des frontières ; mais, au contraire, la conviction profonde que la toute-puissance n'était en ses mains

qu'instrument pour corriger les erreurs des traités et redresser les iniquités du monde entier.

Bien que très zélé pour servir ses sujets, il ne dit pas : France d'abord, mais d'abord la civilisation et l'humanité.

Cette tendance, à la fois magnifique et dangereuse, inspira toutes ses entreprises. En lui, une conception tout internationale de ce qui était, de ce qu'il croyait le bien.

Tout en parlant beaucoup de paix, il fit beaucoup de guerres, toutes pour une idée.

Quand, en 1854, il entra en conflit avec la Russie, la question des Lieux saints s'absorba bien vite en une question plus générale, celle de l'équilibre européen à sauvegarder. Après avoir, pour rétablir cet équilibre, sacrifié cent mille hommes morts par le feu ou la maladie, l'Empereur conclut la paix sans rien demander et en prodiguant les égards aux vaincus; car l'une des étrangetés de cet homme singulier fut de ne se montrer jamais si courtois ni si amical qu'envers ceux qu'il venait de battre.

Après la guerre de Crimée, celle d'Italie. Ici encore, nul intérêt particulier, mais le désir fort désintéressé de travailler à l'affranchissement d'un peuple et d'établir par là un ordre meilleur dans la société européenne. Ainsi pensa l'Empereur, naïvement convaincu qu'il s'acquerrait pour jamais des amis reconnaissants, et ne pouvant se persuader qu'en renonçant pour lui-même à l'égoïsme, il ne détruirait que le sien.

L'année suivante, dans la guerre de Chine, même souci médiocre des intérêts matériels : quelques indemnités, quelques stipulations commerciales dont la vraie bénéficiaire serait la Grande-Bretagne; une sécurité, d'ailleurs bien courte et fragile, obtenue pour nos missionnaires, et ce fut tout.

Presque dans le même temps, nouvelle expédition, celle de Syrie. Les Druses, avec la complicité à peine déguisée des Turcs, s'étaient portés à d'horribles meurtres sur les chrétiens maronites et, dans l'exaspération du fanatisme musulman, les massacres s'étaient étendus jusqu'à Damas. Ce fut en ces conjonctures que nous intervenîmes, mais en mandataires de l'Europe, et en mandataires désintéressés. Quand, grâce à nous, un certain ordre se fut substitué au chaos, nos soldats se rembarquèrent, disciplinés là-bas autant qu'ailleurs ils avaient été vaillants. Et le seul bénéfice fut la

satisfaction d'un magnifique devoir international accompli.

La funeste expédition du Mexique, si on la dégage des intrigues qui s'y mêlent, découvre mieux encore la politique idéaliste de l'Empereur. Dans ses méditations qui confinent au rêve, il s'est pénétré d'une pensée, celle de consolider dans le Nouveau-Monde l'influence latine et de contenir de la sorte la race anglo-saxonne débordante de sève et de juvénile ambition. La conception est vieille chez lui. Elle a déjà effleuré son esprit dans la prison de Ham. Le Mexique, tout travaillé de révolutions, est le lieu choisi par lui pour la grandiose et téméraire expérience. Une fois enlacé par l'idée, il y asservit toutes les informations, et au point que toute critique s'oblitére en lui : une géographie tout approximative; nul calcul des dépenses en hommes et en argent; nul contrôle sur les dires des émigrés mexicains qui résident en Europe; nulle supputation des ressources qu'on trouvera là-bas. Mais comme ici le souverain se peint lui-même, à la fois crédule et raffiné, ample et imprécis, par-dessus tout redresseur de torts, aussi magnifique en ses plans que débile dans l'exécution, et conduisant toutes choses en aventurier qui se croit justicier! Son imagination se grise par l'attrait des perspectives lointaines. Du reste, nulle pensée de gain, bien qu'on puisse noter des arrangements ruineux pour le malheureux Maximilien; une sollicitude tout à fait nouvelle en politique pour le bonheur des autres; un seul regret, celui que le Corps législatif impose la parcimonie. Les flatteurs viennent à la rescousse : « C'est, disent-ils, la plus belle pensée du règne. » Le souverain n'aime pas les adulateurs; mais les paroles, cette fois, s'insinuent au plus intime de son être. Et le voilà parti avec une auguste étourderie, sans se dire que, s'il est beau de soulever le monde, il faut que la main qui le soulève soit assez forte pour ne pas tout laisser lourdement retomber.

A L'APOGÉE DE LA PUISSANCE

J'ai anticipé sur les jours sombres. Auparavant, il y eut les jours heureux où la nation put se féliciter de ses grandeurs et le prince de sa prospérité.

Un tableau suggestif est celui du peintre Dubufe qui a groupé sur une même toile, comme autant de portraits, les

plénipotentiaires du Congrès de Paris. C'est au printemps de 1856, après Sébastopol conquise et la suspension des hostilités.

Ils sont là, sous leur éclatant costume, les représentants de l'Europe, rassemblés comme pour rendre hommage au prestige de la France, à la prééminence de Napoléon III. Walewski, ministre des Affaires étrangères, préside, très décoratif, très pénétré des maximes de l'ancienne diplomatie, homme du monde accompli, plus encore qu'homme d'État, mais n'ayant pas besoin de l'être, tant on est encore aux heures de gouvernement facile !

Et voici, fixés par le pinceau, les membres du Congrès : d'abord, le comte Orlof, le représentant de la Russie, un vieillard de haute mine qui n'a pas du tout l'air d'un vaincu ; car Napoléon, par des égards poussés jusqu'à la coquetterie, s'applique à effacer tout ce qui serait déplaisant souvenir ; et, d'ailleurs, dans le siège épique de Sébastopol, l'habile et héroïque obstination de la défense a égalé, dépassé même au dire des militaires, les mérites de l'attaque. Non loin de là, debout, est lord Clarendon, très en faveur auprès de Napoléon, très heureux de la paix restaurée, mais avec des dispositions un peu moins conciliantes et une arrière-pensée de regret ; car il se rappelle qu'au dernier jour de la lutte, tandis que les Français emportaient Malakoff, les Anglais, malgré leur magnifique courage, échouaient au Grand Redan. Sur le devant du tableau, est assis, reconnaissable à son costume, le plénipotentiaire ottoman, mais inattentif et comme sommeillant dans une nonchalance mélancolique, tant il sent que pour la Turquie, même après la victoire, le maximum du succès sera de garder le droit de vivre ! L'Autriche, pendant toute la dernière guerre, a flotté entre l'action et la neutralité et, en prolongeant ses incertitudes, a mécontenté tout le monde. Elle est représentée par le premier personnage de l'Empire, le comte Buol, qui essaie de voiler par une certaine suffisance hautaine les embarras de sa condition et qui sera, dans les années suivantes, un ministre inégal aux périls de son pays.

La neutralisation de la mer Noire, la navigation du Danube, le sort des principautés danubiennes, telles sont les questions débattues, et tel sera le traité qu'à le lire aujourd'hui, on ne devinerait pas qui a été le vainqueur, qui a été le vaincu. La seule chose certaine, un peu fragile mais magnifique, c'est

le prestige incontesté de la France. Les séances sont courtes et coupées de beaucoup de fêtes. Un jour, tout est interrompu. C'est le 16 mars 1856. L'Impératrice vient d'accoucher. Les cloches sonnent à toute volée. Vingt et un coups de canon pour une fille, cent un pour un garçon. Anxieusement, on compte les coups. Au vingt-deuxième, l'émotion étreint tous les cœurs, tant l'Empire à son apogée semble affermi ! Le Congrès touchait à sa fin quand il s'accrut d'un membre, M. de Manteuffel, invité un peu tard. C'est que la Prusse n'ayant participé ni à la guerre, ni aux négociations, l'avis assez général était qu'elle ne figurât point non plus dans les délibérations de la paix. En ces conjonctures, Napoléon, très bienveillant pour tous, mais particulièrement pour la Prusse, était intervenu pour que l'omission fût réparée.

Cependant, dans le tableau de Dubufe et tout dissimulé à l'arrière-plan, un homme se détache, Cavour. Quinze mille de ses compatriotes ont participé à la guerre, et les Piémontais tués au pont de Traktir ou morts dans les hôpitaux lui ont acquis le droit de paraître au Congrès. Il est là, non comme les autres en costume d'apparat, mais en simple redingote, sans autre décoration que le grand cordon de la Légion d'honneur, debout, comme pour dissimuler sa petite taille, le regard attentif sous ses lunettes, observant tout, notant tout, cherchant surtout à conquérir le tout-puissant empereur des Français, n'ayant de raillerie, — et encore dans l'intimité, — que pour une seule Puissance, l'Autriche : « Ah ! dit-il, si j'avais seulement pendant une heure tout l'esprit que M. de Buol s'attribue toute la journée, ma gloire serait à jamais établie devant Dieu et devant les hommes. » Cet ambitieux, relégué à l'arrière-scène, allait bientôt passer au premier rang. Le jour où la question d'Orient s'apaisa fut celui où s'ouvrit la question d'Italie.

ILLUSIONS ET DÉCEPTIONS

On se formera une idée assez exacte de Napoléon III en disant qu'il fut le contraire de ce que furent les Bourbons.

Les Bourbons avaient, dans l'administration intérieure, multiplié les maladresses et au point que, même en gouvernant sagement, ils s'étaient rendus très impopulaires. En

revanche, dans la politique extérieure, ils portaient en eux, comme par vocation héréditaire, l'intelligence des intérêts français ; ainsi était-il arrivé que tantôt par guerre, tantôt par négociations, ils avaient forgé à petits coups la France. A l'œuvre commune, tous avaient concouru, gens d'épée, diplomates et avec eux, dans les bureaux, alors fort simplifiés, des Affaires étrangères, ces commis de la monarchie au labeur modeste, silencieux et fécond. Sur Napoléon, on peut formuler un jugement tout opposé. Au dedans, nul mieux que lui ne sut discerner les courants de l'opinion publique et, en s'y conformant, en les devançant même, leur donner satisfaction ; mais au dehors, nul aussi, par générosité inopportune, illusion, ignorance des réalités, ne laissa s'oblitérer davantage en lui le sens de l'intérêt national.

On a déjà fait allusion aux affaires italiennes. Il y faut revenir, car elles offrent le plus saisissant exemple de cette infirmité d'esprit.

Elles s'amorcent, et ici se reconnaît bien l'Empereur, à la manière d'une conspiration. Muni d'un passeport, l'un sous son nom, l'autre sous un nom d'emprunt, Cavour, en juillet 1858, quitte Turin et en très grand secret se rend à Plombières auprès de Napoléon. Autour du souverain, nul conseiller autorisé, mais une solitude qui le livre sans défense au joueur le plus habile qui fût jamais. Un entretien le matin, une promenade en voiture l'après-midi et, en ces conciliabules à deux, en l'espace d'une journée comme dans la tragédie classique, tout est décidé : une alliance politique, un remaniement de toute l'Italie, une guerre future, conséquence presque inévitable de ce remaniement et, en outre, une alliance de famille qui livrera la princesse Clotilde au prince Napoléon.

Ce qui suit n'est pas moins extraordinaire. Nul motif de conflit, du moins nul motif français. Cavour déploie, pour allumer la guerre, plus d'artifices qu'on n'en déploya jamais pour assurer la paix. L'Angleterre offre ses bons offices ; on parle d'un Congrès : l'Empereur hésite, Cavour tremble. Heureusement pour lui, l'Autriche, exaspérée par la continuité des offenses, se fait elle-même, au dernier moment, provocatrice. Du même coup, voilà Cavour au comble de la joie, et nos troupes qui descendent le versant des Alpes.

Peu de conceptions militaires, semble-t-il, mais des combats, tous heureux, et deux grandes batailles. Cependant la Prusse arme, la chaleur est extrême, les malades sont nombreux. La vue des morts et des blessés a ému l'âme compatissante de Napoléon. En outre, au delà du Mincio, dont on atteindra bientôt les rives, les forts du qualidratère se dressent puissamment armés. Les deux empereurs se rencontrent, mutuellement étonnés, mutuellement repentants de se battre, tandis qu'il serait si simple de se tendre la main ; et la paix est signée, aussi inattendue que l'a été la guerre. Pour l'Italie, un demi-affranchissement : Milan rachetée, mais point Venise. De là, une irritation, moitié sincère, moitié jouée, de ceux qui calculent, non ce qu'ils obtiennent, mais ce qu'ils doivent attendre encore. L'Empereur, regagnant la France, traverse Turin : dans les rues de la grande ville, volets fermés, morne silence, et un accueil aussi glacial que les neiges du Mont-Cenis où le souverain s'engagera tout à l'heure pour retrouver sa patrie.

Ce qui achève de déconcerter, c'est l'indépendance des protégés vis-à-vis du protecteur. Le plan du souverain a été l'organisation d'une Italie qui aurait dans le roi de Sardaigne son chef militaire, dans le pape son chef moral et religieux : aussi peu de transformations territoriales que possible, mais des réformes accomplies partout, principalement dans les États du Saint-Père. Une réalité brutale dissipe bien vite le rêve. Modenais, Parmesans, Toscans, Romagnols, tous se livrent au Piémont, et ce n'est que le début de la Révolution. L'Empereur, déjà se sentant submergé, mais emprisonné dans son rôle de protecteur, gronde, sourit, par intervalles gronde un peu plus fort. Cependant, les Italiens ne peuvent croire à leur bonheur ; pas plus que l'Europe à la débonnaire imprévoyance de Napoléon. Comme le marquis Emmanuel d'Azeglio, ministre de Sardaigne à Londres, sollicite pour son gouvernement les bons offices de la Grande-Bretagne, lord Palmerston évite de s'expliquer : « La seule question, répond-il, est de savoir si l'empereur des Français tolérera sur ses immédiates frontières l'établissement d'un grand État (1). »

(1) Bianchi, *Storia documentata*, tome VIII, page 181.

IMPRUDENT LIBÉRALISME

Ce prince ne fit rien comme personne. L'heure où, par ses fautes, il commença de fournir ample matière à la critique fut aussi celle où il donna aux pouvoirs publics licence pour le critiquer.

Le décret rendu le 24 novembre 1860 laissa subsister, avec ses règles rigoureuses, la Constitution du 14 janvier 1852. Mais, par une imitation de la monarchie, il autorisa le Sénat et le Corps législatif à répondre par une *Adresse* au discours de la Couronne. Cette Adresse serait librement discutée ; et en outre, par un autre retour aux temps anciens, les discours seraient reproduits par la sténographie. Ainsi, chaque année, il y aurait une quinzaine qui serait dédiée à l'éloquence, une quinzaine où les députés pourraient tout dire, où le public pourrait tout entendre, où le gouvernement serait tenu de tout écouter.

Le parti démocratique, quoique hostile à Napoléon, avait applaudi à la guerre d'Italie. L'Autriche humiliée, un peuple affranchi, de petites principautés s'écroulant les unes sur les autres, tout cela ne pouvait que lui agréer. La spoliation du pape, privé des Romagnes, avait achevé de réjouir ceux pour qui nulle fête n'est complète si quelque chose de l'Église n'est brisé. En revanche, parmi les hommes d'ordre ralliés à l'Empire, sinon par goût, au moins par raison, une impression toute contraire avait prévalu. La guerre avait déplu, et non moins ce qui avait suivi. Ainsi s'était achevée l'année 1859. L'année 1860 avait été celle des grandes audaces : les annexions consommées dans l'Italie centrale ; Garibaldi débarquant à Marsala ; la Sicile envahie, puis les États de terre ferme ; le roi de Naples abandonné et combattant dans Gaète, non pour le succès, non même pour le salut, mais pour l'honneur ; les Sardes violant le territoire du Saint-Père, les Pontificaux écrasés à Castelfidardo.

On put noter alors le premier grand réveil de la prévoyance nationale : inquiétude des catholiques attristés des disgrâces du Saint-Père ; sollicitude des patriotes tout troublés de ce grand royaume qui s'organisait aux portes de la France ; colère des hommes d'ordre émus jusqu'au scandale

par le spectacle d'entreprises révolutionnaires poursuivies avec une tranquillité impunie. Et vraiment, le décret du 24 novembre venait à point : il donnait la parole à qui brûlait de parler.

Tout s'anima, même le Sénat. Et le 6 mars 1861, un amendement en faveur du pouvoir temporel, c'est-à-dire contre les annexions italiennes, rassembla 61 voix sur 139 votants. Mais c'était surtout sur le Palais-Bourbon que l'attention se fixait.

On a souvent accusé de servilisme les membres du Corps Législatif impérial. Le reproche est injuste. Ils étaient seulement dociles à l'excès, par souvenir des anciennes agitations, par crainte d'ébranler, et aussi par une appréhension moins désintéressée, celle de perdre le patronage administratif qui, en cette enfance du suffrage universel, assurait la réélection s'il était continué, laissait tout en suspens s'il était retiré.

De cette masse très honorable, mais un peu timide et inerte, une quarantaine de députés se détachaient, très sages, très éclairés, et tels qu'ils n'eussent déparé aucun Parlement. Depuis plus de huit années, ils se consumaient à défendre ce qui restait des franchises publiques, et l'œuvre était d'autant plus méritoire qu'en cette tâche ils s'exposaient à déplaire au pouvoir, sans qu'ailleurs l'obstination de leurs efforts fût appréciée ou même connue. Subordonnés au Conseil d'État, maîtres de rejeter ou d'adopter les amendements, ils avaient dans le huis-clos des bureaux livré de longues batailles, un jour pour les attributions des conseils généraux ou pour les modestes conseils de prud'hommes, un autre jour pour l'intégrité de la liberté d'enseignement, un autre jour encore pour l'économie dans les dépenses publiques. Dès 1858, ils avaient discerné les premières déviations de la politique impériale ; les événements des deux années suivantes avaient achevé de les troubler. A la différence de leurs devanciers, ils n'aspiraient ni à faire ni à défaire des ministères. Mais ils jugeaient que le régime représentatif ne serait qu'un vain mot, s'ils ne puisaient dans leur mandat le droit et le devoir d'éclairer le gouvernement et de le contenir. Et maintenant, en face des complications croissantes, ils s'affermirent dans le dessein d'exercer dans toute sa plénitude

le droit que leur confère le récent décret du 24 novembre.

Ce qu'ils recueillent hors du Palais-Bourbon les encourage à oser. Dans leurs humbles presbytères, les curés ont perdu leur belle humeur, et le *Domine salvum fac*, au lieu d'éclater avec une allégresse magnifique, se précipite à la fin de la messe un peu honteusement. L'heure la plus mélancolique est celle du courrier. Depuis le 20 janvier 1860, *l'Univers*, qui, avec Louis Veuillot, tenait depuis dix années tout le clergé en joie, a été frappé de suppression ; et le facteur n'apporte plus que *le Monde*, un autre journal qui se contente d'être raisonnable et résigné. Les palais épiscopaux sont eux-mêmes un peu mornes et semblent porter le deuil des infortunes pontificales. A côté de la grande armée catholique, voici, avec Montalembert, Falloux, Cochin, la petite cohorte de ceux qu'on appelle *les catholiques libéraux*. On ne sait ce qui l'emporte chez eux, de l'excitation ou de la tristesse, tant, après l'énervante inertie des années précédentes, ils subissent la griserie du grand public retrouvé. Ils ont pour organe *le Correspondant*, un recueil obscur, devenu tout à coup fameux. Bien en dehors du monde religieux, l'agitation se propage, non dans le peuple qui demeure indifférent, mais dans les milieux cultivés. Guizot, pénétré d'inquiétude, tremble que le chaos italien devienne le chaos européen. Cousin, dans ses entretiens de l'Académie, hasarde des prévisions très sombres. On n'a pas été habitué à voir les *Débats* s'associer au langage de la presse religieuse ; Saint-Marc Girardin ménage au public cette surprise. Villemain, en une brochure intitulée : *la France, l'Empire et la Papauté*, dénonce au point de vue international les dangers des révolutions récentes. Thiers, en son hôtel de la place Saint-Georges, s'effraie d'une grande Italie, rivale de la France ; il ne croit d'ailleurs ni à sa durée, ni à sa sagesse. Comme la plupart de ses contemporains, il n'imagine pas que le pape puisse être libre comme souverain spirituel s'il n'est en même temps prince temporel ; et déjà il essaie sur ses familiers les arguments que, plus tard, il développera avec tant d'éclat à la tribune.

Quand tant de voix s'élèvent vers le gouvernement, le Corps législatif peut-il rester muet ? Au mois de mars 1861, la discussion générale de l'Adresse s'ouvrit. On vit alors se lever

de leur banc ceux qui défendaient non seulement la souveraineté pontificale, mais plus encore l'ancien ordre européen : M. de Flavigny, M. Kolb-Bernard, M. Plichon, M. Keller. Cependant, en face du projet rédigé par la commission de l'Adresse, la plus grande habileté serait de combiner un amendement si adouci, si peu provocant qu'il n'effraierait personne, même les plus timides. Il faudrait, sinon fuir la clarté, au moins éviter une clarté trop crue, et incliner presque à leur insu vers l'opposition des hommes qui ne craignaient rien tant que de paraître opposants. Dans la rédaction du paragraphe sur les affaires italiennes, nul texte nouveau ne fut ajouté à celui de la Commission ; mais une simple phrase fut effacée, celle qui reprochait au Saint-Père d'avoir « résisté à de sages conseils ». Une grande agitation suivit ; car, quand le silence a été longtemps la règle, peu de bruit suffit pour provoquer beaucoup d'émoi. Au dépouillement du scrutin, il se trouva que 91 députés contre 126 avaient voté l'amendement. C'était, après huit ans de compression, la première grande émancipation. Le gouvernement prit la chose fort à cœur ; et avoir fait partie des 91 sembla défection. Le plus irrité fut M. de Persigny, ministre de l'Intérieur. Rencontrant après le vote l'un des signataires, M. Ancel, il alla à lui et, avec un ressentiment qui ne se déguisait pas : « Nous nous retrouverons, lui dit-il, aux élections. »

LA FIDÉLITÉ DU PEUPLE

C'est à dessein que je souligne ce mot de M. de Persigny. Il avait raison de se confier dans les masses. Cette fidélité du suffrage universel est même l'un des traits les plus notables qui marquent le règne de Napoléon III.

Le peuple, qui a adopté le prince dès le début de sa carrière, ne lui refusa jamais son témoignage. Après l'avoir acclamé en 1848, il sanctionna en 1851 le coup d'État et, en 1852, l'établissement de l'Empire. Quatre fois on procéda au renouvellement du Corps législatif, en 1852, en 1857, en 1863, en 1869 : quatre fois, — et bien qu'avec des chiffres qui varièrent, — la réponse marqua une très nette volonté de maintenir le trône. Même lorsqu'apparurent, très visibles, les signes d'une fortune déclinante, les votes ne trahirent pas

l'inquiétude des âmes ; et presque à la veille de la chute, le vote, à la fois funèbre et triomphal, du plébiscite attesta une soif de stabilité qui contrastait avec l'ébranlement de la confiance.

Cette adhésion obstinée s'explique par le prestige du nom de Napoléon, un nom si grand qu'il semblait pouvoir porter le poids de toutes les fautes sans en être accablé. Elle s'explique, au moins pour les campagnes, par l'état de prospérité matérielle qui inclinait à la faveur envers le pouvoir. Elle s'explique par l'attrait d'un régime qui incarnait en lui l'égalité, la gloire, une certaine révolution disciplinée où la sécurité trouvait son compte et l'esprit d'émancipation aussi. Elle se justifie en outre par les qualités personnelles du souverain, bon, bienveillant, généreux, empressé à remercier, d'esprit élevé, de cœur compatissant, ayant en ses communications avec son peuple le sens des paroles opportunes, par surcroît, machiniste consommé, prodigue de fêtes et de réjouissances, attentif à faire naître à point nommé les incidents imprévus, les manifestations éclatantes, en sorte qu'un perpétuel changement de décor captive les yeux et prévienne l'ennui. J'ajoute qu'une habileté supérieure avait déposé dans la Constitution elle-même le principe de la souveraineté nationale, dominant toute autre souveraineté, de telle manière que le peuple, même lorsqu'il subissait des lois fort dures, pouvait se consoler et s'amnistier d'obéir, par la pensée qu'il obéissait à un maître qui n'était que le chef d'une démocratie disciplinée et que lui-même avait choisi.

LES COMPLICATIONS DE SA PENSÉE

Tandis que les masses, au moins les masses rurales, se reposaient sur l'Empereur, un peu passivement, on put noter les premiers signes de la grande confusion qui ne ferait que croître jusqu'à la fin du règne. Toutes sortes de problèmes surgirent, comme si l'Europe, lasse du repos, voulût tout soulever à la fois. Dans le langage des contemporains, on appela cela des *questions*. Il y a la *question italienne* sur laquelle se greffe la *question romaine*. Il y a, presque dans le même temps, la *question de Syrie*. Il y aura en 1863, après la révolte de Russie, la *question polonaise* ; en 1864, après la mort de Fré-

déric VII, la *question danoise*; en 1864 encore, comme si le trouble de l'Europe n'eût pas suffi, la *question mexicaine*; enfin, se développe la *question allemande*, dans laquelle tout le reste s'absorbera.

On dirait que cet entrecroisement de choses est advenu tout exprès pour fournir à l'âme subtile de l'Empereur plus d'occasions de s'égarer. Il aurait eu autant de peine à être simple que d'autres à être compliqués. Et le voici qui porte ses pensées de tous côtés, imaginant les combinaisons, les remaniant, les ressassant, s'interrompant en de longs intervalles de paresse, de distractions voluptueuses ou de maladies, puis reprenant l'écheveau de ses idées comme on reprendrait un jeu solitaire abandonné, n'écoutant d'ailleurs d'autre conseil que la voix qui parle au dedans de lui. Cette voix lui souffle des desseins presque toujours élevés, parfois même très sages, mais qui, à force de se retoucher et de se torturer eux-mêmes, finissent par devenir méconnaissables; car une méditation trop prolongée ramène souvent l'obscurité qu'une méditation, sagement surveillée et maîtresse d'elle-même, eût réussi à dissiper.

Parmi les ministres, on distingue surtout, — car la politique extérieure domine, — les ministres des Affaires étrangères: d'abord Drouyn de Lhuys, qui a été le ministre des premières années et qui, pendant la guerre de Crimée, s'est efforcé vainement d'incliner son maître vers l'alliance autrichienne; puis Walewski, que nous avons vu, tout décoratif, présider le Congrès de Paris; ensuite, Thouvenel, très dégagé de la politique traditionnelle et appelé aux affaires en janvier 1860 pour ratifier les annexions de l'Italie; maintenant Drouyn de Lhuys, à la faveur d'une accalmie, est revenu au quai d'Orsay, et son nom signifie *statu quo*, respect des traités, protection pour le Saint-Père, attente patiente pour la Vénétie. Cependant la condition de tous ces hommes d'État est la même. Ils sont, non des conseillers, mais les exécuteurs de desseins qu'ils n'aperçoivent que par fragments, sans pouvoir en reconstituer la trame; ils détiennent leur portefeuille, mais ils le détiennent en dépôt, presque en entrepôt, tant ils ne sont que les figurants d'un maître à la fois compliqué, mystérieux, obstiné, qui aspire à tout attirer à lui en laissant parfois tout flotter, et qui déconcerte par sa nature fuyante autant qu'il

séduit par son abord bienveillant. Drouyn de Lhuys, en 1855, est parti, très irrité qu'on ne l'écoutât pas. Walewski, en 1859, a vu, avec un ahurissement indigné, des agents italiens pénétrer en privilégiés par les guichets des Tuileries sans prendre langue au ministère des Affaires étrangères. Thouvenel lui-même, si *italianissime* qu'il fût, n'a pas vu sans scandale, en 1860, Garibaldi envahir Naples, et Cavour les États pontificaux. Drouyn de Lhuys, de nouveau ministre en 1862, tente de réparer le passé en pratiquant la sagesse, mais c'est une sagesse si précaire et si peu certaine de durer qu'elle ose à peine s'appeler de son vrai nom.

De temps en temps, il arrive que l'auguste penseur a trouvé une formule tout à fait à son gré. Alors, il ne résiste pas à la confier à un brochurier, — il en a à son service, — qui la répandra en laissant discrètement percer la marque d'origine. A de plus rares intervalles, Napoléon, de plus en plus subjugué par ses projets, se sent ressaisi par cette tentation de reconstruire en grand qui l'obsédait déjà dans sa prison de Ham. C'est alors que, non sans faste, il jette en ses discours le mot de *Congrès*. Mais tout s'évapore en paroles, soit que l'Empereur, comme il arrive en 1860 pour les affaires italiennes, rende inutile par ses propres initiatives l'intervention des Puissances, soit que la divergence des vues fasse par avance craindre l'insuccès. Plusieurs causes générales n'eussent-elles pas d'ailleurs rendu bien dangereuses ces assises solennelles ? L'Europe, avec son organisation séculaire, ressemble à ces maisons très solides, mais très vieilles qui peuvent durer indéfiniment, si l'on n'y touche qu'avec prudence, mais où des remaniements téméraires risquent de tout ébranler. Puis une revision générale, sous prétexte de tout régler, ne réveillerait-elle pas des débats irritants, comme il en sommeille toujours entre les chancelleries, en sorte que le même Congrès, convoqué pour la paix, rallumerait plus de conflits qu'il n'en apaiserait ?

Une circonstance particulière s'ajoutait pour rendre méfiantes les Puissances. Napoléon III ne déguisait pas son hostilité contre les traités de Vienne : « Je les déteste », devait-il dire un jour à Auxerre, en un discours retentissant. Dans cet esprit, tout nouveau Congrès ne lui plairait tout à fait que s'il remaniait en quelque façon ces traités abhorrés : or, ces mêmes traités formaient le statut fondamental qui

avait réparti les territoires entre les États, et si jamais ceux-ci en provoquaient le redressement, ce serait à leur profit, non au profit de la France.

SYMPATHIE POUR LA PRUSSE

Il y a quelque chose de brillant, mais d'un peu fragile dans cet appareil du gouvernement impérial. Cette fragilité apparut surtout quand se dressa devant nos yeux l'image des ambitions prussiennes.

Le 24 septembre 1862, M. de Bismarck est arrivé aux affaires. Ce jour-là fut le premier de nos vrais périls.

Dans l'œuvre de Bismarck, on ne peut contester la part du génie; mais telle fut aussi la part des circonstances que jamais homme politique ne fut plus favorisé par la fortune.

Il eut le singulier bonheur de trouver l'Europe en tel état qu'il ne l'eût pas façonnée autrement, s'il avait eu la liberté de la composer à son gré.

La Russie, depuis le Congrès de Paris, était devenue notre amie; et en 1857, une fastueuse ambassade de M. de Morny, reprenant les errements de la Restauration, avait eu pour objet de cimenter les liens entre Paris et Saint-Petersbourg. Que ce bon vouloir réciproque s'accroûtât, que surtout il se transformât en intimité; et du même coup les aspirations prussiennes eussent été contenues ou du moins ajournées. Mais, sur ces entrefaites, tout au début de 1863, l'insurrection de Pologne, en montrant les sympathies françaises pour les révoltés, change en amertume l'amitié du Tsar; Bismarck, toujours aux aguets, se montre impitoyable pour les insurgés autant que la France fait de souhaits pour eux; et maintenant le premier ministre prussien acquiert une certitude, c'est que, quelles que soient ses entreprises, il n'aura rien à craindre sur sa frontière orientale.

Une autre sécurité pour le chef du Cabinet de Berlin, ce sont les dispositions un peu équivoques qui règnent dans une portion du public et du gouvernement anglais à l'endroit de la France. Le ménage franco-britannique n'a pas subsisté depuis dix ans sans nuages: nuage à propos de l'Italie où l'Angleterre, sans risquer un homme ou un shelling, a tenté de nous dépasser en popularité: nuage à propos de l'annexion

de la Savoie qui nous a fait accuser d'avidité territoriale; nuage à propos de la Syrie où l'on a soupçonné, feint de soupçonner chez nous des vues intéressées. Puis, lord Palmerston et lord John Russell, ces deux dirigeants de la politique anglaise, nous sont peu favorables, le premier par malveillance naturelle, le second par une ardeur protestante qu'il ne dépouillera jamais. Qui ne peut douter que de pareilles dispositions ne retardent ou n'amollissent, si elles doivent se produire un jour, les remontrances britanniques?

Voici une autre chance. L'Autriche, dût-elle être d'abord une alliée, se trouvera tôt ou tard sur le chemin des ambitions prussiennes. Quel ne serait pas le danger pour la Prusse si, sur ce chemin, la France posait résolument ses armées. Mais justement, entre tous les États, l'Autriche est celui que l'empereur Napoléon tient le plus en méfiance, par antipathie de jeunesse, par souvenir du Congrès de Vienne, par une crainte à la fois révérentielle et envieuse du vieil Empire germanique.

Décidément, l'examen de la carte d'Europe n'est pas pour Bismarck décourageant; mais il n'est pas au bout de ses constatations heureuses. Entre tous les atouts qu'il se découvre, le plus inattendu, le plus précieux aussi, c'est la sympathie de cette France elle-même dont, par politique, il juge nécessaire de poursuivre l'abaissement. Il se trouve qu'entre tous les États, la Prusse est celui qui répond le mieux à la conception de l'empereur des Français. Tout jeune, à Ham, il en a étudié avec un intérêt particulier le système militaire; il la juge la vraie Puissance moderne aux méthodes savantes, à l'outillage perfectionné, à l'administration régulière; et il lui arrive de dire : « Le progrès est avec la Prusse ! » Ainsi, ceux qui gouvernent à Berlin peuvent d'autant mieux s'immiscer chez nous, qu'ils n'auront rien à arracher par dol ou par piège, et qu'il sera superflu de violer aucun secret, puisqu'avec tout l'abandon de la confiance, on les leur livrera tous.

Malgré tout, la politique prussienne obligera peut-être à formuler des exigences un peu rudes. Hasard et calcul à la fois, tout se trouve rassemblé pour engourdir la prévoyance française. Quand des lèvres de Bismarck se seront échappées des maximes un peu inquiétantes ou réalistes à l'excès, une autre voix se fera entendre, celle du roi Guillaume, un vieillard de haute mine, gentilhomme accompli qui déconcer-

tera tout soupçon, tant il semblera pétri d'honneur et inhabile au mensonge ! Il y a un an déjà, en 1861, on l'a vu à Compiègne, avant même qu'il eût son terrible ministre ; et il semble qu'il s'y soit montré à dessein comme pour calmer par avance toute appréhension. Il a gagné les gens de cour par sa politesse, conquis les militaires par son aspect de franchise, séduit les femmes, et très particulièrement l'Impératrice, par une galanterie savamment empressée. C'est ainsi que, dans la tâche patiemment entreprise, le monarque et le ministre se distribuent les rôles, celui-ci posant d'une main déjà un peu rude les premiers fondements de sa grandeur, celui-là déguisant, à force d'aménité, des travaux d'approche qu'il ne faut pas laisser trop tôt deviner.

Bientôt toutes choses ont paru assez à point pour que le grand novateur essayât ce qu'il pouvait oser. La monarchie danoise lui a fourni son champ d'expériences. Il s'agissait, en invoquant ce droit historique qui n'est souvent ni le droit, ni l'histoire, d'arracher le Slesvig, celui du Sud, celui du Nord aussi, à l'antique royaume. Ici encore, M. de Bismarck a eu tous les bonheurs, et notamment celui de traîner à sa suite l'Autriche qui deviendra sa complice avant de devenir sa victime, en sorte qu'il lui ravira son manteau d'honneur avant de la dépouiller de sa prééminence.

Cependant, au milieu de toutes ses bonnes fortunes, Bismarck courait un risque, celui que la France, associée à l'Angleterre, ne s'émût pour la protection du faible. Du même coup, on aurait restauré la justice et, ayant défendu le droit sur les bords de l'Eider, on eût été dispensé de le défendre sur les bords du Rhin. L'heure eût été favorable, non tout au début de la crise, non tout à la fin du conflit, mais au moment où l'invasion du Slesvig septentrional et mieux encore celle du Jutland étalèrent jusqu'au cynisme les desseins des envahisseurs. Napoléon ne déploya pas cette énergie. Il aimait à ne se dépenser que pour des causes retentissantes, et le petit, le faible, le lointain Danemark n'avait d'autre grandeur que celle du droit. Son esprit, à la fois très méditatif et peu sûr, était le prisonnier de quelques idées vagues et sonores ; pour peu qu'il fût conquis par l'illusion de la souveraineté du peuple, il était prêt à suivre, surtout si un certain étalage d'ethnographie et d'érudition achevait d'abuser sa courté

science. Une considération s'ajoutait à toutes les autres. Tout dernièrement il avait été rebuté, non sans rudesse, dans ses remontrances pour la Pologne; était-il à propos de renouveler l'expérience en intervenant auprès des Puissances allemandes? Qu'ajouterai-je? La France manqua à l'Angleterre, l'Angleterre à la France, toutes deux à l'Europe; et c'est alors que le terrain se déblaya devant celui qui, sentant les craquements de l'ancien droit public, résolut de pousser une nouvelle et décisive étape dans la voie où le poussaient ses ambitions.

L'ENTREVUE DE BIARRITZ

En l'été de 1858, au moment le plus solennel de sa vie, Cavour avait dit à l'un de ses amis les plus intimes: « Je veux voir ce qu'il y a au fond de l'âme de Napoléon. » Et il s'était rendu à Plombières. Sept ans plus tard, Bismarck obéit à la même inspiration; et en octobre 1865, il s'achemina vers Biarritz où séjournait l'Empereur.

Il serait excessif d'assimiler entièrement les deux entrevues; car il en est de l'histoire qui ne se recommence jamais de point en point, comme il en est des visages humains qui ne se ressemblent jamais tout à fait. En 1858, Cavour avait pour lui le prestige de son long ministère, le renom d'une dextérité éprouvée, la confiance de son roi. Bismarck, en conflit avec les Chambres de son pays, réputé pour un esprit plus paradoxal que sûr, plus bruyant que réfléchi, était de bien moindre crédit. En revanche, si, par sa situation personnelle, il était inférieur à son devancier italien, il le dépassait de beaucoup par l'appareil de puissance qu'il trainait à sa suite. Il incarnait en lui toutes les ressources de la Prusse qui, dans une longue paix, patiemment utilisée pour la guerre, s'était appliquée à déguiser ses forces, non à les étaler.

A la petite cour de Biarritz, il semble qu'une curiosité plus amusée que soucieuse ait accueilli l'hôte venu de Berlin. Bismarck trompait moins par mensonge qu'il ne déconcertait par des hardiesses jugées bouffonnes à force d'être fantastiques; et il semait avec une négligence si étudiée l'erreur et la vérité qu'on ne saurait distinguer l'une de l'autre qu'après coup, quand déjà les germes auraient grandi. Il scandalisa un peu, divertit fort, parut très original et, tout en étonnant, ne

déplut pas. C'était une opinion commune alors qu'en tout Allemand sommeille un fond de cette sentimentalité un peu naïve que la langue germanique exprime sous le nom malaisément traduisible de *gemüth*. « M. de Bismarck manque complètement de *gemüth* », dit Mérimée qui était alors à Biarritz. Mérimée ne croyait pas si bien dire; et entre toutes les notations des contemporains, celle-là est certainement la plus juste.

Je sais tout ce qu'il y a de pédantesque et souvent d'un peu puéril à recomposer l'histoire après coup; mais il semble que, par deux conduites toutes contraires, on eût pu déconcerter le dangereux visiteur.

Une politique d'entière probité lui eût opposé le droit traditionnel et eût affirmé la volonté de la France, ne revendiquant aucun agrandissement pour elle, repoussant de même tout agrandissement des autres, et n'aspirant qu'à demeurer la gardienne de la paix. Ce langage eût été la droiture, et la droiture, qui a toujours un mérite, celui d'être la droiture, en a souvent un second, celui d'attraper l'ambition ou la ruse. Le séducteur eut regagné les bords de la Sprée, et l'entrevue de Biarritz, simple fait divers vite oublié, n'eût jamais acquis dans l'avenir le renom qu'elle a gardé.

Une conduite tout opposée, bien moins sage, mais défendable, eût consisté à mesurer avec sang-froid les chances de celui qui venait à nous parce qu'il avait besoin de nous. On l'amènerait à préciser ce que peut-être il ne voulait qu'insinuer et on stipulerait nettement un partage de profits. A une politique réaliste, on eût répondu par une politique plus réaliste encore qui déjouerait chez notre partenaire tout espoir de promettre sans livrer. Et, soit qu'il se dérobat, soit qu'il fournit des gages, Bismarck eût été réduit à une condition embarrassante, celle de l'homme de calcul gagné de vitesse et contraint d'abattre ses cartes avant le temps.

Dans les affaires de ce monde, les hommes se nuisent souvent par les vertus qui leur manquent, mais parfois aussi par les scrupules qu'ils gardent. Napoléon n'était pas l'homme d'impeccable probité qui, d'un clair regard, eût percé à jour l'ambitieux, contenu l'ambition elle-même, et assuré à son pays les bénéfices de l'entière droiture. Mais il était encore moins l'homme d'humeur inscrupuleuse qui trafique délibéré-

ment du bien d'autrui. En quoi, il perdit tout ensemble les nobles avantages d'un haut désintéressement et les profits vulgaires de réalistes calculs. Sévère gardien des traités, il ne le serait pas; copartageant de bénéfices, il ne le serait pas davantage. Attentif à ne rien soutenir, à ne rien décourager non plus, il se fixerait dans une attente qu'il croirait habileté, ne doutant guère de la lutte prochaine entre les deux Puissances allemandes, ne doutant pas non plus que les circonstances ne lui permissent de dominer les événements et d'en tirer profit.

Voilà ce que l'homme d'État prussien devina, et sans doute avec plus de sécurité que de trouble. Sur l'heure, nul veto français, ce qui permettrait d'oser; en outre, nulle stipulation de bénéfices à notre profit, ce qui permettrait, en cas de succès, de tout garder pour soi et d'éconduire même, avec plus ou moins d'impertinence suivant le degré de fortune, quiconque parlerait de compensations. Du voyage de Biarritz Bismarck ne rapportait ni promesse, ni quasi-promesse. Mais c'était déjà beaucoup qu'on l'eût écouté, que, sous l'hôte de belle humeur qui, tantôt, étonnait par ses paradoxes, tantôt séduisait par ses flatteries, on n'eût point deviné l'homme terrible devant qui toutes les oreilles eussent dû se fermer, toutes les lèvres se clore; et ce succès tout négatif était déjà, pour notre ennemi de demain, une première victoire.

PIERRE DE LA GORCE.

(*A suivre.*)

AU MEXIQUE

LE RÉVEIL INDIEN

Automne 1932.

Golfe du Mexique... Sur la mer de couleurs, les flèches et les poignards d'un grand soleil échevelé. La nuit, le masque de cristal de la lune indienne. Parfaitement ronde, le front fuyant et sans menton comme les figures mayas, irradiant ce feu trop dense qui tue les astres autour d'elle, noircit le ciel, effraie les eaux...

Soleil indien, lune indienne... visages mythiques, éternels, presque humains, tels aujourd'hui qu'il y a mille ans quand les empereurs aztèques dédiaient à leur culte les grandes pyramides solitaires de San Juan Teotihuacan. Tels que je les retrouverai là-bas peints sur les poteries d'argile, sculptés dans la pierre, gravés dans le jade ou l'obsidienne, mêlés dans un fouillis baroque à des symboles chrétiens sur la voûte ou les autels des églises chirruqueresques.

Là-bas, en Mexico... Sur cette immense terre qui va s'ouvrir, chez ses millions d'êtres qui ont encore dans leur sang le feu de la vieille terre américaine, que reste-t-il de ce culte et de ces magies? Ces hommes à peau rouge que gardent-ils de leurs origines et de leur passé? Là-bas, en Mexico...

Sur les ponts du paquebot, la torpeur du Tropique pèse. Une musique traîne un air de *rumba* qui, depuis la Havane, corrompt ce bateau allemand de lascivité cubaine. Les cuivres de l'orchestre germanique, les phonos propagent comme un vice cette danse nègre. Entre bière et café les passagers cherchent le pas.

Copyright by Marc Chadourne, 1933.

TOME XV. — 1933.

Les passagers : une soixantaine d'Allemands, deux Américains, un Hindou, un Français. A Cuba, le *Rio-Bravo* a embarqué une petite famille mexicaine : un père et deux enfants qui portent ces beaux noms étranges : Cuauthemoc et Moctezuma...

Ce sont eux que je recherche... Deux petits jumeaux tranquilles, en combinaison bleue à l'américaine, qui ont sur leurs joues pâles la nuance safranée de la fleur du frangipannier. Deux paires d'yeux noirs, soucieux et mobiles comme ceux du père, un homme à lorgnon sévère, veston noir et teint bilieux.

J'ai lié connaissance avec lui à propos d'un livre que je promène sur le pont, sans parvenir à l'achever : *le Serpent à plumes*, de D. H. Lawrence. Ce roman sur le Mexique m'a déjà valu, à plusieurs reprises, des regards de travers du Mexicain et enfin cette remarque :

— Que diriez-vous si un romancier s'amuse à décrire en France, aujourd'hui, en 1932, des cérémonies druidiques restaurées par l'un de vos généraux ? Imaginez-vous votre Vierge de Lourdes remplacée par une Velleda ?... C'est à peu près l'équivalent des inventions fantaisistes qu'accrédite sur notre pays, après y avoir passé cinq ou six semaines, ce monsieur D. H. Lawrence qu'en dehors du Mexique tout le monde prend au sérieux.

— Ainsi, dis-je, le rétablissement des cultes anciens, la destruction des églises, le retour du dieu Quetzatcoatl, votre Serpent à plumes, rien de tout cela n'est donc vrai ?... Cependant, j'ai entendu parler d'une certaine fête de Quetzatcoatl instituée à Mexico, il y a deux ans, je crois ..

Mon compagnon de bord hausse les épaules.

— Il y a deux ou trois ans, en effet, un monsieur Lerdo de Tejeda, qui était alors sous-secrétaire d'État à l'Éducation, eut l'idée de remplacer à Noël la fête traditionnelle de saint Nicolas par une fête nationale de Quetzatcoatl. Au lieu de saint Nicolas, comme chaque année, c'eût été un Quetzatcoatl de carnaval qui eût distribué des jouets et des sucreries aux enfants pauvres. L'idée, — qui n'avait que le tort d'être un peu baroque, — était de rappeler aux enfants les symboles, divinités et traditions de notre culture. On a ri, beaucoup plaisanté, et le Quetzatcoatl du señor de Tejeda n'a ressuscité qu'une fois. Voilà pour le retour du « Serpent à plumes »...

— Mais enfin, dites-moi, dans tout cela il y a bien quelque chose... Ce « réveil de l'Indien » dont on parle toujours à propos du Mexique ?

Les yeux de mon interlocuteur s'emplissent d'une flamme plus sombre.

— Ah ! me dit-il, ne confondez pas cela et les balivernes d'un Lawrence ou d'un Tejada. Le réveil de l'Indien, comme vous dites, c'est toute notre révolution, toute notre évolution, politique, sociale, économique, humaine. Mais, pour voir et pour comprendre ce que cela veut dire, il faut venir chez nous et y rester longtemps, très longtemps... Rappelez-vous seulement, ajoute-t-il avec un sourire un peu dédaigneux, qu'Indien ne veut rien dire d'autre qu'indigène. N'attendez ni Serpent ni Indiens... à plumes...

PATRIA MEXICANA

Il appelle l'un des enfants :

— *Da tu libro al señor, Cuauthemoc...* Changez de livre, me dit-il.

Le livre que me tend le niño est un manuel d'écolier à couverture grise qu'illustre sobrement un soleil pareil à une roue dentée entre deux figures guerrières, un Aztèque et un Maya accroupis sous leurs boucliers. L'un armé de flèches, l'autre le nez percé d'une barrette, un aigle renversé dans sa coiffure : ce sont deux figures classiques, inspirées sans doute des anciens *codices*. Le titre du manuel : *Historia Patria mexicana*.

Je me jette sur l'ouvrage. A coup sûr, rien ne saurait m'intriguer plus que cette histoire de la patrie mexicaine, telle qu'elle est enseignée à ces deux petits exotiques en combinaison américaine, affublés, l'un et l'autre, des deux noms les plus lourds à porter de cette histoire : Moctezuma, Cuauthemoc, les derniers empereurs « indiens ».

— Qui était Cuauthemoc, niño ?

Le niño se dégage de sa chaise de pont, feuillette les pages fatiguées et met enfin le doigt sur le passage en gros caractères qui concerne son ancêtre et homonyme. A mesure qu'il épèle, je traduis :

« Mort Cuittlahac, frère de Moctezuma, fut élu roi Cuauthemoc, fils du féroce Ahuizotl. Jeune, audacieux, vaillant et

patriote, le nouveau roi se préoccupa seulement de mettre Mexico en état de défense contre les Espagnols. Toujours actif, il chercha des alliances, emmagasina des vivres, fit de nouvelles fortifications et répara les antiques.

«... Cuauthemoc veut dire aigle qui tombe, et, par une rencontre étonnante, sous le règne de celui qui portait ce nom la monarchie aztèque tomba et, avec elle, la nation dont le symbole fut l'aigle légendaire, l'aigle dont l'apparition entraîna la fondation de Tenochtitlan. Tomba, oui, mais avec noblesse et grandeur, causant l'admiration des conquistadors. »

La leçon du manuel et de l'enfant m'en apprendra plus long sur le cœur mexicain, sur les sources profondes du « patriotisme » mexicain, sur le réveil du Mexique indien que les compilations américaines laborieusement piochées durant ces jours de traversée.

Que ressassent-ils, ces doctes ouvrages ? Les tribulations des soixante vice-rois qui travaillèrent, avec des fortunes diverses, à exploiter, au nom de Sa Majesté catholique, la Nouvelle-Espagne ; la révolte des créoles, des Espagnols nés au Mexique, qui libérèrent la colonie du joug de la mère-patrie ; puis celle des métis qui, à leur tour, leur disputèrent et la terre et le pouvoir ; enfin la succession inextricable des révolutions, des coups d'État, des « plans », des *pronunciamientos*.

Mais le petit livre, *Historia Patria mexicana*, qu'a-t-il à m'apprendre d'autre ? Qu'a-t-il à apprendre surtout à ces deux enfants, Cuauthemoc et Moctezuma, qui, sans le savoir, vont chercher à y lire leur destinée ?

... Que l'essentiel de leur histoire n'est point dans cette morne et tragique succession de faits, que, derrière ces annales sanglantes, se tiennent cachées des forces, des réalités dont les historiens étrangers ne tiennent jamais assez compte. Il leur dit, pour commencer, ce petit livre, que cette terre vers où nous voguons n'est pas, comme nous serions, nous les Européens, portés à le croire, terre latine, « Amérique latine », mais terre indienne, « *Patria mexicana* », berceau de dieux et d'hommes indiens, de rêves et de contes indiens, d'arbres, de plantes et d'animaux indiens. Il leur enseigne que, sur cette terre, ont fleuri une civilisation, une culture, des arts indiens dont la sève n'a point tari. Il leur apprend qu'ils ne sont point, eux, Cuauthemoc et Moctezuma, des Occidentaux, de simples

petits-fils d'Espagnols, de *gachupins*, qu'ils portent dans leurs veines du sang de ces Indiens, hier encore asservis et suppliciés par leurs ancêtres blancs. Il les exhorte à croire à la prééminence de ce sang, au génie du sol et de la race. Enfin, il leur rappelle que des millions de leurs frères, exploités dans les mines et dans les haciendas, ont été libérés par « la révolution », que cette « révolution » n'est que d'hier et n'a donné encore à la plupart que leur liberté.

Cuauthemoc et Moctezuma, ces deux jumeaux à peau brune, se pénétreront-ils un jour de ces vérités dont, en leur propre pays, bien des voix adverses les feront douter? Et nous, d'Occident, à ces leçons d'un manuel enfantin, pouvons-nous, devons-nous croire? Seules elles peuvent donner un sens à une histoire qui, sans elles, n'en a pas.

ANNÉES ROUGES

Dix années, de 1910 à 1920, de la chute de Diaz à l'avènement d'Obregon, furent vraiment des années rouges. Pendant que, du nord au sud, cavalcadant à travers les sierras, mettant les villes à sac, brûlant les campagnes, généraux et factions guerroyaient; que les troupes de Carranza et de Pancho Villa, après une entente éphémère, s'entrefusillaient, — des hordes de péons indiens, dépouillés de leurs terres par le régime Diaz, se soulevaient dans l'État de Morelos et les provinces voisines. Sous les bannières de l'indomptable Zapata, le héros agrarien, qui leur promettait « terre et liberté », ces affamés entraient pour une juste cause dans la bagarre, rasaient les haciendas et, semant la terreur, marchaient sur Mexico. Les travailleurs des usines ruinées par la crise porfirienne n'allaient pas tarder à se joindre à leur mouvement. Ce fut, avant 1917, avant la révolution russe, la première grande révolution ouvrière et paysanne des temps modernes.

Avant que de marcher de pair Mexico précédait Moscou. Les lois agraires et sociales de Carranza, — les fameux articles 27 et 123 de la Constitution de 1917, — neuf mois avant les premiers actes des soviets, donnaient, sur le papier, aux communautés rurales et au prolétariat ouvrier les promesses d'un régime plus libéral, plus audacieux alors en ses principes qu'aucune autre législation. Aux uns elles assuraient une

redistribution complète des terres et le retour de leurs *ejidos* (biens communaux); aux autres une protection farouche contre les employeurs, étrangers ou nationaux, qui se voyaient, eux, brusquement astreints à un ensemble d'obligations d'apparence alors draconienne. Ambassadrice de Moscou à Mexico, la belle M^{me} Kolontay ambitionna de faire du Mexique une seconde Russie.

La Révolution soviétique redoubla cette émulation. Ce fut le temps où, russes aussi bien que mexicains, drapeaux rouges, faucilles et marteaux fraternisèrent à Mexico, jusque dans les galeries et escaliers des ministères, sur les fresques héroïques du grand Diego Rivera.

Mais en réalité les deux idéologies révolutionnaires étaient aussi opposées en profondeur que peuvent l'être les tempéraments russe et mexicain, aussi divergentes que la doctrine collectiviste et la revendication « terre et liberté », ce cri de guerre de l'individualisme paysan, formulée sur les bannières zapatistes.

Tout en reconnaissant le droit des villages au retour des biens communaux, la Constitution de 1917 orientait déjà nettement la propriété vers une répartition individuelle.

Fidèles à ses principes, Obregon et Calles maintinrent la Révolution mexicaine dans sa vie originale. Pendant que la Russie de Lénine et de Staline évoluait vers le plan quinquennal et le machinisme à outrance, industrialisait les campagnes collectivisées, les deux grands chefs de la Révolution mexicaine la guidaient, avec beaucoup moins d'ambition et beaucoup plus de sagesse, dans un sens tout différent. Pourvoir de terres les villages dépouillés, améliorer les conditions de vie des populations rurales, relever « l'Indio », réveiller la culture indienne, les arts et métiers de la « civilisation du maïs », tel fut le programme, conforme à la nature et aux nécessités du pays, à l'esprit de la race, qu'ils entreprirent de réaliser.

Le divorce était consommé. J'ai bien entendu chuchoter à Mexico qu'il y avait encore un parti communiste. En ce cas, il se cache bien. Il est aussi impossible d'en rencontrer un représentant que de lire un tract de tendance bolchéviste.

Sans doute, il arrive que, dans une manifestation de village agrariste, une bannière Lénine, ressortie du hangar aux acces-

soires, viennent escorter, au milieu des trombones et des pétards, les bannières zapatistes. Mais il y a généralement, dans le même défilé, un étendard de la Vierge de la Guadalupe, resplendissante au milieu de ses fleches d'or. C'est très rassurant.

INDIOS

Un mot qui revient constamment, à la bouche de mes amis mexicains, c'est celui d'« Indio ». Ils le prononcent avec un accent passionné, quelquefois lyrique, comme pour le racheter du mépris avec lequel les coloniaux, les « gachupins » d'hier, s'en servaient pour désigner la plèbe indigène, les esclaves d'haciendas.

Cependant, quand, sur les routes, dans les premières petites villes visitées avec eux, Cuernavaca, Taxco, je les interroge à propos d'un péon qui laboure dans un champ d'agaves, d'une sentinelle en manteau de feuilles entre deux mamelons brûlés, ou devant les visages bruns d'un marché, au pied de la plus pomponnée des églises chirrugueresques :

— Indios, ceux-ci ?

Ils hésitent.

— Ce sont des *campesinos*, des paysans, répondent-ils.

Alors qu'appellent-ils Indios ? Les farouches Yaquis du Sonora, les Huicholes, là-haut, dans le nord, qui sont les derniers Indiens à plumes, les Mayas du Yucatan ?... Sur seize millions de Mexicains de toutes nuances, à quels éléments s'applique-t-il, ce mot « Indio » ?

Il est plus facile de définir ceux auxquels il ne s'applique pas. En premier lieu, les créoles, tous les descendants d'Espagnols, aussi bien ceux des salons à peluches et à dorures où trône le portrait de Porfirio Diaz, dans les grandes et petites villes, que les *rancheros* des campagnes, ces derniers gentlemen-farmers, dont la veste brodée, le feutre à grands bords, les longs pantalons collants, ornés de la hanche à la semelle de boutons en clef de flûte, semblent échappés du cirque Buffalo Bill ou des gravures du temps de Maximilien. Pas Indios, à coup sûr, ceux-là. Mais, à eux tous, ces blancs forment à peine 20 pour 100 de la population.

En second lieu, les Mexicains qui ont un peu de sang indien mêlé à beaucoup de sang blanc. Par leur condition sociale,

leur fortune, leurs habitudes de vie, ils ne font qu'un avec la première catégorie. Officiels, militaires, commerçants, propriétaires ou gérants d'haciendas, ils sont de la famille privilégiée. D'après les statistiques, il y a 40 pour 100 de métis en Mexico. Combien portent veston, feutre, chemise à fermeture éclair, bottes ou souliers ? C'est là que la question se complique. A coup sûr, une minorité.

En définitive, qu'est-ce qui est « Indios » ? Tout le reste. Plus des deux tiers des seize millions de Mexicains. Car, dans son sens courant, l'appellation englobe, en fin de compte, aussi bien les 40 pour 100 d'Indiens pur sang, — aztèques, zapotèques, mistèques, huastèques, mayas, otomis, coras, totonaques, yaquis, triquis, papagas, etc..., — que l'énorme mais obscure fraction de sangs-mêlés confondus à eux par le vêtement, l'habitat, le travail, la nourriture, rangés avec eux dans la grande masse des frères inférieurs.

Indios donc, les sauvages montagnards du nord, comme les calmes campesinos du plateau ; les travailleurs des mines d'argent comme ceux des champs de canne, dans les terres chaudes du sud ; Indios, les sombres multitudes vêtues du pyjama de coton blanc ou drapées dans les sérapes de laine aux géométries bizarres ; les foules sans visage sous la marée des sombreros couleur de soleil ; Indios, ceux qui trottent sur les chemins, sous des charges muletières de nattes roulées ou de jarres nouées en grappes comme des ballons ; Indios, les tisserands, les potiers, les vanniers, tous ceux qui, sur l'immense glèbe, œuvrent des pieds et des mains, labourent, sèment, tissent, pétrissent, couvrent les marchés grouillants de nourritures, de monceaux de chefs-d'œuvre faits d'argile, de paille, de laine, de cuir, de pâte ou de papier... Indio qui mange le maïs qu'il a semé. Indio enfin tout ce qui peine et qui crée, tout ce qui ne vit pas du travail d'autrui.

Car c'est moins le sang, la race ou la couleur qui font l'Indio que le milieu, surtout la condition humaine.

Hier, une caste de dominateurs désignait ainsi une énorme masse de dominés. Aujourd'hui, ces mêmes Indios, ces douze millions d'hommes qui, selon la phrase de Calles, « vivent encore aux franges de la civilisation », la classe dirigeante, animée d'un esprit nouveau, se préoccupe de les voir entrer dans sa « civilisation », de les « incorporer ».

L'INCORPORATION DE L'INDIEN

Incorporer l'Indien... La formule est celle du ministère de l'Éducation, qui vient de fonder, dans l'État de Michoacan, une « station d'incorporation de l'Indien ».

— Une station d'essai, un laboratoire d'expérience sociale, m'explique le professeur Moises Saenz, ancien sous-secrétaire d'État à l'Instruction publique, qui a lancé l'idée, la formule et dirigera l'expérience, dans la région de la Canada de Chilchota, qui comprend dix villages, tous de population tarasco. L'activité de la station, qui comprendra, entre autres, un ethnologue, un agronome, un linguiste, un directeur d'éducation physique et de jeux, une « travailleuse sociale » et un hygiéniste, tendra à l'amélioration matérielle des villages, à la mise en culture de la région, enfin à l'organisation rationnelle des communautés sur la base de leurs fonctions vitales.

L'entreprise des sociologues mexicains en est encore, d'après ces indications, à ses débuts, à la phase des expériences. Comment se présente-t-elle ? A quoi tend-elle ?

En théorie et même en fait, les millions d'hommes qui, jusqu'à la Révolution de 1911, vivaient en servitude ou retranchés dans un isolement sauvage sont, en majorité, émancipés par le retour des terres dont le régime Diaz, continuateur du régime colonial, les avait, une fois de plus, dépouillés. Mais, de l'émancipation à l'assimilation, il y a loin.

Entre le noyau européen ou semi-européen et la masse indienne, ou plutôt le conglomerat des races indiennes, subsistent cloisons sur cloisons. Les plus résistantes ne sont probablement pas les rancunes laissées par l'oppression coloniale. Ce seront, sans doute, celles qui tomberont le plus vite. Et, cependant, il n'a point encore l'âme allégée de ses défiances, l'Indio taciturne, — *el Indio triste*, — celui que, si souvent, à travers les villages, nous verrons plié sur lui-même, sous un porche, dans l'ombre d'un mur, les mains à plat sur les genoux, en train de suivre un rêve sombre, sous le bord de son chapeau enfoncé. Comment aurait-il oublié, en deux décades, le fouet de l'hacendado ? Mais, entre lui et le blanc qui passe, mexicain ou étranger, il y a d'autres causes d'éloignement, d'autres mystères, des distances infranchissables...

Lesquelles?... Celles qui remontent aux origines, à la source même des croyances, des institutions humaines : aux relations primordiales de l'homme avec sa terre et son ciel. Il ne vit ni dans le même temps ni dans le même espace que les « civilisés » qui passent près de lui, dans leurs automobiles, cet Indio pensif. Son soleil, ses montagnes qui ont donné à ses ancêtres la forme de leurs pyramides, — et celle de ses toits de chaume, — sa terre, il les voit avec d'autres yeux que ces étrangers. Il les voit à travers d'antiques cosmogonies, des mythologies oubliées, mais que la mémoire inconsciente de la race a fixées dans ses traditions, ses façons de bâtir, de pousser le soc, d'ensemencer. La mort, la douleur, la destinée affectent autrement ses réflexes et son instinct. Il fait, une fois l'an, à la fête des morts, d'étranges ripailles sur les tombes. Pour une offense qui nous paraîtrait légère, il peut tuer. Dans le vase qu'il modèle, dans la natte qu'il tresse, entrent des secrets, les rites d'une intimité religieuse ou poétique avec les objets familiers, un système de connaissances, une vision du monde qu'il ne partage qu'avec ceux de sa race et de son milieu. Il faudrait des années, des volumes pour faire le bilan de l'héritage indien, tel qu'il s'est transmis à travers les influences hispaniques dans les communautés du Mexique, villes et pueblos.

L'on entrevoit l'énormité, la complexité du problème. Incorporer l'Indien... Aux yeux de l'élite qui aspire à faire du Mexique une véritable démocratie et d'un conglomérat de races une nation homogène, c'est une nécessité, un idéal obligatoire. Mais quelle tâche !...

Car ce n'est pas seulement l'affranchir de ses défiances en lui proclamant ses droits, c'est le relever effectivement de sa misère matérielle, lui apporter, au fond des campagnes arriérées, dans les sierras désolées où végètent des milliers de *pueblos*, l'éducation et l'hygiène. C'est par l'action des maîtres ruraux et des missions culturelles qui déjà se déploient à la tâche, par l'entremise du métis, l'amener aux échanges, aux relations sociales, au progrès. C'est, progressivement, par un travail d'années, uniformiser la langue, le costume, abolir les barrières des patriotismes et particularismes locaux, transformer l'amour exclusif de l'Indio pour son coin de terre, sa *patria chica*, en conscience nationale.

— Quel programme, mais quel problème ! Et à quelle « civilisation » seront-ils « incorporés », en définitive, ces Indios en qui l'élite mexicaine, intellectuels et artistes, retrouve le sel de sa terre, le génie de sa race ?

A la civilisation du tracteur, de la Ford, du phono et du cinéma, au bazar américano-russo-européen ?

— Nous n'en sommes pas là, m'ont dit, avec le sourire, les pionniers de l'incorporation.

LES « MISIONES CULTURALES »

— C'est le problème de l'*Indio* qui vous passionne. Allez sur place. Venez voir nos missions au travail, m'a dit le plus accueillant des dirigeants mexicains, el *señor licenciado* Narciso Bassols, secrétaire d'État à l'Instruction publique.

Les missions dont me parle le ministre sont, bien entendu, des missions laïques. Réorganisées à plusieurs reprises et tout récemment même, les *Misiones culturales* procèdent en droite ligne, par « l'esprit de croisade contre l'ignorance », des premiers maîtres-missionnaires, *maestros-misioneros*, ou maîtres ambulants, lancés, en 1921, sous le général Obregon, par M. José Vasconcelos, alors ministre de l'Éducation, à travers les régions les plus arriérées du Mexique.

Ces « maîtres de travail et d'amour », comme les nommait la circulaire qui les invitait à partir, « partager les misères des humbles pour les éduquer », étaient recrutés au petit bonheur, dans un moment où les écoles rurales étaient encore rares et où le pays manquait d'instituteurs normalement formés. « Je m'adresse, disait le ministre d'alors, aux écrivains, aux poètes, aux artistes, à ceux qui n'ont pas encore trente ans et qui déjà sont habitués à la vie obscure de la ville. Si vous êtes poète, abandonnez votre routine, embrassez pour un an ou deux la pauvreté et allez cheminer par ces vallées et ces montagnes où le vent est plus pur et les étoiles plus claires... »

A l'instar du grand Bartholomé de las Casas, le protecteur des Indiens, que leur citait en exemple ce ministre révolutionnaire, le baluchon sur l'épaule, à dos de cheval ou de mule, les jeunes maîtres ambulants gagnaient, à travers gorges et *sierras*, des *pueblos perdus* où, avec des moyens de fortune, ils groupaient enfants et adultes, leur inculquaient quelques

rudiments de connaissances, les faisaient chanter, danser. Parfois, dans son église-forteresse, laissée à l'abandon depuis un siècle par franciscains ou dominicains, un vieux curé mexicain, jaloux de ses prérogatives, s'inquiétait de voir renaître la vie dans ces noires solitudes.

C'est l'œuvre reprise aujourd'hui par les *Misiones culturales*, plus méthodiquement organisées depuis qu'aux improvisations de la première heure se sont substituées des écoles rurales régulières. Ce sont ces missions que le ministre m'offre spontanément d'aller voir au travail.

— Pouvez-vous, me demande-t-il un peu malicieusement, passer trois semaines sans dormir dans un lit, marcher à cheval dix ou douze heures par jour, manger la *molé* la plus piquante du Mexique et souvent pas autre chose, ne pas tomber d'insolation ou de fatigue, car on serait obligé de vous laisser en chemin, dans des endroits où il n'y a pas de chemins?...

Je regarde, à son bureau ministériel, *el señor licenciado* Narcisso Bassols. L'œil pétillant derrière les verres épais de son lorgnon, le dos voûté par le travail, mais aussi prompt dans ses paroles que précis dans les gestes de ses mains nerveuses, d'apparence trompeusement frêle, ce grand-maitre de l'Université a encore l'air d'un étudiant. On lui donnerait trente-cinq ans à peine. Il y a dans la rondeur de son castillan, une malice qui m'évoque, je ne sais pourquoi, Gil Blas de Santillane.

— Quand vous voudrez, *señor licenciado*.

— Alors, je vous promets de vous montrer ce que peu de gens ont vu au Mexique. Je pars dans huit jours pour la *Misteca*, la région des Indiens mistèques. Nous reviendrons, — toujours à cheval, — par la sierra d'Oaxaca. Si vous voulez, je vous emmène... C'est dit?... Rendez-vous, de demain en huit à Puebla.

DE PUEBLA L'ESPAGNOLE A TECOMAYACA

Sur les pentes de la sierra Madre, sous le regard lointain de ses trois volcans neigeux, Puebla garde un parfum d'Espagne, des couleurs d'Andalousie : les mosaïques bleues et jaunes, blanches et noires de ses dômes, les chaudes rousseurs de ses façades de céramique. Les balcons, les fenêtres à lourds

barreaux appellent des aubades à la guitare. En vestes courtes de charro, brodées, frangées, de vieux *rancheros* font sonner leurs éperons sous les arcades.

Musiques vespérales sous les feuillages d'un square où monte un kiosque très Alcazar. Sous les lampadaires, de belles filles pâles, qui ne portent plus, hélas ! la jupe pailletée, la *china poblana*, dont une princesse chinoise en exil lança la mode à Puebla. Par-dessus les coupoles, les astres les plus limpides qui aient jamais regardé la terre. Au seuil d'une église, — la *Soledad*, je crois, — deux fusées de palmes, des massifs obscurs d'où retombent de blanches corolles forment une première arche végétale, où l'odeur des fleurs amoureuses vient à la rencontre d'un parfum d'encens... Cierges, marbres, retables d'or, femme en châles, à genoux sur les dalles. Deux outrois Indios en extase, les bras étendus en croix. On me chuchote l'histoire par trop macabre d'un certain « crucifié de Puebla » qui se fit, par folie mystique, clouer pour de bon.

Ce parfum d'Espagne catholique irrite les vrais Mexicains. Dès l'aube, nous partons pour Tecomavaca, à quatre heures en chemin de fer, premier relais sur le chemin de la Misteca. L'escorte ministérielle est au complet : Moïses Saenz, ancien sous-secrétaire d'État, qui doit mettre à l'étude une station d'incorporation de l'Indien dans la sierra d'Oaxaca ; les professeurs Ramirez et Najera, de qui relèvent les écoles rurales et les missions culturelles ; mon ami le peintre Roberto Montenegro, grand amateur d'*idolitos* (1) que nous chasserons ensemble ; son inséparable Casaova, le linguiste de l'expédition. Nous sommes tous déjà bottés pour la longue chevauchée, coiffés de sombreros de feutre ou de paille. Chacun de nous a son baluchon roulé dans une *manga*, manteau de pluie fait d'une simple pièce de moleskine percée d'un trou.

En bon Mexicain, le ministre Bassols voyage sans protocole. Dans le wagon démocratique où il se case avec nous, nous avons bien moins l'air en tournée officielle qu'en partie de chasse.

Montagnes lunaires dans les lointains. Le soleil monte, par bonds, sur les campagnes chauffées à blanc, d'où s'élèvent de grandes poussières. Une feuille d'itinéraire passe de main en

(1) *Idolitos* : petites idoles, terme populaire pour désigner tous les objets précolombiens.

main. Aujourd'hui, Tecomavaca, adieu au rail; demain, à cheval, à travers les forêts de cactus, coucher à Parian, dernier lit; Nochixtlan, Sinaxtla, adieu pour des jours au télégraphe, aux journaux, aux nouvelles... A noter des noms pleins d'x et de mystère, chacun sait déjà l'incertitude du programme. De quoi demain sera-t-il fait? *Mañana*, demain, est un mot qui, en mexicain, signifie un ces jours, peut-être jamais. Les trois groupes de missions que nous allons visiter ont promis leur ministre à cent villages, qui exigent la venue de ce messie : un grand chef de Mexico. Pour tous ou à peu près, ici, la mystérieuse Misteca est terre inconnue. Faisons place à l'aventure...

En serait-ce déjà? Détonations. Explosions. Le train s'arrête. A chaque bout du wagon, une horde d'assaillants... Que se passe-t-il?

L'hymne mexicain éclate en fanfare. Dehors, sous un aigle doré, une croix d'argent, les bannières de Zapata et de Lénine : c'est une manifestation agrariste qui vient chercher, en gare de Tehuacan, le représentant de la commission nationale.

— Ils ont encore volé des terres... *Damn!* Et leur délégué de Mexico va leur donner raison, ronchon, à côté de moi, à la portière, un vieux planteur américain.

Point de vue *gringo*. Gardons-nous de prêter l'oreille à ce grincheux!

Nouvelles bombes. Nouvelles fanfares... Pour nous, cette fois. Nouveau branle-bas dans une petite gare blanche, écrasée sous un flamboyant midi. Dans la distance, une première ligne de hauteurs couleur de chair brûlée, piquetées d'échardes noires, comme celles des Maures ou de l'Esterel après des incendies. Ce ne sont ni des arbres ni des croix, encore que ce pointillé funèbre fasse songer à quelque immense cimetière. C'est la forêt des cactus qui commence.

Pour l'instant, la mêlée du quai, dans un grand vertigo de cuivres, de foulards roses, de pyjamas de coton, de soleil, de figures chocolat. Blancs comme lune, les complets amidonnés de quelques notables, parmi lesquels le représentant du gouverneur d'Oaxaca, lui en alpaga noir. Les premiers compagnons-missionnaires : chemise de boy-scout, bottes lacées, revolver, ce sont tous de vigoureux jeunes gens au visage ardent. Dans la frénésie de la foule, leur dynamisme parait de la mesure.

Embrassements aux arrivants, l'œbrazzo mexicain : épaule contre épaule, presque joue à joue, avec de petites tapes réciproques dans le dos.

Nous voici aux chevaux. De brunes amazones sont déjà en selle et attendent. Chacun s'empare au hasard d'une monture, enroule en lasso la longe qui traîne à terre, ajuste tant bien que mal les énormes sabots de cuir qui servent d'étriers. Et soudain, sans aucun signal, c'est la charge, la course à la queue-leu-leu, le long d'une combe rouge-viande où les *condelabros*, chandeliers végétaux hauts comme des arbres, dressent à la verticale leurs cierges noirs.

« SOYEZ LES BIENVENUS, PALADINS DU SAVOIR »

Premières cases dans des enclos de bananiers et de citronniers. Le village... Un arc de feuillages se dresse, fleuri d'hibiscus, de fleurs de frangipaniers. Par-dessus les sombreros massés, des fusées craquent. Une haie qui n'en finit pas d'enfants, fillettes d'un côté, garçons de l'autre, qui agitent de petits drapeaux de papier vert-blanc-rose. L'orphéon local, enroulé dans ses cuivres, entonne l'Hymne. Pied à terre. Bas les chapeaux...

Des banderoles de coton déploient leurs inscriptions en travers du chemin. A l'entrée de la place, la dernière dit, en grandes lettres rouges :

« *Sea bienvenidos, paladinos del saber.* » Soyez les bienvenus, paladins du savoir.

Ce lyrique salut de Tecomavaca au ministre de l'Éducation, aux professeurs, au groupe des jeunes missionnaires, sur l'instant je n'en vois que l'amusante emphase.

Quand j'aurai vu, compris, senti tout ce qu'il contient de foi et d'enthousiasme, tout ce qu'il signifie pour ces *campesinos* brûlés par le soleil des terres extérieures, pour ces Indios venus de vingt lieues à la ronde, j'en jugerai autrement. Déjà je les aperçois, massés en attente, sous les manguiers de la place, devant une grande école blanche et un théâtre de la nature flambant neuf, paré pour l'inauguration du soir.

Le village de Tecomavaca groupe deux cents ou trois cents cases de bois ou d'*adobe*, — simples briques de boue, — éparses entre des enclos de bananiers et de cocotiers et des fourrés

d'hibiscus. Nous nous réfugions dans l'unique maison de notable, une grande baraque de bois où les tables sont couvertes de vivres, et des lits de camp dressés autour d'un vieux piano pour les « paladins du savoir ». Le grand hamac de couleur qui pend dans l'ombre de la véranda, entre les fougères et une cage d'oiseaux rouges, est un bon asile pour écouter les *mañanitas* que le jazz local, en pyjamas et sandales, déverse à pleins trombones au grand soleil.

Quelques pas sur un chemin en pente et l'on débouche dans un petit ravin, — la *barranca*, — dont la crête, hérissée d'*organos* et de *candelabros*, est surveillée par un lugubre conclave de charognards perchés sur ces orgues et chandeliers épineux. La *barranca* s'ouvre sur un lit de rivière immense et caillouteux, que les chevaux traversent sans presque se mouiller. Et autour, à perte de vue, sans culture, sans vie, des défilés de Colorado, des monts chauves, barbelés de cactus, couronnés de roches rouges. Le plus majestueux, le plus effrayant désert. Que serait, dans ces régions arides, la vie de ce village, — l'un des moins isolés pourtant de ceux que nous allons voir, — sans l'activité de la ruche, sans cette grande école dont les galeries passées à la chaux, les salles fraîches nous accueillent dans leur ombre bruissante de voix d'enfants ? Ils sont, en trois classes, au moins deux cents, tous propres, nets, sains, des adolescents aux tout petits, qui continuent, à notre entrée, de réciter en chœur, sans se troubler, en frottant leurs jambes brunes, en couchant la tête dans le creux du bras... Quelle lumière dans ces grappes de regards agglutinées ! Quelle aise chez la fillette aux cheveux nattés qui vient débiter son petit poème : *Mi jarrito* ! Les plus jeunes lisent, commencent à écrire, à calculer. Beaucoup ne sont pas métis ; aucun ne restera un « Indio ».

Ce qui me frappe et m'enchanté le plus, c'est la fraternité des jeunes maîtres et maîtresses avec ces enfants : aucune pédanterie, aucune rigidité ; une camaraderie d'ainés prévenants qui ont l'air de faire la classe par jeu.

Sur les murs de la véranda, deux grandes fresques qui rappellent, par les couleurs, les compositions, le sujet, — l'Indien libéré par le travail et l'éducation, — celles du grand peintre mexicain Diego Rivera. Elles sont tout simplement l'œuvre de l'un des membres de la mission culturelle, le professeur des

arts plastiques, celui qui est chargé, entre autres attributions, de la décoration des édifices, des classes de dessin et de peinture aux instituteurs et aux enfants, de l'organisation des fêtes, des collections et expositions d'art populaires, de l'étude du folklore, etc. Je fais sa connaissance. Metteur en scène, décorateur, impresario, poète, peintre, c'est un artiste, — comme sept sur dix des Mexicains. Il n'a pas trente ans.

De même aussi l'architecture du « théâtre de la nature » qui flanque l'école sous les manguiers de la place. Très « cubiste » à première vue, ce théâtre à ciel ouvert, dont un triangle de maçonnerie, silhouette de pyramide, forme le fond en avant de deux murs entre lesquels s'exécutent les entrées. Il reproduit, en ses lignes essentielles, la géométrie de l'énorme paysage environnant : monts coniques, massifs tabulaires. Comme les temples et les pyramides des grands-pères. Ni plus ni moins. Mais se doute-t-il de ses hérédités et affinités indiennes, ce jeune maestro qui n'a certainement voulu que bâtir une estrade moderne avec les briques et les truelles de ses élèves et des villageois ?

C'est là qu'à la nuit, sous le feu des étoiles et de deux projecteurs de fortune, j'entendrai chanter pour la première fois le *Zammani*... *Zammani* des Mistèques et les verrai danser leur premier « baile » : le jeu nonchalant de la serape en travers de l'épaule, des écharpes roses qui, tour à tour, masquent et découvrent les figures rougissantes des niñas, rythme tournant des sandales qui frappent le sol. Puis ce sont les joueurs de guitare, les chanteurs de *corridos*, ces longues ballades sur les héros de la Révolution : Pancho Villa, Zapata, Madero ; les plaintes sur l'Indio « *pobre, triste, humile* ».

L'un de ces chanteurs en pyjama et sombrero, — car, même la nuit, les sombreros mexicains ne quittent jamais les têtes, — me frappe par sa gêne. Il se détourne du projecteur, cache sa bouche derrière sa main. Un feu qui s'éteint près des chevaux à la corde ferait bien mieux son affaire que cette scène et ce public, à ce brave campesino, venu de quelque lointaine rancheria. Cependant, petit à petit, par des rumeurs, des rires dans la foule blanche qui se presse dans la ténèbre des manguiers, il entre en contact, il s'anime. Le voici qui vibre et tout le pueblo avec lui. Derrière moi, deux lucioles vertes piquées dans ses bandeaux noirs, une vieille Indienne dont les yeux brillent bat des mains.

Puis viennent les orateurs. Tous ont à dire et se redisent sans fin. Ils parlent, eux aussi, de l'Indien « pauvre, triste et humble », des souffrances qu'il ne connaîtra plus, de la Révolution qui l'a affranchi, des maîtres qui sont venus ici enseigner aux enfants à se laver, à s'habiller, à lire dans des livres, à calculer sur du papier; apprendre aux campesinos à bâtir, à soigner les maladies, à se réunir, à retrouver leurs danses, à rire comme aujourd'hui. Et que des hommes de la capitale, des professeurs, un ministre viennent jusqu'ici pour voir leurs besoins, construire de nouvelles écoles, comment pourront-ils assez leur dire merci ?

— *Viva nuestro ministro de Educacion publica! Viva Mexico!*

L'émotion croît, profonde, sincère, violente comme ces visages, comme ces cœurs. Et quand je vois le jeune ministre en manches de chemise monter sur l'estrade, s'enflammer à son tour, soulever sur leurs rangs les maîtres assemblés, instituteurs, missionnaires, professeurs, par des paroles dont la contagion me gagne, je commence à la trouver toute naturelle, à l'unisson de leur enthousiasme et de leur foi, l'inscription de la banderole aux lettres rouges : « Soyez les bienvenus, paladins du savoir. »

LE PROFESSEUR RAMIREZ

Le soleil flambe et chauffe comme un four le chaos rocheux où nous chevauchons depuis cinq ou six heures, trot ou galop, de crêtes en *barrancas*.

Aucune halte depuis l'école de Quiotepec où nous sommes arrivés vers dix heures, dans des volées de cloche, après la traversée d'un grand rio lumineux. Un regard de gratitude aux *ahuehetes*, les arbres-montagnes qui couvrent l'accès du village de leur ombre frissonnante, une collation sur le pouce de *pitayas*, ces fruits de cactus saignants et grenus, rafraîchissants en dépit de leur fadeur, de *chocolate* à la cannelle, de *tortillas* de maïs sandwichés de *chile* à emporter la bouche, et d'inévitables haricots rouges, pendant qu'accompagné à la guitare un chanteur au crâne pointu nasille amoureuxment « la Paloma » et une complainte, ironique et tendre... pour demander au gouvernement de faire passer un chemin de fer. Puis, à cheval, à cheval sur des montures fraîches.

Celle du professeur Ramirez, — un homme doux, cultivé et prévenant qui seul de notre bande a gardé pour la longue chevauchée un costume de ville à l'exception d'un large *sombrero* de paille, — commence à boiter. J'en profite pour converser un peu avec lui, en arrière de la galopante caravane.

Que sont au juste les jeunes compagnons-missionnaires qui nous ont joints à Tecomavaca ?

— Chaque mission culturelle, m'explique avec précision le directeur des écoles rurales, comprend sept membres : un chef de mission, particulièrement chargé des cours pédagogiques aux instituteurs de village ; une « travailleuse sociale » dont les attributions sont multiples : médecine, enseignement ménager, puériculture, vaccination des communautés, etc. ; un professeur de petites industries qui enseigne, tant aux maîtres ruraux qu'aux enfants et adultes des *pueblos*, l'ébénisterie, le travail du fer, la fabrication du savon, les conserves de fruits, de lait ; un agronome, dont l'enseignement doit être essentiellement pratique : éléments de médecine vétérinaire, castration des animaux, agriculture, sériciculture ; qui veille à la création et à la bonne tenue des jardins et champs scolaires, qui s'enquiert auprès des *campesinos* de leurs cultures et modes de culture, pour les améliorer au besoin ; enfin un professeur d'éducation physique qui est, avec le maître de musique et de danse et le maître des arts plastiques (vous connaissez déjà quelques-unes de ses fonctions), l'animateur des sports, des réjouissances, des fêtes, etc. Et voilà. *Eso es*.

— Comment fonctionne chaque mission ?

— Elle séjourne dans une région donnée trois ou quatre mois : un mois et demi dans un centre choisi, — toujours un village, — pour y grouper, à la fin des périodes scolaires, les instituteurs de la zone, les reprendre en main, améliorer leur formation professionnelle, cela en contact toujours avec les élèves et les villageois, puis deux, trois mois à travers les communautés, *pueblos* et *rancherías* de la région, chaque missionnaire voyageur allant, selon le plan dressé par le chef et son conseil, exercer ses attributions particulières dans les villages les plus déshérités, auprès des écoles rurales où le besoin de leur présence se fait le plus sentir.

— Et à l'expiration de ce séjour de trois ou quatre mois ?

— La mission repart, sans désensembler, pour une autre

région. Nous n'avons encore qu'un petit nombre de missions sur pied et le pays est immense. Songez que nous avons maintenant près de dix mille écoles rurales, mille de plus chaque année depuis deux ans. Actuellement trois missions travaillent dans la région de Oaxaca : celles que nous allons voir. De juillet en septembre sept autres fonctionneront dans le Nouveau-Léon ; six autres encore dans l'État de Coahuila.

— C'est un effort considérable...

— Pour les maîtres missionnaires et les instituteurs, oui. Et aussi pour le budget fédéral : songez, rien que pour le personnel trente millions de pesos (environ deux cents millions de francs). Mais l'éducation, le relèvement de l'Indien vaut bien cela. C'est le plus gros effort, la plus grande ambition de notre Révolution.

Je vois le professeur Ramirez pressé de pousser son cheval boiteux. Les derniers de la caravane sont déjà perdus, loin devant nous, dans les gorges violâtres du cañon.

— Un mot encore... L'idée de ces missions ambulantes à travers ce pays gigantesque, ces populations primitives me paraît en soi géniale. Mais les résultats ?

Ramirez a déjà lancé sa bête au galop dans une sente rocailleuse qui dévale avec les profondeurs d'un abîme. Il se retourne, cet homme poli et modeste.

— Il faudra en juger vous-même.

DANS UNE ANCIENNE HACIENDA

En tête, les chevaux de Moises Saenz et du ministre nous mènent à un train d'enfer. Pas le temps de souffler, de respirer ce printemps des cactus et des copals, l'efflorescence verte et pâle de cette brousse de *sierra* où apparaissent maintenant des frangipaniers aux fleurs safranées ou rose-vin, de s'emplir des visions de chaos ou de majesté qu'offrent, dans leurs vapeurs de punchs, les cañons, les grands massifs léonins de l'horizon, les hautes falaises dont les nids d'aigle plongent sur ces gouffres. Nous devons être vers deux heures de l'après-midi à Valerio Trojano, — une ancienne *hacienda* d'Indiens et de nègres devenue communauté libre...

Nous brûlons un gros bourg, Cuicatlan, à cheval sur la ligne idéale qui sépare, au Mexique, la *tierra fria* (terre froide,

c'est façon de parler !) et la *tierra caliente* (terre chaude) : sur la gauche, en montant, les cactus alpestres, les cases de rochers et d'adobe ; à droite, sur le versant qui descend à la plaine, les manguiers, les bananiers, les papayers, les cabanes de roseaux et de chaume noir argenté. Pas d'espoir de halte : devant les arcades de l'*ayuntamiento* dédaigné, ovations, trombones, limonades englouties debout sur les étriers trop courts. En route. Le temps aux « paladins du savoir » d'attraper au vol quelque bâton de commandement. Ils y mordent à belles dents. Délicieux après sept heures de cheval. Ce sont des morceaux de canne à sucre.

La plaine torride. Ventre à terre, pauvres chevaux. Enfin l'oasis : dans l'enceinte en ruine de son mur-aqueduc, rose vineux, l'*hacienda*, dont les esclaves sont devenus maîtres, Valerio Trojano.

Tout de suite les amis Indios veulent tout vous montrer : la coopérative organisée par la mission, où ils peuvent acheter leurs cotonnades, leur savon, leurs outils sans s'endetter à vie et à mort, comme autrefois, sur le livre du maître mauvais marchand ; l'école blanche dédiée à Benito Juarez, rédempteur de l'Indio où resplendissent les placards de propagande agricole, coopérativiste, antialcoolique, enluminés, — fort drôlement d'ailleurs, — par le maître ès arts plastiques ; le jardin scolaire, le champ d'essai, toutes les institutions et organisations enfin qui donnent conscience et importance civique à cette petite communauté marronne, gouvernée hier encore par la cravache d'un *hacendado*.

LA BLANCHE ET MYSTÉRIEUSE MISTECA

Tomelin où la première école est encore en plein vent, sous un toit de branches ; Parian où, dans les ombres du crépuscule, je verrai se livrer, aux harmonies tumultueuses de six trombones et de huit guitares, la plus furieuse partie de basketball que se soient jamais livrée jeunes Indiens régénérés en casaques oranges et vertes, caleçons blancs et casquettes de jockeys. Et voici, après deux fois douze heures au galop sous le feu du ciel, notre caravane qui s'allonge, loin des cactus géants, désormais, à travers les plis et replis crayeux de la blanche et mystérieuse Misteca.

Mystérieuse Mistecca... Après terres du Sud, terres de l'or, des opales, de l'argent, du marbre, du mercure et du soufre, chiches de maïs et de blé. Là où la Cordillère des Andes, étranglée par l'isthme des deux Amériques, bifurque et lance de part et d'autre du Mexique ses deux Sierra Madre, les Mistèques qui croient leur race issue de deux arbres colosses fondèrent en des temps sans mémoire les royaumes de Tlantonco et d'Achutla. Vaillants, ambitieux de gloire et de pouvoir, ils bataillèrent contre leurs voisins Zapotèques, jusqu'au jour où ces peuples mineurs eurent à soutenir ensemble les invasions des puissants souverains de l'Anahuac. Ces Mistèques indépendants et généreux étaient une race cultivée qui connaissait, — mieux qu'aujourd'hui peut-être, — les planètes et les étoiles, calculait les éclipses du soleil et de la lune, tenait calendrier. Ils bâtissaient des temples à leur dieu protéiforme, Ato-Ndiurr, écrivaient par hiéroglyphes, pratiquaient la médecine, la sculpture, la musique et ensevelissaient leurs caciques en grande pompe, avec leurs esclaves, pour qu'ils continuassent d'être servis après la mort.

Les conquérants espagnols rangèrent dans l'obédience de leurs églises militaires ceux qui ne furent point envoyés aux mines... Après cinq siècles d'oppression et d'isolement, les Mistèques, aujourd'hui, dans leurs sierras dénudées ou leurs plaines fertiles, apprennent à revivre. Sur ces blanches étendues dont l'œil, trompé par les fuites du paysage, ne saisit que les premiers plans, de loin en loin les terrassements pierreux d'un hameau désert, des rangées d'agaves entre des enclaves de blé pauvre, notre caravane avance.

La voici, grossie de nouveaux *compañeros*. Qui sont ces *charros* aux cuissards de peaux de chèvre, aux casaques à franges de cuir bordées de panthère, qui, le foulard au vent, font cabrer leurs bêtes ? Deux inspecteurs de la zone rattachés aux missions culturelles. Ce sont eux qui nous serviront de guides et de fourriers, pourvoiront, chaque matin, au renouvellement des montures, chaque soir au cantonnement. Malgré leurs caracollements et leur paire d'énormes revolvers, ces deux superbes trappeurs sont les plus précieux compagnons. Chaque soir, à l'étape, après le banquet de *molé* et de *frijoles* (haricots rouges), quand les reins vaincus, les genoux déboîtés, la peau des mains et du visage à vif, nous gagnerons

nos bat-flancs dans l'église en ruines ou le hangar ouvert aux étoiles, ce sont eux qui, la guitare au creux du ventre, d'un grand coup de gueule parti du cœur, nous rendront goût à la sierra. *Una casa tam bonita*. Car ils sont les poètes et musiciens de leurs chansons.

Premiers bourgs, premiers villages de la Misteca : Nochixtlan, au bord de la plaine où roulent les moissons agraristes, damier de cubes blancs et roses avec le trou béant des *patios* dans ces alvéoles. Nochixtlan d'où montent à notre rencontre une grande rumeur humaine, des poussières blanches, des bombes et des fusées comme pour une attaque. Et voici les paladins du savoir enlevés par la houle des *campesinos* en révolution, avalés par les arches d'ombre de l'*Ayuntamiento*, tandis que Montenegro et moi, subrepticement, nous filons en quête d'*idolitos* vers les épiceries, échopes et cabarets. La Misteca est riche en petits jades funéraires...

Puis le galop à travers les blés communaux, — car les autres sont déjà partis, — entre un jeune président de municipalité et ses adjoints qui montrent avec orgueil la nouvelle richesse de leurs terres :

— L'on nous a rendu nos *ejidos*. Chacun a son champ. Presque tout le monde est riche par ici, aujourd'hui.

Nous arrivons en charge à Chachoapan, dans un nuage de poussière. Quel spectacle ! Ramenés de tous les coins de la plaine, deux ou trois mille Indios sur la place où se dresse, sous les feuillages et les banderoles, le théâtre en plein air. Nous verrons, le soir, les vraies danses mistèques « Zammani, Zammani », nous entendrons le *corrido* (ballade) de Zapata, le héros de la révolution agraire. Mais déjà, en plein midi, au milieu de cette foire, bouffon, anachronique, charmant, le quadrille des « Mascaritas ».

Un ballet de vingt Indiens, habillés en lansquenets et dames de cour, avec des masques à moustaches, des plumes et des miroirs aux chapeaux, des verroteries, des grelots et aussi d'étranges soleils et lunes peints sur les culottes bouffantes, les manches à crevés et les robes à panier. Au son des violes, ils exécutent des moulinets, des chaînes et maintes hautes figures : les « pavillons », « la granada » et « la couleuvre » finale. Grande merveille, ce menuet inattendu fut enseigné aux Mistèques par les zouaves de Napoléon III, dans le temps de

l'Intervention. De ces danses, bien perdues chez nous, les Mistèques ont gardé la tradition, — que le maître de musique de la mission, Dieu merci, ne laisse point perdre.

Mais des *pueblos* moins fortunés nous attendent : ceux de la sierra calcinée qui, de nouveau, nous reprend dans sa pierreaille, sous la brûlure du soleil blanc. Perales, Sinaxtla, assez semblables, ces villages de pierre et d'adobe encore féodalement tassés autour de l'église massive dont les remparts, la calotte pesante, la façade zébrée de lézardes semblent maudire avec l'impuissante colère de la vieillesse outragée l'intrusion de l'école neuve.

Suchixtlan où nous trouvons, en culotte et chemise d'homme, la « travailleuse sociale » de la seconde mission en train d'opérer. Elle a les quarante ou cinquante îlots de ce hameau perdu à civiliser. Elle me montre son dispensaire, son exposition de produits locaux et de travaux d'enfants, paniers, broderies, et même la fosse septique où les coups de pioche ont mis au jour des petits masques de *barro* (terre cuite) millénaires. Par ici la terre des caciques est truffée de ces *idolitos* d'argile moins brunes que les figures vivantes de Suchixtlan dont elles semblent reproduire les traits.

« NOUS VOULONS DES ÉCOLES ET DES MAÎTRES »

Anani, San Juan, Teposcolula, Nunu, Yolomecatl... D'un *pueblo* à l'autre, les distances paraissent infranchissables : des jours de sierra chaotique, hérissée de concassement rocheux aux couleurs du prisme minéralogique, gris, vert, rose, cendreaux. Parfois, une vallée paisible où un *rio* court sous de grands *ahuehetes* chevelus ; puis de nouveau des ravins, des forêts déboisées par des incendies. Car les bonnes terres sont rares et, quand ils ont épuisé les leurs, les villages mistèques cherchent, aux flancs de la montagne, à faire place à de maigres ensemencements...

Cependant, au bout des étapes, chaque jour plus dures, la récompense semble toujours nouvelle : ces cortèges qui dévalent des hauteurs à notre rencontre, ces bombes éperdument jetées par-dessus les têtes, ces musiciens enroulés dans leurs cuivres ; surtout, dressés en plein ciel, ces portiques où pendent les « barbes-de-druides », ces longues mousses grises, cueillies

dans la forêt la plus proche. Quel génie rustique dans l'ornementation de ces arcs de triomphe où resplendissent comme nacre des rosaces et des soleils découpés dans des cœurs de palmes !

Il faut imaginer la solitude des villages, le désert de pierre qui les environne, pour concevoir cette explosion de gratitude, d'espoir envers ceux que les banderoles nomment les « thaumaturges du progrès », les « paladins du savoir », les « rédempteurs de l'Indio » : ministre, professeurs, missionnaires, instituteurs. Jamais la Misteca n'a été à pareille fête. Ce sont des Messies, ces hommes venus de Mexico.

— Tu es chargé de notre religion, dit un vieux Mistèque au *señor licenciado* Bassols.

Et, dans les discours, c'est toujours le même leit-motiv qui revient, avec les mêmes gestes enflammés :

« Vous avez eu pitié de la misère de l'*Indio*, du pauvre *Indio* humble et triste. Nous voulons encore des écoles et des maîtres, pour que nos enfants ne soient pas ignorants comme nous. Honneur au gouvernement de Mexico qui lutte pour la rédemption de l'*Indio* ! »

Rien qui ne soit sincère dans ces louanges. De fait, jusque dans d'humbles *rancherías* qui n'ont même point de chef, on trouve une école qui sert de lien à une trentaine de cases, dispersées sur des hectares de pacage. Dans des localités comme Yucuane, où les Indiens sont presque tous de sang pur, — et d'apparence très sauvage devant leurs huttes enfumées, — un jeune instituteur, aidé de deux compagnons missionnaires, est arrivé, en moins d'un an, à faire parler l'espagnol à des enfants qui ne connaissaient qu'un dialecte mistèque.

Une école toute neuve, doublée de son théâtre en plein air et de son terrain de jeux, voilà ce que nous présentent, les uns après les autres, les villages perdus des trois Mistecas.

Dans l'école, la blancheur de la chaux neuve, l'odeur du bois frais. Sur les murs intérieurs ou extérieurs, de grandes fresques, peintes par les jeunes maîtres ès arts plastiques : tantôt allégoriques, — l'aigle et le serpent, l'Indien régénéré ; — tantôt réalistes, — travaux, animaux ; — tantôt humoristiques, avec un brin de sadisme révolutionnaire, comme celle de Sancta Catharina Tayata, où l'on voit des squelettes emmener, vers quelque jugement dernier, un cortège de femmes décolle-

tées, de prêtres, banquiers et autres bourgeois. Toutes très chaudes à l'œil, décoratives, de tendance parfois un peu rouge... Réminiscences de Diego Rivera... En même temps, beaucoup de maximes de sagesse, de préceptes d'hygiène, de placards antialcooliques. Parfois des dessins et des peintures d'enfants étonnants de précocité.

Partout, chez les maîtres et les enfants, un beau zèle de néophytes. Dans les classes, les récitations poétiques semblent tenir, avec l'histoire de la *patria mexicana*, une grande place. Je retrouve dans toutes les mains le petit manuel où l'époque précortésienne et les grandes ancêtres, — Netzhualecoyotl, l'empereur philosophe et poète, Cuauthemoc et autres héros, — sont chargés de faire apparaître plus sombre la domination espagnole et les horreurs de la conquête ; tandis que les grandes figures des révolutions mexicaines, — Hidalgo, Benito Juarez, Madero, Zapata, Obregon, — traités en champions de la cause indienne, exaltent le sentiment indien. Comment ne pas s'émouvoir à l'idée du patriotisme, de l'esprit national tout neufs qui se forment dans ces générations enfantines ? Il suffit de les voir sur leurs terrains de sport, ces petits Indiens, pour comprendre combien ils seront différents de leurs anciens, encore si alourdis de défiances, si opprimés par un sens d'infériorité humaine et sociale que les jeunes ne connaîtront pas. Les maîtres d'éducation physique mêlent les adultes à leurs jeux quelquefois. Le contraste des maillots de sport et des nippes paysannes, les figures dégourdies, les allures délibérées des adolescents en face de la balourdise de leurs aînés montrent déjà le décalage qui s'opère entre le Mexico nouveau et l'ancien.

Avec ses ateliers, son jardin, son basket-ball, l'école rurale nouvelle, — la plus ancienne n'a pas dix ans d'âge, — paraît bien être *el alma del pueblo*, l'âme du peuple et du village, ainsi que s'intitule l'une d'elles, en grandes lettres noires sur son fronton blanc.

VERS OAXACA ET LES ZAPOTÈQUES

Quinzième et dernier jour de Misteca... En route depuis l'aube, nous devons tâcher de gagner, le soir, la petite ville de Tlaxiaco, où, demain, si la pluie n'a pas fait s'effondrer les pistes de montagne, un camion nous prendra pour nous mener

à Oaxaca, capitale de l'État et centre de la région zapotèque.

A San Miguel Grande, adieu au dernier village mistèque. Pendant que, sur le dos brun du plateau, une centaine de drapeaux déploient au vent de la montagne leur rose et leur vert léger, notre troupe prend le large. Et nous voici en forêt, par monts et par vaux, poussant nos chevaux et nos mules pour le dernier effort. Les bêtes sont sur les boulets. Plusieurs sont restées en route.

Pendant la halte du casse-croûte, au fond d'une *barranca* jalonnée de sombres blocs mégalithiques, les revolvers sortent tout naturellement des étuis. Petit divertissement : mes compagnons s'exercent sur des bouteilles. Est-ce pour montrer comment l'on tire en Mexico ? M. le ministre fait placer une orange à soixante pas, fixe son lorgnon, ajuste... L'orange tombe au premier coup.

— Jamais ministre de l'Éducation, chez nous, n'a fait pareil tir, lui dis-je, et j'ajoute : ni plus belles écoles.

De veras, comme on dit là-bas, en vérité, jamais écoles ne m'ont paru plus utiles et plus belles que celles de la Misteca.

ENTRE MONTE-ALBAN ET MITLA

Le charme d'Oaxaca est fait de nuances tendres, — celles des pierres roses et vertes de ses façades aux rinceaux délicats, aux portails massifs, — de feuillages brillants, d'ombres joueuses, de musiques légères qui, de l'aube au crépuscule, traversent les places. *O mañanitas d'Oaxaca!*... Ce charme n'est rompu que par les tremblements de terre qui viennent, chaque année, disloquer les églises et laisser sur les murs des maisons neuves des lézardes en forme d'éclair.

Le Monte-Alban, qui surplombe Oaxaca, porte les ruines d'une cité archaïque, où des fouilles récentes ont fait découvrir, dans un souterrain, des momies accroupies, couvertes de joailleries d'or et de jade, intactes. Du sommet des pyramides qui marquent l'est et l'ouest, le nord et le sud de cette nécropole lentement défouie, l'œil embrasse toute la vallée zapotèque, murée par la sierra jusqu'aux temples de Mitla.

Peut-être parce qu'ils reposent en plaine, les groupes de Mitla ont-ils moins de grandeur et de mystère que les ruines de Monte-Alban. Mais l'art des premiers Zapotèques s'y révèle

avec plus de richesse et d'invention décorative dans les grecques qui recouvrent les parois des temples.

Entre ces deux cités mortes, la vallée d'Oaxaca, ce couloir d'invasions et de migrations, a la vie mouvante des plaines riches. Les Zapotèques, qui sont, comme les Mistèques, de type mongolique, n'ont pas la rudesse montagnarde de ces derniers. Les femmes, plus pâles de teint, ont plus de grâce dans l'allure, de recherche dans le vêtement. Rarement il me sera donné de voir visages d'enfants plus ouverts, plus souriants que dans les vingt ou trente villages de notre journée finale.

Toutes les remarques faites sur l'éveil des communautés indiennes dans la Misteca, sous l'impulsion des missions culturelles, s'appliquent à la région zapotèque. A quoi bon le redire? Cependant, de ces dernières journées de voyage, sur-nage un souvenir plus brillant que les autres.

Une vaste forteresse au centre d'une plaine nue, sous un ciel étincelant où errent de gros ballons de nuages pleins de lumière. C'est Cuiatlan, ancien monastère, transformé en école normale. Ce ne sont que murailles, donjons, tours, coupoles; mais, au centre, un large *patio* fleuri. Les salles capitulaires, les chapelles sont des dortoirs, des salles d'étude. Les cloîtres retentissent de cris. Soudain, d'entre les créneaux d'un chemin de ronde, sortent de fantastiques guerriers; en plein ciel, leurs hautes coiffes de plumes rouges et blanches balayant le soleil, ils agitent des casse-têtes, des lances...

Ce sont les guerriers de Montezuma qui vont affronter les troupes de Cortès... dans un *baile* traditionnel. Hélas! le patriotisme mexicain a refusé à Cortès ses volontaires. La troupe s'est engagée tout entière sous les armes aztèques. Finalement, pour les besoins du ballet, les légions des *conquistadores* sont représentées par un petit enfant qui mangrée, — et que Montezuma conduit par la main.

MARC CHADOURNE.

HERMANN GÖERING

LE BRAS DROIT DU CHANCELIER HITLER

ON a beaucoup parlé depuis dix ans, et davantage encore depuis dix semaines, du parti hitlérien. Mais la masse des études parues sur ce sujet paraît avoir surtout servi à montrer combien il est difficile de faire entrer dans des formules doctrinales, le secret d'un mouvement qui est avant tout une extraordinaire manifestation de vie.

Il m'a été donné d'observer le mouvement national-socialiste en Allemagne, à des époques bien différentes. Dans les six derniers mois, je peux dire que j'ai suivi jour par jour sa dernière bataille, un instant désespérée, puis, brusquement victorieuse. Eh bien ! je ne serais pas capable de mettre noir sur blanc honnêtement les idées qui ont fait cette victoire.

Cette victoire a été conquise par tous les moyens, par des hommes des types et des esprits les plus différents, mais que réunit un trait commun : la force brutale du caractère.

C'est comme exemple du caractère des chefs grands et petits du mouvement national-socialiste que je voudrais essayer d'exposer ces quelques notes sur M. Hermann Göring.

J'ai vu M. Göring pour la première fois, le 6 décembre 1932, à la rentrée du Reichstag qui suivit l'arrivée au pouvoir du général von Schleicher.

C'était une belle journée pour lui. Sans doute, son parti venait de perdre des voix aux élections de novembre, mais qu'est-ce que 1 million 700 000 voix sur 13 millions ? et puis le commandant Göring n'est pas homme à s'émouvoir des fluc-

tuations inévitables de la foule. Ce « césarien », comme l'appelle un fameux journaliste de Prusse, sait de longue date que seuls comptent les partisans solides. Et ceux-là, il les conservait, serrés derrière lui. Il sentait si bien leur force intacte dans le désarroi du pays, qu'il venait de convaincre son chef et son ami, Hitler, de repousser au dernier instant les offres du général von Schleicher. « Pas de partage des ministères, avait-il dit, pas de compromissions. Hitler à la Chancellerie, tout le pouvoir aux nationaux-socialistes, ou rien. » Et maintenant on allait le réélire à la présidence du Reichstag.

Mais vraiment le réélirait-on? Bénéficierait-il une fois encore de la coalition des communistes et de ses propres amis, décidés à empêcher l'élection d'un candidat nationaliste conservateur?

Je le regardais avant le scrutin, assis à son banc, à droite, tout en bas, avec ses cent quatre-vingt-dix députés-soldats derrière lui en lourd triangle brun. La chemise molle, bouffant sur la ceinture de cuir, le col bas, cravaté de la croix de l'ordre « Pour le Mérite », accentuaient l'impression qu'il donne naturellement, d'une puissante bête sanguine. Quelque chose d'un terre-neuve, d'un lion, et qui manquerait d'air et d'espace.

Mais le voici nommé! En une seconde il est à la tribune présidentielle, tout pâle et rajeuni d'émotion, pareil à ses portraits d'il y a quinze ans, à la tête de ses escadrilles. Posément, il remercie l'assemblée et, de satisfaction, il se lance dans une évocation des volontés populaires et des droits du Parlement qui, dans sa bouche, fait rire. Alors il rit lui-même, sans se troubler, rendant lazzi pour lazzi aux communistes.

La suite de la séance se déroule selon un plan évidemment prévu. On évite au gouvernement Schleicher nouveau-né un vote de méfiance; en revanche, on obtient la mise en liberté de quatre ou cinq parlementaires nazi emprisonnés pour jets de bombes ou autres jeux.

A ce moment, dans une tribune, au-dessus des chemises brunes, un petit homme crie. A-t-il crié *Rot Front!* — « Front rouge! » — le cri de ralliement des communistes? En tout cas, il a marqué que l'entente tacite qui semble régner ce jour-là entre les deux ailes extrêmes de l'assemblée le scandalise.

Rot Front! En une seconde, dans un grand bruit de bottes, les députés nazi sont debout, visages levés vers la tribune où l'on se bouscule pour mieux frapper le petit homme. Plusieurs d'entre eux s'engouffrent dans les couloirs afin de gagner cette tribune; des communistes font de même pour secourir leur partisan trop sincère. On entend un tintamarre de verre, de ferraille fracassée et l'on saura plus tard que c'est un des lustres de la salle des pas-perdus qui s'est effondré dans la bagarre.

Au milieu de ce hourvari, Hermann Göring est tranquille; et là, où d'autres parlementaires auraient la barbe au vent et les yeux hors de la tête, il attend, sûr qu'il saura reprendre en mains, le moment venu, son assemblée.

Suspension de séance. Puis reprise des discours. Le président du Reichstag considère, à ses pieds, le crâne de l'orateur à qui il vient de donner la parole. C'est le chef de la fraction communiste, M. Torgler. Dans trois mois M. Torgler sera dans une prison profonde, et M. Göring au pouvoir. Mais qui le sait? M. Torgler vitupère. M. Göring, maintenant, consulte l'agenda de l'assemblée et il complète l'examen de la photo de chaque nouveau député d'un rapide regard sur le modèle vivant, — avec une jumelle.

A droite de la tribune présidentielle, cinq ou six députés nazi viennent un à un s'aligner, l'oreille basse. Ce sont les punis de l'algarede récente. Parfois le président, — leur chef aussi dans la hiérarchie du parti, — les regarde du coin de l'œil avec une expression indéfinissable. Et le geste apaisant de son bras gauche tendu vers les communistes veut dire : Vous, vous ne perdrez rien pour attendre. Il répond à leurs brocards sans hâte ni colère par des blagues de régiment.

C'est que M. Göring, comme tant de ses camarades du parti national-socialiste, est avant tout un soldat. Un de ces Allemands classiques qui avaient leur alvéole toute préparée dans l'organisation impériale et que le traité de Versailles a frappés directement dans leur carrière personnelle en même temps que dans leur rêve national.

Né en 1893, sur une terre familiale, à Rosenheim en Haute-Bavière, Hermann Göring fut bercé, tout enfant, par les récits

de son père, dans un vieux château romantique, sur les contreforts des Alpes bavaroises. Ce père s'était battu à Sadowa et à Sedan. Plus tard, Bismarck l'avait nommé gouverneur de l'Afrique allemande du Sud-Ouest.

Cette éducation de fils d'officier, de fils d'un ouvrier de la plus grande Allemagne et puis ce voisinage des montagnes où il commença de grimper dès qu'il en eut la force, cette formation de jeune féodal en un mot, aide à comprendre les contrastes de cette curieuse figure : le terrible côté bulldog, et puis une certaine imagination et le goût des arts.

Naturellement, la guerre marqua pour lui, comme pour tous ceux de son âge, l'étape décisive de l'adolescence à la maturité. Élève de l'école des Cadets à Karlsruhe, puis à Lichterfelde, il passe en 1912 comme sous-lieutenant au 112^e régiment d'infanterie. C'est avec cette unité qu'en 1914 il fait l'expérience du feu à Mulhouse et dans nos forêts des Vosges, à la Chipotte et à Baccarat. Mais dès le début de l'hiver, une crise de rhumatisme articulaire l'arrête. Il se démène sur un lit d'hôpital, lorsque son ami Lørzer lui apporte la solution. Lørzer est un pilote d'avion tout récemment breveté. Il réussit à emmener Gøring avec lui, d'emblée, comme observateur. Cela à la suite d'un certain nombre d'aventures qui touchent à la farce, et où les deux compagnons dépouillent un aviateur du nom de Ziegler de l'avion militaire battant neuf que lui destinait l'usine Aviatik. Les trois hommes devaient se retrouver plus tard à la direction du parti national-socialiste et plus tard encore à la tête de l'aviation allemande. Mais ceci est une autre histoire. Pour l'instant, Gøring et Lørzer, grevés d'un certain nombre de jours d'arrêts, sont affectés à l'escadrille d'observation n° 23, appartenant à la 5^e armée, l'armée que commande le kronprinz. C'est là, devant Verdun, dès l'hiver de 1913, que les deux camarades commencent à se distinguer, car Lørzer deviendra un as fameux, comme Gøring. A mesure qu'ils acquièrent dans leur arme une certaine renommée, ils ont avec le chef suprême de la 5^e armée quelques contacts dont il est facile d'imaginer l'influence sur leurs esprits. C'est le kronprinz lui-même qui les décore ensemble de la croix de fer.

Devenu pilote, et pilote de chasse, Gøring a de nombreux combats ; il est blessé et même « descendu » en novembre

1915. Mais il se remet et continue. En 1917, il se voit confier le commandement de l'escadrille de chasse 27. Plus d'un combattant allié se souvient de cette escadrille dont les avions peints de carreaux blancs et noirs l'avaient fait baptiser sur le front français : « les damiers », tandis que les Anglais l'appelaient comme le whisky : « Black and White ».

En mai 1918, Goering reçoit de l'Empereur sa décoration de l'ordre « Pour le Mérite », la plus haute distinction militaire prussienne. En juin, il prend le commandement du groupe d'escadrilles du fameux commandant Manfred de Richthoffen qui vient d'être tué ainsi que son successeur Reinhardt. M. Goering se trouve chez lui dans l'atmosphère de bravoure sauvage créée par l'as des as allemands, en face de nos aviateurs chevaleresques et du cran sportif des Anglais. On sait que Richthoffen avait fait tapisser sa chambre de débris de tous les avions abattus par lui. La table était faite d'hélices brisées, le lustre d'un moteur en étoile. Je n'ai pas demandé si M. Goering lui aussi dormit parmi ses trophées sanglants; mais, ce qui est certain, c'est qu'il sut alors, comme il sut depuis, entraîner les hommes et nourrir la sombre rêverie germanique.

Quand vient l'effondrement de l'armée allemande, cet effondrement dont jamais il ne conviendra qu'il est dû à une défaite militaire, il emmène les survivants de son groupe de chasse à l'intérieur du pays pour éviter de livrer ses avions selon les termes de l'armistice. A Aschaffenburg, ce pénible exode se termine : ses hommes sont démobilisés. Un conseil de soldats révoltés survient aussitôt de Würzburg, pour exciter contre le commandant ses subordonnés devenus libres. Comprendons à ce trait les haines et les rancunes qui depuis 1918 divisent les Allemands.

Mais les révolutionnaires plaident sans succès. Goering réunit alors ses officiers, ses hommes, ses fidèles compagnons de combat et voici ce qu'il leur dit en guise d'adieu : « La lutte par les armes est finie. La lutte des principes, des mœurs, du caractère va commencer. Si nous avons perdu notre patrie, nous saurons la regagner. Notre amour pour elle a été notre force, notre gloire et notre couronne. Allons-nous maintenant laisser jeter cette couronne aux ordures ? Non ! » Les habitants de la ville, dit-on, se pressaient pour écouter cette harangue romantique. En tout cas, on peut voir aujourd'hui

une plaque commémorative dans la salle où elle eut lieu. Notons cette scène et cette plaque. Elles marquent le départ d'un des premiers ruisseaux qui feront, quinze ans plus tard, le fleuve national-socialiste.

Mais les grands sentiments ne nourrissent pas leur homme. Tout au moins au début. Le commandant Gœring, comme tant d'autres as de la guerre dans tous les pays, est sans emploi. Sa fortune diminuée comme celle de tant d'autres, et de moins prodigues que lui, ne lui permet pourtant pas le loisir. En décembre 1919, il passe au service de la compagnie d'aviation « Svenska Lufttrafik » en Suède. Le hasard d'un atterrissage forcé dans le nord, un soir d'hiver, près du château de Rockelstadt où il est accueilli, lui fait rencontrer une jeune fille suédoise, la Freiin Karin von Fock, qu'il épousera.

Il semble que l'association de cette jeune femme à sa vie ait été décisive pour M. Gœring. M^{me} Gœring entra dans les pensées de son mari, qui se trouvait, grâce à elle, dégagé des obligations d'une besogne étroite. Elle s'associa à ses projets de libérer l'Allemagne des servitudes de Versailles, des hommes et des idées de Weimar. Ils reviennent en Bavière en 1921. Gœring mesure avec effroi la pauvreté d'idéal, l'étroitesse d'horizon de ses compatriotes retombés dans leurs ornières individuelles. Il sent que de tous les problèmes qui se posent pour sa patrie le plus pressant c'est celui de l'unité.

L'unité! *Einheit!* Il observe, il travaille. Il suit des cours d'histoire et d'économie politique à l'Université de Munich. Il découvre Kleist, Bismarck, Napoléon. Il rêve d'une révolution, « mais d'une révolution créatrice d'ordre ».

Où a-t-il trouvé ce mot de Napoléon : « Les Allemands ne sont pas une nation, ce ne sont pas les Gascons »? Toujours est-il qu'il y rêve. « Napoléon, dit-il, a peut-être raison à son point de vue. Mais les Allemands ne sont pas les Français et chez nous une révolution n'est possible que si elle réunit bourgeois et paysans, généraux et ouvriers. Ça, ce serait une révolution véritablement allemande! »

Tout cela est assez confus, mais on y distingue pourtant que le patriotisme impérial, à la prussienne, est le point de départ d'une conception politique et sociale nouvelle, pour laquelle le socialisme ne saurait jamais être qu'un moyen.

* * *

C'est alors que Gœring rencontra Hitler.

Un dimanche, à Munich, sur la Place Royale. On proteste contre la livraison aux alliés des grands chefs de guerre allemands. Gœring est venu à cette réunion, en uniforme. Il entend des discours quelconques, de maires, de présidents d'unions, de dignitaires locaux. Tout à coup quelques hommes en *Windjacke* (veste de chasse) crient : « La parole à Hitler ! »

Pour Gœring, à cette seconde, Adolf Hitler, c'était encore comme pour tout le monde, sauf quelques racistes, un fanatique sans avenir.

Mais voilà que le fanatique, à son étonnement, refuse la parole. Il dit simplement : « Je ne veux pas troubler votre protestation commune. Vous êtes unis. Si je parlais, mes paroles seraient si profondément différentes de toutes celles qui viennent d'être prononcées que votre union disparaîtrait. »

Gœring s'approche d'Hitler. Il regarde ce soi-disant fou, qui se montre si sage. Il ne lui parle pas encore. Mais il dit en rentrant à sa femme : « J'ai vu un homme étrange. »

Deux jours plus tard, il entend un discours d'Hitler, il cause avec lui. Cette fois, il dit à sa confidente : « J'ai trouvé le chef de la libération allemande. Je suis à lui, peau et cheveux. »

Or Hitler, lui, dans ce même moment, cherchait un homme. Il s'agissait de prendre le commandement des *troupes d'assaut*, devenu trop lourd pour lui, à côté de ses autres tâches. Depuis quelque temps déjà, Hitler s'efforçait de découvrir un entraîneur d'hommes parmi les commandants fameux des sous-marins ou des escadrilles d'aviation de la guerre. On peut dire que le chef du légendaire groupe de combat n° 3 lui tombait du ciel.

Au travail maintenant ! En décembre 1922, les voilà ensemble à Nymphenburg, près de Munich, entourés d'une jeunesse ardente. M. Gœring se consacre au développement des « troupes d'assaut » nationales-socialistes. On a des fusils, des mitrailleuses, des camions. On s'entraîne. On bafoue les commissions de contrôle interalliées. On prépare la prise du pouvoir.

Il ne s'agit pas ici de retracer les étapes du parti national-socialiste, mais de tâcher d'éclairer des visages d'hommes.

Le 9 novembre 1923, — notez le choix de la date symbolique, — la tentative de coup d'État menée à Munich par Hitler, Ludendorff, Gœring, Gregor Strasser et les autres, est brisée sous une rafale de mitrailleuses, place de l'Odéon. Hitler est emprisonné. Gœring, grièvement blessé, objet d'un mandat d'arrêt et de la confiscation de ses biens, réussit, malgré ses souffrances inouïes, porté à bras d'hommes par des sentiers de chasseurs, à franchir la frontière du Tyrol. Sa femme, bien qu'atteinte d'une fluxion de poitrine, l'accompagne. L'Autriche menaçant de l'extrader, il passe bientôt en Italie. Il est recueilli à Venise par un compatriote, le propriétaire de l'Hôtel Britannia, sur le grand Canal. Et c'est là, puis à Rome, qu'il noue quelques-unes des amitiés et qu'il se précise à lui-même certains des sentiments qui, plus tard, pèseront d'un si grand poids dans les relations germano-italiennes.

Quatre ans après seulement, en 1927, une amnistie lui permet de rentrer en Allemagne. Entre temps il a visité la Hongrie, la Pologne, les Balkans, et il a connu la gêne, n'ayant jamais beaucoup compté...

Nommé député aux élections de 1928 avec sept autres nationaux-socialistes, il réapparaît au Reichstag en 1930 avec cent dix de ses camarades. Voilà qui s'appelle avancer ! Il est maintenant le représentant politique attitré d'Hitler à Berlin, le chef suprême des sections d'assaut de l'ouest et chef de la fraction nationale-socialiste au Reichstag. Toutes les négociations, — et Dieu sait s'il y en a ! — entre le « mouvement » et le gouvernement du Reich se font par lui. C'est à ce moment qu'il brise la tentative du chef national-socialiste berlinois, Stennes, qui tentait de séparer les nazis de Prusse de ceux de Munich, c'est-à-dire d'Hitler. Son attitude dans cette circonstance grave resserre encore ses liens avec le Führer. Elle décide d'autre part de la carrière du jeune docteur Gœbbels qui va prendre, d'accord avec M. Gœring, la place de Stennes à Berlin.

Peu après l'affaire Stennes, en mai 1931, M. Gœring est envoyé à Rome par son chef, en visite officielle au parti fasciste. Il voit naturellement Mussolini. Mais il a aussi des conversations au Vatican. Sa thèse est que le parti nazi, respectueux du catholicisme comme du protestantisme, se tient sur le terrain du « christianisme positif ».

C'est alors que se place un incident caractéristique de cette vie violente. M^{me} Goering souffrait depuis longtemps d'une maladie des poumons que les dures conditions de la fuite de Munich et de l'exil avaient encore aggravées. Se sachant perdue, elle était retournée en Suède et son mari se trouvait près d'elle au début d'octobre 1931, lorsqu'un message d'Hitler leur arriva. Le Führer était convoqué pour la première fois chez le président Hindenburg. Le vaincu de Munich, le petit peintre autrichien, chez le maître du Reich ! Pour cette entrevue capitale, il avait besoin de Goering. Celui-ci hésitait. « Va », lui dit sa femme. Il ne devait pas la revoir. Mais les proches qui assistèrent la jeune femme dans son agonie rapporteront à son mari ses suprêmes paroles : « S'il veut remplir mon dernier vœu, avait dit M^{me} Goering, qu'il continue à employer toutes ses forces à rester le collaborateur le plus fidèle de son Führer. »

Avec le Führer, Goering se présente devant le Président du Reich. La jeune Allemagne des combattants aborde la conversation directe avec la vieille Allemagne prussienne et impériale. Que fut cet entretien ? Le vieux serviteur des Hohenzollern et du pangermanisme qui s'était fait, dans la crise de 1923, le protecteur de la République, pour sauver en réalité l'unité même de l'Allemagne et réserver à ses idées, peut-être à ses maîtres, des chances de meilleur avenir, ce vieux serviteur réussit-il à faire comprendre aux jeunes impatients de la résurrection nationale le rôle immense qu'ils pourraient jouer ensemble, lui et eux ? Quels projets s'ébauchèrent, quels gages furent échangés, quels différends subsistèrent ? On ne le sait pas encore. Mais, quoi qu'il en ait été, le rôle de M. Goering dans cette conversation et dans les relations qui suivirent fut sûrement de tout premier plan, car ses qualités d'officier et d'homme du monde le mettaient en grâce auprès du vieux chef prussien, aristocrate, nécessairement prévenu contre le plébéien, contre le simple soldat, contre l'Autrichien Hitler.

Durant les quelques séances du Reichstag qui suivent cette période, on prépare activement la chute du cabinet Brüning. Il semble bien que sur ce point le maréchal, Goering et Hitler se soient trouvés d'accord. Le premier ne pouvait pas voir d'un bon œil un ministre catholique à la veille d'obtenir certains

grands succès de politique extérieure. Les seconds sentaient approcher le moment d'aboutir à tout prix.

Mais sur les voies et moyens de préparer le remplacement de M. Brüning la querelle restait ouverte. Elle remplit toute l'année 1932. Élections présidentielles où Hitler se présente finalement contre le vieux maréchal qui ne s'est pas résolu encore à lui faciliter l'accès du pouvoir; élections législatives; élections communales. L'éloquence passionnée de M. Gœring secoue la foule. Les thèmes en sont simples, romanesques, du plus pur esprit allemand. Ils visent à la grandeur, parfois ils n'atteignent qu'à la force, mais jamais ils ne sont bas.

Un des collaborateurs de M. Gœring, M. Sommerfeldt, a noté tout au long une de ses harangues de réunion publique où l'on retrouve l'essentiel de ce que j'ai souvent entendu de lui depuis :

« Une courte période nous sépare encore de la seconde qui fixera le destin allemand. Le peuple allemand devra décider si une nouvelle histoire de l'Allemagne peut commencer ou bien si elle est parvenue à sa fin irrévocable. Le jour vient où il faudra dire *oui* ou *non*, dire si la catastrophe de novembre 1918, si la misère des treize dernières années, doit conduire au chaos, à l'anéantissement sous la vague bolchéviste, ou bien si une nouvelle ascension doit porter le peuple allemand à la suite de l'histoire glorieuse de ses pères.

« Le peuple allemand que j'aime du plus profond de moi-même, de toutes les fibres de mon cœur et de toute mon âme, jugera lui-même le système qui le jeta dans les fers ignobles de l'asservissement intérieur et extérieur. La protestation du peuple allemand martyrisé sera une formidable révolte contre la torture physique et morale que l'Allemagne a subie depuis treize ans.

« Le peuple se lève ! Il veut la liberté au dedans et au dehors. Nous autres, nationaux-socialistes, nous avons été les inlassables accusateurs publics au nom du peuple. Nous accusons le système (de Weimar), nous accusons les partis qui l'ont créé, les hommes qui le représentent. Nous avons secoué le peuple de sa torpeur ; nous veillerons à ce qu'il ne puisse plus être endormi ni trompé par des mensonges qui ont toujours amené de nouveaux malheurs.

« Nous avons travaillé sans cesse pour former un peuple

nouveau et le ciel bénira ce travail immense, depuis le dernier homme des troupes d'assaut jusqu'à notre Führer, tout en haut, parce que Dieu ne veut pas qu'il y ait au monde des esclaves !

« Comment a-t-on fait du bien le mal et du mal le bien, comment a-t-on ruiné, anéanti, piétiné dans la boue tout ce qui était sacré pour le peuple allemand ? Comment a-t-on défiguré les grands exploits de l'histoire allemande ? Maintenant qu'ils se sentent pris à la gorge, les hommes de ce système pensent à se tourner vers celui qui a gagné la grande victoire de Tannenberg et sur lequel, hier encore, ils versaient leurs injures.

« Je dénie à ces hommes le droit de se réclamer d'un passé qu'ils ont trahi et qui jamais, d'ailleurs, ne leur a appartenu. Je demande au contraire aux hommes de ce système : quel était donc votre programme pendant les treize années de notre ruine ? Lequel de vos nombreux programmes vous a donné le droit de saper et de renverser un État d'ordre et de travail honorable et sans tache ? Qu'avez-vous donc su mettre à la place de la vieille Allemagne ?

« Vous nous opposez ce que vous êtes, dites-vous, en train d'accomplir. Vous prétendez que nous jetterions le désordre dans l'économie. Oubliez-vous que vous avez déjà presque détruit l'économie allemande ? Vous dites que nous détruirions les finances, et c'est vous qui avez vidé les caisses ! Vous dites que nous ferions l'inflation, et ce sont vos hommes qui ont provoqué hier la pire des inflations qu'un peuple ait jamais subie ! Vous dites que l'étranger menacerait l'Allemagne si le national-socialisme venait à triompher, et c'est vous qui avez signé Versailles et le plan Dawes et la renonciation librement consentie de Locarno où vous reconnaissiez ce qui vous avait été arraché violemment par le diktat de honte, et vous avez mis le comble en livrant l'Allemagne à l'esclavage pour des générations, par le plan Young !

« Et maintenant, alors que des millions d'Allemands s'éveillent, alors que la nation se soulève, vous vous cachez derrière un grand nom historique !

« Dans leur peur les internationalistes, les pacifistes, les déserteurs et les embusqués de la socialdémocratie, et le Centre allié au marxisme dressent un maréchal de camp prussien sur leur bouclier. Voyez donc cette folie : le nom de Hindenburg

sur des transparents rouges ! Toute la profondeur de mensonge du système apparaît là. »

On peut faire plus d'une réponse à ce discours. On peut ne pas aimer ce qu'il y a de démagogie dans cette puissante éloquence. Mais pour moi, qui vois ici, d'assez près, son auteur et le milieu tout entier d'où elle jaillit, je sais qu'elle traduit bien fidèlement ce qui a fait ces derniers mois la force et la victoire du mouvement national-socialiste.

Ce mouvement sur les doctrines duquel on a tant discuté parce qu'en réalité il n'a pas une doctrine, mais plusieurs, ce mouvement qui est à la fois socialiste et traditionaliste, qui comprend des anciens combattants et des enfants de dix-sept ans, a su se rapprocher assez du vieil idéal national pour tenter et pour réussir la manœuvre que voici : s'élancer au secours du vieux Maréchal-Président, prisonnier de la Constitution et du personnel de la République, l'en sauver, peut-être malgré lui, et l'entraîner dans l'action nationale-socialiste.

Ce qui a rendu *possible*, sous la pression des événements, le rapprochement officiel du Maréchal-Président et du mouvement hitlérien, c'est que, de toutes les tendances divergentes de ce mouvement, on a su, le moment venu, faire prévaloir celle qui pouvait le mieux convenir au Maréchal, à son entourage, aux besoins immédiats de l'État et aux circonstances générales. Cette tendance, c'est la tendance à l'ordre, à l'esprit militaire, à l'unité nationale, en un mot le retour à l'esprit prussien.

Le Maréchal et ses amis, les Meissner et les Papen, les nationalistes de Hugenberg et ceux du Casque d'acier pouvaient tolérer l'alliance avec les nationaux-socialistes dans la mesure où ceux-ci acceptaient d'être, au pouvoir, avant toute autre chose et malgré plus d'un paragraphe de leur programme, les sauveteurs du prussianisme menacé.

Or, cette prussification fut la tâche de M. Gœring.

Pour Hitler, Allemand du Sud, de formation plébéienne, sans relations anciennes avec le monde prussien et sans sympathies naturelles avec lui, une telle évolution n'offrait pas de facilités. Il pouvait certes la concevoir et l'accomplir, grâce à cet instinct sûr de la politique et des hommes dont il a fait preuve souvent. Mais combien elle était mieux adaptée aux facultés du commandant Gœring !

Le socialisme de l'ancien commandant du Groupe d'avions de chasse Richthoffen avait toujours eu quelque chose de condescendant, une sorte de fière camaraderie militaire où l'esprit démocratique n'avait vraiment rien à voir. Mais pour l'esprit prussien, pour l'« esprit de Potsdam », quel meilleur ouvrier dans le monde que ce fils d'un officier distingué par Bismarck, et d'un organisateur de colonies, que cet as de la guerre, décoré des plus beaux ordres de l'Empire, et qui avait eu l'honneur, à peine âgé de vingt ans, de prendre des repas entre deux batailles à la table du Kronprinz?

« L'Allemagne est un peuple, ce n'est pas encore une nation. » La vieille pensée qui le tracassait après la défaite de 1918, dans les lentes préparations du mouvement de relèvement national, M. Goering la porte toujours au premier rang de ses soucis à son arrivée au pouvoir.

Le soir du 30 janvier, pendant les manifestations inoubliables qui suivirent la formation du ministère Hitler, il est auprès de son chef, à la fenêtre de la Chancellerie, non loin du vieux Maréchal. Et c'est lui qui adresse au pays, cette même nuit, les premières paroles officielles du nouveau gouvernement :

« Tandis que je suis là, devant le microphone, des centaines de milliers d'hommes se pressent dehors, sous les fenêtres de la Chancellerie d'Empire, *dans une unanimité qui ne peut être comparée qu'à celle du mois d'août 1914, alors que de même une nation entière se levait pour défendre tout son bien.* Le 30 janvier 1933 restera dans l'histoire d'Allemagne *le jour où la nation s'est retrouvée*, où elle a rejeté la douleur et la honte des quatorze ans passés. Aujourd'hui sera le jour où nous commencerons un chapitre nouveau, celui de la liberté, de l'honneur, de l'union, fondements de l'État nouveau. Nous ne remercions pas seulement le chef de notre grand mouvement, mais aussi le vénérable maréchal de Hindenburg qui a aujourd'hui conclu un pacte avec les jeunes générations... »

M. Hermann Goering est ministre du Reich, président du Conseil prussien, commissaire du Reich à l'aviation, président du Reichstag. Par ses attributions, — plus encore parce qu'à la place d'Hitler, de plus en plus accaparé par les soucis de la politique générale, il devient le chef direct du mouvement

national-socialiste, — M. Goering est maître souverain de la politique intérieure en Allemagne.

Et ma foi, depuis deux mois, on s'en est aperçu.

Épuration des administrations, suppression de l'opposition politique, préparation des élections, lutte contre le marxisme, tout cela est son œuvre directe. Mais aucune de ces tâches n'est menée pour elle-même. Elle se place dans le cadre d'une grande action d'ensemble : la construction de l'unité du Reich, d'une unité étroite assurée par la force et telle que Bismarck lui-même n'osa jamais la rêver.

« L'Allemagne, écrivait tout récemment un biographe officiel de M. Goering, l'Allemagne saura bientôt que le ministre Goering n'a pas pris le pouvoir en Prusse pour y appliquer la justice, mais pour y faire une politique. Une politique sans équivoque, une politique prussienne-allemande, absolument nationale...

« Il n'attache vraiment pas le moindre prix aux conquêtes morales qui ne sont rien, a dit Bismarck, sinon l'espoir que d'autres feront pour nous ce que nous n'osons pas faire nous-mêmes. Il ne se cache derrière aucune décision du ministère ; il ne craint aucune bureaucratie ; pour lui, il n'y a pas d'acte dont personne ne soit responsable. Il se sent seul responsable de tout ce qui se fait en son nom. Responsable devant son peuple, responsable devant son Dieu. Il est le soldat, doué du courage civique, et un homme, plus Dieu, ça, c'est l'autorité !

« Le ministre Goering a l'autorité ; il l'a par son long effort, par sa volonté farouche : c'est pourquoi, en Prusse, sa parole fait loi. »

On voit le ton de M. Goering ou le ton qu'il laisse prendre par ceux de ses collaborateurs qui le mettent en rapports avec le grand public allemand. Il ne s'agit pas de savoir ici ce que nous en pensons, nous étrangers. Encore moins s'agit-il d'en sourire, car derrière cette grandiloquence il y a la force du succès.

* * *

Ce succès continuera-t-il ? On serait tenté de dire oui, si une politique ne risquait d'être brisée que par des hommes. M. Goering a déblayé l'Allemagne des hommes qui pouvaient la menacer. Mais il y a les conditions générales de la vie des

peuples. Et il y a les sanctions des fautes que l'on commet soi-même...

Quoi qu'il en soit, il est encore trop tôt pour essayer de peser les chances d'avenir de la politique nationale-socialiste.

Depuis le 30 janvier, j'ai vu M. Goering entrer dans le Reichstag en flammes et en ressortir, terrassant le communisme; je l'ai vu sur les Linden, saluant de sa main puissante des cortèges d'enfants enrégimentés sous les bannières à croix gammée; je l'ai vu au Palais des Sports, le front appuyé à la tribune où parlait le chancelier Hitler et réfléchissant. Je l'ai vu défilér, le képi enfoncé, roulant ses larges épaules, à la tête de cette même police qui l'étendait, il y a dix ans, blessé sur le pavé de Munich. Je l'ai vu enfin, dans son appartement du Reichstag, s'efforçant de nous démontrer le bien fondé de sa position au sujet des israélites en même temps que l'inexactitude de certaines nouvelles répandues à l'étranger. Il parlait éloquentement, d'une façon assez persuasive, quoique avec ce soupçon de bravade qui semble faire partie de sa verve et de son intelligence même.

Il ajouta qu'il était au courant des lettres et des téléphones de tous les journalistes étrangers en séjour à Berlin, qu'il avait bien voulu, jusqu'à ce jour, n'en pas faire état, mais que la patience allemande avait des limites.

Le curieux homme! et si caractéristique de sa race! Si je devais avoir une opinion sur ses trois mois de présence au pouvoir, je dirais qu'il s'y est grandi, qu'il a pris la toute première place derrière Hitler, mais qu'il s'y est durci d'une façon excessive.

On raconte, — et si l'histoire n'est exacte, elle est du moins jolie, — que M. Goering avait conservé du temps de la guerre une fidèle amitié. C'était pour un remarquable pilote de son groupe d'avions de chasse. Mais, dans le civil, ce héros se trouvait être un petit tailleur israélite. M. Goering conserva son amitié à cet ancien compagnon de guerre pendant les quatorze ans de lutte du national-socialisme et l'on pouvait voir quelquefois sa voiture arrêtée sans vergogne à la porte de son ami. Mais le jour qu'il vint au pouvoir, très simplement, jugeant qu'il ne s'appartenait plus à lui-même, M. Goering rompit avec son camarade. Voilà qui marque bien la conception mystique que se fait un tel homme de son rôle, son goût du surhumain, sa solitude.

Une photographie, publiée le lendemain de son arrivée au pouvoir, le représente chez lui, derrière une table de chêne, adossé à une tenture unie, ornée d'une seule grande épée allemande, nue, accrochée verticalement comme une croix. Deux flambeaux d'argent massif portant deux gros cierges éclairent une image de M^{me} Gœring et, devant elle, quelques fleurs. La figure du ministre, vêtu de l'uniforme brun, est grasse, magnifique et triste.

On me dit que sur les murs de cette pièce, que l'image ne montre pas, je pourrais voir les portraits de Frédéric le Grand, de Mussolini, de Guillaume II, du Kronprinz, du fameux commandant Manfred de Richthoffen et seul en face du bureau, sur un panneau réservé, celui de Napoléon I^{er}.

Quelle pensée intime se cache derrière ce regard de Hermann Gœring, et sous les objets qui ornent, comme autant de symboles, cette pièce familière ?

Y a-t-il tout au fond de cette âme jusqu'ici sans repos une pensée pour la paix ? L'idée d'une étape au bout de laquelle interviendront enfin les apaisements nécessaires au recueillement, à l'apaisement, à ce que des millions d'hommes appellent le bonheur ?

Ou bien ce puissant Allemand ne rêve-t-il, aujourd'hui encore, que de faire monter sa patrie, à plein moteur, comme à vingt ans il cabrait son avion de combat ?

C'est la question que pose la France en regardant par-dessus le Rhin les premières manifestations au pouvoir de la grande communauté hitlérienne.

La réponse ne dépend pas de nous. Mais il dépend de nous que, quelle qu'elle soit, elle nous trouve prêts.

PHILIPPE BARRÈS.

LE SALON DE 1933

Puis-je commencer ce Salon sans donner d'abord un souvenir à celui qui l'a fait à cette place depuis plus de trente ans? Chaque année, avant le vernissage, dans le branle-bas inquiet du Grand Palais qui n'avait pas encore terminé sa toilette, où des lignes d'ouvrières agenouillées, la bouche pleine d'épingles, cousaient des tapis, on était sûr de rencontrer M. de la Sizeranne. Il arrivait de la Drôme ou du Var, en coup de vent, sentant le dehors et le grand air, ponctuel, brusque, curieux, autoritaire, fagoté à la diable, les yeux pleins de paysages qu'il comparait sans indulgence à ceux qui tapissaient les murs et dont il découvrait à l'instant les ficelles ou les truquages. Parmi ses confrères de la presse, occupés à prendre des notes, le nez plongé dans leur calepin ou dans leur catalogue, il passait, décisif, tranchant, les deux mains dans les poches, s'arrêtait, embrassait la salle d'un regard, avisait en deux secondes le morceau qui l'intéressait et fondait sur sa proie. Nous échangeons quelques paroles, rarement sur nos impressions : c'était le secret professionnel. Mais il ne s'attardait pas longtemps à bavarder. Bientôt il nous quittait, les épaules remontées et le visage en l'air (il s'occupait moins de la cimaise que des rangs supérieurs, où peut se nicher l'oiseau rare) et nous regardions sa silhouette oblique s'éloigner, poursuivant sa chasse, comme un homme que guide son flair et qui connaît bien son terrain fait lever le lièvre et remplit sa gibecière, devant une équipe de fusils dépités et bredouilles.

Le lecteur se souvient encore de ces pages si personnelles, qui font date dans l'histoire des Salonnières, et où il avait le talent de substituer chaque fois, à l'ennui d'un palmarès,

une étude neuve, originale, sur quelque sujet qu'il inventait : tantôt c'étaient les peintres de montagnes, tantôt la manière de peindre l'eau, et ce que l'élément liquide offre de ressources pittoresques, depuis la nappe marine ou les rivières d'idylle jusqu'à l'asphalte mouillé où se mirent les réverbères, et à la joaillerie des mares dans les ornières. Le Salon n'était plus qu'un prétexte à une causerie où il mettait surtout du sien, apportait ses souvenirs et ses observations. C'était une promenade en zigzag, pour parler comme son cher Topffer, un voyage où un cicérone érudit, courtois, jamais pédant, vous faisait les honneurs des choses en amateur et en homme du monde. Sur chaque chapitre on sentait qu'il en savait toujours plus long qu'il n'en laissait paraître, qu'il n'eût tenu qu'à lui de parler jusqu'à demain si le cœur lui en avait dit. Son charme était d'être toujours et partout M. de la Sizeranne : dure épreuve pour celui qui reprend la plume après lui, et qui sait mieux que personne qu'on ne remplace pas l'auteur du *Miroir de la vie*.

Je songe encore à un autre disparu. Il y a un an, en sortant du déjeuner rituel chez Ledoyen, nous suivions M. Paul Chabas dans l'immense piste verte et blanche du Grand Palais, sous le velum lauré des Artistes français. Le Président Doumer, venu de l'Élysée en voisin, souriait dans sa barbe cordiale : je vois encore son salut, le geste de bonne humeur avec lequel il répondit à l'hôte qui l'accueillait, geste vraiment naturel, gracieux, où s'accordaient le respect, l'estime, la familiarité, la conscience de ses origines et toutefois la dignité du chef de l'État. C'était la première fois qu'il accomplissait cette fonction. Gaiement, avec l'air de dire « Allons-y ! », il prit la tête du cortège. Peu ou point de police. Il paraissait heureux, en famille, si vert, si droit, si vigoureux. Huit jours après... On sait le reste. Comment s'empêcher d'y penser ? Un an seulement : comme tout va vite ! Et voici justement le fantôme qui reparait. M. Marcel Baschet n'a pas eu le temps d'achever son ouvrage : le modèle n'avait pu donner que quelques séances de pose. L'ébauche est là, pâle tache livide, comme une forme indécise qui se dessine sous un suaire : attitude offerte, la tête haute, le buste droit, les mains croisées derrière le dos, la personne debout devant le sacrifice. Pour une fois, l'art attentif, méticuleux de M. Baschet a été pris de court, interrompu

à mi-chemin de son travail : sa toile nébuleuse, inachevée, en garde un air d'apparition, l'aspect surnaturel de certaines figures de Greco, des ombres anxieuses de Carrière. On dirait que le spectre funèbre, épuisé par l'hémorragie, s'élève au-dessus du cadavre.

Dans la galerie officielle des Présidents de la République, cette image saisissante rappellera à l'avenir, au lieu d'un personnage protocolaire, la surprise, la soudaineté d'une destinée tragique. La piété nous incline devant ce revenant et nous force de murmurer à sa mémoire les vers stoïques : *Justum et tenacem...*

* * *

« C'est curieux, me disait un jour M. de la Sizeranne : chaque fois que s'ouvre un nouveau Salon, on commence par le trouver plus médiocre que le précédent ; et puis on se réconcilie, et on trouve autant de bonnes choses que les autres années. »

C'est ce qui arrive une fois de plus, et il faut avouer que cette constance est assez belle. Par ces temps de marasme et de doute, où toutes les valeurs s'effondrent, où rien ne va plus, comme on dit, l'artiste tient bon ; rien ne le décourage. Point de crise du talent. S'il est un endroit où « la séance continue », c'est ici. La France cultive son jardin, et ni les roses, ni les vignes ne s'occupent, plus que les artistes, des vicissitudes des affaires et des caprices du dollar.

Les anciens donnent l'exemple : depuis M. Henri Martin, toujours noble, jusqu'à M. Paul Chabas, toujours fin, délicat, qui ne se lasse pas d'être aimable. M. Lucien Simon s'est reposé de son vaste effort par quelques toiles enjouées et pleines d'un facile bonheur ; j'ai goûté particulièrement celle des *Saltimbanques* ; on y trouve un mérite qui se fait rare et n'est plus guère à la mode : l'esprit. Non pas une intrigue, une saynète, une petite comédie dont le spectateur est chargé de deviner le mot ; car en vérité on perdrait son temps, et rien n'invite ici, d'ailleurs, à chercher la *petite bête* ; mais cet intérieur de roulotte où des bohémiens se griment, la jeune fille demi-nue qui se maquille devant la glace, la table avec un litre, des fards et des restes de déjeuner, tout cela s'écrit sans insistance, se définit dans son jour exact ; c'est merveille

de voir comment le pinceau se débrouille dans ces choses complexes, dit tout sans en trop dire, et conserve à l'ensemble une apparence fleurie et une grâce de bouquet. Voilà ce qu'on appelle de la peinture spirituelle. Il faut décidément que les vieux la rappellent aux jeunes, un peu portés à l'oublier : rien de plus gai dans tout le Salon, que la jolie peinture de M. Jules Adler, intitulée *Mon vieux Luxeuil*, un tableau qui a l'intimité d'un portrait de famille, la bonhomie joviale, la secrète opulence d'un bon verre de bourgogne.

On retrouve avec plaisir ceux qui ont rang de maîtres, comme des amis auxquels on se garde de demander de changer : M. Edgar Maxence, volontaire, méditatif et taciturne, qui inscrit la mélancolie de sa lande bretonne dans une forme sans ombres et précise jusqu'à la sécheresse ; M. Albert Grün, pour qui l'exécution n'a pas de secrets, et dont la vieille *Soupière* est d'une pâte si cordiale et d'un si bel émail ; M. Pierre Montézin, qui nous rend la fraîcheur agreste de son vieux maître Quost. Mais ce qu'on cherche surtout ici, c'est moins des figures de connaissance que des signes de jeunesse et des promesses de lendemain ; c'est moins le passé que l'avenir, une garantie de continuité. Et il se trouve que l'année à cet égard est rassurante. Il y a, parmi les jeunes, trois ou quatre ouvrages qui sortent du pair et autant de noms à retenir.

Les *Jeunes filles au bord de l'eau* de M. Rolland Gérardin sont probablement l'ouvrage le plus important du Salon : il s'en faut que ce soit une œuvre agréable et d'aspect engageant, mais une certaine dureté dans ce sujet plaira mieux qu'un excès de mollesse. Le thème rappelle, si l'on veut, celui du fameux tableau de Courbet, les *Demoiselles des bords de la Seine*, mais sans aucune intention de satire ou de leçon : quatre corps, une étoile de formes féminines, jonchent la prairie ; deux sont assises, deux couchées ; l'une lit, l'autre rêve, la troisième se dévêt, la dernière est entièrement dévêtue. Le point de vue est pris de très haut, selon une perspective fréquente dans la nouvelle école, de sorte que l'horizon affleure le bord supérieur du cadre, comme dans les peintures chinoises ; le sujet semble pendre et se développer à la façon d'une tapisserie : tout l'objet du peintre est de rompre, par cette présentation, avec les habitudes de la vue ; il s'agit pour lui évidemment d'organiser un espace en y équilib-

brant des taches et des volumes selon un rythme décoratif.

Tout cela est d'une construction savante et concertée, encore un peu contrainte, comme un exercice de contre-point très difficile : on n'imaginerait pas tant de mathématiques et de géométrie, tant de problèmes abstraits en un mot, dans la peinture d'une corbeille de jasmins ou de jeunes filles. Ces préoccupations arides ne laissent pas pourtant de donner au tableau une tenue sévère et une indéniable grandeur ; on sent que l'auteur se défend comme de la peste des tentations de son sujet et des langueurs sentimentales. Sa toile est pleine de duretés, de petites gaucheries, de détails anguleux qui gênent et qui touchent à la fois chez un homme déjà si habile ; le ton est tenu volontairement dans une gamme un peu froide et des accords acides ; le peintre se refuse toute avance et se contient, sans empêcher que son tableau éclate d'audace et de puissance : il y a là une plénitude, un don de créer l'événement, une force expressive dans cette beauté gisante, comme une colonne à la renverse, sa belle tête dans le gazon, couronnée de ses bras, roulant devant le spectateur, enfin une hardiesse, une invention plastique qui présagent un grand avenir. Après de ce morceau si grave, du modelé le plus rigoureux, il y a des parties pleines de fougue, des gestes d'une grâce toute moderne, comme celui de la jeune fille qui fait glisser sa robe par-dessus ses épaules (au lieu de la laisser couler à ses pieds, comme faisaient les femmes de Stevens) ; et la nature-morte, le manteau écarlate, les gants, le chapeau de paille à ruban bleu, qui feraient envie à M. Bussière, témoignent de ce que pourra l'auteur le jour où, sans perdre sa force, il osera s'y livrer avec abandon.

La *Rue Galante* de M. Yves Brayer forme avec l'œuvre de M. Gérardin un parfait contraste : c'est un tableau plein de feu, tout ce qu'il y a de moins cérébral, assez mal bâti comme lignes, composé de figures debout, sans plus de lien entre elles que les poupées d'un jeu de massacre : tout se sauve par la beauté des tons. Le sujet n'existe pas : cette gitane à peau d'orange, toute nue dans un châle à fleurs, auprès d'un hidalgo à *sombrero* et à cape grise, forment un couple inexplicable qu'on n'a chance de rencontrer dans aucune rue du monde, fût-ce au *Parallelo* de Barcelone et dans ce qu'on appelle les quartiers de plaisir. Mais plus la donnée est gra-

tuite, plus il est permis à l'auteur de nous y entraîner à sa suite : cela n'a rien de raisonnable, mais l'ensemble a un caractère de caprice de Goya, la fille a la beauté du diable, et l'on admire la faculté qu'a le peintre (ou peut-être simplement la jeunesse) de prêter aux choses l'existence poétique et de voir, là où il les montre, les délices et les pommes d'or du jardin des Hespérides.

Il y a encore, parmi les nouveaux venus, deux ouvrages excellents, qui suffiraient à laisser le visiteur sous une impression aimable. Je ne puis dire quel plaisir m'a fait la charmante *Sainte Famille* de M. Édouard Collin : ce n'est peut-être pas une œuvre très originale et il serait facile d'y relever plus d'une réminiscence ; peut-être le charme du sujet est-il fait en partie de ce qu'il rappelle à la mémoire. Mais la composition est pleine de sentiment et depuis longtemps je n'avais pas vu une Vierge d'une beauté aussi vraiment suave ; il y a une qualité de colorations, une fraîcheur de bleus et de blancs irrésistible comme l'azur d'une matinée de mai, et sur la gorge de la Madone un triangle vert tendre, comme une pousse de muguet. C'est la palette de l'Ile-de-France. On pense (peut-être un peu trop) à un Louis Le Nain, avec des parties populaires dans le goût des *Borrachos* de Velazquez : cet air de famille espagnol n'est du reste pas étranger aux frères Le Nain eux-mêmes. Je sais peu de tableaux modernes qu'on verrait plus volontiers que celui-là sur un autel, dans une vieille paroisse de village, où il ne changerait rien, n'apporterait rien de plus nouveau que ne fait en y entrant la lumière de chaque jour, aussi bienvenue que celle de la veille. On aime cette tranquillité.

Dans une note plus austère, les *Adieux* de M. Genieis sont aussi un tableau très sobre, très émouvant, un beau glas, un deuil simple, sans ostentation, sans gestes, liturgique, en blanc et noir, un tableau à la Zurbaran, plein de recueillement, d'un dénuement funèbre : la monotonie des grandes choses, l'absence d'éclat, le sanglot refoulé, la psalmodie, la gravité de la prière des morts sous le ciel de crêpe.

* * *

Ce qui frappe, dans la physionomie du Salon, c'est cette modestie nouvelle. Si l'on se reporte seulement à vingt ans en

arrière, quelle différence ! Presque plus de toiles ambitieuses, plus de grandes « machines » : plus une seule de ces vastes tartines historiques ou allégoriques qui étaient autrefois la gloire de l'École. Il y a eu un temps où une visite au Salon, c'était faire le tour des fables et de l'histoire de tous les siècles. Plus rien de pareil aujourd'hui. Faut-il s'en prendre au déclin des humanités, aux difficultés, à la vie chère ? Il est certain que la peinture a changé de nature ; elle est moins encombrante, moins faiseuse d'embarras. Un tableau comme celui de M. Rochegrosse, son *Triomphe romain*, fait un effet de l'autre monde et paraît tomber de la lune (même s'il s'agit, comme je le soupçonne, d'une sorte d'*Alalà!* fasciste). Et mieux vaut ne rien dire de M. Henry Farré, qui a eu l'idée saugrenue de reproduire l'Arc de l'Étoile, grandeur nature, sans doute pour permettre à la police de retrouver l'original le jour où on l'aura cambriolé.

Hormis ces deux exceptions, la plupart des peintres se montrent économes de leur toile. Quand ils décorent, ils décorent modérément. M. Guillonnet et M. Georges Leroux se tirent adroitement d'affaire par des paysages. M. Fouqueray, dans sa *Gloire de Dupleix*, compose une fanfare de tons assez brillante, où l'on voudrait pourtant que les éléments pittoresques, comme le groupe d'éléphants, eussent quelque chose de plus massif et de plus imposant ; c'est plutôt la maquette d'une fête de Tiepolo, que la fête elle-même.

L'ouvrage le plus remarquable est assurément en ce sens celui de M. Untersteller, son tableau de *Metz au moyen âge* : dans ce genre périlleux de l'évocation historique, il est difficile de mieux faire. Le rôle essentiel est joué par les charmantes maisons à arcades de la place Saint-Louis : ce passé est encore debout, il nous impose sa présence et sa figure familières. Ce bandeau architectural, traité avec la conscience la plus exacte, dans un joli ton de pierre grise ou de coquille d'œuf, avec une fidélité, une soumission de primitif, assure le reste du tableau : les personnages, au-dessous, forment une seconde frise traitée en silhouettes incisives, découpées en tons vifs, dans des couleurs de miniature qui sont une vraisemblance de plus ; cette frise inférieure est rattachée au fond par de jolis épisodes, de petites scènes éparses et un peu décousues qui égaient la place et y jettent une lente animation, sous la douce lumière mes-

sine. Rien de plus ingénieusement discret : l'auteur ne cherche pas à produire l'illusion du réel, comme on ferait au cinéma; mais une fine bonhomie, beaucoup de goût, des choses de toujours, de vieilles façades, des bêtes paisibles qui ne sont pas plus d'hier que d'aujourd'hui, donnent une sensation de féerie, de *märchen*, où les costumes des bourgeois du *xv^e* siècle n'étonnent plus : la ville de maintenant retrouve son peuple d'autrefois, comme nous portons en nous tous nos « moi » successifs et toutes les figures dont est faite notre mémoire de nous-mêmes.

En dehors de l'histoire, il est un genre de scènes indéterminées, assez difficiles à classer, entre la pastorale et la mythologie, entre la poésie et la vérité, et qui consiste à exprimer simplement la sensation générale de la beauté de l'existence. Il va sans dire que la nudité est le langage indispensable d'un ordre d'émotions aussi unies et aussi nues. C'est, si l'on veut, la poétique des bacchanales de Poussin, où l'on attend que des corps, harmonieux par eux-mêmes, rendent par leurs groupes et leurs mouvements l'idée d'une musique. Naturellement une telle peinture ne vaut que ce que vaut le peintre : plus qu'aucune autre, elle a ses périls et ses risques de naufrage. C'est à la veille de la guerre qu'un artiste très intelligent, M. Jean Dupas, remit en honneur cette formule supérieure. Il fut suivi par M. de Poughéon. Et aujourd'hui encore, pour une partie de la nouvelle génération, il demeure le chef du chœur. Je n'ai pourtant pas l'impression qu'il soit sorti, de cette restauration un peu artificielle, quelque chose de bien vivant. Ni la *Paix* de M. Jean Jullien, ni le *Chant de la terre* de M. Émile Aubry, ni même la *Pastorale* de M. Robert Guinard (et celle-ci, en dépit de grandes qualités : les chèvres du premier plan sont superbes) ne sont autre chose que des œuvres estimables et glacées. M. Eugène Narbonne avait fait de son côté des tentatives dans le même sens, en se tenant toutefois plus près de Renoir que de M. Ingres : il semble n'être pas sorti encore de la période des tâtonnements.

Peut-être l'artiste qui approche le mieux de nous contenter, avec M. Jaulmes (dont il faut voir la belle tapisserie pour le salon de la Villa Velazquez), est-il une femme, M^{lle} Élisabeth Chaplin : elle garde du moins, dans ces recherches, une ver-
deur, une âcreté, une naïveté un peu amère de plante sauvage.

La nudité de ses figures n'est pas une convention : elles naissent ainsi, comme elles respirent. Ce n'est pas chez elles un artifice, c'est leur état, de même que leurs formes grêles sont l'expression un peu aigre d'une éternelle adolescence. Le nom de cette jeune femme est Jouvence. Sa couleur me plaît moins que la nuance ivoirée de ses toiles d'autrefois, mais c'est moi qui ai tort sans doute ; et c'est aussi qu'elle s'intéresse moins au charme de l'exécution qu'à sa passion du dessin rare.

A cet égard, l'A B C du langage classique, c'est toujours l'étude, ce qu'en jargon d'atelier on appelle l'académie. Elle tient une grande place au Salon. Citerai-je M. Biloul, M. Henri Royer, M. Xavier Bricard ? Les peintres ne prennent pas garde qu'il n'existe pas de sujet qui trahisse davantage son homme et qui plus sûrement nous livre ses secrets : s'ils le savaient mieux, la plupart, au lieu d'exposer ce qu'ils nous montrent, se hâteraient de le cacher. Ils croient que leur ouvrage est le portrait du modèle, mais c'est le reflet de leur visage ; pas de miroir qui dénonce ou accuse mieux ce que chacun a dans l'âme, et contienne de pareils aveux de mauvais goût, d'indélicatesse, de fadeur ou de vulgarité.

De toutes les études qui remplissent les deux Salons, bien peu échappent à ce reproche ; la meilleure, à mon gré, est celle de M^{lle} Christen, qui s'inspire un peu de Foujita, mais qui n'en a pas moins trouvé une grande forme, à laquelle une draperie noire donne un soubassement plein de noblesse, tandis qu'un bouquet de tulipes roses dans un vase et les fleurs stylisées d'un tapis du Caucase complètent l'accompagnement. Il faut mettre tout à fait à part le petit tableau de M. Alfred Giess qui s'appelle *l'Atelier* : c'est une peinture d'intérieur, extrêmement précieuse, où l'artiste s'est borné à peindre sa famille ; la femme coud auprès du poêle, un enfant joue, la bonne s'éloigne en portant un second bébé sur les bras tandis que, sur un divan, le modèle étendu se repose. Ce sommeil sur un drap blanc est une chose charmante. Plusieurs peintres, M. Madrassi par exemple ou M. Fontanarosa, qui ont tous deux beaucoup de talent, ont fait choix d'un thème tout semblable et de données presque identiques. Le tableau de M. Giess me paraît cependant l'emporter de beaucoup. J'en aime d'abord les dimensions étroites, le format de tableau « de genre », ce format délaissé, qui a suffi à tant

de chefs-d'œuvre, jusqu'à ceux de Degas ou de Vuillard, qui invite au secret, à l'exécution fine, et qui devrait être le préféré des maîtres intimistes. Et puis, cette peinture de tissu égal, mince et solide sans épaisseurs, qui exprime toutes choses aussi exactement et sans plus de bruit que n'en fait un Metsu ; enfin cette probité tranquille, cette façon pieuse d'aborder la nature, ce respect, cette tendresse, pour tout dire cette pureté. Il y a là un oubli de soi, qui fait de l'acte de peindre presque un acte d'adoration, et qui sans lyrisme, sans transports, par la candeur même de la forme et la limpidité du style, devient une poésie.

* * *

Avec les études, deux genres surtout se partagent les Salons : le portrait et le paysage. M. Zuloaga, après une absence de vingt ans, fait une double rentrée dans ces deux genres à la fois. Ceux qui ne l'ont pas suivi pendant cette longue éclipse reconnaîtront à peine, sous sa forme nouvelle, le jeune maître aux débuts éclatants d'autrefois. Finis, ses incendies de jaune de chrome et de vermillon ; il n'en reste plus que la cendre, éteinte mais non pas refroidie : toujours subsistent dans ce cœur violent la passion de la forme et le démon de l'expression. Il atteint aujourd'hui une sorte de rage, de paroxysme caricatural : soit dans le terrorisme de sa *Vue de Tolède* (si curieuse à comparer avec celle de Greco) où l'auteur compte les fenêtres avec la colère minutieuse de l'inspecteur du fisc ou de l'ange du Jugement, soit dans le baroque forcené de ses portraits de *Manuel de Falla* et de *Ramon de la Valle Inclan*, on ne peut méconnaître le fils du batteur de fer, le forgeron de Bilbao, qui a tordu les grilles dramatiques de Notre-Dame d'Atocha.

Portraits de personnages célèbres et de vedettes des lettres ou de la politique : *M. François Piétri*, de M. Pascau, ou le *Président Jeanneney*, de M. Adler ; *M. André Maurois* ou *M. Robert de Traz*, par M^{me} la duchesse de la Rochefoucauld (à laquelle nous devons déjà un intelligent *Valéry*) ; *M. Maurice Bedel*, par M. Ed. Collin ; *M. Georges Lecomte*, magnifique et retentissant, en grand costume, le chapeau en bataille, et justement récompensé de son amour pour la peinture, par M. Fougerat ; *M. de Chlapowski*, par son compatriote M. Czedeowski ; *M. Léon-Paul*

Fargue et S. M. Alphonse XIII, par M. Raymond Woog. Il est malaisé de faire un choix et de donner plus d'une ligne à tant d'œuvres recommandables. M. van Dongen est un artiste en vogue; il a une manière irritante, composée de pas mal d'épices, de dons de peintre, de goûts de couturier et d'une imagination d'impresario de *music-hall*; mais cette manière l'a quelquefois mieux servi qu'elle n'a fait cette année dans sa *Fraülein Erna*. M. Hugues de Beaumont, au contraire, fait des portraits qui sont des études de caractères. A travers un individu, il recherche le type. Aussi a-t-il peint peu de femmes, non qu'il soit misogyne, mais les femmes aiment qu'on les flatte : elles redoutent un peu les pinceaux de M. de Beaumont. Une, enhardi par ses cheveux blancs et son habit de diaconesse, a eu plus de confiance et n'a pas eu à le regretter : son portrait délicat, fier, argenté, nullement frivole, très sincère, est une des meilleures œuvres de ce peintre excellent. Parmi ceux que je ne connaissais pas, j'ai noté un portrait de femme, simple et charmant, de M. Ernest Mandler.

Le portrait des petits L..., de M. Paul-Albert Laurens, n'est qu'un portrait d'enfant, mais c'est une perle, une bluette ravissante. Elle est très digne de l'auteur, aussi juste de dessin que séduisante de coloris, et qu'on n'aille pas croire que je prenne cette petite toile à la légère : à combien peu d'artistes fut accordée la grâce de bien peindre l'enfance ! Mais ce serait faire tort à l'artiste que de le juger cette année sur une bagatelle : il faut ajouter à son œuvre et porter à son compte presque tout ce que j'ai nommé plus haut, et presque tout ce qu'il y a de remarquable dans les envois des « moins de trente ans », aux Artistes français. C'est à lui que le Salon doit pour la plus grande part son unité et sa tenue. A lui et à son frère, le cher Pierre Laurens. Ce que ces deux nobles esprits ont fait pour la jeunesse, l'espace me manque pour le dire, et l'amitié m'en fait scrupule. Leurs élèves le disent mieux que moi. Si l'on veut deviner quel respect, quelle vénération se mêle à leur reconnaissance, quelle piété vraiment filiale, entrez dans cette cellule blanche, voyez la gravité navrée et monacale avec laquelle M. Pierre Jérôme a représenté son maître Pierre Laurens sur son lit de mort : vous comprendrez ce lien religieux qui fait une École.

Pour les paysagistes, il est impossible de tout citer, même

de ce qu'on a vu avec plaisir : les pinèdes d'André Dauchez, la belle vue nuageuse, vaste, claire, aérée de la *Baie de Douarnenez*, par M. Désiré Lucas, les études fortement construites de la *Villa d'Este* où M. Goulinat n'a pas craint de s'essayer à son tour sur des thèmes fameux de Corot et de Fragonard. Il en avait le droit, qui lui vient de la science, de la probité et de l'amour. On ne refait pas la *Villa d'Este* de la collection Rouart. M. Goulinat a su faire, sans ombre de pastiche, une œuvre sérieuse et sereine, un poème de l'humanisme comparable aux beaux vers de M. Pierre de Nolhac. Le *Clair de lune* de M. Gorter serait plus beau s'il ne faisait trop songer à des choses qu'on a déjà vues quelque part dans les musées. Les jolies notes, les sensations délicates abondent : le *Collioures* de M^{lle} Bréger, le *Chaponval* ou le *Ligny* de M^{lle} Bader. Je me borne à noter, entre cent, un beau *Rouen* fuligineux de M. Mac Avoy, qui se ressent beaucoup du style de Segonzac et la *Ferme en Aunis* de M^{lle} Giraudias, dont la simplicité et la douceur enchantent.

C'est à la Société Nationale qu'il faut chercher les bons animaliers : M. Jouve, M. de Monard et M. Deluermoz. Les meilleures natures-mortes, comme celles de M. Corlin, sont plutôt dans la maison voisine; j'en ai trouvé deux fort jolies de M. Sta Lu, un Chinois qui aime Chardin et Manet, et une tout à fait exquise (un bol bleu, des carottes, des amandes) de Miss Dorothy Lawson. Pour le « genre », l'humour, ce qu'on appelait le tableau de mœurs, ils n'ont plus que de rares fidèles : le journal absorbe tout. On retrouvera M. Albert Guillaume, toujours drôle, bon enfant et pareil à lui-même (le *Docteur pour chiens*); M. Guirand de Scévola, léger, ultra-léger, plus petit-maitre que jamais; M. Roméo Dumoulin, qui ne manque pas de verve comique. *Devant le mur*, de M. Finez (un groupe de bourgeois discutant un manifeste électoral), est une scène un peu appuyée, à la Raffaëlli, dans la formule de tout repos des environs de 1893. Le *Retour de permission* de M. R. G. Gautier, est une œuvre beaucoup plus sérieuse, non sans mérite, presque émouvante, encore un peu trop littéraire; il faudrait là le style de Daumier, et presque les rudesses de Rouault ou de Gromaire. J'ajoute ici, au petit bonheur (ma foi ! comme elles peignent elles-mêmes), le charmant *Noël* enfantin de M^{me} Pauline Peugniez, qui me touche

bien autant que la surfaite Marie Laurencin, et la vive, la blonde *Europe* de M^{lle} Sylvaine Collin.

Pour finir par une très belle chose, qui sera un peu étonnée de cette compagnie disparate, la *Faneuse* de M. Louis Charlot, qui est une œuvre magistrale, grave, massive et humble autant qu'un bronze de Despiau.

Il faudrait placer ici le groupe des étrangers, particulièrement le groupe anglais, toujours très nombreux au Salon : depuis un fier portrait de M. F. G. Eves, ou le *Lord Lonsdale* de sir John Lavery, ou depuis le *Walter Edge* de M. John Saint-Hélier, jusqu'aux gracieuses *nurseries* de M^{me} Béatrice Howe, aux *girls* tristes et étonnées de Miss Margaret Green. J'allais ranger ici M. de Sypiorski qui a peint une *Ève* rougeaude dans le style de Cranach et les tons de Kissling, mais je m'aperçois qu'il est Français : il est né à Saint-Dizier comme le fils de Lorrain Chopin est né à Varsovie.

Enfin, je m'en voudrais d'oublier une chose qui nous fait tout spécialement honneur, le groupe des boursiers du Maroc, réunis autour de leur chef de file, M. Charles Duvent, et celui des élèves de l'école d'Hanoï. Je ne connais pas M. Victor Tardieu, directeur de l'école du Protectorat d'Annam : mais c'est évidemment un maître remarquable. Il a su enseigner à l'Extrême-Orient la science occidentale, sans lui faire perdre aucune de ses vertus originelles, de la majesté religieuse et de l'intimité familière des vieilles estampes : les ouvrages de M. Le-van-dé ou de M. Le Pho sont des choses qui louent également les disciples et le professeur. Plus d'un de chez nous devrait y trouver une leçon de goût, et la grande vérité perdue, la loi mystique de l'unité.

* * *

Il me reste à peine la place de parler des sculpteurs, et Dieu sait pourtant qu'ils n'ont pas moins de mérite que les peintres ! L'immense figure de la *France*, par M. Paul Landowski, est une conception trop grande pour le cadre même d'un Salon : il lui manque le paysage dont elle doit former le centre. Depuis sa première œuvre (les *Fils de Caïn*, aujourd'hui échoués derrière le monument Gambetta, dans la cour du Carrousel), M. Paul Landowski a aimé ces déploiements de

front, cette sculpture qui se déplace en lignes de bataille : on se rappelle ses *Fantômes*, qu'il montrait il y a deux ans, et qui représentaient les morts de la deuxième Marne, celle de 1918. La *France* est la figure qui doit se dresser en avant de cette troupe, monolithe de granit, au bord de la route de Fère-en-Tardenois, face à l'est, montrant la victoire, sans armes, apparition héroïque et surnaturelle, Minerve ou Jeanne d'Arc. Mais nous avons perdu le pouvoir d'imaginer ces représentations colossales, ces figures à l'échelle des plaines et des collines, telle qu'était sur l'Acropole l'*Athéna Promachos*, dont la lance servait de phare aux navigateurs depuis le détroit de Salamine.

Ce sens de la sculpture dans l'espace, ce n'est pas l'*Apollon* barbare, polaire et déchainé de M. Rudolf Tegner qui nous le rendra. Auprès de cette montagne baroque et boursofflée, le monument de Pierre Loti, par M. Noël Faverstein, fait l'effet d'un bibelot d'étagère. Ce n'est pas que ce monument échappe à la critique. L'auteur y a représenté les trois parties du monde sous la forme de Rarahu, d'Aziyadé et de M^{me} Chrysanthème. Mais cela ne forme encore qu'un grand dessus de cheminée... Quant au geste de Loti, j'ai peur qu'il ne prête au sourire. On préférera de beaucoup des monuments plus simples, comme le *Jean de Chelles* de M. Henri Boucher, qui vaut son *Pierre de Montereau*, ou le *Berlioz* de M. Claude Grange, statue parfaite du tourment, de la passion et du dandysme romantiques. Il n'y a pas moins de deux figures de Richelieu, celles de M. Alfred Boucher et de M. Pierre Lenoir : elles ne font pas oublier l'œuvre excellente de David d'Angers. Le *Mangin* de bronze de M. Gern laisse regretter l'absence de Rude.

Les figures académiques sont toujours un des thèmes classiques de la sculpture : l'une des plus gracieuses, en fait de figures féminines, est celle de M^{lle} Peltzer de Cygnemont ; on aimera aussi la souple *Étude* de M^{lle} Mackain, la *Psyché* de M. Bitter et le beau mouvement de la *Baigneuse* de M. Raoul Lamordedieu. La *Source* de M. Félix Joubert est d'une ligne charmante (surtout l'ondulation du dos et du bassin.) Parmi les figures d'hommes, M. Delamarre s'est borné à reprendre à sa manière un des thèmes les plus fameux de l'antiquité, le *Diadumène* de Praxitèle : ce sujet lui a paru suffire pour déployer sa science de l'équilibre et de la construction. Plu-

sieurs de ses camarades ont apparemment le même goût pour les modèles de la Grèce : témoin le *Kriophore* de M. Bernard, l'*Argonaute* de M. Raymond Rivoire qui fait du *planking* avec, entre les jambes, la tête du cheval de Séléné, au fronton du Parthénon. Le groupe de M. Leonardi, *Dans les jardins d'Akademios*, mêle des souvenirs antiques à ceux des maîtres d'Amiens et des *Bourgeois de Calais*. D'autres trouvent des thèmes helléniques dans le renouveau de l'athlétisme et des sports : tel est le *Tireur d'arc*, de M. Jean Camus, le *Frondeur*, de M. Normand, le *Coureur*, de M. Léo Roussel. Enfin, il y a un rôle pour la sculpture de plein air et la décoration des parcs, motif de plaisir pour la vue au milieu des fleurs et des verdure : le groupe de M. Traverse, ou l'aimable fontaine de M. Courbier, en sont des exemples fort heureux. Pour l'art religieux, il faut nommer en première ligne le très beau *Père de Foucauld*, de M. Roger de Villiers, et la *Tête de Christ*, pleine de compassion, de M. Jean Boucher. On doit une mention honorable à M. Henry Rey, pour son groupe des martyrs de la Franche-Comté, Saint Ferréol et Saint Ferjeux, et à M. Fournier des Corats, pour son pensif décor d'autel. Je ne puis que nommer les bas-reliefs de M. Pugnet et de M. Bonquillon, ainsi que le *Christ* en granit de M^{me} de Bayser.

Les bustes se placent au dernier moment. Je n'ai guère vu que le *Clemenceau*, de M. Sicard, le *Jules Cambon*, de M^{lle} Stern, et l'admirable *Mario Meunier*, de M. Dimitriadis. J'ai fort goûté aussi la belle tête d'athlète, de M. Mérignargues. Parmi les animaliers, je serais fâché d'oublier, même dans une nomenclature rapide et bousculée, les *Panthères*, de M. Fiot, le puissant *Étalon*, de M. de Monard, et l'extraordinaire *Otarie*, de M. Perraud-Harry, qui est peut-être la sculpture de tout le Salon qui m'a fait le plus de plaisir. Les graveurs et les architectes sont toujours sacrifiés. Vous serez bien aises d'apprendre que nous avons fait du progrès depuis 1889 et que M. Marcel Boucaud nous prépare pour l'exposition de 1937 le projet d'une tour de mille mètres. Elle nous manquait.

LOUIS GILLET.

LA VIE TRAGIQUE DE LAMENNAIS

IV ⁽¹⁾

APRÈS LA RUPTURE

En arrivant à Paris, Lamennais s'était promis d'y vivre « aussi solitaire qu'à la Chênaie ». Ses relations d'autrefois s'étaient, pour la plupart, éloignées de lui, et lui-même, ce qui s'explique aisément, ne tenait pas à renouer avec elles. De ses vieux amis parisiens il n'avait guère conservé que Vitrolles, qui lui resta jusqu'au bout fidèle, et M^{me} Cottu qui, toujours fidèle, elle aussi, s'efforçait en vain de le ramener et de le convertir. De loin en loin, on l'apercevait chez M^{me} Récamier, qui fut bonne pour lui, et auprès de qui il retrouvait Chateaubriand. De nouvelles amitiés avaient pris la place des anciennes : Béranger qui, tout heureux d'une pareille recrue, l'assiste de son expérience et lui prodigue d'ailleurs d'assez bons conseils ; Charles Didier, un jeune écrivain qui se fit bientôt son « écuyer » ; Liszt, M^{me} d'Agoult, George Sand ; les Clément enfin, dont l'hospitalité affectueuse et dévouée lui donna souvent l'illusion d'un foyer. Ainsi entouré et soutenu, il allait entrer dans sa nouvelle carrière.

LE PROPHÈTE DE L'AVENIR

Plus pauvre que jamais, il avait échoué, rue de Vaugirard, dans une bien modeste chambre, très humblement meublée, et qui ne s'ouvrait, le jeudi, qu'à de rares visiteurs. C'est là

(1) Voyez la *Revue* des 15 mars, 1^{er} avril et 1^{er} mai.

qu'il acheva les *Affaires de Rome*. Paru au début de novembre 1836, le livre ne retrouva pas le triomphal succès des *Paroles d'un croyant*, mais fut bien accueilli du libre public d'élite auquel il s'adressait : « Chateaubriand a été très bien pour moi, déclarait l'auteur. Béranger m'a écrit des choses beaucoup trop fortes pour être répétées. Bien d'autres, surtout parmi la jeunesse, ont été vivement touchés. » Naturellement, beaucoup d'âmes pieuses furent scandalisées de cette rupture un peu désinvolte avec un passé encore tout proche. « Je regarde donc, affirmait-il, et je désire qu'on regarde ce court écrit comme destiné à clore la série de ceux que j'ai publiés depuis vingt-cinq ans. J'ai désormais des devoirs et plus simples et plus clairs. Le reste de ma vie sera, je l'espère, consacré à les remplir, selon la mesure de mes forces. Il n'est demandé à personne rien de plus. » Mme Cottu fut sans doute fort choquée de ce dur langage, et elle dut écrire une lettre où se manifestait sa désillusion. « Pour ce qui est de mes idées, lui répondait vivement Lamennais, elles se sont développées, étendues, elles n'ont point changé. Le bourgeon est devenu feuille, voilà tout. Mais vous ne sauriez maintenant comprendre cela. » Pour corriger l'âpreté de cette réplique, il s'empressait, il est vrai, d'ajouter : « Dans la triste pauvreté de ma vie, je n'avais qu'une chose à donner et vous la possédez depuis longtemps. »

Après la publication de son livre, il avait émigré rue de Rivoli. Louis de Loménie, qui alla l'y voir, se trouva en présence d'un « petit homme perdu dans une vaste robe de chambre à carreaux bleus ». « Ce personnage au corps frêle, au visage pâle et amaigri, empreint d'un cachet de souffrance et de résignation », lui apparut « troublé presque à votre aspect, disait-il, levant de temps en temps sur vous un œil timide et voilé, parlant d'une voix si débile qu'elle arrive à peine à votre oreille, s'affaissant parfois sur lui-même comme plongé dans une méditation profonde, regardant en dedans, chaussant et déchaussant son soulier par manière de contenance ou puisant coups sur coups et à poignées dans une large tabatière ». Un jour, George Sand vit arriver dans son grenier, conduit par Liszt, un petit homme maigre et souffreteux, « n'ayant qu'un faible soufile de vie dans la poitrine. Mais quel rayon dans sa tête ! Son nez était trop proéminent pour sa petite

taille et pour sa figure étroite. Sans ce nez disproportionné, son visage eût été beau. L'œil clair lançait des flammes ; le front droit et sillonné de grands plis verticaux, indices d'ardeur dans la volonté, la bouche souriante et le masque mobile sous une apparence de contraction austère. » C'était Lamennais, et peu après l'auteur de *Lélia* devenait sa collaboratrice.

Car, « pour ses péchés », il était redevenu journaliste. Au mois de février 1837, il avait pris la direction du journal *le Monde* qu'il dut quitter, pour cause d'insuccès, au bout de quatre mois. George Sand, qui publia dans le journal les *Lettres à Marcie*, Charles Didier, Henri Martin, Fortoul étaient ses principaux collaborateurs. Plus tard il recueillit en volume ses propres articles sous ce titre qui en indique bien l'inspiration générale : *Politique à l'usage du peuple*. Ces leçons de politique, éloquentes et assez vagues, manquaient doublement leur but : d'abord, parce qu'elles ont peu trouvé de lecteurs, et puis, parce qu'elles dépassaient de cent coudées ceux auxquels elles étaient censées s'adresser. Le rôle d'éducateur du peuple, que Lamennais avait voulu assumer, s'annonçait assez ingrat.

Il n'était pas homme à se laisser décourager par un premier échec. Vers la fin de 1837, il publiait le *Livre du peuple*, dont le pape Pie X, dans sa jeunesse, devait plus tard très fortement subir la séduction. Dans ce livre son âme généreuse, violente et utopique se donnait librement carrière en des pages parfois admirables d'éloquence et de poésie, mais qui sont bien souvent gâtées par la déclamation, la frénésie révolutionnaire et une certaine incohérence de pensée. L'égoïsme impitoyable des uns et l'ignorance dégradante des autres ne sont pas, comme Lamennais voudrait nous le faire croire, l'unique cause des misères sociales ; elles ont aussi leur source dans la nature et la condition humaines ; on peut et l'on doit même les atténuer ou les réduire ; on ne les supprimera jamais complètement. Compter, pour réformer l'homme, sur la prédication d'un nuageux idéal évangélique, c'est s'abandonner à un rêve singulièrement illusoire, quand on a repoussé l'appui d'une religion positive où, précisément, cet idéal a pris corps et contact avec le réel. Lamennais est un théoricien, un abstracteur de quintessence ; il lui manquera toujours le sens de la réalité et le sens de l'histoire.

La vie, au demeurant, continuait à lui être dure. Toujours malheureux en matière de librairie, la faillite de son dernier éditeur engloutissait « à peu près la totalité de son avoir ». Trop fier et trop délicat pour être à charge même à d'excellents amis, à l'âge où l'on éprouve le besoin d'un peu de tranquillité et de confort, il allait connaître la misère des logis médiocres et successifs, des repas hâtifs et mal préparés. Suspect au gouvernement, pour lequel il professait un souverain mépris, il avait dû subir chez lui une descente de police, d'ailleurs parfaitement inutile. « Si la pensée n'est plus en sûreté dans votre grenier, mon illustre ami, lui écrivait Chateaubriand, ma maison vous est ouverte. Acceptez mon hospitalité, tout l'honneur sera pour moi. » Il avait toujours été généreux et charitable ; il l'était plus que jamais, en dépit de l'exiguïté de ses ressources. Son amour du peuple n'était pas platonique ; ses lettres sont pleines de lamentations sur le sort des humbles, de démarches auxquelles il s'astreint pour leur venir en aide. « La misère est extrême, écrivait-il un jour d'hiver à l'un de ses amis de Bretagne ; on ne la voit jamais si à nu que dans cette saison, et c'est pour moi un tourment de tous les jours. » A un autre correspondant : « Oh ! que volontiers on donnerait jusqu'à la dernière goutte de son sang pour adoucir le sort de cette multitude, délaissée par les uns, opprimée par les autres, et que de froids blasphémateurs condamnent sans pitié, dans leurs infernales théories, à un désespoir éternel ! » Ne pouvant lui donner son sang, il lui donna son cœur et son éloquence.

On s'agitait beaucoup autour de lui pour obtenir la réforme électorale, condition première de toutes les soi-disant « conquêtes démocratiques ». Lamennais s'empressa de faire siennes ces revendications du parti républicain, et, dans un virulent pamphlet qu'il intitula *De l'esclavage moderne*, il plaida avec une sombre ardeur la cause de ces « prolétaires » qu'il représentait plus misérables que les esclaves antiques, et qu'il conviait imprudemment à la révolte : il est vrai que, comme son maître Rousseau, dont Brunetière a pu dire très justement qu'il excelle à « exprimer éloquemment des paradoxes agressifs pour en atténuer aussitôt les conséquences », à ces violentes excitations il mêlait de fort sages conseils de modération et de patience, et que le fougueux révolutionnaire se changeait assez souvent en un prudent évolutionniste. Mais,

naturellement, comme il arrive toujours en pareil cas, ce que l'on retint surtout de ces pages enflammées, ce furent celles où l'auteur faisait le procès de la société contemporaine et engageait à la reconstruire. Si l'on en croit Proudhon, qui semble parler en témoin oculaire, des ouvriers sans travail, après la lecture de cette brochure, auraient demandé des fusils pour courir sus à leurs prétendus ennemis.

L'accent révolutionnaire se fait plus âpre encore dans un pamphlet qui parut, en 1840, sous ce titre : *le Pays et le Gouvernement*. C'est un réquisitoire impitoyable contre la politique extérieure et intérieure de la monarchie de Juillet qu'on accusait, sur tous les points et dans tous les domaines, d'être en contradiction flagrante avec la volonté profonde et l'intérêt du pays. « Un homme décrié parmi les plus décriés, mais fertile en ruses, un homme dont le seul principe est de n'en avoir aucun, sous ce rapport, l'homme de son temps et l'homme de la Chambre » : le président du Conseil ainsi flagellé, — c'était Adolphe Thiers, — n'était pas d'humeur à laisser passer ces invectives. A peine mise en vente, la brochure était saisie, et l'auteur traduit en cour d'assises.

Le jour du procès, le prétoire fut envahi par la foule : au premier rang, parmi de nombreuses illustrations, on apercevait Chateaubriand qui, pendant le réquisitoire de l'avocat général, manifesta vivement son émotion. Très vigoureusement pris à partie par le ministère public, Lamennais fut assez mal défendu par son avocat : il lut une déclaration qui précisait en termes excellents sa vraie pensée. Certes, il « appelait de toute son âme les améliorations réclamées par les classes souffrantes » ; mais sa conviction formelle était « que l'avenir auquel nous aspirons tous, ne sera point une négation, une destruction fondamentale de ce qui l'a précédé, mais un développement des germes de bien que le présent renferme en son sein, et qu'y étouffent les passions mauvaises ; et enfin qu'à ses yeux, la famille et la propriété, intimement liées aux croyances morales, sans lesquelles nulle vie n'est possible, sont les bases premières de toute société ». Ce langage très rassurant ne fit aucune impression sur le jury ; déclaré coupable, Lamennais fut condamné à un an de prison, et deux mille francs d'amende.

Le lendemain, une souscription spontanée produisit onze

mille francs, qu'il s'empressa de refuser. Des délégations d'étudiants, d'ouvriers, d'admirateurs, venaient lui exprimer leurs félicitations et leur sympathie. Il n'eût tenu qu'à lui de se draper dans une attitude avantageuse. Mais, modeste et timide au fond, tout ce bruit fait autour de sa personne lui était importun. Et le 4 janvier 1841, il entra sans fracas à Sainte-Pélagie, pour s'y constituer prisonnier.

La psychologie de Lamennais, la réalité de son histoire morale est dans sa correspondance plus encore que dans ses œuvres. Il en avait lui-même assez nettement conscience. Dès 1837, il se préoccupait de rentrer en possession de ses lettres à M^{me} de Senfft, d'abord à cause des souvenirs « pour lui précieux et chers » qu'elles contenaient. « Elles me seraient en outre fort utiles, si je m'occupais plus tard de rédiger des fragments de Mémoires », écrivait-il à l'abbé Vuarin. Et, en 1840, il écrivait à Coriolis : « Je m'occupe de rechercher mes mille correspondances, parce qu'elles me rappellent beaucoup de choses que j'avais oubliées, et qu'elles pourront servir à expliquer une vie que je ne voudrais pas abandonner tout à fait aux charitables interprétations de mes contemporains, ni même de leurs neveux, — si tant est que leurs neveux s'en occupent un jour. »

Or, les lettres qu'il écrit après sa rupture avec Rome sont souvent fort tristes. Ses misères de santé, les difficultés de sa vie matérielle, son isolement de vieil homme sans foyer ne sont pas l'unique motif de la morne tristesse qui l'envahit, et dont l'accent est très différent de celle qu'il exprimait autrefois en termes somptueusement lyriques. Il avait beau dire et croire que seule sa conscience avait inspiré sa conduite, et qu'elle était parfaitement « tranquille dans le parti qu'elle lui avait ordonné de prendre », « que le devoir ou ce qui lui paraissait tel, l'avait poussé en des voies qui, à quelques égards, semblaient le séparer » de ses anciens coreligionnaires ; il avait beau écrire magnifiquement : « Pendant que ce mystère effrayant s'accomplit au fond de la vallée, dans les ténèbres, je monterai, de mes désirs au moins, sur la montagne pour y chercher à l'horizon la première lueur du jour qui va poindre. » Quand on a, comme Lamennais, une sensibilité ardente et profonde, on ne rompt pas sans souffrir avec des idées, avec des croyances qui tiennent à la substance même de

l'être intime, avec des amitiés dont on a éprouvé la noblesse et le désintéressement ; et on garde, au fond de l'âme, un goût de cendre, une amertume, une secrète inquiétude qui parfois se trahissent.

Lamennais n'aimait pas à se retrouver en face de son passé : « Rien, écrivait-il, ne nous rappelle plus vivement l'inanité de notre vie et ses misères que tout ce long passé, quand il vient à se dresser devant nous. A chaque objet s'attache un souvenir, et celui-ci en réveille un autre, et tous sont tristes, et tous ils ressemblent à des morts qui se lèveraient du tombeau. Ce sont des formes vides au milieu desquelles on se sent seul, de vaines ombres de soi et des autres, qui flottent vaguement dans l'âme attristée. *L'impression que j'en reçois m'est si pénible, que je la fais tant que je peux.* J'aime mieux regarder l'avenir. L'avenir est beau et doux, parce qu'on voit Dieu au fond. »

Ce radieux avenir, « cette œuvre magnifique de la Sagesse suprême et de l'éternel Amour », il se plaisait à en évoquer la flatterie, — et peut-être mensongère, en tout cas hypothétique, — image. Si d'ailleurs il répudiait le catholicisme, ce n'était pas pour se rallier à une autre forme historiquement périmée du christianisme. « Vous craignez l'invasion du protestantisme, écrivait-il à la baronne de Vaux. Je ne la crains pas : toutes les sectes ont fait leur temps, et jamais on n'en vit aucune ressusciter. Il est certain cependant que le catholicisme s'affaiblit, et que, devenu pour un grand nombre une pure forme stérile, il décline visiblement. Voilà ce qu'on ne saurait méconnaître quand on ne veut pas se faire illusion. » Malgré cette constatation, consulté sur la question de savoir s'il convient de faire faire au fils de M^{me} Clément sa première communion, il répond affirmativement. La doctrine religieuse de l'avenir « aura, déclare-t-il, je n'en doute nullement, sa racine dans le christianisme, dont elle marque une nouvelle phase. Mais jusqu'à ce qu'elle se soit produite, le catholicisme étant, comme je le crois, la communion chrétienne qui, sans aucune comparaison, a le mieux conservé l'esprit essentiel de l'institution de Jésus-Christ, je ne vois aucune solide raison de se priver de la satisfaction intérieure et de l'appui que l'on peut trouver dans l'accomplissement des rites religieux établis. » Un contradicteur aurait pu aisément tirer parti d'un aveu de

ce genre. Ce révolté avait conservé quelque complaisance pour les doctrines contre lesquelles il s'était insurgé.

LE PRISONNIER DE SAINTE-PÉLAGIE

Avant de s'enfermer à Sainte-Pélagie, Lamennais avait publié les trois premiers volumes de son *Esquisse d'une philosophie*. C'était la reprise, le développement et la transformation de ces leçons de philosophie professées naguère à la Chênaiie et à Juilly, et auxquelles Sainte-Beuve avait parfois assisté. Depuis lors, mettant à profit tous les loisirs que la vie lui réservait, l'auteur des *Paroles d'un croyant* n'avait guère cessé d'y travailler, soumettant son ancien texte à une révision sévère, l'enrichissant de ses recherches et réflexions ultérieures, l'adaptant surtout à ses idées nouvelles. L'ouvrage devait comprendre six volumes ; les trois derniers devaient traiter de la Science, de la Société et de la Religion : un quatrième parut en 1846, et, on ne sait trop pour quel motif, Lamennais s'en tint là. L'accueil assez froid que fit à son livre le public assez restreint qui s'intéresse à ces sortes de spéculations, — l'éclectisme alors dominant se montra très dur par la plume de Jules Simon, — l'a peut-être détourné de l'achever.

La critique contemporaine a traité l'*Esquisse* avec beaucoup plus de faveur. On a rendu hommage aux belles pages qu'elle renferme, notamment dans les chapitres qui sont consacrés aux questions esthétiques, au curieux esprit évolutionniste qui anime tout l'ouvrage. Il est seulement regrettable que la haute inspiration spiritualiste d'où il procède, que les vives et pénétrantes intuitions dont il est parsemé soient gâtées par une trop fréquente logomachie, et aussi par un effort bien artificiel pour marier ensemble de vieilles conceptions théologiques, — sur la Trinité, par exemple, — et des observations purement rationnelles. Dans son zèle d'ailleurs louable, mais parfois maladroit, pour ne pas faire table rase du passé chrétien, pour utiliser et pour prolonger toute la tradition religieuse et philosophique, pour constituer en un mot cette *perennis quædam philosophia* dont ont rêvé tant de généreux esprits, Lamennais n'a réussi à satisfaire ni les théologiens, ni les purs philosophes.

Son année de prison allait lui suggérer des idées moins pacifiques. Tout d'abord, il n'est pas trop mécontent du régime auquel il est soumis. Sa chambre est « assez vaste » et « tranquille ». « Ce qu'elle a de plus désagréable, écrit-il, c'est l'élévation des impostes armées de barreaux de fer. Cela lui donne l'air d'une cave; mais j'y peux faire neuf pas dans la diagonale, et c'est beaucoup pour un pauvre homme confiné pour un an dans cette espèce de cage. On monte cent cinq marches pour venir chez moi. Je ne compte pas les descendre pour aller dans une petite cour où je serais exposé à rencontrer des gens avec lesquels je ne me sens aucune envie d'établir des relations. » Il a pu se protéger contre le froid et a fait installer un petit poêle qui lui « donne assez de chaleur ». Il fait venir du dehors son unique et modeste repas. Il lit, il médite, il travaille. Il suit avec attention les événements politiques. Il reçoit des visites : son neveu, Ange Blaize, M^{lle} de Lucinière, M^{me} Cottu, Béranger, Chateaubriand.

Avec celui-ci il doit avoir d'amicales, mais vives discussions religieuses, dont une belle page des *Mémoires d'outre-tombe* a conservé le souvenir : « Je ne vais pas voir les prisonniers, comme Tartufe, a écrit Chateaubriand, pour leur distribuer des aumônes, mais pour enrichir mon intelligence avec des hommes qui valent mieux que moi. Quand leurs opinions diffèrent des miennes, je ne crains rien : chrétien entêté, tous les beaux génies de la terre n'ébranleraient pas ma foi; je les plains, et ma charité me défend contre la séduction. Si je pèche par excès, ils pèchent par défaut; je comprends ce qu'ils comprennent, ils ne comprennent pas ce que je comprends. Dans la même prison où je visitais autrefois le noble et malheureux Carrel, je visite aujourd'hui l'abbé de Lamennais... Dans la dernière chambre en montant, sous un toit abaissé que l'on peut toucher avec la main, nous, imbéciles croyants de la liberté, François de Lamennais et François de Chateaubriand, nous causons de choses sérieuses. Il a beau se débattre, ses idées ont été jetées dans le moule religieux; la forme est restée chrétienne, alors que le fond s'éloigne le plus du dogme : sa parole a retenu le bruit du ciel. » Chateaubriand voyait assez clair dans le cas de son compatriote.

Celui-ci était trop engagé dans la lutte contre les autorités

constituées dont il croyait avoir à se plaindre, trop naïvement convaincu de la légitimité de sa cause pour donner raison à son illustre ami. Désireux de justifier son évolution personnelle, il lançait du fond de sa prison un petit volume de *Discussions critiques*, pages « vives, âpres et dures », détachées d'une sorte de journal intime, et qui dénotent plus d'irritation que de logique, plus de passion que de raison. Il souffrait de plus en plus de sa détention ; il rêvait d'air pur, de campagne, de « prés verdoyants » ; les souvenirs de sa première enfance lui remontaient au cœur. Pour occuper son imagination et combattre le spleen qui l'envahissait, il se mit à écrire les délicieux petits poèmes en prose qui, parmi d'autres morceaux moins heureux, composent la brochure qu'il a intitulée *Une voix de prison*. Poète invétéré, la poésie consolatrice venait peupler sa solitude et verser quelque apaisement à son âme endolorie.

Mais elle ne suffisait pas à remplir tous ses besoins. Il était né apôtre, et apôtre populaire. Pour suivre en toute liberté ses aspirations qui l'entraînaient à se faire l'avocat et le guide des humbles classes laborieuses, il avait rompu avec une religion qui, précisément, fait de l'amour du prochain et de l'amour des humbles le premier article de son *credo*, mais qui lui avait paru infidèle à son premier idéal ; il se devait à lui-même de persévérer dans sa vocation de prophète et d'éducateur. C'est cette fidélité à sa pensée profonde qui l'avait conduit en prison. A un journaliste qui, en rendant compte de son procès, l'avait représenté en proie « à une vive impression de tristesse et de douleur », il écrivait : « Lorsqu'on est frappé pour avoir eu le sentiment profond des dangers et de l'abaissement de son pays blessé dans son honneur, menacé dans son existence ; pour avoir compati, du fond de l'âme, aux souffrances de ceux que la société délaisse dans la détresse, et avoir réclamé la justice à laquelle ils ont droit, on n'est pas triste, monsieur, — on est fier. »

C'est le même sentiment qui a dicté au détenu de Sainte-Pélagie son livre *Du passé et de l'avenir du peuple*. Il y exprime en termes plus sages et plus élevés qu'on ne le fait généralement autour de lui sa foi au progrès. Sans se désintéresser des réformes sociales que le peuple attend et qui doivent lui assurer le bien-être, il montre que ces

réformes seront singulièrement illusoires si elles se limitent à la pure vie matérielle; il combat vigoureusement les chimères du socialisme et du communisme et il maintient contre leurs théoriciens la nécessité supérieure de l'idéal moral et religieux. Seulement, cet idéal, il le définit en termes de plus en plus nébuleux. De plus en plus il s'écarte du christianisme, auquel il rend assurément hommage dans le passé, mais qu'il considère maintenant comme une forme périmée et dépassée de l'idée religieuse. La religion de l'avenir, celle dont, à ses yeux, le peuple ne pourra pas se passer, devra « unir le spiritualisme chrétien et le naturalisme scientifique ». Que sera exactement cette synthèse? et comment s'opérera-t-elle? C'est ce que Lamennais néglige de nous dire, passant ainsi à côté de la seule question qui importe : sa pensée, jadis si nette dans sa vigueur péremptoire, n'a gagné ni en précision, ni en lucidité.

Et sa prison, les beaux jours venus, lui devenait de plus en plus insupportable. Sa santé, qui n'avait jamais été très bonne, s'accommodait mal d'une réclusion aussi prolongée : il avait des insomnies, de la fièvre, de violents maux de tête. Sa nervosité augmentait ; son antipathie à l'égard du gouvernement de Juillet lui inspirait de sombres et violentes colères : il songeait à quitter la France, et de nouveau, l'idée d'un voyage en Orient revenait hanter ses rêves. Pour échapper au présent, il vivait le plus qu'il pouvait dans l'avenir idéal et chimérique auquel il avait tout sacrifié : « Mais pendant que la nuit se fait d'un côté, affirmait-il, le jour naît de l'autre, et de l'avenir qui s'ouvre peu à peu sortent des fleuves de lumière, dont l'âme s'abreuve avec ravissement. » Son âme de poète s'en abreuvait si bien que, si douloureux que lui fût parfois le sentiment de la solitude morale où il se trouvait désormais plongé, il ne regrettait rien de son passé et il s'enfonçait avec une sorte d'âpre obstination dans l'attitude qu'il s'était fixée. « Quant à mes idées, quelles qu'elles soient, écrivait-il à M^{me} Cottu, elles ne changeront pas ; elles sont ma raison, ma conscience, tout mon être ; qu'y voulez-vous faire ? » Et encore : « Dieu me montrait une autre voie ; j'y ai marché aussi, entouré de gens que rien ne retenait près de moi, et sur le soir je suis resté seul. Croyez-vous donc qu'il ne faille pas quelque effort de courage pour porter le poids de cette solitude,

pour se dire, sans en être troublé, qu'on n'a plus sur la terre que trois demeures, une mansarde déserte, un cabanon et une fosse dans le cimetière commun ? Qu'est-ce que la vie du dehors, quand au dedans on n'a que cela ? Je ne me plains pas pourtant. Je sens que je suis ce que je devais être, et j'attends en paix l'heure de Dieu. »

Cette heure de Dieu, il l'attendait en paix peut-être, mais non sans une lyrique ferveur d'impatience : « O mort, s'écriait-il, ô douce mort, que l'on est injuste envers toi ! Fille de Dieu, mère des êtres, qui les enfantes à l'existence réelle, qui leur ouvres l'entrée de l'immense avenir, qu'est-il pour eux de plus bienfaisant que ta puissance, de plus sacré que tes fonctions, de plus désirable que ta venue, de plus digne d'amour que ta tendresse sévère en apparence, lorsque, te penchant sur leur dur berceau, tu les enveloppes des plis de ton voile, pour les transporter là où rayonne plus brillant, plus pur, l'astre éternel de qui tout émane, qui anime et vivifie tout. » La mort libératrice, il devait l'attendre treize années encore.

Et le 3 janvier 1842, il quittait Sainte-Pélagie. Dans le petit appartement de la rue Tronchet que lui avaient choisi ses amis et où ils avaient fait transporter ses meubles, l'attendait M^{me} Cottu, entourée de tous ses enfants. Quelques jours après, Béranger donna en son honneur un dîner à quelques intimes. Au dessert, il lut la chanson de *l'Apôtre* qu'il avait composée pendant sa captivité et qu'il lui avait dédiée ; et, très ému, l'auteur de *l'Essai sur l'indifférence* embrassa avec effusion le chansonnier du *Dieu des bonnes gens*.

VERS LA RÉVOLUTION

Après avoir, pendant quelque temps, repris contact avec le monde, Lamennais partit pour la Bretagne, où il fut heureux de revoir sa famille, sauf son frère, et quelques amis ; mais, de son propre aveu, et il aurait dû s'y attendre, son plaisir fut « gâté par des souvenirs pénibles, réveillés inopinément par mille circonstances fortuites, par l'aspect même des lieux et de mille objets insignifiants en apparence ». Et, dès le 23 février, il était de retour à Paris, heureux de retrouver son gîte, et de reprendre ses travaux « que j'ai, disait-il, à cœur de continuer, pendant qu'il me reste encore un peu de soleil sur l'horizon ».

Le livre auquel il allait s'atteler devait paraître l'année suivante sous le titre, assez bizarre, emprunté à la mythologie persane, d'*Amschaspands et Dawands*, — ce sont les génies du bien et du mal. — Il n'ajoutera rien à sa gloire : c'est, sous une forme symbolique, l'expression de ses rancunes, de ses colères, de ses rêves d'avenir. Ces invectives forcenées et souvent obscures contre la monarchie de Juillet, contre l'Angleterre, la Russie, la Papauté, contre Louis-Philippe, Guizot, Thiers ou Grégoire XVI, ces visions apocalyptiques d'un âge d'or où l'humanité, affranchie de toutes ses entraves, s'épanouira librement dans la lumière, sont à placer tout à côté des pages les plus pitoyables de Victor Hugo ; et certain mot cruel de Louis Veuillot sur Olympio nous reviendrait volontiers à l'esprit, si l'on n'avait pas quelque pitié pour ce malheureux vieil homme malade, aigri, solitaire et déclassé. Le livre, ainsi qu'il était juste, n'eut pas grand succès, et peut-être ce demi-échec a-t-il induit l'écrivain à se consacrer à des œuvres un peu plus sereines.

En 1846, il faisait paraître, à peu près en même temps, le quatrième volume de son *Esquisse d'une philosophie*, où il traitait de la science, et une « traduction nouvelle » des Évangiles, « avec des notes et des réflexions à la fin de chaque chapitre ». En écrivant ce dernier livre, il s'était évidemment proposé de donner un pendant à sa traduction commentée de *l'Imitation*, dont le produit constituait alors le plus clair de ses ressources. Mais, depuis le jour où il avait composé ses admirables *Réflexions sur l'Imitation*, son état d'esprit s'était profondément modifié. L'ardente vie intérieure qui, jadis, lui avait inspiré de si belles pages, s'est peu à peu tarie. Il ne croit plus ni à l'Église, ni au surnaturel, ni même, — quoique sur ce dernier point, par un reste de scrupule, il s'abstienne de toute négation formelle, — à la divinité de Jésus. Les affirmations les plus péremptoires de l'Évangile ne sont plus pour lui que des symboles. Le christianisme n'est plus à ses yeux qu'une sorte de ferment moral et social qui agit sans doute encore sur le monde, mais à la condition de se renouveler et de s'élargir indéfiniment. Et son effort pour rationaliser, pour laïciser, et pour démocratiser l'idéal chrétien, nous apparaît si puéril et si artificiel qu'il se réfute par son insistance même. Transformer l'Évangile en un « contrat social » est un paradoxe qu'il est dif-

facile de soutenir en un juste volume. « L'Évangile, écrivait-il à l'un de ses amis pour se justifier, l'Évangile pousse à l'action, à tout ce qui rapproche les hommes et les dispose à concourir à une œuvre commune qui n'est autre que la transformation de la société, ou, selon le langage évangélique, l'établissement du royaume de Dieu. » Il oublie que l'Évangile pousse non pas seulement à l'action sociale, mais à la sanctification individuelle et qu'on n'a pas le droit de sacrifier l'un des deux termes à l'autre.

D'autre part, on souffre de le voir à chaque instant commenter la vie de Jésus comme si elle était une sorte de préfiguration de la sienne propre. « Quiconque, en aucun temps, écrira-t-il par exemple, voudra concourir à cette divine évolution de la vie, combattre le règne du mal pour établir le règne de Dieu, rencontrera les mêmes obstacles, les mêmes haines implacables, les mêmes envies, les mêmes calomnies, les mêmes colères, et souffrira comme a souffert Jésus. » Il n'ose pas tout à fait dire, mais il est visible qu'il se considère comme le Christ des temps modernes ; et ce naïf messianisme, cette folle assimilation ont je ne sais quoi qui choque, fût-ce la conscience la moins religieuse. Sans doute ce fut là le sentiment général, car l'ouvrage eut un très médiocre succès ; et un peu plus tard, une traduction complète, et d'ailleurs très remarquable, du *Nouveau Testament*, même débarrassée des malencontreuses *Réflexions*, fut un lamentable échec de librairie. Il semblait que la vie se retirât de celui qui célébrait en termes si lyriques la « divine évolution de la vie ».

Cependant, à Grégoire XVI, mort le 1^{er} juin 1846, avait succédé, sous le nom de Pie IX, un pape, dont les débuts remplirent d'espoir tous ceux qui, en Italie et hors d'Italie, se piquaient de « libéralisme ». A Rome même, on reparlait de Lamennais avec faveur. Le Père Ventura, en lui envoyant son oraison funèbre d'O'Connel et le portrait du nouveau Pape, lui écrivait : « J'ai une ambassade à vous faire : c'est de la part de l'ange que le ciel nous a envoyé, de Pie IX, que j'ai vu ce matin. Il m'a chargé de vous dire qu'il vous bénit et vous attend pour vous embrasser. C'est le Pasteur qui cherche sa brebis, c'est le Père qui va à la recherche de son enfant. Aussi je ne désespère pas de vous voir revenir à l'ancien drapeau, pour travailler ensemble, comme nous l'avons

déjà fait, à la gloire de la religion et au bonheur de la pauvre humanité. » Lamennais avait vu avec sympathie, mais sans grande illusion, les commencements du pontificat : « Nous verrons, écrivait-il, jusqu'où le Pape poussera cette vertu qui sera mise chez lui à plus d'une épreuve. Il aura fort à faire entre l'Autriche et les autres Puissances, entre les Puissances et ses sujets dont l'irritation croît chaque jour. » Il se savait désiré à Rome, où, déclarait-il, « les idées de *l'Avenir* règnent pleinement ». Mais il était trop détaché de ses idées d'autrefois, trop engagé aussi dans une voie nouvelle pour céder aux instances dont il pouvait être l'objet.

Trois mois après avoir reçu la lettre du Père Ventura, le 8 novembre 1847, il lui répondait en l'assurant de la réciprocité de ses sentiments d'affection, mais sans rien céder sur la question de ses convictions personnelles. « Elles sont, lui disait-il, mon être même, ma foi, ma conscience, et j'y trouve plus de paix et de bonheur que je n'en goûtai jamais en aucun temps de ma vie. » Et il ajoutait : « Je prie, de tout mon cœur, Celui qui dispose souverainement des choses humaines de bénir les desseins qu'il inspire lui-même au Pontife vénérable dont les peuples, en ce moment, encouragent les efforts par leurs acclamations unanimes. La mission que la Providence a confiée à son zèle est immense. Il ne marchera point en arrière; il marchera jusqu'au bout avec fermeté dans la route glorieuse ouverte devant lui. Veuillez mettre à ses pieds mes vœux et mes respects. » C'était une fin de non recevoir. Les choses en restèrent là, pour l'instant.

Lamennais n'avait pas voulu revoir son frère depuis son départ de la Chênaie : il avait contre lui les plus injustes préventions. En vain le pauvre abbé Jean avait multiplié les démarches directes et indirectes pour se rapprocher de lui; en vain, dans leurs règlements de comptes, avait-il bien souvent sacrifié ses propres intérêts : on ne lui savait aucun gré de toutes ses concessions. Il se heurtait à un parti pris de dureté, de rancune injustifiée, d'obstination hostile qui surprend de la part d'une âme naturellement généreuse et bonne. En 1842, Féli eut quelque temps le désir de rentrer, moyennant une redevance, en possession de la Chênaie : l'abbé Jean lui abandonna « la jouissance pleine, entière, absolue, sans la moindre réserve » de la vieille demeure familiale, et il se

refusait « à recevoir un centime pour cela ». Féli ne voulut entendre parler « d'aucune complaisance », et déclara s'en tenir « à la résolution très ferme, prise depuis sept ans, de ne jamais renouer aucune relation » ; l'affaire n'eut donc pas de suite. Profondément affligé, blessé au plus intime de lui-même, dans sa foi religieuse, dans sa tendresse fraternelle, l'abbé Jean en fut réduit à prier pour l'âme de son malheureux frère.

Au mois de décembre 1847, il fut frappé d'une attaque d'apoplexie en disant sa messe. Dès qu'il put parler, l'un de ses premiers soins fut de dicter une lettre à son frère : « Je suis mieux aujourd'hui, lui disait-il, mais à une petite distance encore des portes de l'éternité. J'ai bien pensé à toi, en ce moment que j'ai cru être le dernier. J'ai senti le besoin de te dire que mon amitié pour toi, qui ne s'est jamais altérée ni affaiblie, est plus vive que jamais, et que mon cœur est plein du désir que nous soyons, un jour, réunis dans le ciel, comme nous l'avons été si longtemps et si heureusement sur la terre par la même foi. Je t'embrasse cordialement. » Lamennais, cette fois, fut touché ; il répondit : « Si ma santé, des plus mauvaises depuis plusieurs mois, me permettait le voyage, j'accompagnerais Ange certainement, et, *sans rappeler le passé, qu'il faut désormais laisser entièrement dans l'oubli*, je suis heureux de t'embrasser, en t'assurant de nouveau, de ma vieille, sincère et bien tendre affection. » Les relations reprirent entre les deux frères ; Féli reparla de son projet de se retirer à la Chênaie pour y finir ses jours dans « une vie calme et douce » ; mais peu à peu, les événements et les préoccupations politiques et sociales aidant, les lettres de Félicité deviennent plus rares et plus banales ; la dernière est datée du 1^{er} mars 1849. L'abbé Jean, encore une fois déçu, renferma en lui-même sa résignation et sa tristesse. Les deux frères ne devaient pas se revoir.

L'abbé Jean n'était pas la seule personne dont Lamennais répudiait la tendre affection. M^{me} Cottu elle-même sut ce qu'il en coûtait à ses anciens amis de se pencher sur cette âme ulcérée, malade, ombrageuse, et qui semble atteinte de ce délire des persécutions où avait déjà sombré la raison de J.-J. Rousseau. Au mois d'août 1840, elle avait eu une discussion fort pénible avec lui, et à plus d'une reprise elle l'avait

troublé, embarrassé. Il lui avait exprimé « une sorte d'horreur pour l'état ecclésiastique » : « Je n'ai jamais été si heureux, s'était-il écrié, que depuis que je suis sorti de tout cela. » — « C'est pourtant dans la plénitude de votre raison et de votre volonté que vous êtes entré dans tout cela », avait-elle riposté. Et lui, de répondre « avec embarras et en balbutiant » : « J'avais eu de grands chagrins, auxquels je cherchais une consolation. » Et l'entretien s'était poursuivi sur un ton d'exaltation amère, lui, manifestant sa complète incrédulité à l'égard du christianisme, son dégoût profond du sacerdoce, son mépris pour les prêtres, cette « classe d'hommes attachés sur l'homme comme le ver sur un cadavre » ; elle, opposant éloquentement sa vie d'autrefois à celle d'aujourd'hui, et réussissant à l'émouvoir sans le blesser (1). Les relations se prolongèrent entre eux, très amicales, quatre années encore. Mais, en 1844, un malentendu s'étant produit au sujet de ses lettres dont il demandait la communication, il répondit durement : « Au reste, ces lettres, je n'en veux plus. Vous me les confieriez maintenant, que je les renverrais sans les ouvrir. » La correspondance ne devait reprendre que dix années plus tard, à la veille même de la mort de Lamennais.

Ainsi, le cercle de ses plus vieilles amitiés se rétrécissait de plus en plus autour de lui. Il ne conservait plus guère que celle de Vitrolles, chez lequel il dinait une fois par semaine, quand l'aimable et spirituel baron se trouvait à Paris. Il vivait d'une vie de plus en plus retirée et morose ; il fallait un laissez-passer pour pénétrer jusqu'à lui. Il recevait la visite de quelques hommes politiques, de Béranger, surtout de Chateaubriand. Celui-ci déplorait profondément qu'il ne fût pas « resté attaché au sacerdoce ». « Quelle puissance de vie ! s'écriait-il dans une admirable page des *Mémoires d'outre-tombe*. L'intelligence, la religion, la liberté représentées dans un prêtre ! Dieu ne l'a pas voulu ; la lumière a tout à coup manqué à celui

(1) Au sortir de cet entretien, M^{me} Cottu en a écrit la relation ; j'en détache les lignes suivantes : « Il m'a beaucoup parlé de la conduite de Rome à son égard. En taxant d'hérésie ma doctrine de l'autorité, elle m'a forcé à l'examen. Je voulais fermer les yeux ; ce n'est pas ma faute si, m'obligeant à les ouvrir, j'y ai vu clair... » Certes, ce n'était pas là la conséquence des objections qui lui furent alors opposées ; mais, certes aussi, il y a eu grande maladresse et peut-être un coupable mouvement des passions envieuses dans la conduite de quelques membres du haut clergé envers cet illustre accusé. »

qui était la lumière; le guide, en se déroband, a laissé le troupeau dans la nuit. A mon compatriote, dont la carrière publique est interrompue, restera toujours la supériorité privée et la prééminence des dons naturels. Dans l'ordre des temps il doit me survivre; je l'ajourne à mon lit de mort pour agiter nos grands contestes à ces portes qu'on ne repasse plus. J'aimerais à voir son génie répandre sur moi l'absolution que sa main avait autrefois le droit de faire descendre sur ma tête. Nous avons été bercés en naissant par les mêmes flots; qu'il soit permis à mon ardente foi et à mon admiration sincère d'espérer que je rencontrerai encore mon ami réconcilié sur le même rivage des choses éternelles. » Lamennais ne serait plus Lamennais si, quelques années plus tard, quand il lut ces nobles lignes dans les colonnes de la *Presse*, il n'avait pas été ému jusqu'aux larmes.

En juin 1846, il avait fait un dernier séjour en Bretagne, à Trémigon, chez son beau-frère Ange Blaize. Il en avait été satisfait et, peut-être en souvenir de Chateaubriand, il avait manifesté l'intention d'acquérir, aux environs de Combourg, « une espèce de petit château gothique, avec un peu de terre autour », pour y finir ses jours en paix « loin du monde et des hommes ». L'affaire ne put aboutir, et le mois suivant, il était de retour à Paris.

A l'époque des *Affaires de Rome*, Sainte-Beuve lui avait prédit qu'il retrouverait des disciples. « De nouvelles âmes plus fraîches, écrivait-il, comme il s'en prend toujours au génie, font beaucoup oublier sans doute et consolent. » La prédiction s'était réalisée. De nouvelles âmes plus fraîches s'étaient attachées à Lamennais : tel ce Jean-Alexandre de Rouillac dont il se fit le garde-malade et qui, en mourant, l'institua son légataire universel; tel encore ce Jean Dessollière, ce tailleur de village qui professait pour lui un véritable culte naïf et touchant, et auquel il écrivit de nombreuses lettres de direction et d'amitié; tel enfin cet Alexis Gérard, dont la mère est au service de Lamennais, et qu'il suit et dirige dans la vie avec la plus active sollicitude. De son christianisme d'autrefois il a conservé un ardent amour des humbles, et cette noble passion qui explique et, dans une certaine mesure, justifie son évolution religieuse, n'était pas chez lui un thème facile et tout littéraire de lyriques effusions; elle

se traduisait par des actes de charité, de bienfaisance et de dévouement.

Il suivait avec une attention inquiète et souvent exaspérée les événements de la vie politique et sociale. La monarchie de Juillet n'a pas eu de censeur plus virulent, et l'on ferait une suggestive anthologie de tous les anathèmes qu'il a lancés contre elle : il ne lui pardonnait pas les timidités de sa politique extérieure et le pharisaïsme égoïste et bourgeois de sa politique intérieure. Et il ne s'en prenait pas seulement au gouvernement de son pays; c'est l'Europe presque tout entière qu'il enveloppait dans sa réprobation. Fidèle à son rôle d'avocat des peuples opprimés, il dénonçait avec une inlassable persévérance les « crimes inouïs » qui se commettaient contre eux. Il publiait, en collaboration, une brochure enflammée qui s'intitulait *le Deuil de la Pologne, protestation de la démocratie française et du socialisme universel*. Peu après, il lançait un appel : *A la démocratie européenne la démocratie française*. Il se défendait d'être socialiste à la manière d'un Saint-Simon ou d'un Fourier : ni la patrie, ni la propriété, ni la famille ne l'ont compté au nombre de leurs détracteurs; mais il l'était en ce sens qu'il aspirait de tout son être à l'avènement d'une société nouvelle, « à laquelle rien ne sera comparable dans le passé », et dans laquelle, par la vertu du principe d'association universellement appliqué, le maximum de justice sociale compatible avec la condition humaine serait enfin réalisé.

Dans ces dispositions d'esprit, la Révolution de 1848 ne devait pas le surprendre. Ne l'avait-il pas prédite presque quotidiennement, en déclarant à qui voulait l'entendre que les choses ne pouvaient pas durer ainsi, que de graves événements étaient proches, que Dieu s'apprêtait à châtier ceux qui se dérobaient à sa loi et à renouveler de fond en comble tout le vieux monde? Il écrivait dès 1834 à la comtesse de Senfft : « Montrez-moi quelque part un pan de muraille solide : et on ne reconnaîtrait pas là le doigt de Dieu, la grande loi de l'univers qui, fixant à toutes choses leur durée, marque à chacune leur heure fatale? L'aiguille qui indique le mouvement du temps sur la grande horloge des siècles a accompli une de ses révolutions; elle en recommencera une autre, et nulle puissance humaine ne l'arrêtera, ou ne la fera rétrograder. » Et un an plus tard, à Coriolis : « Ne trouvez-vous pas quelque

chose d'étrange, et même d'effrayant, dans le contraste de cette frivolité et de l'immense révolution qui s'accomplit au sein de la société humaine ? Pendant que les hautes classes, amollies de jouissances et de luxe, s'enivrent de leur *fandango*, partout, dans le lointain, un bruit sourd annonce que bientôt commencera la pyrrhique des peuples. Je ne puis comprendre que tant d'hommes, qui ne manquent ni d'esprit, ni de sens, s'obstinent à penser que le mouvement n'est qu'à la surface, et qu'il s'apaisera sans qu'il en résulte autre chose que de légères modifications dans les formes sociales. Le mouvement est, croyez-le bien, dans les profondeurs les plus intimes de l'humanité, et rien ne le calmera qu'il n'ait produit un monde nouveau. » Il avait été bon prophète.

DÉPUTÉ ET JOURNALISTE

Le 24 février, tandis que Louis-Philippe partait pour l'exil, l'insurrection victorieuse improvisa un gouvernement provisoire. Le nom de Lamennais fut prononcé et écarté. N'ayant pu être ministre, — il n'avait pas d'ailleurs brigué ce poste, pour lequel il n'était point fait, — il se refit journaliste. Le 27 février paraissait le premier numéro du *Peuple constituant*. Il avait groupé autour de lui plusieurs écrivains fort obscurs : le seul qui ait surnagé est le futur historien Henri Martin. Pour suffire à la lourde besogne qu'exigeait de lui la direction et la rédaction d'un journal quotidien, auquel il a donné de nombreux articles, l'auteur des *Paroles d'un croyant* retrouvait toute la verve et l'activité de sa jeunesse. Il travaillait quatorze ou quinze heures par jour. Sa ferveur républicaine et démocratique s'alliait du reste à une grande modération de vues. « Point d'anarchie et point de réaction » était sa devise, et Lamartine le félicitait de condamner « la guerre, la démagogie et les doctrines antisociales ». Les socialistes le répudiaient, et quand il s'agit de procéder aux élections, ils l'éliminèrent de leurs listes.

Il semble avoir été partagé entre son goût très vif de la tranquillité et sa passion du bien public. Sa candidature avait été d'abord posée dans le Tarn-et-Garonne. Il écrivait à ce sujet : « Ce n'est pas à moi de me juger, et, par conséquent, il ne m'appartient pas de solliciter des suffrages que d'autres

peuvent aisément mériter mieux que moi, mais si la confiance de mes concitoyens m'appelait à remplir les hautes fonctions de représentant de la France en cette occasion solennelle, je n'écouterai que mon zèle et ma reconnaissance, et je croirais devoir accepter. » Mais, quelques semaines plus tard, il écrivait à Vitrolles : « Loin d'aspirer à la représentation, je serais, au contraire, le plus heureux homme du monde de garder ma liberté, et je l'espère encore ; l'usage que j'en ferais serait de me retirer en Bretagne pour y finir en repos et en paix ma vie de labeur, et j'ai déjà pris mes mesures pour cela. » Il se laissa pourtant porter sur quelques listes simplement républicaines du département de la Seine, et il fut élu, le 23 avril, le dernier des trente-quatre députés du département. Le 4 mai, il allait siéger à l'extrême-gauche du Palais-Bourbon, tout près de celui qu'on appelait maintenant le Père Lacordaire. L'histoire a de ces ironies déconcertantes.

Déjà président de la « commission des dons et offrandes à la patrie », et, à ce titre, signataire d'une circulaire qui fut adressée à tout l'épiscopat français, Lamennais fut élu, à un grand nombre de voix, membre de la commission de constitution. Il venait d'élaborer, nouveau Sieyès, un *Projet de constitution* autour duquel les journaux avaient fait quelque bruit. Le *Projet* débutait par ces mots : « Au nom de Dieu, en présence de l'humanité, dans laquelle tous les peuples sont solidairement unis, comme les membres d'un même corps, le peuple français déclare qu'il reconnaît des droits et des devoirs antérieurs et supérieurs à toutes les lois positives et indépendantes d'elles. Ces droits et ces devoirs, directement émanés de Dieu, se résument dans le triple dogme qu'expriment ces mots sacrés : *Égalité, Liberté, Fraternité*. » Énergique décentralisation fondée sur l'autonomie presque complète de la commune, du canton et du département, élection du Président de la République par le suffrage universel, gratuité de l'enseignement à tous les degrés, impôt progressif, suppression du monopole universitaire, séparation de l'Église et de l'État et suppression du budget des cultes, abolition de la peine de mort en matière politique : tels étaient les principales dispositions de la constitution officielle. Mécontent de se voir pris insuffisamment au sérieux, Lamennais ne tarda pas à envoyer sa démission de membre de la commission.

Médiocre orateur, dédaigneux des manœuvres et des intrigues, son rôle à l'Assemblée nationale fut celui d'un député assidu et consciencieux, mais peu influent. Il se réservait pour sa besogne et son action de journaliste. Resté prêtre, quoi qu'il en eût, il voit dans la presse un « sacerdoce social », et il s'emploie de son mieux à l'éducation morale et politique du peuple. Mais à ses conseils de sagesse, quand il croit voir l'œuvre démocratique menacée par la réaction bourgeoise, il mêle bien des paroles imprudentes qui peut-être n'ont pas été sans fermenter dans certaines âmes populaires et les exciter à la révolte. On voudrait être sûr qu'il n'eut aucune part de responsabilité dans les émeutes qui soulevèrent contre l'ordre établi les classes ouvrières grisées de folles promesses et exaspérées par le chômage, la misère et la faim. Après les funestes journées de juin, il plaida avec force hyperboles la cause des vaincus. « Le pardon, l'amour expient tout, déclarait-il ; ils font plus, ils sauvent, ils ramènent les frères dans les bras des frères ; ils s'unissent de nouveau. » Lui-même ne devait pas pardonner à son neveu Ange Blaize d'avoir été blessé en faisant le coup de feu contre les insurgés ; il ne voulut jamais le revoir. Quand vint l'heure de la dure répression, il protesta avec la plus fougueuse indignation par la parole et par la plume, accusant la royauté d'avoir « organisé successivement ces affreux massacres sur tous les points de l'Europe ».

Pour réduire la liberté de la presse, on imposa aux journaux quotidiens l'obligation d'un cautionnement de 24 000 francs. C'était la mort du *Peuple constituant*. Un dernier numéro, tiré à 400 000 exemplaires, parut, encadré de noir, le 11 juillet. Il contenait un virulent article de Lamennais qui fit grand bruit, et qui se terminait par ces lignes cinglantes : « On voulait à tout prix nous réduire au silence. On y a réussi par le cautionnement. Il faut aujourd'hui de l'or, beaucoup d'or pour jouer du droit de parler. Nous ne sommes pas assez riches. Silence au pauvre ! » Le journal fut saisi, le gérant poursuivi. Lamennais eut beau monter à la tribune de la Chambre pour réclamer, de sa pauvre voix voilée, des poursuites contre lui-même : on ne l'écouta pas. Sa soif du martyr ne fut pas exaucée : il n'eut pas la satisfaction d'être enfermé dans « les cabanons de la République ».

Cette République dont il avait si passionnément souhaité l'avènement allait mettre trois années encore à mourir. Il fut un de ses derniers fidèles. Aux élections de mai 1849, il figura sur la liste démocratique socialiste : il fut réélu par 113 331 voix. Il siégea sur les bancs de la Montagne, et ses votes se mêlaient à ceux des plus fougueux et des plus obscurs démocrates. Il combattit de tout son pouvoir l'ascension, qu'il prévoyait, de Louis-Napoléon Bonaparte, l'expédition destinée à rétablir le pouvoir temporel du Pape. « Je ne vois de fort aujourd'hui que la démocratie et de possible que la République, écrivait-il à Vitrolles. Aussi, réussit-on à l'abolir, comme on le veut et comme cela se peut, je ne doute pas le moins du monde qu'elle ne renaquit bientôt, mais par des convulsions que je souhaiterais, de toute mon âme, épargner à notre pauvre France. »

Ruiné par ses éditeurs successifs, il travaillait pour le libraire ; il acceptait la rédaction du journal *la Réforme* qui, après avoir prospéré quelque temps, périclita au bout de trois mois. Parmi ses collaborateurs, qu'il choisissait et rétribuait à son gré, figura un moment le jeune Leconte de Lisle, dont il dut calmer les ardeurs antireligieuses. Non pas qu'il fût lui-même un écrivain d'opinions fort modérées : il combat sans ménagements la « réaction » sous toutes ses formes ; royalistes et bonapartistes sont accusés par lui de fomenter les plus noirs complots ; il s'attaque à « la double tutelle du presbytère et du château », au « despotisme papal » ; la liberté même de l'enseignement, qu'il avait jadis si énergiquement défendue, lui paraît maintenant une sorte de machine de guerre entre les mains des ennemis du peuple, et il votera contre la loi Falloux. Par ferveur démocratique, il épousera les idées et il tiendra le langage d'un pur Jacobin.

Ses aspirations religieuses elles-mêmes devenaient de plus en plus vagues et de plus en plus vaporeuses. Il avait accueilli jadis à la Chênaie un médecin genevois du nom de David Richard, qui, né dans le protestantisme, s'en était peu à peu détaché. Quoique très épris de Lamennais, il ne l'avait pas suivi dans son évolution ; et même, suivant une marche inverse, il s'était, en 1848, s'inspirant des premiers écrits de l'auteur de *l'Indifférence*, définitivement converti au catholicisme. Lamennais lui écrivit à ce sujet : « Je ne suis pas sur-

pris que vous ayez quitté le protestantisme, pure négation, où il est impossible à la raison de se reposer, et qui ne satisfait pas davantage le cœur. Quant au parti que vous avez pris, il est certainement assez justifié par vos convictions personnelles. Je suis, pour moi, très loin de les partager, et, au contraire, *j'en suis chaque jour plus éloigné*; chaque jour ce qui vous apparaît comme vrai, prend à mes yeux un caractère plus évident d'erreur. La paix que vous y avez cherchée, je l'ai trouvée ailleurs, avec une foi plus pleine et plus ferme, plus complètement en harmonie avec toutes les puissances de mon âme, que je ne l'éprouvai jamais. Vous avez choisi un siège dans le passé pour vous y asseoir; vous le pouviez, je ne vous en blâme point, nul ne relève que de sa conscience. La mienne me commande de marcher avec l'humanité que Dieu guide... Disciple du Christ, et non pas de l'Eglise, je me sépare entièrement du dogmatisme de celle-ci, pour me tenir dans l'enseignement de l'autre, dans sa loi qu'il nommait si bien la loi de vie, loi impérissable, éternelle, *parce qu'elle n'est que la loi souveraine, immuable, la loi nécessaire de la nature.* »

Cette paix que Lamennais, — peut-être avec trop d'insistance, — se vantait d'avoir trouvée dans une sorte de naturalisme humanitaire qui n'a de chrétien que le nom, n'avait pas adouci son caractère, calmé ses nerfs malades, chassé ses humeurs noires, mis quelque vraie sérénité dans son âme. Il avait toujours été irritable; il l'était devenu plus que jamais. Il était ombrageux, susceptible, quinteux; il se croyait entouré d'ennemis ou de coquins; au moindre soupçon, il retirait sa confiance, rompait avec les plus sûres, les plus fidèles amitiés: son neveu, son beau-frère, après son frère Jean, en firent la douloureuse expérience. Il s'était lié très intimement avec un assez curieux personnage, Auguste Barbet, ancien receveur des finances, chez lequel l'esprit positif s'alliait à toute sorte d'aspirations démocratiques. Et morose, grondeur, mécontent du présent, toujours fécond en prophéties sinistres, toujours plein d'espoir en un radieux avenir, en une terre promise qu'il ne verrait pas, mais qu'il habitait par la pensée, il vieillissait tristement, avec le sentiment croissant qu'il avait manqué sa destinée.

Il avait eu beau prévoir et prédire le dénouement tout

naturel de la situation politique et sociale, où la Révolution de février avait plongé la France : quand ce dénouement se produisit, il en fut profondément affligé et accablé. Une lettre de M. de Vitrolles à l'abbé Jean, postérieure à la mort de l'écrivain, nous dépeint avec précision son état d'esprit d'alors. « Le coup du Deux Décembre, écrit Vitrolles, avait frappé comme une massue sur la tête de notre ami. Atterré pendant près de six semaines, au point qu'il se refusait à me voir, il ne s'était relevé qu'en employant toutes les facultés de son esprit à se rassurer, sur l'avenir qu'il désirait, par des espérances vives et prochaines qu'il avait réduites en système. Il ne sortait plus de ce cercle : *circa unum et idem*, et ses conversations les plus intimes étaient de longues tirades sur ce sujet et qui duraient bien trois quarts d'heure ou une heure, sans permettre qu'on l'interrompît. En même temps, il s'exaltait dans ses idées et arrivait, sur les sujets politiques et religieux, à ces extrêmes que la raison humaine la plus forte ne peut aborder, sans tomber dans l'absurde. » Suivant en cela la pente invincible de son esprit, il n'échappait au présent qu'en vivant dans l'avenir : poète irréductible, ce Celte obstiné, cet idéaliste impénitent se laisse toujours séduire aux mirages enchanteurs d'un univers qu'il construit de toutes pièces, d'un lumineux âge d'or que son imagination projette dans les invérifiables temps futurs.

LES DERNIÈRES ANNÉES

Au moment du coup d'État, Lamennais va avoir soixante-dix ans. C'est alors le pâle et chétif vieillard au visage tourmenté, au regard sombre et pénétrant, qu'a popularisé le beau portrait d'Ary Scheffer. Il écrivait déjà, trois années auparavant, à son frère : « Complètement seul dans mon intérieur, ma vie est des plus tristes. Que faire à cela ? Nul n'y peut rien : c'est la suite naturelle, la conséquence inévitable de la vieillesse. » Est-il vrai qu'il ait tenu à Béranger vers le même temps les propos que nous rapporte le pasteur Napoléon Peyrat : « Il avouait qu'il n'était pas né pour la prêtrise ; qu'il s'y était laissé inconsidérément entraîner par le vertueux abbé Carron ; qu'il lui fallait la vie laïque en plein vent et en plein soleil ; qu'il regrettait de n'être pas marié, de n'avoir

pas une femme, des enfants; mais que, pour se former une famille, il était déjà trop âgé lorsqu'il rompit avec le sacerdoce » ?

Il est possible; mais en parlant ainsi, ne s'est-il pas mépris sur les meilleures parties de lui-même? N'a-t-il pas méconnu sa vocation d'apôtre, qui a survécu même à sa défection? Ce qui est certain, c'est que, s'il y avait eu une femme dans la vie de Lamennais, son cas, trop semblable à celui de Luther ou du Père Hyacinthe, perdrait presque tout intérêt à nos yeux; nous ne pourrions prendre au sérieux la raison décisive qu'il a toujours donnée de sa rupture avec Rome, à savoir l'obligation qui s'est imposée à lui de se détacher d'une Église qui, selon lui, répudiait sa divine mission de protectrice et de consolatrice des classes populaires. La tristesse désolée de sa vieillesse solitaire nous est une garantie de sa profonde sincérité.

N'ayant plus de tribune, il s'était attelé, après sa traduction du *Nouveau Testament*, à une traduction de la *Divine Comédie*. Il avait toujours aimé Dante et il se sentait avec le vieux poète toute sorte d'affinités électives. Il a essayé de rendre avec une fidélité souvent excessive cette poésie âpre et ardente: sa traduction inégale, heurtée, laborieuse n'a satisfait ni le grand public, ni les spécialistes; mais elle a d'étranges beautés et elle reflète assez exactement l'état perpétuellement agité de son âme. A sa traduction il voulait joindre une longue *Introduction* qu'il n'a pu achever, et qui n'est, à la bien prendre, qu'un violent réquisitoire contre la papauté et le catholicisme.

On souffre de voir l'auteur des *Réflexions sur l'Imitation* s'abaisser à des diatribes qui rappellent le plus mauvais Voltaire ou le pire Victor Hugo. Il a rompu les derniers liens qui naguère le rattachaient encore à cette tradition spirituelle dont il avait été un si ferme défenseur. Sa religion finale, telle qu'il nous l'expose, — car il se croit encore religieux, et il n'a jamais pu s'accommoder du scepticisme, — est bien le plus singulier électisme que l'on puisse concevoir: des bribes de christianisme qui flottent au-dessus d'une sorte de vague mixture doctrinale dont les éléments sont empruntés tantôt au déisme, tantôt au panthéisme, tantôt à un naturalisme à prétentions scientifiques: peu de logique dans tout cela et un souverain mépris des objections qui s'imposent; des aspirations confuses et contradictoires et qui sont le signe d'un

grand trouble intérieur bien plutôt que d'une pensée vigoureuse et cohérente. Quand on le voit écrire, en 1841, à M^{me} Yeméniz : « Ma nature est de croire, mais de croire par raison et non par imagination. Aussi, à aucune autre époque de ma vie, je ne crus avec une fermeté si tranquille et si grande », on ne peut s'empêcher de se dire qu'il ne se connaissait pas très bien lui-même.

Il s'était refusé, pour des motifs hautement honorables de charité à l'égard d'autrui, à écrire ses mémoires, comme on l'en sollicitait de divers côtés, mais il « recueillait ses correspondances les plus intimes, pour qu'elles pussent, après sa mort », faire bien connaître « ses pensées véritables, aux différentes époques de sa vie ». Il ne sortait guère de chez lui, et, toujours épris de changement, rarement satisfait des logis qu'il occupait, il déménageait avec une facilité singulière. Avec l'âge, il était devenu non pas précisément avare, mais inquiet du lendemain, très préoccupé d'accroître ses ressources, et il se croyait plus pauvre qu'il n'était véritablement. Il aventurait volontiers son argent dans des spéculations ou des entreprises hasardeuses, et il fut souvent la dupe d'hommes d'affaires peu scrupuleux. Il avait constitué une galerie de tableaux, à laquelle il attribuait une valeur hyperbolique, et qui, après sa mort, fut vendue sensiblement au-dessous de ce qu'elle lui avait coûté. Sur le régime impérial et l'attitude politique des catholiques il s'exprimait avec une sombre irritation, lançant des anathèmes qui faisaient directement écho à ceux que Victor Hugo, sur son rocher de Jersey, confiait à sa « Muse Indignation ». Il vaticinait avec son habituelle intempérance, toujours plein de confiance dans les merveilleuses revanches que l'avenir réservait à l'idyllique idéal qu'il s'était forgé.

Il vieillissait ainsi fort tristement, assez isolé, sentant ses forces décliner et ses infirmités s'aggraver. Il était venu échouer au quartier du Temple dans une vieille maison de la rue du Grand-Chantier. Vers la fin de 1853, M^{me} Cottu, qui était veuve depuis quatre ans, lui écrivit pour reprendre contact avec lui. Il fut touché de cette démarche : « Le silence n'est pas l'oubli, répondit-il ; mais, je vous l'avoue, je craignais le vôtre. Vous retrouver, retrouver votre cœur m'a fait plus de bien que je ne saurais vous l'exprimer... Oui, rappo-

chons-nous pour ne plus nous séparer qu'à l'heure où l'on ne se dit pas adieu, mais au revoir, et, grâce à Dieu, c'est toujours bientôt. A vous, comme il y a trente-cinq ans. » Elle alla le voir, et la correspondance recommença entre eux.

Pour fort peu de temps, à vrai dire. Le 16 janvier 1834, atteint d'une pleurésie qui, au début, fut assez mal soignée, Lamennais dut s'aliter. Se sentant gravement malade, il remit à ses deux exécuteurs testamentaires, son ami Auguste Barbet, et son cousin Adrien Benoit-Champy, un billet ainsi conçu : « Je veux être enterré au milieu des pauvres, et comme le sont les pauvres. On ne mettra rien sur ma fosse, pas même une simple pierre. Mon corps sera porté directement au cimetière, sans être présenté à aucune église. » Barbet était en outre chargé « de la surveillance et de l'administration de sa maison et de ses intérêts ». A-t-il rempli avec tout le tact, toute l'impartialité désirables les délicates fonctions dont il était investi ? On l'a parfois contesté (1) ; mais d'après son propre témoignage, précis et détaillé, et qui respire la plus parfaite bonne foi, il semble bien que l'on ait eu tort. Plusieurs visites ecclésiastiques qui se présentèrent, celles entre autres du Père Ventura et de l'abbé Martin de Noirliu, furent écartées. Au reste, Lamennais, il l'a dit formellement, n'aurait pas voulu les recevoir.

M^{me} Cottu put le voir à plusieurs reprises et échanger avec lui quelques paroles de mutuelle affection. « Sur son lit de mort, a-t-elle écrit, il a eu encore non pas seulement des paroles, mais des tressaillements d'ineffable tendresse pour les larmes qu'il faisait couler. » Il n'en insistait pas moins pour qu'on « se conformât scrupuleusement aux instructions qu'il avait données ». Une amélioration s'étant produite, le malade put recevoir dans les premiers jours de février la visite de sa nièce, M^{me} Élie de Kertanguy, sa légataire universelle : « Je sens que c'est fini, lui dit-il ; il faut se résigner à la volonté de Dieu ; je serai bien quand je me reposerai près de lui. » Elle évoqua le

(1) Notamment Joseph d'Ortigue, un des hôtes de la Chênaie, qui avait rédigé une relation manuscrite des derniers jours de Lamennais, dont on nous a aimablement donné communication. Nous avons pu consulter d'autre part une *Notice sur les trois frères Barbet (Barbet de Jouy, Henry et Aug. Barbet) et sur leurs ancêtres protestants, suivie du récit des derniers moments de F. de Lamennais, fait par Aug. Barbet, l'un de ses exécuteurs testamentaires*, Paris, Renouard, 1919 (non mis dans le commerce).

souvenir de l'abbé Jean qui, à demi paralysé, avait l'immense douleur de ne pouvoir venir : « C'est heureux qu'il ne soit pas venu », répondit-il ; il consentit pourtant, après quelque hésitation, à ce qu'on dît à son frère « bien des choses de sa part ».

Il était très absorbé, parlait peu, ayant, nous dit son neveu Ange Blaize, « toute sa pensée concentrée en Dieu ». Il eut une nuit « comme une vision de l'éternelle béatitude » et en parla avec effusion. Il était très affaibli ; une congestion pulmonaire se déclara. Le dimanche 26 février, se sentant près de sa fin, il dicta quelques lignes testamentaires pour imposer à sa légataire universelle l'obligation morale de ne s'opposer à la réimpression d'aucune de ses œuvres. Dans la journée, la situation s'aggrava. Il y avait là Barbet, Armand Lévy, Joseph Montanelli, Henri Martin. « Nous étions depuis quelques instants, ont-ils raconté, agenouillés près de son lit, quand tout à coup, et attachant sur nous un regard fixe et long, et pressant la main aux deux plus proches, il dit : « Ce sont les bons moments. » L'un de nous lui dit : « Nous serons toujours unis avec vous. » Il répondit, en faisant un signe de tête : « C'est bien, nous retrouver... » Peu après survint David d'Angers, puis Carnot et Mme de Kertanguy. Celle-ci, s'adressant au mourant, lui dit : « Féli, veux-tu un prêtre ? Tu veux un prêtre, n'est-ce pas ? » Il répondit : « Non. » Elle reprit : « Je t'en supplie. » Il dit d'une voix plus forte : « Non, non, non ; qu'on me laisse en paix. » Le lendemain matin, à neuf heures et demie, il expirait.

Les obsèques furent fixées au mercredi 1^{er} mars, jour des Cendres. On redoutait des manifestations, et l'heure matinale du convoi fut brusquement avancée. Peu de personnes, dans la brume, suivaient l'humble char funèbre. Sur la route, le cortège grossissait à vue d'œil ; des ouvriers s'y joignaient. Au Père-Lachaise une foule attendait. Le préfet de police, qui était là, avec une double cohorte d'agents, autorisa vingt personnes seulement à entrer au cimetière. Il y eut des protestations, quelques scènes de désordre, vite réprimées d'ailleurs. Conformément à la volonté du mort, le cercueil fut descendu dans la fosse commune. Aucun discours ne fut prononcé. Quand le terrain eut été nivelé, le fossoyeur demanda : « Faut-il mettre une croix ? » Barbet répondit : « Non. » Et dans le

silence lugubre, une voix s'éleva : « Messieurs, vous pouvez vous retirer. Tout est fini. »

Quand il avait appris que la fin approchait, l'abbé Jean, tout malade et impotent qu'il fût, en dépit des oburgations de son entourage, avait voulu partir pour Paris. A Rennes, il reçut la nouvelle de la mort. Accablé de douleur, il reprit la route de Ploërmel, où il arriva, épuisé de fatigue et de chagrin. Une nouvelle attaque, qu'on redoutait, fut conjurée. Le 18 juin, il se rendit à la Chênaie, se fit ouvrir la chapelle fermée depuis vingt ans et y dit la messe. Puis, sur la terrasse solitaire, regardant les volets clos de la chambre de son frère, il s'écria, désespéré : « Féli ! oh ! Féli ! » Et il tomba évanoui.

CONCLUSION

Telle fut la fin de celui dont l'ardente parole avait agité tout son siècle, rappelé les âmes à l'obsession du problème religieux et social. Avant tout, ce fut un candide et un tendre, et ses variations, ses contradictions même s'expliquent par les désillusions d'un cœur meurtri et obstiné, bien plutôt que par le fol orgueil qu'on lui a gratuitement prêté (1). Croyons-en là-dessus quelqu'un qui l'a bien connu et profondément aimé : « L'orgueil, écrivait M^{me} Cottu à la veille de mourir, l'orgueil n'était pour rien dans sa funeste témérité ; et, dût-on crier anathème sur ceci : nul n'a aimé, nul n'a senti Dieu plus que lui ! Son âme s'unifiait à lui par tous les points. Et quand il trouvait à une autre âme les mêmes aspirations, quelle sympathie fidèle triomphait du temps, des divergences d'opinion,

(1) Sainte-Beuve, qui n'a pas toujours été juste pour Lamennais, conclut ainsi son article de 1861 sur la *Correspondance* : « Lamennais était un apôtre et un prophète égaré, dépaycé : un apôtre, après tout, n'est pas un homme politique ; un prophète n'est pas un conseiller d'État, de salon ou de canapé. Il peut suffire à sa justification auprès des races futures que quelques-uns de ses essors et de ses coups d'œil aient une longue portée. Or, cela est vrai de l'esprit étrange et puissant dont nous parlons. Un homme qu'il combattit toute sa vie et qui ne le rencontra jamais en face (tant Lamennais était toujours en deçà ou au delà), M. Guizot, a tracé de lui, au tome III de ses *Mémoires*, un portrait supérieur, éloquent, ressemblant, généreux d'intention jusque dans sa sévérité, admirable de talent, pour tout dire. Eh bien ! dans l'avenir, sur quelques-unes des questions les plus vivaces, il n'est pas sûr que, des deux, ce soit Lamennais qui passe pour s'être le plus trompé. »

du franc parler intrépide, de tout ce qui brise le commun des liens ! »

A cet ardent amour de Dieu se joignait un immense amour du peuple, qu'il paraît volontiers de toutes les vertus et dont il aurait voulu passionnément soulager les misères. Peu d'hommes se sont aussi intimement pénétrés du *Misereor super turbam* de l'Évangile, et il n'aurait pas quitté l'Église si, dans l'impatience de son zèle, il n'avait pas cru voir l'Église infidèle à la parole évangélique. Fatale erreur d'une âme généreuse, mais excessive et insuffisamment mêlée aux réalités et aux contingences de la vie, et pour laquelle ceux-là mêmes qui auraient dû la soutenir ne se sont souvent montrés ni très justes, ni très charitables.

Pauvre Lamennais ! Il est venu trop tôt dans un monde trop jeune. Supposez qu'il ait vécu un demi-siècle plus tard : il aurait vu presque toutes ses idées, mais modérées, mais assagies, reprises et appliquées par Léon XIII, et Rome n'aurait pas déçu ses espérances. Oublions, pour le bien juger, ses violences, ses sautes d'humeur, ses contradictions, ses rancunes, et sa douloureuse fin d'existence, et regardons d'un peu haut sa pensée, son âme et son œuvre. Le génie de notre âge était si parfaitement en lui que toutes les directions du catholicisme contemporain ont chez lui leur commune origine. Il est, par Gerbet, qui fut, comme l'on sait, l'un des inspirateurs du *Syllabus*, le père de ce que l'on pourrait appeler le catholicisme infaillibiliste. Par Lacordaire et Montalembert, il a présidé aux destinées du catholicisme libéral. Le catholicisme social peut le revendiquer comme son ancêtre authentique. Enfin le journalisme catholique, — Veuillot l'avait bien senti, — lui doit une orientation et des exemples. Ce sont là peut-être d'assez grands services dont les plus sévères pourraient lui tenir compte. Et ceux qui sont portés à l'indulgence pour les génies malheureux auront toujours une vive sympathie, et même quelque pitié, pour cette âme noble, passionnée, gémissante, pour ce haut esprit généreux et pour cette tragique destinée.

VICTOR GIRAUD.

A PROPOS DES ASSURANCES SOCIALES

ÉTATISME ET INITIATIVES PRIVÉES (1)

La loi sur les Assurances sociales a, dès le début, suscité de violentes critiques, dans tous les milieux. Même parmi les bénéficiaires, un grand nombre refuse encore de s'y conformer. Cependant, cette loi, qui procède assurément d'une pensée généreuse, est appliquée; mais son application même a révélé de telles imprévoyances, de telles imperfections, que, de l'avis unanime de ses auteurs comme des assujettis, une réforme s'impose.

Malgré les énormes difficultés que cette loi soulève dans l'ordre pratique, j'ai tenu à la faire appliquer intégralement dans mes Établissements; j'ajouterai que mes collaborateurs et moi, nous avons mis notre amour-propre à faire réussir l'expérience, quoi qu'il en pût coûter d'efforts et de dépenses.

LA MUTUALITÉ ET LA NOUVELLE LÉGISLATION

Depuis l'origine de nos Établissements, c'est-à-dire depuis un siècle, nous disposons d'un ensemble d'œuvres sociales successivement créées au profit de notre personnel, constamment mises en harmonie avec les progrès des connaissances et des moeurs, avec les besoins toujours changeants d'une population ouvrière.

Notre personnel avait constitué des Sociétés de secours mutuels, qui groupaient la totalité de nos employés et ouvriers.

(1) Lecture faite à l'Académie des Sciences morales et politiques le 25 mars.

Nous avons organisé un service médical très développé, fonctionnant en liaison avec ces institutions mutualistes. Un Hôtel-Dieu, avec ses services chirurgicaux et médicaux, une Maternité, avec ses consultations prénatales et son organisation de surveillance des enfants en bas-âge, un Dispensaire, une Maison de retraite, un règlement de retraites, périodiquement réadapté aux besoins du jour, procuraient à notre personnel des avantages au moins équivalents à ceux qui sont prévus par la loi sur les Assurances sociales.

Ces institutions avaient, sur les réalisations légales, l'avantage d'être simples, de rendre plus intime la collaboration qui unit tous ceux qui sont associés à une même entreprise, de présenter une souplesse permettant de s'adapter rapidement aux besoins nouveaux, d'évoluer facilement dans le sens du progrès.

La création de Caisses primaires pour la maladie et pour la vieillesse n'a rencontré aucune difficulté dans un milieu où tous les intéressés étaient groupés dans des Sociétés de secours mutuels. L'union de ces Sociétés a constitué les Caisses primaires qui fonctionnent, actuellement, dans les meilleures conditions.

Pourquoi cette adaptation s'est-elle faite si heureusement ? Nous nous trouvions en présence d'un ensemble très complet d'institutions créées progressivement, bien adaptées aux besoins de la population ouvrière, et qui lui inspiraient confiance. Notre personnel avait pris l'habitude de participer, par ses cotisations, au fonctionnement des Sociétés de secours mutuels et à la constitution des pensions de retraite. Bien que la législation nouvelle impose aux assujettis des cotisations beaucoup plus élevées, pour des avantages à peu près équivalents, l'application du précompte n'a donné lieu à aucune difficulté sérieuse. Les groupements mutualistes avaient développé la pratique de l'association parmi leurs sociétaires habitués à travailler en commun, et qui se connaissaient de longue date. Il s'était formé, dans notre milieu, des hommes dévoués et expérimentés, possédant la confiance de leurs camarades, et ayant acquis toutes les capacités nécessaires pour bien administrer les Caisses. Enfin, le caractère libéral et désintéressé de nos œuvres médicales avait habitué la population ouvrière à se soigner sérieusement, et à éliminer toute ten-

dance aux fraudes, si dangereuses en matière d'assurance-maladie.

En somme, une pratique presque séculaire des institutions sociales, le soin apporté à en assurer le bon fonctionnement, les excellentes habitudes contractées par une population stable, homogène et intelligente, ont rendu possible, dans nos usines, l'application de la nouvelle loi.

L'ESPRIT DE LA LOI

On aurait pu croire que le législateur, au moment où il se préoccupait d'instituer un régime d'assurances sociales, se serait reporté aux institutions qui constituaient déjà, dans notre pays, d'intéressantes réalisations en matière d'assurance contre la maladie et la vieillesse. On aurait pu concevoir la nouvelle législation comme le prolongement, l'amélioration, la généralisation des lois sur les Sociétés de secours mutuels et sur les retraites ouvrières.

Les choses se sont passées tout autrement, et ceux qui, dans l'avenir, étudieront objectivement la genèse de la loi sur les Assurances sociales, seront surpris de voir avec quelle facilité ses auteurs ont fait table rase de tout ce qui existait.

La loi sur les Assurances sociales est, avant tout, une construction théorique. C'est ce qui en rend l'intelligence si malaisée. Au lieu de se proposer un objet unique et d'être aménagée dans ce seul dessein, elle poursuit plusieurs buts et s'encombre de nombreuses préoccupations incidentes.

La loi est trop touffue ; on a voulu y mettre trop de choses. Toutes les initiatives généreuses se sont donné libre cours au moment de son élaboration. On ne s'est pas contenté de faire une assurance contre la maladie, l'invalidité, la vieillesse. On a voulu, tout ensemble, organiser les institutions d'hygiène sociale, encourager et subventionner les familles nombreuses, protéger la maternité, donner des secours au décès, réglementer, dans une certaine mesure, l'emploi des ouvriers étrangers, pénaliser l'emploi des travailleurs âgés. Chacune de ces initiatives crée des complications administratives, multiplie les papiers, les formalités, entraîne des dépenses. N'eût-il pas été d'une meilleure méthode de réaliser une œuvre plus limitée, et par suite plus claire, plus aisée à comprendre, à appli-

quer par ceux auxquels elle s'adressait : patrons et ouvriers?

En créant nos œuvres sociales particulières, nous avons résolu les problèmes successivement, nous avons réalisé progressivement chacune de nos institutions en nous inspirant des besoins propres à notre personnel.

Par la même méthode, le législateur aurait incontestablement fait entrer plus aisément la législation nouvelle dans les mœurs. Il aurait évité ce formidable appareil administratif si onéreux, conséquence de l'ampleur excessive de l'édifice. Il aurait épargné à son œuvre le grave défaut de soumettre les situations les plus variées à une règle uniforme qui ne tient compte ni des différences de mœurs, qui existent suivant les régions, ni des habitudes particulières à chaque profession.

Est-il sage, par exemple, de ne faire aucune distinction entre le personnel stable d'usines anciennes, et celui de chantiers d'entreprises dont la durée ne dépassera pas, parfois, quelques mois. et dont les ouvriers se disperseront aux quatre coins de l'horizon, lorsque les travaux seront terminés?

Les conditions de travail sont-elles identiques dans les grandes et dans les petites villes ou les régions semi-rurales? Est-il d'une bonne méthode de confondre les grandes et les petites entreprises, le commerce et l'industrie, les salariés dont l'existence se passera vraisemblablement dans la même profession et ceux pour lesquels le salariat n'est qu'une situation de début, souvent temporaire? Dès la mise en vigueur de la loi, l'expérience n'a-t-elle pas montré que son application était à peu près impossible dans les régions rurales?

L'existence de ces difficultés ne devrait-elle pas, dans une matière aussi délicate, inciter le législateur à limiter son action, à tracer seulement les grandes lignes d'une réglementation, tenant compte de ce qui existe et faisant largement confiance aux initiatives privées? Malheureusement, l'esprit dans lequel a été conçue la loi sur les Assurances sociales révèle, chez ses auteurs, des tendances tout à fait différentes.

LA MÉFIANCE DU LÉGISLATEUR

Au moment de mettre en vigueur des lois comme celle des Assurances sociales, on ne manque pas de faire, en termes éloquents, un chaleureux appel aux initiatives privées. On a

raison de compter sur elles, car des lois aussi complexes ne peuvent s'appliquer par le simple jeu des formules magiques de règlements d'administration publique et de circulaires ministérielles.

Mais ces bonnes volontés, toujours prêtes à agir, se trouvent souvent réduites à l'impuissance par le législateur qui les a trop étroitement ligotées.

Les lois sociales, et en particulier celle qui nous occupe, ont été conçues sous le signe de la méfiance : méfiance à l'égard de l'assuré, dans lequel on veut voir un fraudeur ; méfiance, assez inexplicable, mais bien conforme aux habitudes actuelles, à l'égard de l'employeur, à qui l'on demande d'être le collecteur des cotisations, le gendarme au service de l'État, et dont on craint en même temps l'action et l'influence dans le fonctionnement de la loi ; méfiance enfin à l'égard des Caisses trop bien gérées, qui pourraient faire un sort meilleur à leurs assurés.

Cette méfiance se révèle dans certaines critiques faites aux Sociétés de secours mutuels groupant le personnel d'une même usine. Nous avons indiqué les beaux résultats obtenus par ces institutions ; elles réalisent toutes les conditions pour faciliter l'application d'une loi sur l'assurance-maladie. Elles n'ont, cependant, pas échappé aux critiques de certains théoriciens, qui, bien injustement, ont voulu voir en elles des instruments de pression patronale.

A ces critiques je répondrai par des faits. Les ouvriers choisissent librement leur Société de secours mutuels. Qu'ils préfèrent se trouver entre compagnons de travail, cela est bien naturel. Ils se connaissent, ils peuvent apprécier les dirigeants sur lesquels portera leur choix. Ne se sentent-ils pas plus à l'aise dans ce milieu que dans un groupement où ils ignoreraient la plupart des autres membres ?

Les Sociétés de secours mutuels s'administrent seules. A la différence des autres institutions de la loi des Assurances sociales, elles ne comptent pas, dans leur Conseil d'administration, de représentants des patrons. Le droit de vote s'y exerce très largement ; je dirai même que dans nos sociétés le nombre des votants est sensiblement supérieur à celui des votants dans les élections législatives.

Elles vivent dans un esprit de parfaite et cordiale entente.

On oublie, au seuil de la société, la divergence des opinions politiques, la contradiction des intérêts, les petites animosités personnelles, et l'on ne se soucie que du bien commun.

Leur esprit d'union et de concorde est suffisant pour rendre ces associations suspectes dans des milieux où l'on a une étrange opinion de la liberté. Cette liberté ne saurait-elle donc exister dans une usine que si l'on y vit dans un état de discorde ? Ainsi, on en viendrait à considérer qu'une association, qui n'exploite pas ou ne crée pas le mécontentement, ne serait pas une association normale. Elle serait considérée comme subissant l'emprise intéressée du patron.

Sans nous arrêter plus longtemps à cet étrange état d'esprit, nous persistons à considérer que la vie industrielle exige qu'il se crée, entre le patron et ses ouvriers, une atmosphère de confiance. Cette confiance, faite d'une commune espérance dans les destinées de l'entreprise, trouve sa réalisation concrète dans les œuvres sociales, qui sont comme un reflet de la prospérité de l'usine et du milieu dans lequel se relève le niveau d'existence de la population ouvrière.

Le moins que l'on puisse dire, si nous nous en tenons à la loi sur les Assurances sociales, c'est que cette loi s'est montrée peu accueillante aux œuvres issues d'une longue tradition et au développement des initiatives privées. Elle tient même en suspicion les collaborations patronales. Pourtant, par un curieux paradoxe, c'est dans ces milieux suspects qu'elle semble avoir trouvé, jusqu'à ce jour, ses meilleurs auxiliaires.

La raison en est bien simple. Comme nous l'indiquons plus haut, une loi aussi complexe, qui modifie profondément les habitudes courantes, qui exige un appareil administratif fort compliqué, ne peut vraiment réussir que dans un milieu soigneusement préparé à recevoir cette délicate semence : la conscience du devoir existe profondément dans ces milieux où l'on défend et développe les intérêts dont on a la garde, sans jamais perdre de vue que l'on a charge d'âmes et que l'on travaille pour la collectivité.

Si la loi reçoit, actuellement, une exécution encore bien relative, il faut attribuer ce succès à la très exacte application qui en a été faite dans certains milieux, et à l'influence considérable que les réalisations antérieures ont exercée autour d'elles.

Un curieux aspect de la méfiance du législateur se dissimule sous le fallacieux prétexte de l'esprit de solidarité : on a voulu établir entre les caisses une solidarité financière par le versement d'une partie de leurs recettes et bénéfices à une caisse de solidarité destinée à soutenir celles dont la gestion serait déficitaire ; en alléguant que les risques ne sont pas égaux entre elles, on donne d'avance une prime à la mauvaise gestion, on pénalise les assurés prudents, raisonnables, et qui n'abusent pas de l'assurance.

Ainsi se manifeste cette terreur des plus légitimes inégalités, devenue, chez nous, l'une des formes du sentiment démocratique.

On est en arrivé à considérer comme intolérable qu'un lien existe entre des travailleurs et l'entreprise à laquelle ils ont attaché leur sort.

Voici une entreprise devenue prospère grâce au travail de ses collaborateurs, à l'initiative, à la prudence de ses dirigeants, grâce aussi à des conditions économiques ou géographiques favorables ; elle améliore les conditions du travail, elle crée, au profit de son personnel, un ensemble d'œuvres sociales qui rendent son existence plus facile : quoi de plus naturel, de plus conforme à une évolution économique, qui devrait être fondée sur l'émulation et le progrès ? Et pourtant, si nous observons l'esprit dans lequel sont conçues la plupart de nos lois sociales, si l'on étudie les textes qui nous régissent, on constate que ces inégalités naturelles ont été, pour le législateur, une véritable cause de soucis et qu'il a fait tout son possible pour leur faire obstacle.

Une fois de plus, les hommes prévoyants, honnêtes et travailleurs sont invités à payer pour les irréguliers, les imprévoyants ; le législateur se satisfait d'une égalité médiocre, décourageante, destructrice de tout effort individuel.

L'esprit de méfiance, qui a présidé à l'application de la loi, se traduit par de grandes complications administratives, dont souffrent les Caisses d'assurances.

Ces complications ont déjà été mises, bien des fois, en lumière et l'écho des doléances des intéressés est venu jusqu'à la tribune du Parlement.

C'est à elles que nous devons l'armée de fonctionnaires créés pour appliquer la loi. Les frais d'administration centrale

dépassent actuellement deux cents millions, sans parler des frais de gestion des Caisses et des dépenses très élevées qui incombent aux employeurs.

Une commission s'est réunie plusieurs fois au ministère du Travail, pour étudier des simplifications administratives. Il ne semble pas que les suggestions, certainement intéressantes, faites au cours des travaux de cette Commission, aient jamais reçu une exécution. C'est qu'on se heurte toujours aux mêmes questions de principe. Prenons un exemple : nous sommes tenus de retenir, sur les salaires, les cotisations ouvrières que nous versons, ainsi que notre propre contribution, sous forme de timbres que nous apposons sur les cartes des intéressés. Ces cartes, échangées périodiquement, sont envoyées à la Préfecture, qui les retourne à nos Caisses primaires. Ainsi, pour franchir les quelques centaines de mètres qui séparent notre usine de la Caisse primaire, les cartes parcourent, aller et retour, plus de cent soixante kilomètres.

Au lieu d'apposer des timbres sur les cartes, ce qui exige une perte de temps considérable, n'eût-il pas été plus simple de verser directement aux Caisses primaires de maladie et de retraite les sommes qui leur sont dues, ces Caisses envoyant ensuite au fonds de solidarité la part qui lui revient ? Cette solution, très simple, qu'indique le bon sens, est, paraît-il, contraire au principe qui domine la loi. Une Caisse ne saurait entrer en rapport direct avec un employeur sans commettre un véritable attentat aux libertés ouvrières. N'est-ce pas une étrange conception ? Elle coûte, pour des usines comme les nôtres, en frais d'administration, des sommes importantes qui seraient certainement mieux affectées à des œuvres sociales intéressant notre personnel.

Divers autres inconvénients résultent de l'abus des règlements. L'assuré malade doit, dès le début de la maladie, se faire délivrer un papier par sa Caisse d'assurance. Il lui faut justifier de ses droits.

Sans doute il est nécessaire de prendre des précautions contre les fraudes, mais, lorsqu'une Caisse mutuelle se trouve en situation de suivre ses sociétaires, pourquoi lui imposer tant de formalités administratives, tant de papiers ?

Avant l'application de la loi sur les Assurances sociales, nos Sociétés de secours mutuels groupaient le même nombre

d'adhérents. Elles se trouvaient devant des situations identiques à celles qui se présentent actuellement ; elles n'étaient victimes d'aucune fraude, et pourtant elles n'exigeaient pas tous les papiers que la loi rend obligatoires.

Des mesures minutieuses réglementent de même les relations des Caisses d'assurances et des assurés avec les médecins. Dans ces relations, aucune liberté. Le médecin est soumis à son syndicat, la Caisse est soumise aux règles dictées par le ministère du Travail. Que de défiance et de petitesse dans cette organisation ! On est frappé de l'étroite réglementation qui préside à ces rapports. C'est à croire que la notion de bonne foi, ce signe distinctif des sociétés évoluées, a complètement disparu de notre législation. Inconsciemment, nous retournons à ces sociétés primitives où le rite étroit, le formalisme et la contrainte, pesaient sur les relations humaines et constituaient le véritable lien social.

Nos malheureuses Caisses n'ont guère plus de liberté quand il s'agit de faire le bien : les besoins des assurés ont été fixés une fois pour toutes par le législateur. Une Caisse est-elle prospère ? Lui reste-t-il d'importants excédents, après avoir satisfait à ses devoirs légaux ? Il lui faut, pour affecter ces sommes, suivre un ordre de préférence méticuleusement tracé.

Ainsi, les tendances particulières d'un groupement, les besoins spéciaux d'une population n'existent pas. Les assurés ne peuvent exercer leurs préférences que dans des limites strictement circonscrites.

Les œuvres sociales organisées par l'initiative privée ont toujours eu plus de souplesse, ont révélé un plus grand souci des besoins de ceux en faveur de qui elles avaient été créées. L'attitude de l'administration à l'égard des administrés est quelque peu différente. Je ne voudrais pas donner dans le travers qui consiste à toujours critiquer les services publics. Certes, il est de bons fonctionnaires ; mais les conditions dans lesquelles s'exerce leur action, peut-être aussi certaines routines, ont créé, parmi eux, une mentalité spéciale qui les porte vers des réglementations toujours plus abondantes, plus strictes, plus détaillées.

L'activité administrative s'exerce sous le signe de la méfiance. Elle soupçonne volontiers l'administré de mauvaises intentions, elle s'ingénie à dépister la fraude et, à défaut

d'intentions dolosives, elle présume, chez ceux auxquels elle s'adresse, une incurable incapacité.

Dans un temps où chacun témoigne du plus grand attachement au juste respect de la dignité humaine et à la liberté, où l'on ne cesse de louer l'esprit d'initiative et la diffusion démocratique de l'intelligence, on ne trouve dans nos règlements que des mesures de précaution contre les fraudes et malversations possibles.

Je puis affirmer que nous, qui avons la charge de gros intérêts, et qui, par notre pratique quotidienne de la direction des hommes, n'avons pas toujours d'illusion sur l'universalité de la vertu, nous savons néanmoins faire confiance. Cette confiance est même un des principes qui conduisent notre action. C'est grâce à elle que nous pouvons susciter des initiatives et faire prévaloir le souci du résultat sur la crainte des petites erreurs de détail.

C'est peut-être cette orientation des esprits qui distingue le plus profondément les organisations administratives de l'initiative privée. Celle-ci opère dans un milieu de son choix, en utilisant des collaborateurs qu'elle connaît, qu'elle a pu éprouver; elle bénéficie de tous les avantages d'un contrôle mutuel et d'une grande souplesse d'action.

La situation du législateur et de l'administration est bien différente. Ils s'adressent à une masse anonyme sur laquelle ils n'ont pas de prise directe, dans laquelle ils ne peuvent faire aucune distinction. Ils créent uniformément des droits, qui deviennent très vite intangibles, et qui constituent bientôt, à l'encontre de leurs créateurs, une puissance redoutable; d'où ce luxe de précautions, qui donne aux lois sociales un aspect rébarbatif peu favorable à leur popularité.

Voici un exemple : depuis une quinzaine d'années, la plupart des industriels ont pris l'habitude de donner à leur personnel des allocations familiales; ils ont même créé, pour faciliter ce service, des Caisses de compensation. L'attribution de ces allocations se faisait à peu près sans formalité. Chaque patron connaît ses collaborateurs, il sait exactement leurs charges de famille, et le contrôle très simple, qu'il doit exercer en la circonstance, se fait en quelque sorte par commune renommée.

Le législateur, voulant généraliser ce système, et, bien

entendu, le perfectionner en le réglementant, vient de rendre obligatoire l'adhésion aux Caisses de compensation.

Quel sera le premier résultat de cette organisation ? Un développement du contrôle administratif, l'obligation pour les bénéficiaires de justifier de leur existence, de celle de leurs enfants, de leur âge, de leur situation scolaire : autant de justifications ne pouvant prendre place dans un dossier que par des formules écrites.

Ainsi, dans des institutions établies sous un régime beaucoup plus simple, s'introduit une paperasserie compliquée dont les premières victimes seront les bénéficiaires de la législation nouvelle.

QUELQUES ASPECTS INQUIÉTANTS DE LA LOI

Si les tendances que nous venons de signaler n'exprimaient qu'une prudence toujours en éveil, on pourrait oublier les inconvénients qui en résultent, en songeant qu'ils sont compensés par une lutte implacable contre tous les abus.

Mais, si nous considérons la loi sur les Assurances sociales, notre étonnement est grand de constater que l'esprit de méfiance a conduit parfois aux plus périlleuses initiatives.

Nous ne pouvons nous défendre d'un véritable effroi quand nous voyons de quel cœur léger le législateur et l'administration obligent les Caisses à constituer de colossales accumulations de capitaux. Déjà, plusieurs milliards représentent, à la Caisse des dépôts et consignations, l'actif des Caisses d'assurances sociales, et, si l'on en croit les prévisions des techniciens compétents, cette accumulation, dans quelque trente ans, dépassera 100 milliards.

Certes, il est prudent de constituer des réserves et de gager les pensions futures. Mais n'est-il pas des cas où l'excessive prudence finit par se confondre avec la plus dangereuse témérité ? Est-il sage d'hypothéquer l'avenir et de préjuger aussi audacieusement de l'évolution future de notre économie et de nos finances ?

Dans des opérations financières de cette nature, nous serions enclins à doser la répartition et la capitalisation, à équilibrer à peu près les risques, en éludant ainsi, en partie, les difficultés qui résultent de placements extrêmement

déliçats. On ne parait pas s'être beaucoup soucié de ces difficultés ; les lois et règlements fixent, impérativement et limitativement, la liste des valeurs dans lesquelles devront être investies ces énormes réserves.

Nous autres industriels, qui, chaque jour, sommes en contact étroit avec les réalités les plus diverses, qui, chaque jour, mesurons les risques et les déboires des combinaisons les mieux étudiées, nous sommes surpris de l'assurance avec laquelle le législateur et l'administration se préfigurent l'avenir.

N'insistons pas sur la doctrine administrative qui fait préférer les Caisses d'assurances groupant de nombreux effectifs, aux Caisses d'importance moyenne. Ici, l'administration se retranche derrière le dogme de la loi des grands nombres. Un dogme est-il une barrière suffisante aux abus qui se multiplient, lorsque le nombre excessif des assurés rend tout contrôle impossible, en même temps que s'accroissent formalités et frais de gestion ?

D'autre part, le développement d'associations trop importantes fait apparaître, dans leurs conseils, des dirigeants qui n'ont qu'un contact assez lointain avec la vie courante de l'association, et qui se laissent guider par le mirage de conceptions théoriques bien plus que par la vue directe des réalités quotidiennes.

Déjà, nous voyons naître, dans chaque région, de grands projets d'équipement social. La mode est, aujourd'hui, aux plans d'équipement. Sans se soucier suffisamment des obligations futures, dont les réserves des Caisses sont la contrepartie, on puise abondamment dans ce trésor qui parait inépuisable. Que des circonstances trop prévisibles viennent restreindre les ressources, et voilà de nombreuses œuvres sociales : dispensaires de toutes catégories, préventoria, sanatoria, hôpitaux, maisons de repos et de retraite, etc..., amputées des recettes indispensables à leur fonctionnement. Si nous considérons, en outre, que les assemblées politiques cèdent trop souvent à la tentation de faire grand avec l'argent des autres, nous sommes fondés à craindre que la loi des Assurances sociales ne compromette, dans une déplorable aventure, la réalisation progressive et méthodique d'œuvres utiles, adaptées aux besoins réels, aux possibilités permanentes de chaque milieu.

Aussi, aurions-nous quelque apaisement si nous savions que l'application de la loi est confiée à des groupements plus modestes, réunissant des hommes unis par le travail quotidien, obéissant aux mêmes préoccupations, connaissant leurs propres besoins et s'attachant à les réaliser progressivement.

On ne fait œuvre féconde que dans les entreprises limitées, en contact direct avec la réalité, et pouvant être aisément suivies et contrôlées par ceux qui en portent la responsabilité. C'est là un fait d'expérience, qui échappe trop souvent aux théoriciens de l'étatisme, mais les hommes qui ont le manie-ment direct des affaires ne le perdent jamais de vue : ils n'ignorent pas que les plus grandes entreprises elles-mêmes trouvent, dans cette décentralisation, leur armature la plus solide.

Revenons à notre première constatation. Il nous semble qu'un régime d'assurances sociales ne peut vraiment s'établir et donner de bons résultats, que s'il s'appuie sur l'action combinée d'institutions autonomes, aussi peu administratives que possible et très proches des personnes qui doivent en profiter.

Si le législateur considère loyalement les imparfaits résultats de son œuvre, et s'il écoute les justes réclamations des intéressés, il comprendra le danger de construire d'imposants édifices, dont les fondations ne reposent pas sur le tuf inébranlable de la réalité.

Actuellement, la sagesse conseillerait de consolider les résultats acquis, en faisant une plus large confiance aux institutions mutualistes d'usines ou limitées, localement, à certains groupes industriels ou commerciaux, et en provoquant dans ce sens de nouvelles initiatives.

C'est par une œuvre empreinte de cet esprit réaliste et décentralisateur, que l'on pourra diminuer une des charges qui pèsent le plus lourdement sur notre économie nationale, conjurer enfin une aventure financière dont la menace inquiète les meilleurs esprits. Une telle politique assurerait une application plus complète de la loi. Ce n'est un mystère pour personne que de nombreux assujettis se soustraient aux obligations légales. Jusqu'ici la loi s'applique surtout d'une façon normale dans les entreprises d'une certaine importance, possédant les institutions mutualistes qui ont suscité tant de méfiance de la part du législateur.

Qu'il s'agisse de la formation professionnelle, de l'habita-

tion, de l'hygiène et de la sécurité, de l'utilisation des loisirs, de la lutte contre la maladie, de l'organisation de la prévoyance et de la retraite, toutes les initiatives des industriels en faveur de leur personnel se trouvent, aujourd'hui, menacées dans leur développement par des théoriciens enclins à sacrifier les exigences de la vie à de soi-disants principes.

Les œuvres sociales se sont développées dans l'industrie, parallèlement à l'évolution économique. Elles en traduisent les phases successives et expriment une volonté constante de mieux-être, qui est, sous la forme sociale, une manifestation du progrès économique.

Il est bon que le législateur constate ces réalisations, en tienne compte, les encourage. Il nous paraît contraire à l'intérêt de la collectivité qu'il fasse table rase de tout cet effort, de ces institutions fondées sur une longue expérience, sur les besoins et les habitudes d'une population, pour essayer de leur substituer des spéculations idéologiques.

Nous serons heureux s'il se dégage, de cette étude, l'impression que les bonnes volontés agissantes ne font pas défaut, lorsqu'il s'agit d'améliorer le sort du plus grand nombre, et qu'elles répondent toujours à l'appel du législateur, dont elles ont souvent devancé les généreux desseins.

Qu'il nous soit permis, en terminant, d'exprimer un vœu : si les défauts de la réglementation actuelle se découvrent trop manifestement, et si l'on s'accorde à reconnaître qu'elle doit être corrigée, puisse-t-on, du moins, ne pas la transformer brusquement. Qu'on ne bouleverse pas les habitudes naissantes, qui ont maintenant une valeur et qui peuvent servir de base à des améliorations. Qu'on se garde, surtout, d'imaginer de nouveaux systèmes pour les substituer aux systèmes actuels. Qu'on demande à ceux qui devront appliquer la loi, de faire connaître les résultats de leurs expériences. Qu'on ne rejette pas de parti pris leurs suggestions. Qu'on prête l'oreille aux doléances des bénéficiaires, qui ont aussi leur mot à dire. Les inéluctables nécessités de la vie réelle seront toujours plus fortes que les théories les plus séduisantes et les spéculations les plus généreuses.

EUGÈNE SCHNEIDER.

LA FORÊT

III ⁽¹⁾

VISIONS DU JOUR ET DE LA NUIT

Chasseurs

Est-ce une aubaine ? Un hasard bienvenu ? L'appel tremblé du cor a sonné quelque part, moins loin qu'une portée de fusil : on chasse à courre dans ce canton.

Cela aussi devait venir un jour, une rencontre de plus, que nous n'aurons pas eu à chercher. Et déjà la voici, dans un ferraillement de moteur : une vieille camionnette qui débouche au carrefour, pleine de chiens à déborder, deux valets accrochés aux ridelles et tressautant aux cahots des ornières. Derrière elle une maigre file d'autos, la caisse balancée sur les ressorts de leur châssis, leurs pneus soulevant des soleils de boue. Nous suivrons nous aussi, nous collerons, nous tâcherons de ne rien manquer.

La camionnette s'arrête sur le placis ; et les autos s'arrêtent en rond, les portes battent, les gens descendent. Pas une foule, une vingtaine de badauds. Il y a le lieutenant de louveterie, le maquignon qui fournit l'équipage, chacun accompagné d'un trio d'invités pour les trois places de sa voiture. D'une petite cinq-chevaux disloquée saute un individu en casquette, glabre et jaune, qui laisse descendre seule, derrière lui, une grosse femme larmoyante, boudinée dans un trench-coat. Aux vitres d'une conduite intérieure, des placards de publicité vantent les mérites d'un cirage. Cette voiture-là est pleine à craquer de

(1) Voyez la *Revue* des 15 avril et 1^{er} mai.

gaillards hilares et bruyants, qui mangent, qui boivent, qui fument pêle-mêle. Et il y a encore deux « cors de chasse », deux amateurs de trompe cerclés de leur instrument, l'un qui boitille et suce ses lèvres, démangé de l'envie de souffler, l'autre, jeunet, qui sourit timidement derrière de grosses lunettes d'écaille.

Ce monde circule à petits pas, fait plier ses genoux raidis par l'immobilité, frictionne ses mains rougies par le froid déjà vif de novembre. On parle peu, on surveille des yeux la perspective brumeuse des allées.

— Il est là-dedans ? demande le souriant jeune homme.

Le louvetier ne daigne même pas répondre. Le maquignon, bon diable, soulève une épaule évasive :

— Probable.

Très loin, au milieu d'une allée, une silhouette s'indique en grisaille, approche en grandissant, devient immense une seconde, rapetisse et fond sur nous avec une vitesse de cauchemar. C'est un piqueur monté, Daguet, qui passe dans un trot allongé, et qui jette quelques mots sans même se retourner :

— Une bête vicieuse. Elle ruse tout le temps...

Deux chiens, trois chiens le suivent, flairant la mousse, flairant l'espace sans s'arrêter, puis un vieux mâle tout seul qui gémit doucement dans sa course. On se tait, une déception vague à la gorge, on ne sait quelle rancune naissante. Les visages sont tirés par le froid. Le brouillard qui s'égoutte étale sur les feuilles mortes un grésillant murmure qui se propage à l'infini.

Soudain, violent et rauque, un klaxon déchire le silence. Une des vitres aux affiches s'abat, une tête passe qui braille avec vigueur :

— Et alors, quoi ? On va le chercher ?

L'auto démarre dans un nuage méphitique et sonore. Une main, par la portière, lance des coquilles d'œufs et des boîtes de fer-blanc.

— Ces engeances ! dit la dame au trench-coat.

On ne sait plus que faire. Dans la camionnette d'équipage un petit valet rubicond, les oreilles décollées par sa casquette à bandeau rouge, les mains perdues sous ses manches trop longues, grossit sa voix pour gourmander la meute de relais qui s'énerve. On ne sait où, au diable vauvert, quelques

abois jaillissent par intervalles, qui s'émiettent et défont aussitôt.

— Eh bien, Calixte ? demande le marchand de chevaux.

Calixte, placide, promène une peau de bique bourgeoise en tétant une grosse pipe de bruyère. Il en a vu bien d'autres, il attend que la chasse se rapproche. Mais sans en avoir l'air il écoute, il épie, et rien ne lui échappe des incertaines rumeurs qui frémissent d'une enceinte à l'autre. Il se tourne vers le bout d'homme et lui cueille son fouet dans les mains :

— Tiens-toi donc tranquille, La Rosée ! C'est toi qui les excites, moucheron.

Il se retourne, la main en conque sur son oreille poilue. Un bref sourire fait courir mille rides sur sa face.

— Ça y est, ils ont repris la voie.

Quelques secondes encore, Calixte annonce :

— Ça vient sur nous.

On entend à présent les abois bien nourris de la meute. Comme tout à l'heure, une silhouette déformée grandit très vite dans l'air brumeux. Daguet repasse, au trot, poussant une file de chiens, l'animant d'une étrange mélodie : « Aha aha aha... Coule... »

— Coule ! répète le jeune homme aux lunettes.

Il tremble de la tête aux pieds, il court en butant dans les mottes.

— A la Barrière cassée ! dit Calixte.

La vieille camionnette Ford hoquette de tous ses pistons. Elle tourne comme un faucheur autour du placis d'herbe et s'enfile dans une allée.

— Dépêche-toi ! crie la grosse dame. Dépêche-toi, Jules ! Nous allons le rater !

Toutes les portières claquent en mitraille, tous les moteurs grondent à l'accélééré. Et la course reprend, secouée par les ornières, dans les fusées de boue giclante.

Cela dure longtemps, avec les mêmes pauses aux carrefours, les mêmes propos, les mêmes émois. Il arrive qu'une voiture se détache et prospecte pour son propre compte. Ainsi le louvetier pousse une pointe vers l'étang des Liesses, le marchand de chevaux vers le Crot aux Sablons. Amateurs éclairés, ils projettent en pensée la ligne probable, l'épure idéale de la chasse, rembûchent et touchent d'avance à l'hallali courant :

s'ils pouvaient, semant la bande profane, jouer tout seuls du plus beau, placer leurs invités au tout premier rang de l'orchestre ! « Avec moi, n'est-ce pas, c'était sûr »...

Mais le moment revient toujours où toutes les voitures se retrouvent sur le placis d'un carrefour. Même les commis-voyageurs ont rejoint, un peu plus éméchés, jouant des *rag-times* à coups de trompe d'auto, et se pinçant le nez pour imiter le cor de chasse.

Voilà deux heures qu'on a lancé le cerf, et depuis lors il n'a pas cessé de ruser. Il tourne dans les mêmes enceintes, contrebate son pied, brouille ses voies, de quart d'heure en quart d'heure met la meute en défaut. Daguet l'a vu : c'est une bête grasse, courte de lignes, mais elle a une tête magnifique. Le brouillard se résout en pluie fine ; les feuilles des charmes y coulent en chutes glissantes, tandis que sur celles des chênes, toutes restées accrochées aux branches, les gouttes de bruine font courir un bruit de sable.

De temps en temps il y a une alerte. Les abois de la meute se rapprochent d'un seul coup, semblent nous jaillir au visage. Alors on court de ça de là, le jeune homme recommence à buter, la grosse dame arme son kodak. Mais rien n'arrive, il pleut toujours sur les allées.

Trois heures de chasse. Voilà longtemps que midi est passé. Tout le monde mange, engloutit des sandwiches, pèle des poires, des oranges, boit à même le goulot des bouteilles. Les visages se détendent, une fraternité indulgente rapproche le louvetier de l'homme jaune, et la grosse dame, apprivoisée, accepte des « engeances » un petit verre de triple sec.

Plusieurs fois on a vu les veneurs : de beaux hommes au teint frais, bien d'aplomb sur leurs demi-sang. Ils sont passés, courtois, une main soulevée à leur visière. Le duc, — soixante-seize ans, les yeux vifs sous d'épais sourcils gris, — tient le galop d'un buste sans raideur. Il s'arrête tout près de nous, à la pointe de deux allées, et tapote l'encolure de sa bête.

— C'est le duc ! C'est le duc ! répète la dame, les yeux confidentiels, mais la voix glapissante.

Et les chiens ? Qu'est-ce qu'ils font, les chiens ? A chaque instant deux ou trois traversent, boitant d'une patte, fourbus par cette poursuite sur place. Décidément, Daguet avait raison : ce cerf est un vicieux. Par sa faute, nous voici frustrés de la

belle chasse traditionnelle, des chevauchées à cor et à cris.

Existe-t-il seulement, ce cerf ? Des gens bâillent, regardent leur montre. La bruine est de plus en plus froide ; le murmure d'égouttis qui emplit le sous-bois s'amplifie, triste, dans un silence à peine troublé.

C'est arrivé très brusquement. A la lisière d'une allée, une haute bête roussâtre a franchi le fossé. Elle trottait bas, les jambes tremblantes ; elle inclinait sa tête rameuse, dans un tel geste de lassitude et d'abandon que son garrot semblait chargé d'un faix énorme et douloureux. Elle nous a vus sans doute, mais elle n'a pas couru plus vite, trop épuisée pour seulement tressaillir. Quelques instants on l'a perdue de vue, traversant la pointe de l'enceinte. Et puis elle est sortie dans une seconde allée, du même trot vacillant et fourbu.

— Le relais, a dit le duc.

Les chiens frais avaient senti la bête. Les ridelles à peine abaissées, ils ont bondi d'un même élan. On les a vus franchir le fossé à la place où le cerf venait de reprendre le bois. Et aussitôt leurs aboiements ont éclaté, discords, dans le silence.

Alors une sorte de folie s'est emparée de tout le monde. Le cor de chasse boiteux se débattait contre son instrument, un bras passé dans le cercle de cuivre et coincé d'une façon ridicule. L'homme au teint jaune l'aidait, les doigts fébriles. Il lui criait en plein visage :

— Sonne donc, malheureux ! Mais sonne donc !

Le bras prisonnier était sauf. L'amateur, l'embouchure de sa trompe à deux doigts devant ses lèvres, roulait des yeux en désarroi.

— Mais quoi ? Qu'est-ce qu'il faut que je sonne ?

— Il demande quoi, Seigneur ! La vue, le bien-aller, on s'en fiche. Mais dépêche-toi, empaillé ! Allez, sonne !

L'homme s'est exécuté, les prunelles hagardes et les joues décollées des pommettes. Le vieux Calixte cependant écoutait le train de la meute, attendant que le sonneur se tût. Un groupe serré l'entourait, anxieux de ce qu'il allait dire.

Il ne dit rien. Il remit sa camionnette en marche et roula vers l'étang de la Binoche. Dix minutes plus tard, tout le monde était rassemblé sur la petite route vicinale qui forme la chaussée de l'étang.

Le cerf, visible à la lisière, tendait vers l'eau désespéré-

ment. A deux reprises on l'aperçut fléchir, la croupe aussitôt recouverte et mordue par les premiers limiers de meute. Il se remettait sur ses pattes d'un coup pénible de l'encolure, et repartait, le garrot plus voûté. Il ne courait pas, il semblait se haler en avant. S'il avait rusé tout le jour, c'en était bien fini maintenant. Il n'essayait pas de faire front; il trébuchait, le poil fumant, vers l'eau glacée.

On le vit entrer dans les jones, gagner le ru vers la queue de l'étang, les naseaux et les yeux à fleur d'eau, les cornes abattues comme une voilure carguée. Il disparut au plus fourré du marécage. Le frémissement des jones s'apaisa. Ce fut comme s'il s'était noyé.

Quelques limiers s'étaient mis à la nage. Ils aboyaient à coups de gueule brefs et violents. Au bord du ru profond ils s'arrêtèrent, firent bientôt demi-tour et rejoignirent la meute sur la rive.

— Servez-le, Daguet, dit le duc.

Le piqueur mit pied à terre, monta sa courte carabine. Il s'avança sur la berge tremblante, alourdi par ses bottes et sautillant des laiches aux roseaux. Fanfare le suivait, puis l'enfant La Rosée, levant haut les genoux comme un marcheur englué de ténèbres, et renversant la tête pour tâcher d'y voir clair sous la visière de sa casquette énorme. Des valets de chiens, des gardes prenaient le même chemin et sautillaient dans leurs empreintes. Les commis-voyageurs patageaient derrière eux, les amateurs de trompe, toute une file allongée qui pointait vers la queue de l'étang, vers le fourré de jones où le cerf avait disparu. En face, sur une lisière de chênes au feuillage de bronze cuivré, des cavaliers bleu sombre s'espaciaient. D'autres piétons aussi se hâtaient sur cette rive, poussant leur pointe vers le même fourré, le même creux d'eau immobile et secret où l'on sentait panteler la bête de chasse encore vivante.

De nouveau les visages se tiraient; non plus de froid, mais d'une excitation sèche et dure qui allumait une fièvre dans les yeux. On avançait, on avançait encore, les pieds fonçant dans l'eau sans même s'en apercevoir.

— Le voyez-vous, Daguet?

La voix, venue de la rive opposée, retentissait toute proche dans l'espace inerte et dolent.

— Non, monsieur. Pas encore.

Le piqueur s'enfonçait, immergé à mi-cuisses, tendant la tête vers les jones, la carabine déjà pointée. Il s'arrêta, cria vers les cavaliers bleus :

— Je ne vois rien. Il est bien caché.

— Prenez un fouet ! Faites-le sortir.

Daguet retourna vers le bord. Debout sur un pied, puis sur l'autre, il plia le genou, vida ses bottes comme on renverse un seau. Puis il reprit le plein étang, de nouveau s'avança, les épaules courbées, vers le ru. Il tenait maintenant dans son poing un fouet à chiens, court de manche, la longue lanière levée sur la saignée du bras.

Quand il approcha des jones, il tâtonna des yeux, le cou tendu. On vit son bras droit se lever, décrire dans l'air un ample cercle soudain bloqué avec violence. Le coup de fouet claqua, plus brutalement qu'un coup de feu ; la mèche, cinglant les jones, fit voler leurs pointes déchiquetées. Et aussitôt un fracas d'eau battue retentit dans leur épaisseur, un sillage sifflant les ouvrit, et, rasée à fleur d'eau, la tête du cerf apparut. Un long moment il nagea dans le clair, suivi, poussé par les regards tendus. Les chiens s'étaient remis à japper. Dans l'intervalle de leurs abois on entendait le souffle de la bête, un ébrouement rauque et profond comme en ont les chevaux abattus. Il regardait les hommes et les chiens, ses grands yeux dilatés par la stupeur et l'épouvante.

— Maintenez-le ! Il va se raser encore.

Daguet, dans l'eau jusqu'à la taille, fit signe qu'il ne pouvait plus. Le cerf, sur une dernière lancée, échouait dans un autre fourré où sa ramure disparut. Et ce fut de nouveau une immobilité haletante, qui semblait peu à peu se raidir sous l'étreinte d'un grand froid mouillé.

— Faites tirer ! Il faut qu'il sorte... Un coup de petit plomb... Appelez un homme, n'importe lequel.

Daguet se retourna, ses yeux rencontrèrent ceux de Brout.

— A toi, La Feuillée.

On ne l'avait pas vu de tout le jour. Il venait d'apparaître, hurluberlu souriant, un surprenant fusil dans les mains.

— Tu m'entends, La Feuillée ?

Brout fit deux ou trois pas de sa démarche déhanchée. Il souleva vaguement son arme, et regarda les gens autour de lui

avec une expression lointaine d'impuissance et d'imploration.

— Je ne le verrai pas, dit-il.

Sa voix de gorge tremblait, toute frêle et suraiguë. Des rires montèrent, un clapotement de rires qui fit rougir le petit homme.

— Donne-moi ton fusil, dit Daguet.

Il vint le prendre, retourna vers les joncs. Le coup de feu tonna dans un flocon de fumée bleue. Plus éperdu que tout à l'heure, un fracas d'eau souleva une gerbe jaillissante; toute l'encolure du cerf surgit par-dessus les joncs, renversée en arrière dans un grand sursaut de détresse. Mais il n'eut pas une bramée. Il battit des sabots la surface de l'étang, reprit l'eau libre, et soufflant des naseaux, patient, acharné, se remit à nager vers le ru.

Alors la voix tranchante qui commandait de l'autre rive appela le vieux Calixte resté sur la route en chaussée :

— Au château, vite! Ramenez le bateau. Nous attendons.

L'attente allait durer trois quarts d'heure. Mais il parut à la plupart de nous qu'elle ne devait jamais finir. La bruine ruisselait toujours, sous un ciel uniforme et gris qu'enténébraient lentement l'approche du crépuscule. Une tristesse lugubre montait du creux blême de l'étang. Les chiens, assis dans la boue froide, les yeux vagues et la tête penchée, grelottaient des pattes et du ventre. On allait et venait dans cette grisaille et sous cette pluie; on regagnait la route au sol ferme, le dos tourné à cette place qu'on savait, cette place grise dans le gris de l'espace où quelque chose aussi attendait, d'une autre attente que ces hommes et ces chiens.

La route, maintenant, était chargée de monde. Les bûcheux des hameaux, les femmes des écarts perdus étaient venus par petits groupes, — de grands paysans osseux au corps durci par la cognée, des matrones dont la poitrine tombait, de minces filles attifées de lainages aux teintes aigres. A voir cette foule pressée sur la chaussée, on avait peine à croire qu'elle fût venue si vite de la grande plaine déserte, des défriches enclavées dans les profondeurs forestières. Elle parlait peu, allait et revenait près des chevaux groupés sur l'accotement, liés par la bride à des touffes de marsaules. Le duc, maire de sa commune, tapotait les joues des enfants, s'enquerrait près des femmes des maladies et des grossesses.

Enfin la camionnette parut. Il devait être quatre heures du soir, on s'étonnait qu'il ne fit pas nuit : le jour était à peine plus sombre, noyé d'une vague clarté blafarde dont la décrue n'était point sensible aux regards. De la voiture, les valets tirèrent un petit bateau noir, un laid rasiot de tôle boulonnée. Deux hommes s'y embarquèrent, Daguet qui avait pris la perche, et l'un des maîtres avec son hammerless.

Et ce fut de nouveau dans les fondrières de la rive une file d'hommes qui couraient pêle-mêle, qui retrouvaient déjà la place abandonnée, cette chose qui souffrait dans l'épaisseur des jones. Peut-être en était-il, parmi eux, pour souhaiter obscurément que la place fût enfin vide, qu'une fuite silencieuse, le long du ru caché, se fût enfin glissée jusqu'au couvert profond des arbres. Le bateau noir avançait sans à-coup, touchait déjà du nez aux premières herbes du fourré. On entendait le maître et le piqueur parler entre eux avec un calme saisissant : « A dix mètres... Deux doigts sur la gauche... J'ai ses bois... Encore un peu... Bon. » Enfin l'une des voix s'éleva, portée par l'eau jusqu'à la rive :

— Personne, là-bas ? Qu'on prenne bien garde aux ricochets.

Le silence ne dura que le temps d'un battement de cœur. La balle gicla au travers des jones, tandis que la détonation roulait, étrangement loin, de cime en cime. Daguet, debout, cria une seule fois « hallali ! » Sa voix parut comme dépouillée dans le reflux énorme du silence. Rien n'avait tressailli dans l'épaisseur de la jonchère.

Ce qui advint ensuite ne fut rien d'autre que l'accomplissement sans joie, presque morne, de besognes inévitables. Les deux hommes fourragèrent longtemps parmi les hautes tiges serrées. La perche claquait dans l'eau, soulevait des éclaboussures. Ils se penchaient, accroupis dans la barque, tendaient les bras, semblaient peiner à grand ahan. La dépouille qui sortit des jones, on eût cru qu'ils l'en arrachaient. Tandis qu'ils reprenaient l'eau libre, elle ressemblait derrière le bateau noir à l'une de ces lourdes charognes que roulent, lentes et gonflées, les inondations des fleuves. On lança un cordeau de la rive, que Daguet lia aux andouillers comme à un faisceau de branches mortes. Et les valets, jetant le trait sur leurs épaules, halèrent la pesante dépouille.

Elle émergea, s'allongea tout entière, continua de glisser

dans la boue. Le cerf mort, étendu sur le flanc, tenait jointes ses pattes brunes qui le suivaient en caressant les herbes. Les molles d'argile soulevaient au passage et faisaient frissonner son ventre. Son cadavre encore souple s'appuyait de partout sur le sol; toute sa chair, retrouvant dans ses fibres les moindres inflexions de la terre maternelle, semblait s'y attarder pour un adieu désespéré. Seule sa fine tête était bien morte, docile au trait lié à ses cornes tout près du trou qui lui saignait au front. Un bout de langue à peine rosé dépassait hors de son museau. Et ses yeux grands ouverts béaient sur un vide bleuâtre, un néant absolu d'où toute lumière était partie, mais toute terreur aussi, et toute souffrance.

On le mit sur un petit tertre duveté d'une herbe sèche et courte. Daguet ouvrit son couteau de chasse et releva ses manches sur ses bras. La foule refermait aux abords ce cercle de badauds qu'on voit autour des spectacles forains. Tout le monde était bien placé, on ne perdrait pas un coup d'œil.

Et Daguet se mit à trancher. Il désarticula le pied, tressa les lanières de peau sectionnées depuis le genou. Le cadavre tendit un moignon blême, une sorte de poulie délicate et robuste, à l'arrondi glissant et doux. La lame tailladait à travers le corps admirable, ouvrait le ventre, dénudait les entrailles. Daguet travaillait vite, par intervalles laissant passer un mot rapide: « Viande de rut encore... Pommes sauvages... » La panse fendue fumait dans un grouillis mouillé. Daguet jetait sur l'herbe des paquets pourpres et violâtres. Il se releva, les bras souillés et fumants jusqu'aux coudes.

— Allez-y !

Des valets retournèrent le corps, le vidèrent sur l'amas des viscères. Sa tête ballait, offrant sa gorge blanche on ne savait à quel coup de grâce. Le sang coulait sous lui à gros bouillons. Les chiens, maintenus par Fanfare, gémissaient et grondaient en se montrant déjà les crocs.

La foule enfin s'écarta, leur fit place. Et la curée déferla d'une seule nappe, dans un cliquetis de mâchoires enragées, un enchevêtrement de pattes raidies, d'échines arquées et frémissantes. Des mâtins, d'un seul coup de gosier, engloutissaient des blocs de chair énormes. On en voyait qui s'affrontaient à deux, leurs gueules rivées par des cordes d'entrailles. Cependant les piqueurs s'étaient mis à sonner,

soutenus par le boiteux et le jouvenceau à lunettes. Les cors, dans la nuit commençante, prolongeaient leur poignante mélodie. Un valet rassemblait la meute, les derniers chiens léchaient l'herbe rougie. Les cors vibraient toujours sur l'eau dormante de l'étang. On écoutait : c'était des hommes qui sonnaient bien...

Boissiers

En ces années d'avant la guerre, il y avait déjà beau temps que les bûcherons de la forêt rentraient tous les soirs aux villages. Dès que le brun du crépuscule montait des fonds vers la feuillée, ils enfourchaient leur bicyclette et filaient le long des allées, vers les routes et les maisons.

Ils savaient encore, à vrai dire, construire les hautes loges coniques, telles que les bâtissaient dans les vieilles forêts du monde les bûcherons des anciens âges. Mais elles ne servaient plus que de remises pour leurs outils et leurs vélos, quelquefois d'abris pour les hommes, quand le froid les poussait vers le feu pour manger la pitance de midi, ou quand des hargnes trop violentes fauchaient la vente de leurs lames glacées.

Alors leur assemblée en cercle, tout autour des murs de rondins, s'enfonçait dans le lointain des siècles. Ils étaient des humains au cœur de la forêt, le visage et les mains tendus vers la chaude amitié des flammes. La fumée s'élevait vers la pointe de la hutte, s'en allait par le trou de tirage qu'abritait un champignon de mottes. Et quand des rafales plus serrées trouvaient passage là-haut et lançaient leurs volées rageuses, les gouttes d'eau sifflaient sur les braises, et la vapeur s'épaississait dans le tiède et bougeant clair-obscur.

Mais d'ordinaire la loge demeurait vide. Même quand la coupe retentissait des chocs alternés des cognées, celui qui pénétrait dans la maison de terre y respirait une odeur d'abandon. Les cendres, au milieu de l'aire, paraissaient mortes depuis des semaines. Un vieux bouquin loqueteux traînait parmi les miettes de paille, une Clef des songes, ou l'histoire de Carot-coupe-têtes. Les coups de cognées s'étouffaient dans la lourde épaisseur des murs, et le silence tombait comme une poussière.

Ils étaient quelquefois vingt ou trente qui travaillaient dans une même coupe. Ils élaguaient, abattaient, fendaient, sciaient du long ou du travers. Et des rouliers venaient depuis les bourgs, dont les fardiens franchissaient les fossés sur des passerelles pliantes de bourrées et de caillebotis. Les fouets claquaient, les scies grinçaient, les cris des hommes animaient les chevaux. Mais, malgré tous ces bruits vivants, la solitude du bois, sa torpeur hivernale demeuraient plus que tout sensibles, à peine troublées par les présences humaines.

Et bien avant le frais du soir, la coupe était déserte à l'infini. La lune brillait dans les creux des ornières, sur l'arête longue et dure des tas de bois cubés, sur le fût d'un bouleau survivant. Et la loge se soulevait au milieu de cette hécatombe comme une grosse fourmilière croulante, depuis toujours abandonnée.

Les bûcherons étaient au village, soignaient leur vache, binaient les planches de leur jardin. Remueurs de terre autant que coupeurs d'arbres, ils eussent ignoré la vie nocturne de la forêt si quelque affût à la grosse bête, quelque relève de collets au taillis ne les eussent, souventes fois, tirés des draps avant que l'aube ne parût. Tels qu'ils étaient ils vivaient petitement, d'œufs, de légumes et de caillé chez eux, de harengs saurs, de fromage dur au bois; mais il y avait toujours un tonneau de vin rouge dans leur cave, et dans leur musette de toile, auprès du chateau de pain, un litre dont le goulot dépassait.

En ces temps-là, ils étaient mécontents de leur sort. D'une campagne à une autre les prix des gros marchands tombaient. Le rasage était trop surveillé : pour deux ou trois centimètres en trop, le garde-vente vous cherchait une histoire. Ce qui restait des souches suffisait juste au chauffage domestique, on ne pouvait quasi rien monnayer. Et le chômage trop souvent condamnait à de maigres besognes, d'aricandiers, de crève-la-faim. On en était réduit à couper les ronces des fourrés, à céder pour un ou deux sous les fascines de ramille aux petits fabricants de balais.

Quand M. Audrouard, ayant acheté les pins du Feu-Jouant, eut fait savoir ses prix pour l'abatage, un mauvais vent souffla par les villages de la forêt. Tout juste si son garde-vente, lorsqu'il fit sa tournée d'embauche, ne fut pas mis

dehors à coups de sabots ferrés. En quelque maison qu'il allât, il ne trouvait que figures fermées, bouches cousues et regards d'ombre. Il n'insista pas davantage et fut rendre compte à son maître : il n'avait embauché personne.

M. Audrouard commença par se fâcher rouge. Il parla de révolte, ne menaça de rien de moins que d'aller chercher les gendarmes. Brazier, le garde-vente, lui dit avec tranquillité que ça n'arrangerait pas les choses, et que d'ailleurs les bûcherons étaient libres. Alors M. Audrouard se calma, et le soir même il mit une lettre à la poste avec un timbre de cinq sous sur l'enveloppe.

Cette lettre, dans les Ardennes belges, alla joindre un confrère du marchand. Elle parlait de bonnes vieilles relations, de solidarité patronale et d'urgence. Le marchand belge répondit par courrier, en annonçant l'arrivée très prochaine d'une équipe qu'il garantissait. Suivaient quelques précisions, dont la lecture refroidit quelque peu l'enthousiasme premier de M. Audrouard. Il haussa les épaules et grogna dans sa barbe : « Six hommes, six hommes... Qu'est-ce qu'il veut que je fasse de six hommes ? »

Le matin de leur arrivée, il y avait au carrefour du Ruet une trentaine d'hommes pour le moins. Il en était venu d'Ingrannes et de la Cour Dieu, de Sully-la-Chapelle et de Sury-aux-Bois, de Combreux, de Montliard et des Bordes. Et quelques forestiers aussi, prévenus par leur camarade du Ruet, n'avaient pas manqué la promenade. On avait calculé que Brazier serait là vers neuf heures : il était neuf heures juste quand le break se montra sur la petite route de Châtenoy.

Il déboucha au milieu du placis sous ces trente paires d'yeux braquées. Les rideaux de cuir, rabattus, se soulevaient de grosses bosses qui remuaient. Brazier se tourna sur son siège :

— On y est, les gars. Descendez.

La petite porte arrière s'ouvrit, le premier Belge sauta sur l'herbe. Dès l'abord son aspect surprit : c'était un homme sans rien de remarquable, de taille moyenne et de poil châtain. Il souriait gentiment, timidement, un peu interloqué par cette foule inattendue. Déjà ses frères sautaient derrière lui, l'un après l'autre, jusqu'à six. Et quand ils furent tous réunis, bien groupés au milieu du carrefour, la surprise changea de nature : la ressemblance des six hommes saisissait ; non pas

seulement celle de leurs traits, mais aussi et bien davantage celle de leurs corps, de leurs statures. Charnus, sanguins, ils étaient tous rasés de frais, avec la même fossette au milieu du menton bleuâtre. Pour le voyage, ils avaient endossé leurs habits du dimanche, des complets noirs, carrés de coupe, qui serraient un peu leurs épaules. Ils avaient tous sur leur gilet une chaîne de montre en argent; ils portaient tous une petite valise, en carton recouvert de toile jaune. Et ils se tenaient là, embarrassés et souriants.

Brazier, agacé pour eux, interpella les bûcherons et les gardes :

— Eh bien ! quoi ? Qu'est-ce que c'est que cette comédie ? Vous pouvez regarder, c'est des gars pareils à vous autres : ça n'est pas des bêtes curieuses.

L'un des bûcherons, le gros Pilloux, se hasarda un peu en avant.

— C'est pas l'affaire, Brazier, dit-il. On n'est pas venu les manger, mais le carrefour est à tout le monde.

Alors, l'ainé des Belges tourna vers le gros Pilloux son timide et large sourire :

— Bonjour, dit-il. On vous donne le bonjour à tous.

Et ses frères après lui, souriant du même large sourire, répétèrent :

— Le bonjour à tous.

Ils avaient l'air de braves garçons, et leurs manières plaisaient d'être si bonnement cordiales. La première gêne tomba, les bûcherons les entourèrent et se mirent à causer avec eux. Naturellement ils parlèrent des sapins du Feu-Jouant. Ils demandèrent si ce qu'on avait dit était vrai : que les Belges abattaient à la scie, qu'ils ne mettaient que cinq minutes pour jeter un sapin par terre.

— Non, pas cinq, dirent les Belges, trois.

Pilloux, Brûlard et quelques autres leur bourrèrent les épaules de grandes tapes : « Trois minutes ! Va-t-en voir... Les copains y allaient un peu fort. » Mais les Belges, devenus sérieux, répétèrent qu'ils disaient vrai, qu'il leur fallait trois minutes, à deux hommes, pour abattre un fort sapin.

Alors Brûlard et Pilloux les quittèrent. On les vit circuler dans les groupes et parler bas à l'oreille des bûcherons. Enfin le gros Pilloux, s'avançant au milieu du carrefour, éleva une

voix retentissante : « C'était dit et bien dit, sans reprise : les étrangers qui étaient là avaient prétendu ci et ça. Ils allaient le montrer tout de suite. S'ils s'étaient moqués du monde, on ne leur demanderait que de payer tantôt, à l'auberge de la Croix Verte, une tournée générale de mousseux. S'ils avaient dit la vérité on boirait quand même le mousseux, mais la tournée serait réglée par lui, Pilloux, avec Brûlard et deux ou trois autres. »

Les Belges se consultèrent des yeux, et aussitôt l'ainé prit la parole : « Ils étaient prêts, ses frères et lui, à prouver qu'ils n'avaient pas menti. Mais c'était ennuyeux, ils étaient en habits des dimanches. Si les camarades d'Orléans voulaient bien attendre à demain... »

— Non ! Non ! dirent plusieurs voix. Tout de suite !

Alors, tous six, ils déposèrent leurs valises par terre, retirèrent leurs vestons qu'ils plièrent soigneusement, bien à plat sur les valises. On put mieux voir la puissance de leurs torsos et l'épaisseur de leurs poignets. Ils avaient des jambes courtes, un peu arquées, et leurs bras paraissaient d'une longueur presque excessive.

Il n'y eut pas loin à aller : les premiers sapins du Feu-Jouant dominaient une pointe du carrefour. Les Belges se mirent deux par deux, prirent leurs outils dans une longue caisse laissée sous la banquette du break, et marchèrent vers les sapins. Brazier, Pilloux, Brûlard étaient sur leurs talons, tous les autres derrière en procession serrée.

En un clin d'œil, les six étaient en place, chaque couple au pied de son arbre. Beaux joueurs, ils avaient choisi les plus forts. Et voici ce que virent les bûcherons : un coup de cognée, très léger, du côté où le sapin tomberait ; deux hommes sur un genou du côté opposé ; deux paires de bras qui allaient et venaient sur un rythme vif et huilé, entre eux une lame rigide dont les bouts libres jouaient dans des mancherons de buis ; de la sciure qui sautait en gerbes régulières, comme le sang gicle d'une artère coupée ; et brusquement trois sapins qui penchaient, qui craquaient, qui s'abattaient dans un gémissement d'air fouetté :

— Combien ? demanda l'un des Belges.

Et Brazier, d'une voix de triomphe :

— Trois minutes.

Les Belges déjà recommençaient. Ils choisissaient les arbres sans rien dire, repéraient la ligne de chute et faisaient voler un copeau. Même les fûts les plus droits, ils ne tournaient pas autour : la morsure de cognée s'abattait au point juste ; on était sûr, déjà, qu'ils ne devaient pas se tromper. Les scies grinçaient, la sciure giclait : de trois minutes en trois minutes, on voyait les sapins tomber. Quand une quinzaine furent étendus dans les fougères, les compagnons se relevèrent tranquillement et remirent leurs outils dans la caisse.

— On a gagné ? demandèrent-ils.

Ils souriaient toujours, tous les six, avec la même gentillesse. Les bûcherons du pays se regardaient entre eux, trop éberlués encore pour rien répondre. Mais quelques-uns, déjà, réfléchissaient.

Les semaines qui suivirent cette journée mémorable ne furent pas moins prodigieuses d'étonnements. Brazier avait fait son rapport, et M. Audrouard en personne vint voir travailler ses Belges. A chaque trio d'arbres abattu, il secouait le menton et répétait comme un refrain : « C'est remarquable, c'est fort remarquable. » Avant de s'en aller, il distribua des ordres : et il y eut dorénavant, sur les pas des Belges au travail, un brigadier qui les suivait comme un gendarme, et qui notait, notait, sans quitter sa montre des yeux.

Pour les bûcherons, leur attitude envers les étrangers, une fois calmés les premiers remous, s'était spontanément fixée : ils ne leur montraient point d'hostilité visible, mais une sorte de méfiance attentive où perçait, malgré eux, une admiration bougonne. L'embauche avait repris, à la Bondrée, au Parc-aux-Chevaux, au Recteur, un peu partout. Les hommes qui s'embauchaient exigeaient tout d'abord qu'on leur fournit des scies pour l'abatage, les mêmes scies dont se servaient les Belges, exactement. Ce n'était pas une chose impossible : on les trouvait dans les quincailleries du pays. On en pourvut donc les bûcherons ; ils apprenaient à s'en servir.

Dès la mi-juin il devint évident que les Belges tiendraient parole, qu'ils auraient, à eux six, rasé tout le Feu-Jouant avant le tournant de l'été. Ce fut sans doute la plus forte surprise. Car non seulement ils jetaient bas les arbres, mais ils les écorçaient à mesure : d'abord sur pied jusqu'à hauteur d'homme, ensuite sur des tréteaux où ils les faisaient

basculer, à deux seulement, d'un coup d'épaule. Et ils n'employaient pas la bêche comme font les bûcheux du pays, mais une grande plane pareille à celle des tonneliers.

Là encore on les imita, et la plane remplaça la bêche. Tout cela n'allait point sans rechignements ni critiques à voix basse. On attendait les Belges à chaque besogne nouvelle, avec l'espoir secret d'une défaillance, d'un manque dans leur science et leur force. Peut-être s'en rendaient-ils compte, mais ils n'en laissaient rien paraître : leur vie, dans ce pays qui n'était pas le leur, était comme un combat tacite, que jalonnait une suite de victoires.

Ils vivaient dans une loge de terre, non point ronde comme elles sont par ici, mais allongée en forme de rectangle et toute tendue, à l'intérieur, de papier-toile. Ils avaient, pour dormir, des châlits faits de claies souples que soutenaient des piquets fourchus. Bien après que les derniers bûcheux étaient partis pour les villages, ils travaillaient encore dans le jour finissant. Et quelquefois, au crépuscule, ils s'asseyaient devant leur loge et chantaient des chœurs de chez eux où jouaient de l'accordéon. Et toujours ils avaient pour chacun leur sourire de braves enfants, à tout moment prêts à rendre service, à tourner pour un camarade la cannelle de leur tonneau, à dénouer le cordon de leur blague à tabac.

Ce qui fondit les dernières méfiances, ce fut le tour qu'ils jouèrent à Giaume, le brigadier du Ruet. Celui-là était un vrai fonctionnaire, paresseux et vite fatigué. Quand il donnait le coup de marteau sur les baliveaux d'une coupe, il ménageait ses reins et ne se baissait pas beaucoup. De sorte que le marteau tombait où il pouvait, toujours plus haut qu'il n'eût fallu. Ça ne rapportait rien à Giaume, que des soirées sans courbature ; mais ça obligeait les bûcherons à laisser des souches scandaleuses : car le coup de marteau du pied doit rester comme témoin sur la souche.

Les Belges, à l'entrée de l'hiver, eurent un lot de chênes à couper. Lorsqu'ils virent le travail de Giaume, ils eurent bien garde de ronchonner. Ils commencèrent aussitôt l'abatage, sans perdre plus de temps qu'ils n'en perdaient à leur accoutumée. Le lot fut vite jeté par terre : ils maniaient la cognée au moins aussi bien que la scie. Brazier, le jour où il vint aux nouvelles, apprit d'eux qu'ils touchaient au bout.

— Allons voir ça, dit-il.

C'était vrai, les chênes étaient à bas, ébranchés, les grumes déjà prêtes. Mais Brazier, en abordant la coupe, écarquilla des yeux comme des plats :

— Qu'est... Qu'est-ce que c'est? bégayait-il.

Et soudain il partit d'un éclat de rire formidable, qui le secouait de la tête aux pieds, qui ne pouvait plus s'arrêter. De fait, le travail des lascars était de première qualité. Par toute la vente les souches étaient à peine visibles, tant les cognées les avaient tranchées bas. Et pourtant, si haut que Giaume l'eût frappé, le coup de marteau y restait. Il y restait à la pointe d'une lamelle d'aubier qui s'évasait tout doucement vers sa base, bien décapée à petits coups, si juste, si net qu'on en croyait à peine ses yeux. Cela faisait dans le clair de la vente des rangées de chandelles toutes droites, bien propres à expliquer le grand rire qui secouait Brazier.

Nocturne

— Des nouvelles de La Feuillée? Je voudrais bien pouvoir vous en donner. Mais voilà plus d'un an qu'il a quitté d'ici. Il était devenu invivable, toujours parti, toujours trainant dans la forêt; la nuit surtout, presque toutes les nuits dehors... Avec ça rôdaillant dans les coupes et tournant autour des bûcheux pour se faire offrir à boire. Une saoulerie n'attendait jamais l'autre: pas saoul à marcher de travers, non, mais bachique dans toutes ses façons, dans sa parole, dans sa manière de regarder les gens ou de leur tourner le dos... Du tout, ça n'est pas moi qui l'ai fait renvoyer. Il disparaissait de plus en plus longtemps, et je ne le retenais guère. Il a fini par ne plus venir, plus du tout, et je ne l'ai pas rappelé... Alors, vraiment, vous tenez à le voir? Quelle drôle d'idée! Si jamais vous le retrouvez, vous regretterez de l'avoir vu: ça n'est même plus un homme, je vous dis; c'est un trainier, c'est presque un animal, un de ces jours on l'enfermera aux fous. Enfin oui, c'est votre affaire; cherchez-le, retrouvez-le: vous verrez que je vous ai dit vrai... Attendez... Oui, du côté du Sourdillon. Je me suis laissé raconter qu'il dormait quelquefois par là, dans la journée, sous une vieille loge abandonnée... Bonne chance, monsieur, et bien du plaisir.

Nous avons suivi, faute de mieux, les vagues indications que nous avait données Daguet. Elles étaient bonnes. Un frais matin d'octobre, nous sommes tombé, dans une coupe ancienne, sur la loge dont il nous avait parlé. Il fallait, pour la voir, être quasi le nez dessus : le taillis avait repoussé alentour, et les drageons, les hautes broussailles la cachaient presque tout entière. C'était une loge de charbonnier, basse, arrondie en forme d'œuf. Elle s'était lentement affaissée, et les mottes de son revêtement où mille graines étaient tombées avaient fini par se couvrir d'une végétation folle et drue, qui la dérobaît aux regards mieux que l'épaisseur du taillis.

Nous nous y sommes glissé par le trou de l'entrée. Et tout de suite nous avons été sûr qu'une présence avait respiré dans sa tiédeur informe et ténébreuse. A l'odeur du terreau et des herbes se mêlait celle du bois brûlé. Nos pieds, dans l'obscurité, écrasaient des tisons refroidis, les faisaient éclater en tintements vifs et cristallins. Dès le moment où nos mains tâtonnaient, nous attendions ces froissements de feuilles sèches qui déjà les touchaient et ceignaient nos poignets.

Il n'y avait qu'à revenir, autant de jours qu'il le faudrait. Nous revenions dès le petit matin, à l'heure encore indécise où nous pensions que La Feuillée devait rentrer de ses errances nocturnes. Nous voulions en effet ne pas risquer de le surprendre au gîte. Ce que Daguet nous avait dit de l'homme qu'il était devenu, et davantage sans doute ce que ses réticences, ses sourires un peu ambigus nous laissaient à imaginer, plus encore qu'autrefois nous faisaient craindre de l'éveiller, de le secouer trop rudement dans son rêve...

Ce matin-là, les passées étaient vides. Il faisait un vrai temps d'automne, d'une acidité délicieuse, un soleil blanc juste à fleur de brouillard. Aucune brise : la vivacité de l'air s'en passait.

Et vraiment nous n'entendîmes rien, pas un frémissement dans les feuilles, pas le moindre pétillissement de branches mortes. Il y eut, dans la suite des secondes, une seconde où sortit du taillis un petit homme furtif et courbé, une autre où il glissa au travers des broussailles, se rapprochant de nous en pleine lumière, avec une telle prestesse silencieuse que nous nous sentîmes aussitôt comme précipité dans un monde fantastique, d'autant plus déconcertant que sa réalité nous saisissait d'une prise plus étroite.

Car nous reconnaissons La Feuillée dans ce gnome aux yeux éblouis, sa livrée d'équipage dans ces guenilles couleur de terre, ce casaquin en loques au collet d'un rouge fané, ces demi-bottes informes qui paraissaient creusées à même des billes de bois brut. Il avait toujours ses lunettes. Il mâchonnait toujours une tige d'herbe fleurie. Et sa démarche était la même, pesamment et gauchement balancée. Mais cette lourdeur et cette gaucherie, on voyait aussitôt combien elles étaient trompeuses : le silence de la démarche, ses allonges souples et feutrées confondaient réellement les regards, les rendaient insensibles à tout ce qui n'était pas elles, et presque à l'apparence humaine de l'être qui bougeait devant eux. Brout s'était arrêté à deux pas de la loge, le cou tendu, les narines un peu dilatées. Nous ne le quittions pas des yeux, l'esprit vide, anxieux du moindre geste et le cœur battant avec force. Il contournait la loge, il glissait à présent droit vers nous. Et brusquement il s'arrêta encore, sans marquer un sursaut de retrait. Nous entendîmes sa voix puérile :

— N'ayez pas peur. C'est moi, c'est Brout.

Il se tenait sur le bord du fossé, s'appuyant d'une main à l'écorce d'un chêne. Il paraissait excité et content.

— Vous avez des sèches ? demanda-t-il. Je peux garder tout le paquet ? Ça fait longtemps qu'on ne s'était pas vu, hein ?... Je savais que vous étiez venu, je n'ai pas oublié votre pied... Il faudra m'en rapporter d'autres ; et aussi du tabac, du bleu... Et puis du rhum, vous serez si gentil, un litre plein, si vous pouvez... Qui vous a dit que je *boultinais* par ici ? Daguet, ou les bûcheux d'Ingrannes ? Après tout, je m'en fiche un peu. Et je me fiche aussi de tout ce qu'ils ont pu vous dire : que je n'étais même plus un homme, est-ce vrai ? moins qu'un traînier, un coureur de nuit, un loup fou.

Brout parlait avec une volubilité que nous ne lui connaissions pas ; avec une assurance, aussi, qui nous entraînait à cent lieues du souvenir que nous gardions de lui. A chaque instant, il coupait ses propos d'un petit rire vif et limpide où tintait une grande joie de vivre, mais où nous sentions en même temps nous ne savions quelle hardiesse moqueuse.

— Si je boultine surtout la nuit, ça n'est pas que je veux me cacher ; c'est que la nuit est autrement bonne aux yeux, bonne aux mains, bonne au cœur... Tenez, je le vois dans vos yeux,

vous vous figurez des choses ; peut-être vous pensez à des histoires que je vous ai racontées, des cerfs qui se battent pour la biche, des linges de lune sous le taillis, des bêtises vraies, mais des bêtises. Il y a autre chose. Tout ce qu'il y a dans la nuit, c'est autre chose.

« Les premiers temps, vous allez, vous allez... Le bois de nuit se met à vivre et vous n'en croyez pas vos yeux ni vos oreilles, tant ça se met à vivre partout, dans la broussaille et sous la feuille, tant vous croyez récolter de belles choses, plein la cervelle à déborder. Les taches de lune, qu'est-ce que c'est ? Vous les voyez dans le bois noir, et vous pensez à des images de jour, à des fils de la Vierge, à des ronds de fontaines qui tremblent. Vous êtes sous des sapins, sous leurs têtes que le vent balance : et quand il souffle plein, c'est les vannes des étangs qui grondent ; et quand il riotte d'une branche à l'autre, c'est la roue du moulin qui tourne.

« Vous allez, dans une grande peur qui vous contente. Des moments, elle se lève et elle vous pince au cœur. Vous vous arrêtez : « Qui est là ? » Une voix d'homme dans le bois de nuit. Vous recommencez : « Qui est là ? » C'est votre voix toute seule, votre voix d'homme au milieu du bois. Le vent se tait. Un tout petit frôlis passe dans les branches à fleur de ciel, dans une seule branche où dorment trois ramiers. Vous allez, toujours en peur et en plaisir. Tout ce que vous pensez voir, tout ce beau noir de nuit qui vous touche sur les mains, sur les joues, qui se pose sur vos yeux comme les papillons paons, ce noir de feuilles qui se penche, ce noir de terre qui tremble sous la plante de vos pieds, vous ne le voyez plus et c'est comme si vous l'inventiez. Les petites touffes qui montent à vos jambes, elles naissent en foule, elles font des bulles de noir qui se gonflent, qui se gonflent, qui crèvent tout doux avec un soupir d'herbe, et montent toujours devant votre poitrine. Vous ne pouvez plus avancer, reculer. Vous penseriez : « j'enfonce dans la nuit », si vous n'étiez si profond dans elle, la nuit du monde sans chemins, sans terre aux pieds, sans arbres ni vent.

« Et voilà juste ses petites ailes, ses deux yeux comme deux lampes vertes. Elle vient d'un vol plus froid que la mort ; vous avez froid au creux du dos, sur une ligne mince et droite qui vous traverse comme ce vol de la nuit. Essayez de parler, de

crier votre cri d'homme. Il n'y a plus de cri d'homme en face d'elle, quand elle touche votre tête et qu'elle crie devant et derrière, en par là, en par là du tombeau : « Mours !... Mours !... Mours !... » Trois fois comme ça elle crie. Et plus loin elle recommence. Et de nouveau la voilà qui s'approche, dans ce vol froid qui vous tranche le dos : « Mours !... Mours !... » Ha ! grande nuit, qui donc va mourir ? Vous, vous êtes déjà mort. Vous n'avez plus le bonheur de penser : « Je veux bien, je veux bien mourir »... Pourquoi retomber sur la terre, sentir le grain du sable et le lisse de la feuille ? C'est bon quand même, et voilà que vous riez : « C'est la petite chavoche qui passait. Et moi j'ai eu peur d'elle. Mais à présent, chavoche, je n'ai plus peur de toi. »

« Vous repartez dans la nuit qui s'ouvre, à travers le grand bois partout. Vous êtes content comme un homme dans le bois. Il n'y a plus de bulles noires qui montent. Quand vous tendez les mains devant vous, elles s'en vont au bout de vos bras ; et quand vous marchez, tout s'écarte : dix mètres, vingt mètres, c'est bien votre pas qui marche. Le vent souffle un petit, et c'est le vent de l'air qui s'enfile sous les branches, qui passe avec l'air de minuit. Comme on est vif ! Comme on respire ! Par les trouées des feuilles on voit les étoiles s'en aller, monter tout droit à l'opposé du vent, au plus loin du loin de la nue, et rester là dans leur repos du ciel. La nuit pourrait durer toujours, vous iriez sans fatigue toute la nuit. Et la forêt serait grande comme le monde, vous iriez jusqu'au bout sans désirer le blanc de l'aube.

« Voilà ce qui m'est arrivé. Et l'aube venait toujours trop tôt, je demandais encore à sentir les choses de la nuit, les fouins qui piètent sur l'ados des fossés, les lapins qui tirent aux lisières, l'un derrière l'autre jusqu'à mille, le butor qui meugle dans la jonchère pendant que les follets dansent à la pointe des quenouilles, et les sauterelles de l'herbe qui frottent leurs ailes l'une contre l'autre, et le cri en aiguille du mulot que le hibou vient d'enlever dans sa serre.

« Une fois, il y a eu un orage. Le feu du ciel brillait à tant d'éclairs qu'il faisait jour dans le sous-bois, un grand jour qui tremblait, tout mouillé d'eaux claquantes et de couleurs à vous brûler les yeux. Et dans ce jour toutes ces bêtes, ces petites souris qui sautelaient, ces ailes qui battaient dans les

feuilles, éclairées par-dessous comme le creux d'un bras quise lève et qui prie. C'était rose-bleu partout, un peu violet autour des branches, le vert des feuilles était plus pâle que l'eau de l'étang au matin. Et toujours d'autres bêtes qui ne pouvaient plus se cacher, que les éclairs faisaient sortir des feuilles, des mottes, des trous d'arbres, des ronciers : la laie et ses dix marcassins qu'elle poussait de son groin tout doux ; la loutre qui sortait de l'étang, noire et pourtant rose de feu, brillante sous l'eau de feu qui lui collait le poil ; et le lièvre qui dansait bande sur bande, trop long de pattes, trop long d'oreilles, fou de peur et brûlé d'orage.

« Et le matin de cette nuit-là, quand la grande crainte m'a eu laissé, j'ai eu de la joie plein la tête en revoyant toutes les bêtes à leur place. Mais j'ai compris bientôt que c'était un malheur. Ah ! bien trop tôt... Déjà la nuit suivante, quand je marchais dans le hallier. Il faisait noir, mais pour moi c'était jour. Quand la branche du sapin pliait, je voyais à travers les aiguilles les boules rondes des ramiers serrés, leur gorge bleu d'ardoise, et les petites flammes roses et vertes que le grand jour y fait courir. Quand la feuille morte bougeait sur l'ados du fossé, je voyais les dents du putois, sa tête, plate, son poil jaune, et le roulis des petits os tout le long de son échine. Et quand la chavoche a passé, je l'avais reconnue de loin, ses pattes moussues, son bec de buse, et les raies d'encre qui coulent sur son jabot. J'en savais trop déjà, il y avait pour moi trop de jour à travers la nuit. Alors j'ai été triste, triste. Mais je croyais quand même, je savais bien quand même que ça ne pouvait pas finir, qu'il allait m'arriver d'autres choses.

« C'est venu petit à petit, avec le vent d'hiver, la lune d'hiver dans les branches nues. Les bêtes mouraient de leur mort de bêtes. Les ramiers étaient partis ; le loubri, le rouge-gorge avaient tiré vers les cheminées ; l'écureuil allait croquer ses faines, une par une, dans le trou d'arbre où il avait fait provision ; le lapin, le renard, le blaireau se cachaient dans leurs maisons de terre ; et les loirs dormaient sous la terre, au-dessous de la croûte du gel. La forêt vide était toute aux arbres, à la lune, au sifflet du vent. A moi aussi, à mes yeux brouillés de froid, à mes oreilles où le vent bourdonnait. Quel grand rêve d'arbres noirs, d'arbres blancs, de fumées de

brouillard, de claquements d'os, de voix en peine ! J'ai vu le chêne faire front à la bise, raidir ses bras et pencher sa couronne ; j'ai entendu sa plainte et sa colère. Le bouleau, je l'ai vu se lever, voler sur ses racines à travers la futaie ; et lui se taisait comme un songe et se perdait dans le brouillard, se fondait dans l'air du temps. Et j'ai vu les étangs sous la lune, la fontaine sous la lune et la Dame de la fontaine. Tous les fantômes de la forêt, je les ai vus, les Martes et les Demoiselles, les âmes des mauvivants, des suppôts damnés de Georpeon. Au long de ces nuits-là je marchais sur les jambes d'un fou. Et j'avais retrouvé la peur, mais ce n'était plus la même peur et la joie ne s'y cachait plus.

« Je me rongerais d'un méchant plaisir, je me détruisais peu à peu. La peur que j'avais retrouvée, elle ne me pinçait plus si profond ; elle sautait sur mon dos, m'accrochait aux épaules, je la portais à la *combadou*. Et chacun de mes pas était lourd de cette peur, et mes nuits ne finissaient plus. Si je vous raconte ces moments, c'est pour me prouver à moi-même que maintenant j'en suis bien guéri. Mais j'en ai été si malade que souventes fois j'ai pensé en mourir. Je marchais dans les grands carroirs, et je me disais en marchant : « C'est là, c'est sûrement là qu'ils vont passer à la minuit. » Je ne savais pas qui, je ne croyais pas le savoir. Mais le froid dans mes yeux, l'eau de gel qui coulait dans ma tête, et ma folie, et la peur sur mon dos, c'était déjà des formes de fantômes, des claquements de squelettes en route, des voix de plainte et des cris d'enfer...

« Ce qui m'a tenu fou longtemps, le plus longtemps, c'est l'étang et c'est la fontaine. Mais si j'ai fini par guérir et retomber bien d'aplomb sur mes jambes, dans le jour et dans la nuit, c'est grâce à eux. L'homme qui n'a pas marché, une nuit de perle, sur la berge de l'étang, qui n'a pas regardé les étoiles sur la margelle de la fontaine, celui-là ne peut pas savoir. C'est là que le brouillard est blanc, qu'il se plie comme une chevelure de femme, comme le col des cygnes sauvages. La berge penche et glisse sous vos racines, le sable coule sans faire de bruit. Plus près, partout, les fumées se mettent à glisser : les voiles légers, les plis de voiles sur les corps transparents, les corps plus beaux que toutes les formes de vos rêves, et qui sont là pour le vieux saule, pour l'ablette

qui voyage et pour vous. Qu'est-ce que vous pourriez désirer ? Les suivre ? Aller vers leur appel ? Elles n'appellent pas, elles sont là, elles tournent. La berge penche, le sable coule, et vos racines cachées de vapeurs blanches s'enfoncent doucement dans le froid de l'étang. Ha ! ce terrible froid, cette brisure au long de vos os... C'est mille bras qui se ferment, mille bouches glacées qui collent à votre peau. Vous pâmez de ce grand baiser, vous vous déliez dans cette secousse de mort, le froid de l'eau dans la poitrine, les yeux noyés, déjà perdu.

« Vingt fois cela m'est arrivé, sur le bord de l'étang, dans la combe aux belles fontaines. Et de tout ce qui m'est arrivé, il n'y a rien eu de plus vrai. Maintenant encore j'y vais souvent la nuit et mon meilleur bonheur est là. Mais si je glisse encore sur la berge, je sais que je ne tomberai pas, que les bûcheux des ventes ne trouveront pas mon corps au matin, emmêlé dans la jonchère, que Brûlard ou Pilloux, en le halant avec une gaffe, ne diront pas dans leur gros rire : « C'est le loup-fou, c'est La Feuillée. Il devait crever comme ça. » Car je sais que ma main pensera avant ma tête, qu'elle accrochera la branche du saule et me retiendra sur le bord.

« Et maintenant je suis fort, de santé solide et joyeuse.

« Ma vie respire dans la forêt et je la sens dans tout ce que je vois, tout ce que je touche et j'entends. Quand la ronce m'accroche au passage, je la décroche doucement et je lui dis : « Va, petite ronce. » La nuit est bonne aux yeux et au cœur. Ma main s'appuie au cuir frais du bouleau, et c'est bon ; la rosée fraichit sur ma main, entre elle et la chair du bouleau. Et je pense : « Je suis pareil à lui, pareil au bouleau qui voyage, qui va se fondre dans l'air du temps et que le soleil du matin retrouve à sa place du soir, enfoncé de toutes ses racines. » Tout s'en va libre, revient et se referme, et la forêt a la forme d'un nid. Je le vois, je le tiens dans ma main ; et je respire si fort que toute ma vie monte dans ma poitrine ; et il me semble que la grande forêt respire de moi et vit de moi.

« Voilà maintenant ce qui m'arrive au long des minutes du temps. Et c'est peut-être une autre folie. Mais de celle-là, je ne veux pas guérir. »

MAURICE GENEVOIX.

LA COMTESSE DE NOAILLES

Pourtant tu t'en iras un jour de moi, Jeunesse...

La Mort entre ses mains prendra mon cœur meurtri.

On écrit cela lyriquement, en pleine jeunesse, en pleine force, un jour peut-être où il fait beau, où les feuillages se bercent lentement sur un grand ciel bleu. On entrevoit la chose horrible au fond des temps lointains, à l'infini; et si sincère, si profond qu'en soit le sentiment, on n'en *réalise* pas la vérité future: c'est de la haute et belle poésie. Et puis longtemps après, pas assez longtemps, hélas! cela arrive tout de même, cela devient de la vie, et de la mort. Et les autres ont été si habitués à voir en de telles anticipations seulement de la poésie, qu'ils demeurent muets, frappés de stupeur, devant l'accomplissement de la destinée.

Cette stupeur est d'ailleurs l'hommage le plus naïf à la fois et le plus vrai que nous puissions rendre à une morte comme M^{me} de Noailles, si vive, si pétulante, si ardente, si *nombreuse*: on ne peut croire à son immobilité, à son silence, à son froid éternels. Et il semble qu'elle ait emporté un peu de la vie de chacun dans ses yeux admirables qui projetaient la beauté, leur beauté, sur les choses.

J'ai eu l'honneur de la connaître quand j'étais moi-même un jeune poète, et elle une toute jeune femme, du plus noble sang méditerranéen, récemment épousée par un élégant gentilhomme qui portait un des plus beaux noms de France; elle écrivait des vers depuis son enfance, mais n'avait encore rien publié. Et ce jour-là je m'aperçus que j'avais connu et admiré son beau visage si particulier longtemps avant de lui être présenté. Quand j'étais encore au lycée, en effet, mon ami

Jacques Bizet, le fils du grand tragique de *Carmen*, avait sur sa cheminée, à l'école Rocroy Saint-Léon, une photographie de sa charmante mère dans un groupe de personnes réunies en un jardin sur les bords du Léman ; et au premier rang, deux jeunes filles, presque encore des petites filles, deux sœurs se tenaient très sagement, ravissantes toutes deux ; l'une surtout montrait dans un visage un peu rond, d'un sérieux précoce, des yeux splendides, des yeux d'Orient doux comme des lunes, et quelque chose de gravé, d'écrit, de très racé dans les traits. Et j'avais senti une prédilection pour ce visage d'inconnue, je le regardais toujours avec intérêt chez mon ami. Quand je vis M^{me} de Noailles pour la première fois, à Amphion, dans le jardin de sa mère, la princesse Brancovan, je la reconnus aussitôt : c'était elle, c'était la petite fille de la photographie, vers qui m'attirait je ne sais quel instinct.

Elle était belle, et l'était restée : la brièveté de la taille, fine d'ailleurs, disparaissait sous la majesté de la tête, qui certains jours resplendissait. L'arc des sourcils immenses jetait deux ponts sur l'abîme des yeux à la paupière lourde, et dont le noir regard s'harmonisait avec la couleur sombre de ses cheveux, de ses cheveux, ainsi qu'elle a dit, bleus comme des prunes. Souvent malade, épuisée par la fièvre du travail, elle passait des semaines au lit, elle recevait, comme les dames du xvi^e siècle, dans sa ruelle. Mais quand elle n'avait pas encore accepté d'être toujours indiciblement lasse, elle se soignait parfois dans des maisons de repos ; et un soir qu'elle venait de quitter une de ces maisons, à un dîner chez notre amie commune la baronne de Pierrebourg, son visage un peu aigu dans la fatigue ayant repris quelque embonpoint, elle était plus qu'éblouissante : irradiante. Elle faisait une lumière dans les lumières. On aurait voulu fixer sa vie à cet instant suprême.

Je viens de dire qu'elle s'épuisait de travail ; mais ce n'était pas seulement le travail qui la pâlisait : c'était aussi la parole. Qui n'a pas entendu M^{me} de Noailles parler dans une de ces assemblées mondaines, matinée, thé ou soirée, où son instinct de briller l'entraînait, n'a pas assisté à l'un des plus étonnants spectacles de notre temps, à un espèce de miracle humain. Elle entraît, au milieu d'une rumeur qui se faisait à son passage et qu'elle aimait, petite, cambrée en arrière pour ne pas

perdre un pouce de sa taille, souvent la main à la hauteur de la hanche comme pour se porter elle-même, un peu aquiline, un peu agressive à force d'intelligence, mais pleine de manières excellentes et délicates, non ennemie au besoin d'une certaine pompe dans la politesse où la princesse de sang quasi royal se retrouvait. Elle restait debout au centre du cercle, piétée, habituée aux regards, à l'attention publique, faite à la gloire et pour la gloire ; ou bien elle s'asseyait, se laissait tomber plutôt sur un fauteuil, sur un pouf, dans un emmêlement de fourrures ou d'écharpes.

Et soudain une réflexion, une allusion, un « mot » déclenchait en elle la transe lyrique. Et c'était alors sur un rythme incroyablement rapide, avec une volubilité dont rien ne pourra plus tard suggérer l'idée, un concerto de conversation, un récital d'idées et d'impressions, un festival d'elle-même qu'elle donnait aux autres et à soi aussi, car elle s'amusait prodigieusement de sa propre parole, et c'est pour elle surtout que le silence eût été la plus grande des persécutions. Dans ces improvisations où elle enchaînait les phrases avec une aisance de femme du monde et une maestria d'orateur, où les parenthèses les plus inattendues s'ouvraient et se fermaient comme manœuvrées par le « blount », où les épithètes les plus exactes et les plus imprévues venaient tomber à pic sur les choses et les êtres les plus divers, elle abordait tous les thèmes : la littérature, le théâtre, la politique, la philosophie et la mondanité, la médecine et l'histoire, les souvenirs et les prédictions, le dernier potin et le sens du monde, les intransigeances passionnées et l'amour du genre humain. Elle mêlait tout, l'éloquence, la grandeur, l'esprit, la fantaisie, et puis la grande tristesse lyrique, et puis la lamentation biblique traversée d'un éclair de drôlerie. Et tout cela toujours dans une forme inventée à la fois et définitive. Si on avait pu sténographier ces improvisations géniales, on aurait formé des volumes où il n'y eût rien eu à changer. Ses conversations auront été parmi ses poèmes les plus complets, et peut-être resteront uniques au monde. M^{me} de Staël devait parler très bien. Mais M^{me} de Noailles parlait mieux que très bien : elle récitait sous la dictée d'un Esprit. Après une ou deux heures d'un quasi monologue, elle se déclarait soudain fatiguée, — on la croyait sans peine, — et se retirait dans un nouveau tumulte, brûlée de sa

propre flamme, anéantie du don de soi, et elle allait se jeter pour plusieurs jours sur son petit lit, où je l'ai vue morte.

Oui, je dois à l'amitié de Mathieu de Noailles la faveur d'avoir pu la contempler une dernière fois, rajeunie, transfigurée par la mort, splendide et douce, — douce, elle qui était l'audace, l'âpreté, le combat, — presque virginale, elle qui a chanté la chaleur des caresses, qui a écrit ces deux vers prodigieux :

La douleur et la mort sont moins involontaires
Que le choix du désir.

Le bas du visage encore affiné par la maladie, le haut portant tous les signes de la magnifique intellectualité par quoi elle vivait et par quoi elle est morte, sa tête, chose étrange, était renversée en arrière comme on la renverse pour regarder le soleil. Elle avait l'air de regarder quelque chose qui l'éblouissait et lui avait fait fermer les yeux. Elle dormait pâle, exsangue, ivoirine, de la même couleur que le grand crucifix écartelé sur une table, devant son lit étroit, au milieu des fleurs, des fleurs, des fleurs.

Cette cire glacée et blême, voilà ce que la vie, la gloire, l'amour, la fortune, la naissance et le génie avaient fait d'une privilégiée du sort humain. Mais il faut voir au delà de la matière, au delà du corps rigide ; il faut séparer de ce corps ce qui l'a animé et qui demeure. Elle-même l'enseignait par sa dernière attitude. Elle semblait regarder au delà.

Il est beau de s'en aller jeune encore, pleurée par ceux qui vous ont connue, dans le sentiment unanimement partagé par ses pairs qu'on a été l'une des figures les plus hautes et les plus représentatives d'un moment de la poésie française.

Car, avec elle, c'est toute une génération qui descend au tombeau : la nôtre. Elle était notre jeunesse elle-même, elle couronnait notre groupe ; surtout nous autres poètes, nous nous composions autour d'elle. Alors que le symbolisme n'est pas mort, qu'il vit encore et glorieusement dans la personne d'Henri de Régnier, de Paul Valéry, de quelques autres, c'est déjà la génération qui a succédé au symbolisme qui se sent blessée en elle au point le plus sensible, cette école sans nom, mais non pas sans réalité, qui est allée de Charles Guérin, en passant par tous ceux de nous qui sont encore vivants, aux

femmes illustres de notre génération, à Lucie Delarue-Mardrus, à Gérard d'Houville, à Anna de Noailles.

On a dit qu'elle n'était d'aucun groupe, qu'elle planait au-dessus des coteries ; mais on a beau n'être d'aucune coterie, on est de son époque. Nul ne sort d'une trappe. Nous avons, dans notre époque poétique, été très différents de nos prédécesseurs symbolistes, et nous avons eu de très grandes parentés entre nous. Ce n'est pas parce qu'elle a été la plus glorieuse de nous qu'elle n'est pas à nous ; nous la revendiquons fièrement.

Je ne veux pas, dans la hâte et l'émotion, peser ici ses livres célèbres où l'or est parfois emprisonné dans une gangue de mots tumultueux ; je ne veux sentir aujourd'hui que le poids de cet or qui est très lourd dans la main et qui scintille immortellement. Je néglige les critiques possibles, les restrictions fatales, tout le négatif. Je ne vois que le positif, l'apport personnel, indiscutable, évident, du génie : ces brusques vers descriptifs qui sont comme des étincelles éblouissantes de sensation, et surtout cette humanité profonde de ses livres principaux, *les Vivants et les Morts* et *les Forces éternelles*, ces grands aveux féminins qui sont de grands aveux humains, ces cris merveilleux de nostalgie et de désespoir dont tant de ses vers retentissent pour toujours.

J'évoque autour d'elle tous ceux qui l'ont précédée dans la tombe, qu'elle aime et admira, Barrès, France, Rostand, Rodin, Jaurès, Mangin, tout ce passé qui fut le nôtre et qu'elle entraîne avec elle dans l'éternité : nos débuts, nos enthousiasmes, nos luttes, nos déboires, même nos dissentiments dont nous avons ri, nos rivalités qui étaient encore des fraternités, nos inquiétudes et nos douleurs pendant la guerre, notre joie immense de la victoire, et nos espoirs, hélas ! d'une humanité meilleure et plus heureuse. Et comme ce Hugo qu'elle défendait si bravement, comme le vieux Maître revivant tout l'autrefois devant un grand poète mort, à mon tour, devant cette petite forme qui augmenta en nous l'idée de la femme et qui témoigna pour nous tous à la face du ciel indéchiffrable,

J'écoute ce grand vent sublime évanoui.

FERNAND GREGH.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LE BILAN DE WASHINGTON

Les entretiens de Washington ont consisté essentiellement en un dialogue entre le Président Roosevelt et M. MacDonald sur la livre et le dollar. C'était là la grande affaire. Tout le reste, pour le moment, n'est que littérature internationale.

M. MacDonald en débarquant s'est trouvé devant le fait accompli : les États-Unis avaient suspendu l'étalon-or et le dollar était abandonné au hasard des changes. Le Premier ministre britannique avait certainement jugé cette initiative américaine très amère, mais il n'en a rien laissé voir et il a fait contre fortune bon cœur. Aux techniciens d'outre-Atlantique, qui lui demandaient de stabiliser la livre à quatre dollars, soit à cent francs, il a répondu qu'il s'inspirerait des circonstances et qu'il laisserait à l'usage la livre se stabiliser au taux qu'indiquerait la situation de l'Angleterre. Le monde anglo-saxon a sa règle du jeu. Même quand il y a controverse entre Londres et Washington, il n'y a pas conflit. Même quand il y a désaccord, il n'y a pas éclat. Si M. Roosevelt et M. MacDonald ne se sont pas complètement entendus du premier coup, ils se sont promis de s'entendre, et ils le feront.

Le délégué français, M. Herriot, n'était qu'un spectateur. Il a eu tout loisir de se livrer à des manifestations d'apparat plus conformes à ses préférences personnelles qu'au bon goût. Il n'a été admis comme interlocuteur que lorsque déjà le Président des États-Unis et le Premier ministre britannique s'étaient fait leurs confidences sur les affaires sérieuses. M. Herriot, à vrai dire, n'était pas un observateur à l'abri. Selon la comparaison pittoresque qui a été faite, il se trouvait dans le champ de tir. Il était là pour dire

jusqu'à quel point il accepterait de subir les conséquences des décisions anglo-saxonnes. Bien que la France ait consenti à beaucoup de sacrifices, nous pensons même beaucoup trop de sacrifices depuis dix ans, et que sa bonne volonté ne lui ait servi de rien, il reste toujours quelque chose à lui demander. N'a-t-elle pas encore une monnaie saine et une armée ? Ne garde-t-elle pas, après dix ans où elle a subi des traitements sévères, une certaine solidité financière et une certaine solidité militaire ? Les nécessités de la fameuse collaboration internationale consistent à prier la nation française de se diminuer encore un peu. Du cœur de M. Herriot on pouvait attendre toutes les faiblesses. M. Herriot, il est vrai, n'avait que des pouvoirs d'informateur. Quels renseignements allait-il apporter ? On l'ignore encore, mais on devine assez qu'il ne donnera pas au gouvernement des conseils de fermeté.

En convoquant les délégués des nations à Washington, le Président Roosevelt a eu un souci américain, et n'a eu qu'un souci américain. C'est tout naturel. Mais le vocabulaire international sert à faire croire qu'une initiative diplomatique a obligatoirement pour objet l'amélioration du monde et la fraternité universelle. Le Président Roosevelt, qui est un homme loyal et plein de bonne volonté, a très certainement le désir de travailler à résoudre la crise dont souffrent tous les pays : il a d'abord et avant tout l'intention légitime de soulager l'Amérique. Les entretiens de Washington ne sont intelligibles que si on discerne l'idée directrice qui les a inspirés.

Les États-Unis, qui sont jeunes et entreprenants, ont commis en ces dernières années deux fautes qui expliquent le malaise dont ils subissent les effets. Ils n'ont pas su mettre en harmonie leur immense force productrice avec leur commerce extérieur. Ils sont cependant dans une situation privilégiée qui leur permettrait de vivre sur eux-mêmes et sans relations avec les autres pays. Ils possèdent à la fois les matières premières et les industries qui transforment ces matières premières, et ils ont comme consommateurs leur considérable population de cent millions d'habitants. Mais comme ils avaient pendant la guerre été les fournisseurs du monde entier, ils avaient pris l'habitude de produire beaucoup. Après la paix, ils ont continué de produire plus qu'ils ne pouvaient consommer.

En outre, et c'est leur seconde erreur, ils ont pratiqué une

politique douanière tout à fait excessive. Le régime électif a partout les mêmes effets. Les intérêts particuliers y sont représentés par des électeurs qui puissamment groupés forment une puissance capable de l'emporter sur l'intérêt général. Les producteurs peu clairvoyants et penchés égoïstement sur leurs affaires ont voulu être protégés par des tarifs douaniers à outrance. Le résultat est qu'ayant besoin d'exporter, les États-Unis ont, par leur politique de protection et de restriction douanière, gêné leurs débouchés à l'étranger. Le chômage a surgi. L'organisation défectueuse des banques d'émission en Amérique et la fièvre de la spéculation ont achevé de déterminer la crise. Si bien qu'un pays très riche, qui ne manque pas de capitaux, qui détient une quantité d'or considérable, qui est créancier de l'Europe, et qui a une balance de règlements internationaux dont on peut dire qu'elle n'est pas inquiétante, a passé par des jours troubles. Beaucoup d'observateurs se refusaient à croire que les États-Unis en viendraient jamais à suspendre leur étalon-or. C'est cependant ce qui est arrivé.

Il est très possible que le Président Roosevelt n'ait eu personnellement aucun penchant pour cette solution. Il avait pensé à détendre la politique protectionniste. Des personnages autorisés, qui exprimaient les idées du nouveau gouvernement, avaient commencé par dire que M. Roosevelt se rendait compte de la responsabilité des États-Unis dans l'excès de politique douanière dont souffrait le monde et qu'il songeait à revenir à une plus saine conception de la liberté économique. Mais, en dépit de tous les pouvoirs dictatoriaux qui peuvent lui être accordés, le Président n'est pas le maître. Il est obligé de compter avec les courants d'opinion, obligé de compter avec le Congrès, obligé de compter avec le Sénat. S'il avait proposé un abaissement général des tarifs, les États-Unis auraient naturellement été invités par les autres pays à faire eux aussi des concessions. C'est ce que les producteurs américains ne voulaient pas. Un mouvement très fort se dessinait, au contraire, pour une dévaluation du dollar. Et le Président Roosevelt a fini par céder, bien que le dollar gardât les qualités d'une monnaie saine et demeurât dans une position forte qui pouvait durer.

La manœuvre américaine a été imposée par les partisans de l'inflation, par les théoriciens de la monnaie dirigée, et par tous ceux qui espèrent en profiter. La livre sterling dévaluée faisait

concurrence au dollar qui avait conservé sa valeur. Les États-Unis ont donc dévalué le dollar. « On en est arrivé, dit l'*Économiste français*, qui est résolument opposé à ces pratiques, à cette conception absurde et d'une scandaleuse improbité, que le moyen de rendre une grande activité aux entreprises agricoles et industrielles est de réduire, au détriment des créanciers de toute nature, la valeur de l'unité monétaire à laquelle on garde sa valeur nominale. » Procédé périlleux. Car, si on procure une prime à l'exportation en permettant aux diverses entreprises d'abaisser leur prix de revient, ce résultat est éphémère. L'ajustement des salaires, des prix de matières premières et de frais généraux se refait, et bientôt les choses sont dans le même état qu'auparavant. Il ne reste plus qu'à procéder à une nouvelle dévaluation. Ce qui a fait comparer ce remède à la morphine, dont il faut sans cesse augmenter les doses.

On verra dans les semaines qui viennent les effets de cette lutte entre la livre sterling et le dollar. Si elle se prolongeait, elle se terminerait par une course qui entraînerait des catastrophes. Il est probable que ni l'Angleterre ni les États-Unis ne désirent laisser les choses aller si loin. Dans un temps plus ou moins rapproché, Londres et Washington finiront par stabiliser leur monnaie. Mais, auparavant, l'Amérique veut essayer de recueillir sur les marchés étrangers le bénéfice de sa dévalorisation monétaire. Et elle s'expose à courir tous les risques. Tous les problèmes ont donc été renvoyés à la Conférence de Londres, qui doit se tenir le 12 juin.

LA CONFÉRENCE DE LONDRES : DETTES ET DÉSARMEMENT

Que peut-il sortir de cette Conférence qui hérite de toutes les difficultés pendantes ? La préface de Washington n'a rien éclairci. Tout au contraire. Elle a rendu la Conférence de Londres encore plus incertaine en introduisant brusquement dans le monde ce nouveau sujet de trouble qui est la dévaluation du dollar. La Conférence ne sera rien qu'une suite de discours, si elle n'a pas un programme très net et si elle n'aboutit pas à des conclusions précises en ce qui concerne l'étalon-or et la politique douanière. Seul le retour à un régime de saine monnaie, à base d'étalon-or, régulariserait les rapports commerciaux et rendrait moins sensibles les variations de prix. Mais, depuis quelques semaines,

il y a eu tant de nouvelles extravagantes répandues sur la dévaluation générale des monnaies et sur des projets de redistribution de l'or qu'on ne sait plus quelles surprises réserve la Conférence. Ce qui est certain, c'est que les pays qui comme le nôtre ont une monnaie, devront se montrer fermement attachés à leur régime monétaire et sans aucune défaillance. Nous avons eu notre crise en 1926, et elle nous a coûté cher, puisque le franc a perdu les quatre cinquièmes de sa valeur. Nous devons rester inébranlables. La Hollande, la Belgique, la Suisse, l'Allemagne ont manifesté leur volonté de maintenir leur monnaie. C'est la raison. La Conférence de Londres doit être abordée sans crainte par les pays qui auront l'énergie de repousser pour leur part les régimes monétaires artificiels et de s'en référer à ce qui a été nommé par M. André Liesse « la loi régulatrice et vengeresse de l'offre et de la demande ». Et, au fond, ce sera là le sujet principal de la Conférence.

Mais, indirectement, deux problèmes politiques très graves pourront y être examinés, sinon résolus : celui des dettes et celui du désarmement. Il n'est pas souhaitable qu'ils soient traités à Londres. Ni les dettes ni les armements ne doivent servir d'objets d'échange, alors que les délégués discuteront des monnaies et des tarifs douaniers. Les conférences, malheureusement, sont de lourdes machines qui menacent toujours de tout écraser. Si les représentants de notre pays n'y vont pas avec la volonté arrêtée de ne pas céder sur des sujets vitaux pour nous, ils risquent d'être emportés. Ils seront pris dans un engrenage dont ils ne pourront se dégager. Dans presque tous les conciliabules, et notamment à Genève et à Lausanne, on a vu M. Boncour et M. Herriot consentir finalement à des concessions qui n'auraient jamais dû être faites. Les mêmes erreurs seraient aujourd'hui d'autant plus funestes que nous n'avons plus rien à céder, pour cette raison simple que nous avons déjà donné tout ce qu'il était possible d'abandonner et même davantage.

Ces deux affaires des dettes et du désarmement se présentent d'ailleurs aujourd'hui sous un aspect qui est devenu très clair. On a beaucoup discuté sur les dettes. Mais quoi qu'on ait pensé naguère, la position de la France est prise. Par le vote du 12 décembre 1932, la Chambre a renversé M. Herriot et a manifesté sa pensée. Il n'y a pas de paiement possible à l'Amérique tant qu'il n'y aura pas de paiement de l'Allemagne. Et s'il n'y a pas de paiement de l'Allemagne, c'est le résultat de la politique amé-

ricaine. Les États-Unis sont mêlés à toutes les étapes de l'histoire des réparations. Le plan Dawes ? C'est une œuvre américaine. Le plan Young ? C'est une œuvre américaine. Le moratoire Hoover ? C'est une injonction américaine. Le moratoire Hoover a tué à la fois les réparations et les dettes. Il a eu pour conséquence les accords de Lausanne, qui ont en somme libéré l'Allemagne. Si l'Amérique change d'avis aujourd'hui et veut être payée, la condition suffisante mais nécessaire, c'est qu'elle fasse payer l'Allemagne, qu'elle a elle-même dispensée d'effectuer les versements convenus. On peut imaginer un pareil événement. On peut imaginer l'Amérique encourageant l'Europe à obtenir de l'Allemagne ce qu'elle doit et ce qui reviendra aux États-Unis, et à employer tous les moyens nécessaires. Ce qu'on ne peut imaginer, ce qu'aucun parlement, aucun gouvernement, aucun électeur ne voudra admettre, c'est que les contribuables français, déjà frustrés de la plus grande partie des réparations, soient obligés de payer l'Amérique quand les Allemands ne paient pas. Aucun fait nouveau n'est intervenu depuis le moratoire Hoover et depuis le vote de la Chambre. M. Lloyd George, qui n'a pas de tendresse particulière pour la France, a trouvé sa décision fort explicable. M. Borah, qui s'est toujours montré intransigeant, a reconnu lui-même que les conversations de M. Laval et de M. Hoover autorisaient la France à comprendre, comme elle les a compris, le moratoire et ses suites. Où est l'opinion contraire ? M. Herriot ? Sa campagne contre le vote de la Chambre qui l'a renversé est une des plus fortes erreurs de cet homme politique, qui en a cependant commis plus d'une. Et elle paraît bien extraordinaire, aujourd'hui que l'on sait, de l'aveu même de M. Boncour, que le voyage de M. Herriot était décidé dès le début de janvier 1933. Le règlement des dettes se fera un jour ; il peut traîner longtemps, mais il ne se fera pas d'une manière qui serait inique pour notre pays.

La question de la réduction des armements est elle-même en ces derniers temps devenue beaucoup plus simple, parce que les projets paraissent universellement absurdes depuis les manifestations de l'Allemagne hitlérienne. Sur ce sujet, la politique briandiste avait exercé beaucoup de ravages. Il y avait dans notre pays nombre de braves gens, candides et bien intentionnés, qui croyaient à l'organisation de la paix par la réduction des armements. Il y en avait même dans les partis les plus divers, tant les

illusions étaient répandues et tant la propagande pacifiste avait fait de dégâts. Aujourd'hui, il n'y a plus que les défaitistes et les révolutionnaires qui paraissent s'obstiner dans des théories qui ont reçu les démentis éclatants des événements.

La situation présente a été résumée par ces phrases que nous tirons d'un document officiel : « Les succès fictifs de la pactomanie ne doivent plus nous abuser. La statistique aussi trompeuse que pompeuse des résultats obtenus par l'intervention de la Société des nations dans des conflits entre pays secondaires n'en impose plus qu'aux esprits simplistes. L'inconscience dans l'idéologie, poussée à un certain degré, se paie par du sang. De terribles responsabilités risquent de retomber sur les bavards impénitents, dont nous pourrions bien peut-être expier tôt ou tard la néfaste inconscience par de lugubres épreuves et de terribles sacrifices... Désarmer sans être sûr d'une assistance mutuelle concrète, immédiate, en cas d'agression, et laisser se réarmer dangereusement nos anciens adversaires, c'est être atteint sans conteste de la folie du suicide... Le pacifisme qui consiste à toujours céder aux exigences des gouvernements étrangers à poigne s'appelle en bon français de la couardise. Le mâle *non possumus* que nous sommes capables d'opposer aux impudentes revendications d'outre-Rhin nous vaudrait un regain d'estime et d'affection de la part de nos amis et alliés. Si la Conférence du désarmement n'aboutit point à une conclusion positive, nous ne devons point pour cela croire la paix définitivement compromise, mais opposer à une situation embrouillée la résolution sereine de faire respecter le droit. » Ces appréciations, qui montrent que l'ère du briandisme est bien close, sont tirées du rapport de M. Dariac fait à la Chambre au nom de la Commission des finances sur le budget des Affaires étrangères.

Ce n'est pas seulement en France que la situation est jugée de cette manière. La *Revue* a précédemment signalé l'importance de la mémorable séance de la Chambre des communes du 13 avril, où sir Austen Chamberlain, soutenu par les orateurs de tous les partis, a dit ce qu'il pensait du pangermanisme renaissant. Depuis cette date, une autre manifestation significative a eu lieu en Angleterre. Le 28 avril, à la réunion annuelle du Conseil libéral, un homme d'État qui n'a jamais passé pour être systématiquement sévère à l'Allemagne, lord Grey of Fallodon, a prononcé un remarquable discours où il a dit : « Ce n'est pas seulement ce qui se passe

à l'intérieur de l'Allemagne qui mérite l'attention : c'est aussi l'irritation provoquée par l'attitude de l'Allemagne à l'égard des questions européennes. Qu'il me soit permis de poser la question ainsi : Que penserait-on, si l'Allemagne en ce moment était aussi entièrement et aussi puissamment armée qu'elle l'était en 1914 ? La paix de l'Europe serait considérée comme très menacée, et si nous avons nous-mêmes cette opinion, que doit-on penser en France, pays envahi à deux reprises par l'Allemagne de notre vivant ? » Le *Times*, qui a manifesté en ces derniers temps beaucoup de complaisance à l'égard de l'Allemagne, ne peut s'empêcher d'être frappé des remarques de lord Grey. Il constate que, pour l'homme d'État qui a parlé, il est évident que la même philosophie abominable de la force, appliquée avec enthousiasme à l'intérieur, serait de nouveau appliquée à la politique étrangère, si l'Allemagne en avait les moyens.

Est-ce dans ces conditions que l'Europe et les États-Unis vont étudier les moyens d'armer l'Allemagne et de diminuer les armements des autres ? On a peine à concevoir que M. Boncour, tout internationaliste qu'il est, se résigne à user le temps à des combinaisons sur des garanties qui sont illusoires. Il n'y a pas de pacte d'assistance mutuelle, parce que ni l'Angleterre ni l'Amérique ne veulent prendre d'engagements. La situation de ces deux pays n'a pas changé depuis 1919. Clemenceau avait obtenu d'eux le pacte de garantie concernant le Rhin ; et l'Angleterre, par un vote que nous ne saurions jamais oublier, l'avait accepté. L'Amérique l'a refusé et a tenu pour nulle la signature de son président, M. Wilson. Si M. Roosevelt voulait aujourd'hui prendre une initiative favorable à la paix générale et impliquant une promesse des États-Unis, le Sénat de Washington ne le suivrait pas plus qu'il n'a suivi M. Wilson. Il n'y a donc pas de garantie. M. Boncour parle de contrôle technique, budgétaire et simultané. Ce sont des mots. Contrôler Hitler ! Il suffit de formuler cette politique pour qu'elle apparaisse comme périlleuse et ridicule. La garantie de notre sécurité et la garantie de la paix générale, c'est l'armée française et c'est l'armée de ses alliés. A Londres pas plus qu'à Genève, le Gouvernement ne doit se laisser entraîner dans des accords d'apparence, qui servent à donner de fausses satisfactions à l'électeur d'aujourd'hui, et qui sont pour ses enfants une dure menace.

LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS FRANÇAIS

Le ministère est-il en mesure de défendre les intérêts français ? C'est déjà trop qu'une pareille question puisse se poser. Mais nous constatons les faits. Le régime électif et démocratique a donné le pouvoir au Cartel internationaliste et socialisant qui domine la Chambre. Les Cabinets Herriot et Boncour ont représenté la majorité et ont fini par périr. Le Cabinet Daladier n'a pas eu de mal à ne pas paraître inférieur aux précédents. M. Daladier bénéficie de la lassitude qu'inspirent de simples changements parlementaires jugés inopérants et de la défiance qui accueille la seule idée d'un retour de M. Herriot. Le ministère s'est ensuite donné quelques chances supplémentaires de durée en faisant une opération avec la Trésorerie anglaise, opération qui ne va pas sans inconvénients. On sait que l'État français, mal géré, manque d'argent et que la majorité cartelliste est incapable de diminuer les dépenses, qui sont destinées à se concilier les électeurs. Le budget est en déficit. L'État a déjà procédé à un emprunt de cinq milliards dont il ne reste à peu près rien. Le prêteur français se montre un peu essoufflé. Le gouvernement a donc profité des approvisionnements en francs dont dispose la Trésorerie anglaise, soucieuse de ne pas voir monter la livre, et il a placé aussi des bons du Trésor, dont il ne manquait pas. Cette manière de se procurer de l'argent assure au ministère un répit en ce qui concerne les difficultés financières. Elle risque, en revanche, de préparer des difficultés d'un autre ordre, puisqu'elle crée une dette flottante extérieure et donne à M. MacDonald un moyen de pression sur notre politique. Mais, dans notre système parlementaire décadent, on vit au jour le jour, et jamais un gouvernement ne se soucie des embarras qu'il laisse à l'avenir.

Interrogé au Sénat le 4 mai dernier, le ministre des Affaires étrangères a paru plus embarrassé que résolu. Des questions précises lui étaient adressées notamment par M. Henry Bérenger et M. Eccard et elles sont restées sans réponse. M. Boncour a donné l'impression d'un homme qui n'a pas encore formé son opinion sur le problème des dettes et qui s'en réfère à un projet arriéré de pacte sur les armements, au moment même où Hitler prélude par l'organisation du travail obligatoire, au rétablissement du service militaire. C'est plus qu'insuffisant.

Que fera donc le ministère de son pouvoir ? Personne ne peut le dire. Et cependant, s'il y a un État, il y a encore une grande et belle partie à jouer ! Le réveil de l'Angleterre indignée contre la frénésie hitlérienne, l'attitude énergique de la Petite-Entente et de la Pologne, les dispositions de l'opinion française désabusée de la politique de défaillance et d'illusion répandue par le brianisme, tout permettrait à un gouvernement qui aurait de la volonté et qui ne serait pas prisonnier des socialistes de se manifester et d'agir. L'aventure américaine, fort grave en elle-même et par ses conséquences, commande à nos dirigeants d'avoir des idées claires et une raison calme. Il y a quelques principes qu'ils ne doivent jamais perdre de vue s'ils sont résolus à épargner à notre pays une crise sérieuse. Et d'abord ils doivent résister de toutes leurs forces aux menées des inflationnistes et maintenir notre monnaie. Ils doivent, en ce qui concerne les dettes, rester attachés aux décisions prises par la Chambre. Ils doivent enfin, pour ce qui est du désarmement, se refuser à toute combinaison fondée sur des garanties en papier et opposer aux insinuantes propositions d'affaiblissement la nécessité de garder intacts tous les moyens de notre défense nationale, qui sont la garantie de la paix générale. A l'heure présente, la politique qui s'impose n'est pas une question de parti. Ce sont les événements qui commandent. Ils dictent impérieusement ce que la raison et l'expérience de l'histoire conseillaient depuis longtemps et ce qui a été méconnu. Des erreurs incroyables ont été commises depuis dix ans. De nouvelles fautes seraient peut-être irréparables et menaceraient notre pays des pires épreuves.

INTÉRIM.

